Titre : **LE MASSACRE DE NOTRE INFANTERIE** **1914-1918**	Référence : **ANCESTRAMIL** Organisation
Auteur : Percin, Alexandre (1846-1928)	Origine : http://gallica.bnf.fr/ Droits : domaine public Transcription intégrale
Référence : Albin Michel (Paris) 1921	Transcripteur : **MF. R.** Date : **2015**

Ancestramil

GÉNÉRAL PERCIN

LE MASSACRE DE NOTRE

INFANTERIE 1914 - 1918

Ancestramil

ALBIN MICHEL, EDITEUR PARIS — 22, RUE HUYCHENS, 22 — PARIS

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Emploi des feux de l'Artillerie (Berger-Levrault, 1900).

La manœuvre de Lorlanges (Berger-Levrault, 1909).

La liaison des armes (Chapelot, 1909).

L'Artillerie aux manœuvres de Picardie en 1910 (Berger-Levrault, 1911).

L'Artillerie au combat (Lavauzelle, 1912).

Cinq années d'inspection (Chapelot, 1912).

Essai de règlement sur le combat (Lavauzelle, 1912).

Le combat (Félix Alcan, 1914).

La guerre et l'armée de demain (Marcel Rivière, 1917).

Guerres et Société des Nations (Librairie de l'Humanité, 1919).

Lille (Bernard Grasset, 1919).

Deux hommes de guerre : Sarrail et Galliéni (Fournier, 1919).

1914. Les erreurs du haut commandement (Albin Michel, 1920).

L'armée de demain (Rieder, 1920).

Ancestramil

GÉNÉRAL PERCIN

LE MASSACRE

DE NOTRE INFANTERIE

1914–1918

Ancestramil

ALBIN MICHEL, ÉDITEUR PARIS — 22, RUE HUYGHENS, 22 — PARIS

*A la mémoire du lieutenant-colonel d'artillerie Bourguet, mon ancien officier d'ordonnance et collaborateur, un apôtre de la liaison des armes, glorieusement tombé devant Tahure, le 25 septembre 1915, à la tête d'un régiment d'infanterie. **

* Blessé mortellement, le lieutenant-colonel **BOURGUET** a répondu à l'infirmier qui lui offrait de le panser :

« C'est inutile. Allez plutôt voir si le régiment a dépassé la crête. — Oui ? —
« C'est bien ; je peux mourir content. »

(Extrait de l'Aube sanglante, Berger-Levrault, éditeur, page XIX.)

S'est élancé un des premiers à l'assaut, à côté de son drapeau déployé.

… Sa dernière parole a été :

C'est bien ; je peux mourir content. »

(Extrait de la citation à l'ordre de l'armée du général Pétain.)

Ancestramil

TABLE DES CHAPITRES

CHAPITRE		Pages.
CHAPITRE	I. Les pertes	13
	— II. — L'Infanterie massacrée par l'Artillerie amie	17
	— III. - La liaison des armes.	59
	— IV. - La Reine des batailles.	97
	— V. — L'emploi et les effets de l'Artillerie.	109
	— VI. — Les principes de la guerre.	151
	— VII. — La conduite de la guerre.	165
	— VIII. — Le canon qu'il nous fallait.	189
	— IX. — Le manque de préparation à la guerre de l'armée française.	199
	— X. — Résumé et conclusions	205

****

Ancestramil

INTRODUCTION

Dans mon livre : 1914. Les erreurs du Haut Commandement [(1)], j'ai posé les questions suivantes :
Pourquoi avons-nous été battus, au mois d'août 1914 ?
Pourquoi, après notre victoire de la Marne, au lieu de reconduire l'ennemi jusqu'à la frontière, avons-nous été arrêtés sur la ligne de l'Aisne ?
Pourquoi la guerre de tranchées a-t-elle duré quarante-six mois consécutifs, et la guerre de mouvements cinq mois seulement, en deux fois ?
Pourquoi, pendant ces quarante-six mois de guerre de tranchées, nous a-t-il été impossible d'enlever, d'un même élan, les positions successives de l'ennemi[1] ? »
Pourquoi avons-nous eu 2 millions de morts ou de mutilés ; presque autant que les Allemands en ont eu en face des Français, des Anglais, des Américains, des Belges et des Russes ; presque le double de ce qu'ils ont eu sur le front français ?
Pourquoi, depuis le commencement de la guerre, jusqu'à l'armistice, avons-nous dépensé 182 milliards de francs ?
Pourquoi, rien qu'en munitions d'artillerie, avons-nous dépensé 26 milliards de francs, chiffre atteignant le septième du total des dépenses de guerre[2] ?
Mon livre « 1914 » n'a répondu qu'à la première de ces questions. Je viens, aujourd'hui, répondre aux six autres.
Cette réponse, je la trouve dans le fait que, par suite d'une conception fausse du principe de l'offensive, par suite d'un manque de liaison de l'Artillerie et de l'Infanterie, par suite d'un emploi irrationnel de l'Artillerie lourde, 75.000 Français ont été fauchés par notre propre artillerie.
On me dira que 75.000 hommes, c'est peu de chose, à côté des 4.800.000 qui ont été atteints par le feu de l'ennemi. Sans doute ; mais ce sont les mêmes fautes qui ont entraîné le massacre des uns et celui des autres.
Déjà, dans les guerres antérieures, des fantassins étaient tombés sous les coups de l'Artillerie amie ; mais jamais on n'avait vu de pareilles hécatombes. Il y a là un fait nouveau dont il importe de rechercher les causes.
La meilleure preuve que le fait est grave, c'est que les communiqués officiels n'en ont jamais rien dit. La Censure a impitoyablement supprimé, pendant la guerre, les comptes rendus que j'ai essayé de faire de ces déplorables méprises. On m'a fait observer que mes révélations tendaient à ébranler le moral de l'armée et à préparer la défaite. On me l'a même fait observer depuis la fin des hostilités.

Si c'est être défaitiste et mauvais Français que de dire la vérité, je brave l'injure, en écrivant ce livre, comme l'ont bravé, en m'autorisant à publier leurs noms, la plupart des correspondants qui m'ont renseigné.

Ancestrami

---

(1) Albin Michel, éditeur, 22, rue Huyghens, Paris, 1920.

1 Rapport du général Pétain, en date du 1er novembre 1915, sur les opérations de la IIe armée, en Champagne, et sur les enseignements à en tirer.

2 Déclaration faite, le 12 mars 1919, par M. le sénateur Huber, à la Commission de l'armée.

LE MASSACRE DE NOTRE INFANTERIE

1914-1918

_____

CHAPITRE PREMIER

LES PERTES

Sommaire. — Pertes françaises. Pertes allemandes. — Les pertes de l'Infanterie et celles des autres armes.

§ 1er. — PERTES FRANÇAISES.

PERTES ALLEMANDES

Il résulte d'une statistique, dont le lecteur trouvera le détail aux annexes du présent volume[3], que, pendant la dernière guerre, les Français ont perdu :

1.383.000 hommes, tués ou disparus ;

3.562.470 blessés.

Un homme blessé deux ou trois fois étant compté pour deux ou trois.

Le total de ces pertes est de 5 millions d'hommes, en chiffre rond.

Les Allemands ont perdu, dans les mêmes conditions :

2.049.366 hommes, tués ou disparus;

4.143.536 blessés.

Le total de ces pertes est de 6.200.000 hommes, en chiffre rond.

Les pertes allemandes ont donc été nettement supérieures aux nôtres.

Mais les Allemands n'ont pas eu affaire aux Français seulement. Ils ont eu affaire encore aux Anglais, aux Américains, aux Belges et aux Russes.

Pour comparer les pertes que les Allemands et les Français se sont infligées mutuellement, il faut considérer, non pas les valeurs absolues des nombres de blessés, tués ou disparus, mais les valeurs de ces nombres pour 100 combattants.

On trouve ainsi que, pour 100 combattants il y a eu : chez les Français, 66 blessés, tués ou disparus ; chez les Allemands, 41 seulement.

---

[3] Voir Annexe I, page 213 Le total de ces pertes est de 5 millions d'hommes, en chiffre rond.

Ancestramil

Nos pertes ont donc été, sur les parties du front où les Allemands n'ont eu que nous en face d'eux, supérieures de plus de moitié à celles de notre adversaire.

Cette constatation a une très grande importance.

Nul n'ignore, en effet, que, le soldat allemand étant moins apte que le soldat français au combat en ordre dispersé, nos ennemis nous ont généralement attaqués en formations très denses, dans lesquelles notre canon de 75 a fait d'effroyables ravages.

Nul n'ignore non plus que le tir de l'artillerie lourde allemande a surtout produit, sur nos troupes, un gros effet moral. Ses effets matériels ont été relativement faibles[4].

L'explication de la supériorité de nos pertes doit donc être recherchée ailleurs que dans les propriétés du matériel. Elle doit être recherchée dans la direction générale de la guerre, dans le nombre des attaques et dans la façon dont elles ont été préparées.

Cette recherche est le principal objet du présent ouvrage.

§ 2. - LES PERTES DE L'INFANTERIE ET CELLES DES AUTRES ARMES

C'est l'Infanterie qui a été le plus éprouvée.

Au début de la guerre, ses pertes étaient, pour un même effectif, sept fois plus fortes que celles de l'Artillerie[5]. Cette disproportion a diminué. Elle est néanmoins restée très grande.

Finalement, les pertes de l'infanterie ont été, toutes proportions gardées :

3 fois plus fortes que celles de la cavalerie ;

4 fois plus fortes que celles de l'artillerie ;

4 fois plus fortes que celles du génie ;

6 fois plus fortes que celles, réunies, de l'aviation, du train des équipages et des autres services de l'avant[6].

C'est pourquoi j'ai intitulé ce livre : « Le massacre de notre infanterie. »

De tout temps, les pertes de l'Infanterie ont été, pour un même effectif, supérieures à celles de l'Artillerie. Mais, autrefois, la différence n'était pas aussi grande qu'aujourd'hui.

L'accroissement de cette différence tient à ce que, désireuse d'utiliser les grandes portées de ses pièces, l'Artillerie tend à s'éloigner de plus en plus du champ de bataille. Il lui devient ainsi très difficile de se rendre compte des besoins de l'Infanterie, dont elle appuie mal les attaques. Parfois même, elle confond amis et ennemis.

Il s'est malheureusement produit, pendant la dernière guerre, d'innombrables méprises de ce genre.

Le chapitre qui suit donne le récit des événements et les commentaires qu'ils comportent.

---

[4] Voir Annexe IV, page 217, et, dans le texte, page 116.
[5] Voir Annexe Il, page 216.
[6] Voir Annexe VII, page 217.

Ancestrami

CHAPITRE II

L'INFANTERIE MASSACRÉE

PAR L'ARTILLERIE AMIE

———

Sommaire. - Le récit des événements. — Les causes des méprises. - Le nombre des victimes. — Les victimes indirectes.

§ 1er. - LE RÉCIT DES ÉVÉNEMENTS

Dans ce premier paragraphe et dans l'annexe X qui le complète[7], je fais le récit des événements, dans l'ordre chronologique.

Je dois quelques renseignements au hasard de mes rencontres. Il en est que j'ai obtenus en interrogeant hâtivement des blessés dans des ambulances.

Voilà pourquoi mes différents comptes rendus n'ont ni la même longueur, ni la même forme.

Que de nombreuses inexactitudes se soient glissées dans ces comptes rendus, rien n'est plus probable. Le contraire serait étonnant. Mais, de l'ensemble des faits qu'ils signalent, se dégagent des conclusions dont l'exactitude ne saurait être révoquée en doute.

*
* *

Le 15 août 1914, le 33e régiment d'infanterie ayant été surpris à Dinant, le 8e régiment, de la même division, est appelé à son secours.

Vers 16 heures, un bataillon du 8e arrive aux portes de Dinant. Un deuxième bataillon suit de près. Le troisième est à 7 kilomètres en arrière.

A moitié chemin, à peu près, entre le bataillon de tête et le bataillon de queue, se trouve une ferme dite *« la Maison blanche »*, dans laquelle s'abritent la compagnie hors rang, le drapeau et sa garde, les sapeurs, les cyclistes et le secrétaire du colonel. A peine tout ce monde est-il installé, qu'une batterie française de 75, à laquelle personne n'avait rien demandé, tire sur la ferme, à toute volée. Elle tue le sergent-major **COZETTES**, deux sapeurs dont un nommé **CORNEMUSE,** deux cyclistes et trois soldats. Elle en blesse une douzaine d'autres.

Le lieutenant **RIBAUX,** porte-drapeau, n'est pas atteint, mais l'étoffe du drapeau est lacérée. La hampe est brisée. On la répare avec le métal d'une boîte de conserves, que l'on peut voir encore aujourd'hui.

Ces renseignements me sont fournis par l'ex-musicien brancardier **Albert HAVEZ,** de Carvin, que son emploi spécial a mis en situation de dénombrer les victimes.

Une enquête est ouverte.

Le 27e régiment d'artillerie, affecté à la 2e division, marchait avec le 8e régiment d'infanterie. Il est hors de cause.

---

[7] Voir plus loin, page 223.

Ancestramil

Le 15e régiment d'artillerie, affecté à la 1re division, affirme qu'il n'a jamais tiré sur la Maison blanche.

Les coups sont venus de l'Artillerie attachée à une unité voisine, que cette affaire ne regardait nullement.

L'incident est significatif.
Ce n'est pas l'erreur, jusqu'à un certain point excusable, d'une artillerie qui, régulièrement désignée pour appuyer une attaque, tient à soutenir les troupes d'assaut, jusqu'au dernier moment, mais dépasse la mesure, et continue à tirer sur l'objectif d'attaque, après qu'il a été enlevé.

Ce n'est pas l'erreur d'une artillerie qui, placée trop loin en arrière, prend une troupe amie qui progresse pour une troupe ennemie qui se replie, ou une troupe amie qui recule pour une troupe ennemie qui contre-attaque.

Ce n'est pas la dispersion naturelle du tir, engendrant des écarts supérieurs à la distance qui sépare les deux infanteries, dans le combat rapproché.

C'est l'Artillerie tirant, sans renseignement aucun, au centre d'une formation amie profonde de 7 kilomètres, et choisissant pour objectif une maison blanche, parce que cet objectif est plus visible que tout autre, parce qu'il est plus tentant, parce qu'il lui offre de plus beaux coups.

C'est l'Artillerie ne sachant pas ce qu'elle a à faire ; placée, peut-être, sous les ordres d'un chef qui ne le sait pas davantage, et qui lui crie : « Mais tirez donc ! » sans lui dire sur quoi elle doit tirer.
C'est l'Artillerie sortant abusivement de la zone de surveillance qui lui a été assignée.
C'est l'Artillerie tirant où il lui plaît, au lieu de tirer là où il faut et quand il faut.

Loin de moi la pensée d'attribuer la défaite de nos armées, en Belgique, à la méprise de la Maison blanche, ou à celles du même genre qui ont pu se produire sur d'autres points du théâtre des opérations, au mois d'août 1914 ; mais, ces méprises ne sont que des cas particuliers d'un fait, très fréquent et très grave, qui suffit, lui, à expliquer la perte de la bataille. Ce fait est le suivant. Je l'énonce en termes précis, parce que son énoncé constitue l'acte d'accusation que résume le titre du présent ouvrage.

Au lieu de tirer sur l'objectif d'attaque de l'Infanterie amie, et particulièrement sur les points de cet objectif devant lesquels l'Infanterie assaillante éprouvait les plus grandes résistances; au lieu de tirer sur ces points au moment même où ces résistances se produisaient, l'Artillerie française a couramment tiré, faute de liaison des deux armes, sur des objectifs que l'Infanterie n'attaquait pas, négligeant, entre autres choses, les mitrailleuses ennemies, qui ont pu ainsi, tout à leur aise, massacrer nos troupes d'assaut. Si bien que, le 24 août 1914, en pleine guerre, dans un ordre du jour qu'il a prescrit de lire aux troupes, le général **JOFFRE** a été obligé de leur dire :

Il résulte des renseignements recueillis dans les combats livrés jusqu'à ce jour, que les attaques ne sont pas exécutées par une *combinaison intime* de l'Infanterie et de l'Artillerie. Chaque fois que l'on veut conquérir un point d'appui, il faut préparer l'attaque avec l'Artillerie.

Toutes les fois que l'on a voulu lancer l'Infanterie à l'assaut avant que l'Artillerie ait fait sentir son action, l'Infanterie est tombée sous le feu des mitrailleuses et elle a subi des pertes que l'on aurait pu éviter.

Fallait-il donc perdre une grande bataille, pour apprendre à l'armée française que les attaques de l'Infanterie devaient être préparées par l'Artillerie ? Nullement. Cette obligation était inscrite, en toutes lettres, depuis quatre ans déjà, dans le règlement du 8 septembre 1910, sur les manœuvres de l'Artillerie. Ce règlement disait même, au n° 38 :

Ancestrami

Si la mission d'un groupe d'artillerie est d'appuyer une attaque, le commandant de ce groupe se met en rapport avec le commandant de la troupe d'Infanterie chargée d'exécuter l'attaque. *Cette entente préalable des exécutants est la base de la liaison.*

Pendant l'exécution de l'attaque, le commandant de l'Artillerie s'efforce de rester en liaison avec le commandant de l'Infanterie. Cette liaison a pour but, soit de déclancher ou d'interrompre le feu de l'Artillerie, soit d'attirer l'attention de celle-ci sur les dangers qui menacent l'Infanterie, ou sur les obstacles auxquels elle se heurte.

Bref, le règlement confiait au commandant de l'Infanterie le soin d'indiquer à l'Artillerie le point à frapper et le moment de le frapper.

Ce n'est certes pas l'Infanterie qui, le 15 août 1914, a prié l'Artillerie de tirer sur la Maison blanche. C'est donc l'Artillerie qui n'a pas fait ce qu'elle devait. Il a manqué, ce jour-là, comme dans la plupart des combats livrés pendant le mois d'août, ainsi que l'a déploré le général **JOFFRE,** la « combinaison intime des deux armes », combinaison d'ailleurs irréalisable, faute *d'entente préalable entre les exécutants ».*

*
* *

Le 20 août 1914[8], le 27e régiment d'infanterie, commandé par le colonel Valentin, est engagé de grand matin, au Haut Clocher, près de Sarrebourg.

Vers midi, le 2e bataillon atteint un petit bois, dans lequel il pénètre sans difficulté. Mais, arrivé à la lisière opposée, il tombe sous le feu de mitrailleuses ennemies, abritées dans des tranchées.

L'Artillerie allemande se met de la partie. Le bataillon est arrosé copieusement.

A ce moment, l'Artillerie française, ignorant les progrès de l'Infanterie amie, tire sur le petit bois, qu'elle croit occupé par l'ennemi. Le 2e bataillon reçoit des coups de tous côtés : des mitrailleuses ennemies, de l'Artillerie ennemie et de l'Artillerie amie.

La position devient intenable. Le colonel **VALENTIN** donne l'ordre de la retraite.

Le régiment se retire en désordre, laissant sur le terrain de nombreux morts ou blessés. Il est impossible de discerner, dans ces pertes, la part qui provient de l'Artillerie amie, de la part qui provient de l'Artillerie ennemie.

La responsabilité de ce désastre incombe au Commandement, et non au colonel **VALENTIN** qui, dans les conditions difficiles où il était placé, a fait tout ce qu'il pouvait [9].

Ancestram

---

[8] Renseignements fournis par M. Aulas, instituteur à Saint-Jean-des-Vignes (Saône-et-Loire), mobilisé comme caporal au 27e régiment d'infanterie, puis comme sergent au 1er régiment de marche d'infanterie d'Afrique, aux 2e, 3e et 4e régiments de zouaves.

[9] Je connais d'ailleurs personnellement le colonel Valentin, que j'ai inspecté en 1911, et que, dans une importante manœuvre exécutée au camp d'Avord, j'ai eu l'occasion de féliciter publiquement pour la manière dont il avait compris l'action commune des deux armes.
La bravoure de cet officier supérieur ne saurait non plus être mise en doute. Voici ce que mon correspondant m'écrit à ce sujet :
« Le colonel Valentin était toujours sur la brèche, à l'endroit où ça bardait, le premier partout. On le voyait circuler hors des boyaux, même en plein jour. Sa témérité était légendaire.
« En décembre 1914, aux Hauts de Meuse, commandant une brigade composée des 13e, 27e et 89e régiments d'infanterie, il a déclaré qu'il enlèverait la redoute du bois Brûlé, ou qu'il y resterait.
« Il n'y est pas resté, mais il y a laissé un bras, ayant été blessé par une grenade, au moment où il lançait une section sur un bout de boyau. »

Le Commandement aurait dû indiquer : à l'Infanterie, quelle était et où se trouvait la fraction d'artillerie chargée d'appuyer son attaque ; à l'Artillerie, quelle était et où se trouvait la troupe d'infanterie dont elle était chargée d'appuyer l'attaque.

Faute de ces indications, les exécutants n'ont pu organiser « *l'entente préalable* » prévue par le Règlement de 1910.

L'Artillerie n'a pu se mettre en liaison avec l'Infanterie, par téléphone, par estafettes ou par signaux.

Le colonel **VALENTIN** n'a pu tenir l'Artillerie au courant de ses progrès. Il n'a pu l'informer des résistances auxquelles il se heurtait. Il n'a pu lui indiquer le point à frapper et le moment de le frapper.

Les deux armes se sont ignorées l'une l'autre. Elles ont mené le combat séparément. Elles n'ont pas réalisé *« la combinaison intime* » dont le manque s'était déjà fait sentir, le 15 août, à la Maison blanche, et a été déploré le 24, dans l'ordre du jour du général **JOFFRE**.

*
* *

Le 22 août 1914[10], le 1er régiment d'infanterie coloniale, commandé par le colonel Guérin, aujourd'hui général de division, suivait, en colonne de route, avec un peloton de chasseurs d'Afrique, quelques dragons éclaireurs et une batterie du 2e régiment d'artillerie coloniale, la route qui va de Saint-Vincent à Neufchâteau (Belgique) où il avait reçu l'ordre d'aller cantonner. Pour arriver à Neufchâteau, il fallait traverser une forêt profonde de 10 kilomètres et large de 25.

A 7 heures du matin, le régiment débouche du village de Rossignol, à 800 mètres au sud de la forêt, et il s'engage dans le couloir de la haute futaie. A peine avait-il fait 500 mètres, qu'il essuie une vive fusillade.

Et cependant, depuis la veille, le colonel Guérin était prévenu, par les habitants de Saint-Vincent et par ceux de Rossignol, que la forêt était occupée par l'Infanterie ennemie. L'État-Major de la division était prévenu également. Mais, tous avaient résolu de passer outre. Le général **RAFFENEL** avait même dit : « Envoyez-moi quelques marsouins pour balayer ces pouilleux-là. »

« Ces pouilleux-là », hélas ! étaient extrêmement nombreux et admirablement embusqués dans les bois.

La colonne pénètre dans la forêt. La surprise est terrible. La batterie d'avant-garde fait demi-tour, et se retire en désordre. Le régiment est bientôt engagé tout entier. Il a devant lui trois régiments allemands. Il résiste dans la forêt. Il résiste sur la lisière. Il résiste entre cette lisière et le village de Rossignol. Son héroïsme est prodigieux, mais les pertes sont épouvantables.

Vers 15 heures, la résistance devient impossible. Le régiment ne recevant aucun ordre, les unités isolées se retirent en combattant, sous la conduite des deux ou trois officiers subalternes restés indemnes et de quelques sous-officiers énergiques.

Malheureusement, dans ce combat, d'où la direction supérieure est absente, et où chacun agit de sa propre initiative, le gros de l'Artillerie est venu s'établir en batterie, sans mission, à 400

---

[10] J'ai rédigé ce récit d'après l'historique officiel du 1er régiment d'infanterie coloniale, et les renseignements complémentaires que m'a fournis un officier survivant ayant assisté à tout le combat, officier actuellement encore en activité de service, et que, pour cette raison, je ne nommerai pas

Ancestrami

mètres au sud du village de Rossignol. Aucune liaison n'est organisée entre les deux armes. L'Artillerie ne sait pas où est l'Infanterie. L'Infanterie ne sait pas où est l'Artillerie. Elle l'apprend par les obus qu'elle en reçoit, les batteries ayant ouvert le feu sur la lisière de la forêt, que les divers éléments d'infanterie en retraite franchissent successivement, sous la poussée des Allemands.

Le 1er régiment d'infanterie coloniale subit, de ce fait, des pertes cruelles.

Il est bien difficile de discerner, dans ces pertes, la part qui provient de l'Artillerie amie, de la part qui provient de l'Artillerie et de l'Infanterie ennemies. Mais l'impression générale des survivants est que le tiers, au moins, de nos pertes est imputable à notre artillerie, dont le tir extermine les combattants qui s'acharnent à défendre la lisière de la forêt.

Aussi, à la fin de la journée, outre 20 officiers tués, parmi lesquels le général de division **RAFFENEL** et le général de brigade **RONDENY**, outre 21 officiers blessés, le 1er régiment d'infanterie coloniale, dont l'effectif initial était de 3.250 hommes, a-t-il perdu 3.000 hommes, dont 2.000 tués et 1.000 blessés ou prisonniers.

Le canon français a donc, faute de liaison des armes, massacré plus de 1.000 fantassins amis, dont 666 tués et 334 blessés.

Le rédacteur de l'historique du régiment avoue bien les 2.000 morts et les 1.000 blessés ; mais, par camaraderie, sans doute, pour les artilleurs coloniaux, il s'abstient de dire que ces derniers ont tiré sur l'Infanterie amie. Il dit simplement : « Notre artillerie fait rage. »

C'est la rage au cœur, en effet, que les 250 survivants du malheureux régiment sont rentrés en France, et que plusieurs d'entre eux m'ont fait cet émouvant récit.

*
* *

Le 6 septembre 1914[11], la 10e compagnie du 30e régiment d'infanterie, commandée par le capitaine **LAGARDE**, auquel mon correspondant était spécialement attaché, occupait des tranchées, dans un bois de sapins, surveillant la route de Saulcy-sur-Meurthe (Vosges) à Taintrux. Les Allemands occupaient le sommet boisé situé de l'autre côté de la route, à une centaine de mètres de notre première ligne. On les entendait frapper sur les pieux qu'ils enfonçaient en terre. On entendait même les plaintes de leurs blessés.

Sur notre gauche, la bataille de la Marne faisait rage. Le 30e régiment d'infanterie avait pour mission de fixer l'ennemi. Il n'avait pas l'ordre d'attaquer. Il ne demandait rien à l'Artillerie. Celle-ci, constituée par des batteries de 75 du 54e régiment d'artillerie de campagne, établies dans les bois entre le col d'Anozelles et Hautefosse, à 500 mètres en arrière, ouvre néanmoins le feu à obus percutants.

Dès les premiers coups, on constate que le tir est trop court. Les obus éclatent dans les arbres, brisant les branches qui tombent dans nos lignes. Les obus finissent par y tomber eux-mêmes. Les troupes se débandent. Cinq hommes blessés, hurlant comme des fous, parmi lesquels le

---

[11] Renseignements fournis par M. Berlioz, professeur à l'École normale de Montbrison, mobilisé comme caporal au 30e régiment d'infanterie.

Angestrami

soldat **DURAND** qui avait le bras fracassé, accourent vers le capitaine **LAGARDE**. Ce dernier bondit hors de son trou. Il envoie un sergent aux batteries, leur dire de cesser le feu.

Par un hasard providentiel, le capitaine **LAGARDE** connaissait l'emplacement de ces batteries, qu'il avait traversées le 4 septembre, en revenant de Hautefosse, où la 30e compagnie avait passé la nuit. Officiellement, il ignorait l'existence de cette artillerie, qui, de son côté, ignorait l'existence, en avant d'elle, du 30e régiment d'infanterie. Aucune liaison n'avait été prévue entre les deux armes.

A ce sujet, mon correspondant fait les réflexions suivantes, que l'on croirait émaner d'un professionnel, tellement elles sont correctement exprimées, tellement les indications qu'elles donnent sont conformes à celles qu'ont fournies tant d'officiers de l'armée active.

Voilà le fait. Il ne paraît pas grave en lui-même, puisqu'il n'a pas eu de conséquences trop funestes ; mais, il a exercé sur nos troupes une influence démoralisante considérable.

Déjà, au début de la campagne, dans les Vosges et en Alsace, nous avions souffert du manque de liaison entre l'Infanterie et l'Artillerie. Les deux armes s'ignoraient l'une l'autre. Elles recevaient des ordres séparés, parfois même contradictoires.

Une seule fois, le 20 août, à Saint-Blaise, mon capitaine a su quel était l'objectif de l'Artillerie, parce que le commandant de batterie, dans un moment de bonne humeur, a bien voulu, de son propre mouvement, lui communiquer ses ordres, Je suis certain, mon général, que vous recevrez une liasse de lettres vous apportant la preuve de cet état de choses.

J'ai reçu, en effet, une liasse de lettres ; mais elles ne m'ont rien appris. J'avais prédit ce désordre dès 1907. J'avais fait part de mes appréhensions au ministre de la Guerre[12].

* * *

Le 18 mai 1915[13], le 57e bataillon de chasseurs à pied, qui tenait le secteur de Carency-Souchez (Pas-de-Calais), avait eu déjà, dans le bois de Carency, plusieurs hommes atteints par des obus français de 75.

Le lendemain 19, vers 22 heures, le tir reprend de plus belle. Le caporal **LARCHER** se porte au poste téléphonique, pour informer l'Artillerie de cet état de choses.
Le 20, la compagnie à laquelle appartient mon correspondant reçoit l'ordre de se replier sur un bois en arrière ; car notre artillerie va exécuter un bombardement violent sur les lignes ennemies. Dans ce bois, le service du génie a creusé des trous, le long du talus d'un chemin forestier. Il a construit, en outre, des abris légers recouverts de branchages.
Dussé-je vivre encore cent ans, m'écrit **M. LASSERRE,** je n'oublierai jamais cette terrible journée. Les canons français du Mont Saint-Eloi bombardaient le bois sans discontinuer. Un obus tombe sur un abri où 15 chasseurs étaient entassés. L'un de ces chasseurs a les deux jambes emportées. Un autre a la tête broyée. C'était horrible à voir. Le bombardement était si intense que les pauvres chasseurs étaient projetés dans les arbres du bois. Un adjudant nouvellement promu, et dont nous avions, la veille, arrosé les galons, est également tué.

---

[12] Voir plus loin, page 79.

[13] Renseignements fournis par l'ex-soldat Lasserre, actuellement entrepreneur de travaux à Montigny-devant-Sassey (Meuse).

Ancestrami

J'avais heureusement quitté l'abri dix minutes avant la catastrophe. Dans le trou où je m'étais réfugié, mon fusil est cassé en deux par un éclat d'obus.
Ma compagnie a eu, ce jour-là, une cinquantaine de tués ou de blessés. A côté de notre bataillon se trouvaient les 159e et 97e régiments d'infanterie, les 60e et 61e bataillons de chasseurs à pied qui ont subi, eux aussi, des pertes graves.

*
* *

Le 18 juin 1915[14], la 66e division avait l'ordre d'attaquer Metzoral, dans la Haute-Fetsch, en Alsace. Depuis plusieurs jours, le 213e régiment était en soutien. Un bataillon de chasseurs alpins avait héroïquement échoué.

A 8 heures, le 6e bataillon du 213e reçoit l'ordre d'attaquer. La première vague est composée des 21e, 22e et 23e compagnies, respectivement commandées par le capitaine **ROBIN**, le lieutenant **JOHANNES** et le capitaine **JEANBRAU**. La 24e est en soutien.

Notre 75 et notre 220 tapent en plein dans la tranchée ennemie. L'enthousiasme de nos fantassins est indescriptible. Nos compagnies vont vite. Elles ne tardent pas à arriver tout près de la tranchée allemande.

Le téléphone étant coupé, un homme grimpe dans un arbre, pour avertir l'Artillerie des progrès de l'Infanterie.

Au lieu d'allonger son tir, notre artillerie le raccourcit. Nos compagnies sont fauchées par le canon ami.

L'Artillerie s'arrête étonnée. Mais il est trop tard. Les Allemands qui avaient levé les bras en l'air, en criant : « Camarades », reprennent le fusil et exterminent ceux de nos valeureux fantassins que le canon français avait épargnés. Ils font prisonniers ceux que leur impétuosité avait amenés dans la tranchée.

Plus des 2/3 de l'effectif des trois compagnies reste sur le terrain: tués, blessés ou disparus; surtout tués ou disparus. La 23e compagnie, à elle seule, qui, au départ de l'attaque, comptait 4 officiers et 190 hommes, ne compte plus, une demi-heure après, que 2 sous-officiers, 4 caporaux et 56 hommes. Elle n'a plus un seul officier.

Les trois compagnies sont privées de leur chef. Le lieutenant **JOHANNES** est tué. Le capitaine **JEANBRAU** est grièvement blessé. Le capitaine **ROBIN** a disparu.

Il n'est pas exagéré de dire, écrit mon correspondant, que 80% de nos pertes sont dues à l'Artillerie amie. Résultat : un échec grave ; de nombreuses vies humaines sacrifiées; un coup funeste porté au moral des survivants.

*
* *

Le 28 septembre 1915[15], le 21e régiment d'infanterie, auquel appartenait mon correspondant, le 43e colonial et un régiment de réserve étaient massés derrière un talus situé à la cote 119, sur les pentes de Vimy, à l'est de Souciiez (Pas-de-Calais). Cette masse devait attaquer à 13 heures

Amestram

[14] Renseignements fournis par un sergent-major du 213e régiment d'infanterie.
[15] Renseignements fournis par le capitaine de réserve **GOUTTENOIRE de TOURY,** ancien élève de l'École de Saint-Cyr, démissionnaire comme lieutenant d'infanterie, actuellement domicilié à Paris, 60, avenue Montaigne.

45 une tranchée précédée de barbelés absolument intacts. Cette tranchée était tellement forte qu'elle n'a été enlevée que dix-huit mois plus tard, par les Anglais.

Aucun officier d'Etat-Major, aucun officier d'artillerie n'étaient venus sur le terrain.

Pour encourager cette attaque qui devait être très meurtrière, le général de division Martin de Bouillon avait dit à la troupe :

« Pas de prisonniers. Vous allez arriver sur le Rhin. Là, vous trouverez bon vin et jolies filles. »

A ces encouragements, notre canon de 75 joint l'arrosage de son tir. La masse d'attaque était cependant bien visible, puisqu'elle se profilait sur un talus en pente vers l'artillerie française.

Des signaux par fusées sont envoyés à l'État-Major de la division. Mais rien n'y fait.

L'attaque est néanmoins déclanchée à l'heure dite. Elle est renouvelée plusieurs fois. Elle échoue lamentablement.

Les pertes sont considérables ; mais il est impossible de dire la part qui, dans ces pertes, provient de l'Artillerie ennemie, et celle qui provient de l'Artillerie amie.

*
* *

A la fin de juin 1916[16], le 130e régiment d'infanterie venait de prendre aux Allemands les lignes situées en avant de la redoute de Thiaumont. La 5e compagnie, commandée par M. Prenant, se trouvait à l'ouest de la redoute. Le commandant de compagnie qu'il relevait lui avait dit :

« Méfiez-vous de l'Artillerie française plus que de l'Artillerie allemande. Depuis trois semaines, ses canons tirent trop court. L'envoi de comptes rendus ou de signaux est sans résultat. »

Quelques jours après, **M. PRENANT** reçoit l'ordre de se porter en avant, avec sa compagnie. Notre 155 bombarde Thiaumont. Pendant l'attaque, il tire trop court. La 5e compagnie, encadrée par les projectiles, se retire en désordre.

La scène a pour témoin le colonel **LEBAUD,** commandant le 130e régiment d'infanterie, dont le poste central est lui-même encadré.

Le général **d'INFREVILLE,** commandant la division, à qui le colonel **LEBAUD** se plaint, lui répond : « Faites-leur croire que ce sont des obus allemands venant du Mort-Homme. »

Cet officier général avoue cyniquement que l'envoi de signaux par fusées sera toujours sans effet ; que, s'il en envoie, c'est pour relever le moral des combattants, mais que l'Artillerie n'en tiendra jamais aucun compte.

M. PRENANT relève que, sur 72 hommes tués ou blessés dans sa compagnie, 38 l'ont été par l'Artillerie française, et 34 seulement par l'Artillerie allemande. La 2e section est anéantie par un seul obus. Pas un homme n'échappe au massacre.

Les compagnies voisines subissent également des pertes graves ; mais mon correspondant ne peut m'en dire le chiffre.

Pendant un deuxième séjour dans les mêmes parages, entre le 20 et le 30 juillet 1916, c'est le 75 qui tire trop court.

[16] Renseignements fournis par M. Prenant, agrégé préparateur à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, à Paris.

Ancestramil

Cent cinquante fusées sont lancées sans résultat. A certains moments, les rafales se succèdent de quart d'heure en quart d'heure.

Il faut faire retirer les hommes sur le côté.

Dans ce deuxième séjour, sur 52 hommes touchés, 12 sont atteints par l'Artillerie amie.

Quelque temps après, le successeur de **M. PRENANT** est tué, sur le même emplacement, ainsi que quelques-uns de ses subordonnés, par un obus de 155 français.

On peut avoir confiance dans les évaluations de **M. PRENANT**, dont les observations sont faites avec un soin digne d'un préparateur agrégé de l'École normale supérieure.

On verra aux annexes que[17], d'après des observateurs également dignes de foi, à Verdun, où les méprises ont été plus nombreuses que partout ailleurs, sur 10 obus reçus dans la tranchée, 2, en moyenne, provenaient de l'Artillerie amie.

*
* *

Le 16 septembre 1916[18], dans le secteur de Fleury-Thiaumont, à Verdun, le 283e régiment d'infanterie se trouvait près du bois de Vaux-Chapitre. Il avait mission d'attaquer. Son attaque échoue devant les mitrailleuses allemandes.

Le lendemain 17, l'attaque est reprise. Quelques obus de 75 tombent dans nos lignes. L'un d'eux tue deux soldats de la 19e compagnie. On lance des fusées. Notre 155 se met alors de la partie. Au même moment, l'Artillerie allemande entre en scène. Mais ses obus, hélas ! bien dirigés, tombent chez nous. Nos malheureux fantassins reçoivent des coups de tous côtés. Le carnage devient épouvantable.

Au travers de ce bruit infernal, m'écrit mon correspondant, on perçoit les cris des blessés et le râle des mourants. Malgré les fusées, malgré les signaux, malgré l'envoi d'agents de liaison, le tir dure jusqu'à 17 heures. Les pertes sont immenses. Le soir, les survivants de cette terrible journée se regardent comme hébétés. Ils semblent aussi morts que ceux qui sont couchés par terre.

*
* *

Le 15 mai 1917[19], le 413e régiment d'infanterie, commandé par le colonel **Petit-Jean ROGET,** avait reçu mission de relever le 416e, dans la région de Craonne.

Il s'installe, comme il peut, dans les entonnoirs creusés par les obus. Mais, il s'y trouve assez mal. Des avions ennemis, en effet, survolent les lignes françaises, et y jettent de la mitraille, dont les ravages s'ajoutent à ceux de l'Artillerie opposée. On se décide alors à accentuer la violence du bombardement effectué sur la première ligne allemande et sur le fortin situé au sud de Craonne.

Pour permettre ce bombardement, on prescrit au 413e régiment, le 18 mai, de se retirer en arrière, et de construire une tranchée, dans laquelle il s'abritera.

A peine ce recul est-il effectué, que notre artillerie, on ne sait pourquoi, raccourcit son tir et envoie des obus de 155 dans la tranchée française.

---

[17] Voir Annexe VI, page 219.

[18] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Paul TAMAIN**, du 283e régiment d'infanterie.

[19] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Pierre CORNU** actuellement domicilié à Clichy, 72, rue de Neuilly

Ancestrami

A la 5e compagnie, 2 hommes sont tués ; 7 sont blessés. A la 6e, le sous-lieutenant **LAIZY** et l'aspirant **BRETON**, chefs de section, sont tués. Le lieutenant **PISSIS**, commandant la compagnie, est blessé.

En vain lance-t-on des fusées pour faire allonger le tir. Le moral des soldats est gravement atteint.

Le capitaine **ROCHON,** commandant la 5e compagnie, part alors avec l'agent de liaison **MARANDE,** va trouver le commandant **ROZIERS**, et le prévient que, si l'Artillerie française ne cesse pas son tir, il rassemble sa compagnie et se retire, dût-il, pendant le rassemblement, se faire massacrer par l'Artillerie allemande.

Informé de ces événements le général **BRETON,** commandant la 154e division d'infanterie, répond au colonel **PETIT-JEAN ROGET** : « Votre régiment ne descendra pas au repos, avant d'avoir perdu 75 de son effectif. »

Le 22 mai, à 16 heures 20, le 413e régiment est lancé à l'attaque. Cette fois encore, l'Artillerie française raccourcit son tir, au lieu de l'allonger. Dix hommes sont blessés, parmi lesquels le soldat Maraude et un nommé Marteau.

*
* *

Le 23 septembre 1918[20], à la Chaussée-Brunehaut, sur le plateau de Nouvion, entre Tartiers et Juvincourt (Aisne), la 127e division d'infanterie, dont faisaient partie les 25e et 29e bataillons de chasseurs à pied, avait reçu l'ordre d'attaquer à 9 heures du matin. Pour être sûr que le tir de barrage de l'Artillerie précéderait bien l'Infanterie de la quantité voulue, un officier d'artillerie devait venir reconnaître l'emplacement exact de nos lignes, emplacement quelque peu modifié, depuis la veille, du fait de contre-attaques allemandes.

Cet officier s'est-il abstenu de venir ? Ou bien a-t-il mal calculé les éléments du tir ? Mon correspondant l'ignore. Toujours est-il que, l'attaque une fois partie, les premières salves de l'Artillerie tombent en plein dans nos lignes.

L'Infanterie lance une fusée demandant l'allongement du tir. Le signal est obéi. L'Artillerie allonge son tir ; mais elle l'allonge juste de la quantité dont a progressé l'Infanterie. Les salves continuent à tomber dans nos vagues d'attaque, qu'elles accompagnent avec une régularité désespérante.

Les pertes sont telles que le 29e bataillon de chasseurs à pied fait demi-tour, et revient à son point de départ, laissant à découvert le flanc gauche du 25e bataillon, qui subit des pertes plus graves encore.

Cent hommes étaient tombés au 29e bataillon. 250 tombent au 25e. Tel est le résultat du manque de coordination du tir de l'Artillerie et des mouvements de l'Infanterie.

*
* *

[20] Renseignements fournis par l'ex-soldat Benjamin, du 25e bataillon de chasseurs à pied, actuellement employé de commerce, à Paris.

Ancestrami

Pour ne pas allonger démesurément le présent paragraphe, dont la lecture aurait fini par devenir fastidieuse, j'ai rejeté le récit des autres événements dans l'Annexe X, où il tient 74 pages très serrées. J'engage le lecteur à les lire en plusieurs fois.

§ 2. - LES CAUSES DES MÉPRISES

Le Commandement a souvent négligé de dire :

à l'Infanterie, quelle était et où se trouvait la fraction d'artillerie chargée d'appuyer son attaque ;

à l'Artillerie, quelle était et où se trouvait la troupe d'infanterie dont elle était chargée d'appuyer l'attaque.

Les deux armes, s'ignorant l'une l'autre, n'ont pu se mettre en liaison. L'Infanterie n'a pu indiquer à l'Artillerie le point à frapper et le moment de le frapper. C'est ce qui est arrivé :

le 20 août 1914, au Haut-Clocher[21] ;
le 22 août, à Rossignol ;
le 6 septembre 1914, à Taintrux ;
le 7 mars 1915, à Souain ;
le 3 juillet 1916, à Versen ;
le 14 octobre 1916, à Kénali, en Orient ;
le 4 mai 1917, au village de X. ;
le 31 juillet 1917, au Chemin des Dames ; etc., etc.
Ai-je besoin d'ajouter que ce manque d'organisation du commandement a été beaucoup plus fréquent que je ne le dis là ?

Le plus souvent, en effet, mon correspondant, simple homme de troupe, s'est borné à me signaler le fait matériel du tir de l'Artillerie sur l'Infanterie amie. Il n'a pu en analyser les causes.

*
* *

D'autres fois, le Commandement ayant fait ce qu'il devait, les exécutants ont négligé d'organiser la liaison; ou bien, l'ayant organisée, ils n'ont pas su en tirer parti.

La liaison matérielle était organisée, le 29 mars 1918, à Hargicourt, puisque l'Infanterie a pu dire à l'Artillerie : « Le Hamel est occupé. » Mais l'Infanterie a négligé de dire : « Occupé par nous », et l'Artillerie a négligé de demander : « Occupé par qui ? » Ni l'une ni l'autre des deux armes n'ont attaché à cette précision l'importance qu'il fallait.

C'est pour des motifs de ce genre que l'Artillerie a massacré l'Infanterie amie :

le 27 septembre 1914, à la Foraine ;

---

[21] Voir, pour cet incident et pour les suivants, les récits contenus dans les pages 18 à 40 du texte, et 223 à 298 des Annexes.

Ancestrami

le 13 novembre 1914, à la Haute-Chevauchée ;
le 19 décembre 1914, au Calvaire ;
le 29 janvier 1915, à Saint-Remy ;
le 13 mai 1915, à Riaville ;
le 30 juin 1915, à Neuville-Saint-Vaast ;
le 5 juillet 1915, devant Troyon ;
en juillet 1915, au bois Le Prêtre ;
le 16 septembre 1915, au bois de Vaux-Chapitre ;
le 25 septembre 1915, à Perthes-les-Hurlus ;
le 28 septembre 1915, à Vimy ;
le 5 octobre 1915, à Maison-de-Champagne ;
les 26 et 27 juin 1916, à Damloup ;
les 1er et 14 juillet 1916, à la cote 304, près de Verdun ;
le 3 juillet 1916, à Versen ;
le 15 juillet 1916, à Souville ;
le 2 août 1916, à La Lauffée ;
le 11 novembre 1916, à Sailly-Saillisel ;
le 8 mars 1917, à Maison-de-Champagne ;
le 16 avril 1917, à Guignicourt ;
le 15 novembre 1917, à Bezonvaux ;
le 29 mars 1918, à Hargicourt ;
le 30 mars 1918, au cimetière de Hangard ;
le 20 septembre 1918, à Sommepy ;
le 4 octobre 1918, à Monthois ;
le 17 octobre 1918, à Montigny.

*
* *

Au lieu de faire préciser par l'Infanterie intéressée l'indication de l'objectif à battre, l'Artillerie a choisi cet objectif elle-même, et elle a pris une troupe amie qui avance pour une troupe ennemie qui recule, ou une troupe amie qui recule pour une troupe ennemie qui contre-attaque. D'où les méprises qui se sont produites :

le 8 mai 1916, à Verdun ;
le 5 mai 1917, à Craonne ;
le 14 mai 1917, au fort de Nogent ;
le 7 septembre 1917, au Chapeau de gendarme ;
le 18 octobre 1917, à la Balise ;
fin octobre 1917, à la Balise ;
le 15 janvier 1918, à Laneuville.

*
* *

C'est, de préférence, sur les objectifs les plus visibles, sur les plus tentants, sur ceux dont la situation rendait le réglage le plus facile, sur ceux qui lui offraient les plus beaux coups, que l'Artillerie a fait porter le choix de ses objectifs de tir :

Le 15 août 1914, à la Maison Blanche, près de Disant ;

Ancestramil

le 22 août 1914, à Rossignol ;
en mars 1915, à Vauquois ;
le 18 mai 1915, à Carency ;
le 8 mai 1916, à Verdun ;
le 6 septembre 1916, à Déniécourt ;
le Il octobre 1916, à. Verdun ;
le 18 octobre 1916, à Négolani ;
le 17 avril 1917, à Posen ;
le 5 mai 1917, au Moulin de Laffaux ;
le 18 octobre 1917, à la Balise ;
fin novembre 1918, dans le secteur du Béton ;
le 11 décembre 1917, à la Chantereine ;
le 24 mars 1918, aux grandes Beines.

*
* *

L'Artillerie a bien tiré là où il fallait, mais plus longtemps qu'il ne fallait, prolongeant le tir au-delà de l'enlèvement de l'objectif par l'Infanterie amie, qu'elle a ainsi massacrée :

le 5 avril 1915, à Warcq ;
le 16 juin 1915, au château de Coulent ;
le 18 juin 1915, à Metzoral ;
le 20 août 1915, à Blérancourt ;
le 27 septembre 1915, à Videgrange ;
le 28 septembre 1915, en Champagne ;
le 28 septembre 1915, à la tranchée de l'Ubec ;
le 4 octobre 1915, à la Chenille ;
le 10 octobre 1915, à la Main de Massiges ;
le 3 juillet 1916, à Versen ;
le 6 septembre 1916, à Déniécourt ;
le 16 avril 1917, à Berry-au-Bac ;
le 9 mai 1917, au Moulin de Laffaux ;
le 9 juillet 1917, au Chemin des Dames.

*
* *

La plupart de mes correspondants affirment que les signaux envoyés par fusées, pour faire allonger le tir, n'ont jamais été obéis. Des artilleurs auraient déclaré avoir reçu l'ordre de ne tenir compte que des signaux envoyés par l'Aviation. Un général de division aurait avoué que l'envoi de fusées-signaux était un simple geste destiné à faire prendre patience à l'Infanterie.

Quant aux agents de liaison chargés de signaler à l'Artillerie les erreurs de son tir, ils ont été généralement assez mal reçus.

Ce mauvais vouloir de l'Artillerie s'est particulièrement manifesté :

le 5 janvier 1915, au bois Boleste ;
le 20 juin 1915, à Blanleuil ;
le 6 octobre 1915, dans la tranchée d'Odin ;

Ancestramil

le 3 juillet 1916, au Mort-Homme ;
le 11 octobre 1916, dans la tranchée des Deux Arbres, près de Verdun ;
le 26 octobre 1916, à Vaux-Chapitre ;
en février 1917, au Tumulus ;
le 8 mars 1917, à Maison-de-Champagne ;
le 15 avril 1917, au Chemin des Dames ;
le 5 mai 1917, au bois Paradis ;
le 20 mai 1917, à l'attaque du Casque, en Champagne ;
le 20 juillet 1917, à Cerny ;
le 18 août 1918, à la ferme d'Attiche ;
le 17 octobre 1918, à Montigny.

*
* *

Le feu a quelquefois été ouvert par une artillerie que l'affaire ne regardait nullement, par l'Artillerie attachée à une unité voisine, par une artillerie que hantait le désir d'utiliser les grandes portées de ses pièces, ou les propriétés meurtrières du tir d'écharpe. Comme si le choix des objectifs devait être subordonné à des considérations d'ordre technique. C'est ainsi que, faute de renseignements sur la situation, l'Artillerie a massacré l'Infanterie amie :

le 15 août 1914, à la Maison Blanche, près de Dinant ;
le 26 septembre 1915, à Hérimoncourt ;
en 1916, à la Chevauchée ;
le 26 octobre 1916, à Vaux-Chapitre ;
le 4 avril 1918, au bois de Mongival ;
en mai 1918, au bois des Épinettes ;
le 31 août 1918, à Leuilly ;
le 1er novembre 1918, à la cote 156.

*
* *

Le feu a été ouvert par une artillerie que cela regardait, mais à qui on ne demandait rien à ce moment-là :

le 20 août 1914, au Haut-Clocher ;
le 6 septembre 1914, à Taintrux ;
le 15 octobre 1915, à Maison-de-Champagne ;
entre le 20 et le 26 mars 1916, à Verdun ;
le 31 mars 1916, au bois Le Prêtre ;
le 14 septembre 1916, à Bouchavesnes ;
le 26 octobre 1916, à Vaux-Çhapitre ;
le 20 juillet 1917, au Mont Haut ;
le 8 août 1918, à Mézières (Somme) ;
le 4 septembre 1918, à la ferme de la Montagne ;
le 5 septembre 1918, à Nanteuil ;
le 14 septembre 1918, à LafIaux.

*
* *

Ancestrami

L'Artillerie française, non prévenue que notre infanterie recule, la prend pour un ennemi qui contre-attaque et l'arrose de ses projectiles, aggravant ainsi la défaite :

fin août 1914, à Cheveuges ;
le 16 avril 1917, à Guignicourt ;
le 18 octobre 1917, à la Balise ;
le 30 mars 1918, à Sauvillers.

*
* *

Invitée à préparer l'attaque de l'Infanterie française, l'Artillerie amie tire sur cette dernière. L'ennemi prend alors l'offensive, avec l'appui complaisant de notre propre artillerie :

le 23 mai 1915, au moulin Malon ;
le 4 mai 1917, à Berméricourt ;
le 27 mars 1918, à Armancourt.

*
* *

Impatiente d'atteindre son objectif d'attaque — qui oserait l'en blâmer ? — l'Infanterie traverse le barrage qu'elle a elle-même demandé :

le 25 septembre 1915, à Tahure ;
au mois d'octobre 1915, en Champagne ;
en 1916, à la côte du Talou ;
le 6 septembre 1916, à Chaulnes ;
le 16 avril 1917, au Chemin des Dames ;
le 5 mai 1917, à Heurtebise ;
le 4 avril 1918, sur l'Avre; le 9 mai 1918, à Grivesnes ;
le 9 mai 1918, au Mouchet; en juin 1918, à Mélicocq ;
le 8 août 1918, à Moreuil ;
en août 1918, à Gratibus ;
le 18 août 1918, à la ferme d'Attiche ;
le 21 septembre 1918, à Sommepy ;
le 21 septembre 1918, à Monastir.

Je reviendrai plus loin[22] sur les regrettables méfaits de ce mécanisme du barrage roulant.

*
* *

Par suite des écarts résultant de la dispersion naturelle du tir, par suite d'erreurs dans la désignation de l'objectif, ou par suite d'erreurs de pointage, le barrage défensif demandé par

[22] Voir plus loin, page l00.

Ancestrami

l'Infanterie tombe dans ses rangs, au grand avantage de l'ennemi, dont notre artillerie fait ainsi la besogne :

le 1er juillet 1916, à la cote 304, près de Verdun ;
le 1er octobre 1916, à la Butte du Mesnil ;
le 16 avril 1917, à Vauclerc ;
le 17 avril 1917, au Mont Cornille t;
le 4 mai 1917, à Berméricourt ;
le 21 mai 1917, au Mont Cornillet ;
le 9 juillet 1917, à Heurtebise ;
le 20 juillet 1917, à Cerny ;
en août 1917, à La Pompelle ;
le 10 juin 1918, à Gournay.

*
* *

Pour diminuer la longueur de l'assaut, l'Infanterie tenait à ce que sa tranchée fût aussi près que possible de la tranchée adverse. Cette exigence était légitime. Mais il aurait fallu que l'attaque rapprochée fût appuyée par un canon léger, tirant de près, et non par un canon lourd, tirant de loin, avec des écarts de tir nécessairement supérieurs à la distance des deux tranchées adverses. Dans la guerre de tranchée, l'Artillerie lourde a massacré presque autant d'amis que d'ennemis. On l'a bien vu :

le 25 décembre 1914, à Saint-Hubert ;
fin 1914, à Saint-Aignant ;
le 29 janvier 1915, à Saint-Rémy ;
le 7 mars 1915, au bois Sabo t;
en mars 1915, à Vauquois ;
le 13 mai 1915, à Riaville ;
le 23 mai 1915, au Moulin-Malon ;
le 17 juin 1915, à Neuville-Saint-Vaast ;
le 16 septembre 1915, au bois de Vaux-Chapitre ;
le 25 septembre 1915, à Saint-Hilaire-le-Grand ;
le 5 octobre 1915, à Maison de Champagne;
en avril 1916, au bois en losange ;
le 21 mai et fin juin 1916, à Thiaumont ;
le 27 juin 1916, à Damloup ;
les 1er et 14 juillet 1916, à la cote 304 ;
le 11 juillet 1916, à Flaucourt ;
le 15 juillet 1916, à Souville ;
fin juillet 1916, à Sannois ;
le 2 août 1916, à la Lauffée ;
fin août 1916, au bois Saucisse ;
le 14 octobre 1916, à Kénali ;
le 18 octobre 1916, à Négolani ;
le 29 octobre 1916, à Sailly-Saillisel ;
en février 1917, au Tumulus;
le 15 avril 1917, au Chemin des Dames ;
le 3 mai 1917, à Ostel ;

Ancestramil

le 4 mai 1917, à Berméricourt ;
le 20 mai 1917, à l'attaque du Casque, en Champagne ;
le 20 mai 1917, au mont Cornillet ;
le 1er juin 1917, au plateau de Craonne ;
en juillet 1917, à Tahure ;
le 18 juillet 1917, à La Malmaison ;
le 24 juillet 1917, à la cote 304 ;
en août 1917, à la Pompelle ;
le 22 août 1917, à Heurtebise ;
en décembre 1917, à Berry-au-Bac ;
fin mars 1918, à Monastir ;
en avril 1918, à Carvy ;
en juillet 1918, à Varenne ;
le 8 août 1918, à Mézières (Somme) ;
le 18 août 1918, à la ferme d'Attiche ;
le 5 septembre 1918, à Nanteuil ;
le 20 septembre 1918, à Sommepy ;
le 26 septembre 1918, au mont Cuvelet ;
le 30 septembre 1918, à Asiago ;
le 18 octobre 1918, au petit Triolet ;
le 1er novembre 1918, à la cote 156 ;
le 1er novembre 1918, à Hamapes.

*
* *

Enfin, le massacre de l'Infanterie a été quelquefois le résultat d'erreurs de pointage, le résultat de l'usure des pièces, de malfaçons des projectiles, de différences existant entre les lots de poudre, etc., imperfections d'ordre technique dont l'étude détaillée ne rentre pas dans le cadre du présent ouvrage.

Ancestramil

§ 3. - LE NOMBRE DES VICTIMES

Tous mes correspondants m'affirment qu'ils ont été témoins d'innombrables méprises de ce genre, mais qu'ils n'en ont pas toujours pris note, et qu'ils se bornent à relater celles dont il leur reste un souvenir précis.

Pour mon compte, chaque fois que j'ai rencontré un soldat d'infanterie venant du front, je lui ai demandé si son régiment n'avait pas été quelquefois canonné par notre artillerie. Je n'ai jamais obtenu que des réponses affirmatives.

Les officiers d'artillerie disent généralement que l'on a exagéré les faits. Certains prétendent même que, jamais, nos fantassins n'ont été atteints par l'Artillerie amie ; qu'ils ne peuvent d'ailleurs pas savoir d'où viennent les coups ; qu'ils sont incapables de distinguer un obus de 150 allemand d'un obus de 155 français. Comme si le doute était possible sur l'origine d'un obus, dont on reçoit un éclat dans le dos, en faisant face à l'ennemi.

Les affirmations de ces artilleurs sont démenties par des témoignages autres que ceux invoqués dans le précédent paragraphe.

Le 21 octobre 1915, le général **PETAIN** m'a écrit ce qui suit :

« L'élan de l'Infanterie, qu'on ne peut pas toujours retenir, est quelquefois cause qu'elle reçoit des projectiles de notre artillerie. »

On lit, page 18 du cours professé, en 1920, à l'école de Metz[23], par le colonel d'artillerie **REBOURSEAU** :

« Quelquefois, la présence de l'Artillerie s'est manifestée sous la forme de coups courts, meurtriers et démoralisants. »

Au commencement de 1916, le chef de bataillon d'infanterie **RAYNAL,** celui qui devait devenir l'héroïque défenseur du fort de Vaux, officier que j'avais inspecté en 1911, et qui se souvenait des efforts que je faisais alors pour assurer la liaison des armes, m'a arrêté sur le boulevard des Italiens, et m'a dit avoir reçu dans le ventre un éclat d'obus de l'Artillerie amie. Il m'a affirmé que les cas de méprises analogues étaient innombrables.

Les méprises ont été si fréquentes que, dans l'annexe XII de la 2e partie, le Règlement du 1er février 1920 sur les manœuvres de l'Infanterie a jugé utile de prévoir l'emploi de deux signaux télégraphiques conventionnels, pour prévenir le commandement que l'Artillerie tirait sur l'Infanterie amie.

Le 11 novembre 1920, **Mme BERGASSE d'HUIN**, de l'Association des Dames françaises de Saint-Germain-en-Laye, m'a écrit ce qui suit :

« Il était de tradition, parmi nos blessés, que l'Infanterie craignait le canon français autant que le canon allemand, et qu'avec les hommes fauchés par notre propre artillerie, on aurait pu faire une belle division. »

Plus d'une division, hélas ! Plus d'un corps d'armée, même.

Une statistique, dont on trouvera la discussion dans l'annexe VI, prouve, en effet, que nous avons eu, au moins, 75.000 fantassins atteints par l'Artillerie amie[24].

§ 4. — LES VICTIMES INDIRECTES

Aux victimes directes du tir de l'Artillerie amie, s'ajoutent des victimes indirectes, qu'on aurait tort de passer sous silence, car elles sont plus nombreuses encore.

Le 24 mars 1918, aux Grandes Beines[25], la compagnie de mitrailleuses qui a été prise sous le feu de l'Artillerie amie a dû, bien que n'ayant subi aucune perte, abandonner une position d'où elle arrêtait les vagues d'assaut allemandes.

Le 27 mars 1918, à Armancourt[26], la troupe dont la mission était de retarder la marche des Allemands, ayant subi des pertes du fait de l'Artillerie amie, a dû se replier, et elle a fait, dans notre ligne, un trou par lequel sont passés les Allemands.

---

[23] Voir plus loin, le nota n° 2 de la page 67.
[24] Voir page 219.
[25] Voir page 280.
[26] Voir page 281.

Ancestrami

Le 30 mars 1918, entre Aubercourt et Sauvillers[1], les éléments qui, pris sous le feu de l'Artillerie l'Artillerie amie, avaient été obligés de se replier, ont dû, pour reprendre les positions perdues, subir le feu de mitrailleuses ennemies, venues, pendant notre recul, occuper des emplacements favorables.

Ce qu'il faut regretter le plus, dans ces incidents, ce n'est pas la mort des quelques dizaines d'hommes que notre propre canon a fauchés, c'est la mort des milliers d'hommes qu'il a fallu sacrifier, plus tard, pour reprendre les positions perdues; c'est la perte du terrain, considérée en elle-même, car le recul est le commencement de la défaite ; c'est enfin l'atteinte grave portée au moral de la troupe ou à celui du chef.

Tel, ce colonel qui, le 31 juillet 1917, au Chemin des Dames[2], a menacé le général de division de rassembler son régiment et de se retirer, si le tir du canon de 75, qui l'arrosait depuis le matin, ne cessait pas immédiatement.

Tel, également, le capitaine **ROCHON** qui, le 15 mai 1917, dans la région de Craonne[3], a prévenu son chef de bataillon que, si l'Artillerie amie n'allongeait pas son tir, il rassemblerait sa compagnie et se retirerait ; dût-il, au cours de ce rassemblement, se faire écharper par l'Artillerie ennemie.

Tel, encore, ce lieutenant qui a fait la même menace à son capitaine, le 11 avril 1918, au bois Sénégat[4].

A-t-on jamais vu un officier menacer son chef de se retirer, si l'ennemi continuait à lui infliger de trop grosses pertes? Pour créer cet esprit de révolte, il a fallu le tir meurtrier de l'Artillerie amie.

Plutôt que de perdre 10 hommes, du fait de l'Artillerie amie, le capitaine **ROCHON** préférait en perdre 100, du fait de l'Artillerie ennemie.

Il savait bien que, quoique plus nombreux, les survivants seraient plus démoralisés, dans le premier cas que dans le second.

On oublie trop souvent, dans les discussions de ce genre, que les artisans de la défaite, ce sont les hommes qui ne veulent plus combattre, autant, si ce n'est plus, que ceux qui ne le peuvent plus. L'exemple des fuyards est contagieux; celui des blessés ne l'est pas. Ce qu'il faut considérer, pour estimer la valeur guerrière d'une troupe, c'est le nombre des hommes mis hors de combat, matériellement ou moralement.

Si l'on compte les uns et les autres ; si, au résultat obtenu, on ajoute le nombre des hommes dont, suivant les termes de l'ordre du jour du général Joffre, « la perte aurait pu être évitée », et n'a pas été évitée, parce que, pendant que l'Artillerie tirait sur l'Infanterie amie, elle ne tirait pas sur les mitrailleuses ennemies, on arrive à un total qui, du chiffre de 75.000, passe peut-être au chiffre de 1 million.

Tel a été le résultat du manque de liaison de l'Artillerie et de l'Infanterie.

---

[1] Voir page 282.
[2] Voir page 276.
[3] Voir page 37.
[4] Voir page 284.

Ancestrami

CHAPITRE III

LA LIAISON DES ARMES

———

Sommaire. — Le particularisme de l'Artillerie. — L'avis de l'École de Metz. — L'esprit de corps polytechnicien. — La vie de garnison. — La création de l'Inspection générale de l'instruction du tir de l'Artillerie de campagne. — Mes propositions de 1908. — L'accueil fait à mes propositions dans les corps de troupe. - L'approbation ministérielle. — La reprise des hostilités. - La leçon de la guerre. — Les deux côtés de la barricade. — La fusion de l'Infanterie et de l'Artillerie de campagne.

Ancestram

§ 1. - LE PARTICULARISME DE L'ARTILLERIE

Nul, mieux que moi, ne connaît l'arme de l'Artillerie, et ne rend hommage aux qualités de cette arme, dont j'ai été, au point de vue de l'instruction du tir, l'inspecteur général permanent, pendant les cinq dernières années de ma carrière.

L'Artillerie est, de toutes les armes, celle qui a le plus travaillé, depuis 1870, pour améliorer son matériel et ses procédés de combat. Maintes fois, comme chef de corps, j'ai recueilli les avis d'officiers d'autres armes, venus faire un stage d'instruction aux manœuvres d'automne ou aux écoles à feu, dans le bataillon d'artillerie de forteresse ou dans le régiment d'artillerie de campagne que je commandais. Tous ont été émerveillés de l'esprit qui régnait dans mon arme. L'un d'eux, en prenant congé de moi, m'a tenu le langage suivant :

« A la table des capitaines de mon régiment, on parle chevaux, chasse, jeu, femmes. A la table de vos capitaines, on ne parle que tir et manœuvres. J'ai autant appris à table que sur le champ de tir. »

Cet amour du métier, propre à l'officier d'artillerie, n'a rien de surprenant. La plupart des officiers d'artillerie ont passé par le service des établissements et par celui des troupes, et, dans le service des troupes, un grand nombre d'entre eux ont passé par l'Artillerie à pied, par l'Artillerie montée ou par l'Artillerie à cheval. Cette variété d'occupations entretient le zèle et élargit l'esprit, autrement plus que le monotone service régimentaire dans lequel se confinent forcément les officiers d'infanterie ou de cavalerie qui ne sortent pas de l'Ecole supérieure de guerre.

Voilà l'explication du charme que présente la conversation des officiers d'artillerie, pour les officiers des autres armes.

Mais, si, en garnison, l'artilleur est charmant pour le fantassin, dont il perfectionne l'éducation militaire, il cesse de l'être sur le terrain de manœuvres ou sur le champ de bataille, quand le fantassin cesse d'être son élève, quand ce dernier émet la prétention de voler de ses propres ailes, la prétention de mener le combat.

Rares sont les artilleurs acceptant franchement cette idée que l'Infanterie est la Reine des batailles, et l'Artillerie une arme auxiliaire, dont l'unique but est d'aider l'Infanterie. L'artilleur veut bien aider l'Infanterie, mais comme un grand seigneur qui n'entend recevoir, sur la façon

de donner, de leçons de personne. Il tient, par-dessus tout, à son indépendance. Le Règlement de 1903 lui donnait le droit de « *choisir* » les objectifs à battre. Il faisait de lui, en quelque sorte, le souverain maître du champ de bataille, répartissant ses services d'après son inspiration, distribuant ses faveurs au gré de ses caprices. Le Règlement de 1910 lui a ravi cette souveraineté. Il a confié au chef de l'Infanterie le soin d'indiquer à l'Artillerie le point à frapper et le moment de le frapper. Cette innovation a été considérée par la plupart des artilleurs comme une déchéance.

*
* *

Dans un livre qu'il a fait paraître en 1920, sous le titre un peu prétentieux « *Le Canon, artisan de la Victoire* », le général d'artillerie **Gabriel ROUQUEROL** proteste contre la subordination de l'Artillerie à l'Infanterie[1].

Il cite même des cas où, sous sa direction, l'Artillerie a gagné la bataille sans le secours de l'Infanterie. C'est ainsi que, le 22 août 1914, près du Châtelet, en tirant, non sur les premières lignes, mais sur les réserves ennemies, il prétend avoir arrêté l'attaque allemande[2], dispensant ainsi l'Infanterie française de contre-attaquer[3].

Le général **ROUQUEROL** regrette que, pour arriver aux grades élevés, certains artilleurs sollicitent un commandement d'infanterie[4].

Il dit qu'il faut retenir dans l'Artillerie les officiers « d'élite » qui, jusqu'à présent, ont fait la force de cette arme[5].

Tel n'était pas, avant la guerre, l'avis de l'artilleur à la mémoire duquel j'ai dédié le présent ouvrage : le commandant **BOURGUET,** mon ancien officier d'ordonnance, promu lieutenant-colonel en 1915, et pourvu, sur sa demande, du commandement d'un régiment d'infanterie, à la tête duquel il est glorieusement tombé devant Tahure, le 25 septembre 1915.

BOURGUET avait fait, comme candidat à l'École supérieure de guerre, comme élève de cette école, puis comme officier d'état-major, de nombreux et très fructueux stages dans l'Infanterie, « la Reine des batailles ». Il se sentait attiré vers cette arme, dont le maniement exige une reonnaissance profonde du cœur humain ; vers cette arme où, a-t-il écrit, « l'officier n'a pas besoin d'être aussi instruit que l'officier d'artillerie, mais où il doit être plus psychologue; vers cette arme où tout est détails et nuances, et où les forces morales sont presque tout[6] ».

L'attitude de **BOURGUET** l'avait fait surnommer par ses camarades « l'amoureux de la Reine ». J'ai eu la tristesse de constater que cette attitude lui avait valu, après mon passage au cadre de réserve, l'hostilité de nombreux chefs d'artillerie, dont un a eu la lâcheté de lui reprocher publiquement « sa campagne pour les idées lu général **PERCIN**».

Dans un certain nombre de brochures, en effet, au sujet de la liaison des armes, **BOURGUET** avait développé mes idées et les siennes. Une de ces brochures a été traduite, en 1908, par le général **ROHNE**, de l'Artillerie allemande, officier général qui fait autorité de l'autre côté du Rhin, et qui a écrit ce qui suit :

---

[1] Général ROUQUEROL. Le Canon, artisan de la Victoire; Berger-Levrault, éditeur, pages 16 et 25.
[2] Loc. cit. page 39.
[3] Loc. cit. page 40.
[4] Loc. cit. page 61.
[4] Loc- cit. page 85.

[6] Extraits de lettres adressées du front et réunies dans une brochure intitulée : l'Aube sanglante. Berger-Levrault, éditeur, 1917, pages 13, 85, 86 et 97.

Ancestramil

Il est très utile de lire le livre de **BOURGUET,** car cet écrivain est l'officier d'ordonnance du général **PERCIN,** inspecteur général de l'instruction du tir de l'Artillerie française. Ses idées sont donc celles qui doivent régner chez nos voisins.

Le général **ROHNE** se trompait. Mes idées sur la liaison des armes ne régnaient pas encore dans l'Artillerie, en 1908. Elles n'ont triomphé que deux ans après, quand elles ont été introduites dans le Règlement de 1910, par ceux-là mêmes qui, tout d'abord, les avaient le plus vivement combattues.

Ce fut la récompense de **BOURGUET** et la mienne. J'en trouvai une autre plus tard, dans un entrefilet publié, en pleine guerre, par le journal allemand *Artilleristische Monatshefie* du 15 décembre 1915, entrefilet ainsi conçu :

Si l'Artillerie de campagne française, dont la qualité dépasse de beaucoup celle des autres armes, a tellement fait souffrir l'armée allemande, c'est au général **PERCIN** que la France le doit. Le général **PERCIN** était infatigable pour inculquer à ses officiers les principes d'emploi de cette arme.

Les Allemands savaient, en effet, par les polémiques de nos journaux, le mal que je m'étais donné, à partir de 1907, pour répandre dans l'armée les idées de liaison. Ils savaient les résistances que j'avais rencontrées dans l'Artillerie, résistances dont je rends compte plus loin[7], et dont **BOURGUET** m'a aidé à avoir raison.

En annonçant à sa famille qu'il avait enfin réussi à obtenir un commandement d'infanterie, **BOURGUET** a écrit :

Le commandement dans l'Infanterie me donne les satisfactions que j'en attendais. Plus près de l'homme de troupe que je ne l'avais été jusqu'à présent, exposé aux mêmes dangers, supportant presque les mêmes fatigues, je me sens grandi par ce rapprochement[8].

Quelle différence entre ce langage et celui du général **ROUQUEROL**, pour qui le passage d'un artilleur dans l'Infanterie est une diminution ; pour qui le canon est l'artisan de la Victoire ; pour qui l'Artillerie peut gagner la bataille sans le secours de l'Infanterie ; pour qui, par Conséquent, l'Artillerie peut rester juge de l'opportunité du concours qu'elle doit à l'Arme-sœur, sur laquelle elle exerce une sorte de suprématie !

*
* *

Les fantassins ont eu le tort, avant la guerre, d'accepter trop facilement cette suprématie.

Dans les manœuvres de garnison ou d'automne auxquelles j'ai assisté, pendant trente ans, j'ai généralement remarqué que le directeur de l'exercice, quand il était fantassin, faisait très sévèrement la critique des officiers de son arme. Après quoi, il donnait la parole au commandant de l'Artillerie. Il le laissait faire le récit des effets prétendus foudroyants qu'aurait produit le tir des batteries. Il rendait hommage aux qualités manœuvrières de celles-ci, au concours efficace qu'elles auraient prêté à l'Infanterie. Mais, il le faisait en termes vagues. Il se gardait bien de demander au commandant de l'Artillerie le texte de ses ordres, et de les critiquer. Il se serait peut-être fait rembarrer.

Ancestrami

---

[7] Voir plus loin, page 80.
[8] L'aube sanglante, page 99.

Un officier d'artillerie, en effet, peut toujours trouver dans l'arsenal de ses connaissances, quelque argument d'ordre technique à opposer aux desiderata de l'Infanterie. Le fantassin se croit tenu de s'incliner. L'Artillerie est une arche sainte, dont il ne peut pénétrer les secrets[9].

Que de fois, j'ai entendu des artilleurs dire :

« Les fantassins sont incapables de manier l'Artillerie ; ils n'en connaissent pas les effets. »

Ils les connaissent si peu, au dire des artilleurs, qu'on leur a contesté jusqu'au droit de se plaindre, lorsque l'Artillerie amie leur tirait dans le dos.

« Ce que vous prétendez est impossible », leur a-t-on répondu [10].

« Vous ne savez pas distinguer un obus de 150 allemand d'un obus de 155 français[11]. »

Les réponses n'ont pas seulement été arrogantes. Elles ont été impertinentes. Quelques-unes ont été grossières.

« Nous savons ce que nous avons à faire[12]. »

« Nous n'avons pas d'ordres à recevoir de vous[13]. »

« Vous commencez à nous embêter[14]. »

Le mût de Cambronne a même été prononcé[15].

§ 2. — L'AVIS DE L'ÉCOLE DE METZ

Voici, sur cette question des rapports à établir entre artilleurs et fantassins, l'avis d'un artilleur bien qualifié pour faire le procès de son arme, pour lui reprocher de n'avoir pas saisi le côté moral de la question, pour dénoncer son particularisme et les préventions mutuelles des deux armes. Cet artilleur est le colonel **REBOURSEAU,** professeur au Centre d'études tactiques d'artillerie de Metz[16], promu général de brigade en juillet 1921.

De tous les problèmes qui se sont posés au cours de la guerre, il en est peu qui aient fait l'objet de tant de controverses, qui donnèrent lieu à des débats aussi animés que celui de la liaison entre l'Infanterie et l'Artillerie.

C'est que la question mettait en cause deux armes différentes; c'est qu'à côté du problème matériel, difficile à résoudre, se trouvait un problème moral dont, il faut bien le dire, l'Artillerie n'a pas, dès le début, saisi toute l'importance. Aujourd'hui, dans tous les combats, artilleurs et fantassins marchent la main dans la main, cœur contre cœur.

Comment cette transformation a-t-elle pu se produire ? se demande le colonel **REBOURSEAU.**

Ancestrami

---

[9] Page 37 de son livre : Réflexions sur Pari de la guerre, le général X. Y. dont il sera parlé plus loin (voir page 152), cite la fin de non-recevoir opposée, à la grande stupéfaction de toute l'assistance, par un artilleur à qui un commandant de corps d'armée demandait de détruire des tranchées.

[10] Voir page 297.

[11] Voir page 53.

[12] Voir page 291.

[13] Voir page 243.

[14] Voir page 229

[15] Voir page 264.

[16] Les liaisons dans l'Artillerie. Mars 1920 ; pages 14 et suivantes.

Comment l'expliquer ? Et le colonel entreprend l'historique de la liaison de l'Infanterie et de l'Artillerie.

Si le principe de la liaison était nettement posé par le Règlement de 1910, il faut avouer que, rarement, la liaison entre artillerie et infanterie avait fait l'objet d'exercices pratiques de quelque envergure. Or, on ne fait passablement, à la guerre, que ce qu'on a coutume de faire très bien en temps de paix.

Au 13e corps d'armée, en 1908, à l'instigation du général **PERCIN**, on entreprit des expériences au cours desquelles on essaya de dérouler des téléphones. Mais, les instruments dont on disposait alors étaient très imparfaits. Ils donnèrent rarement de bons résultats, et la foi manqua dans l'efficacité de leur usage. Ces exercices donnèrent cependant quelques indications pratiques, parce qu'ils s'exécutaient avec de faibles effectifs, et que les officiers qui dirigeaient, l'un l'Infanterie, l'autre l'Artillerie, étaient toujours les mêmes.
Mais, lorsque, du petit exercice de garnison entre gens qui se connaissaient bien, on voulut transporter les essais aux grandes manœuvres, rien, ou presque rien ne marcha.
A la manœuvre de Lorlanges, dont le développement a fait l'objet d'un livre du général **PERCIN** [17], un essai malheureux des liaisons contribua à amener le doute chez ceux mêmes qui, jusque-là, avaient conservé la foi.
Cet échec était facile à prévoir. Les officiers, venus de garnisons très différentes, ne se connaissaient pas. Quelques-uns d'entre eux étaient indifférents, pour ne pas dire plus, au principe de la liaison entre les exécutants.
La situation n'était guère améliorée en 1914. La rapidité avec laquelle se développaient les manœuvres d'automne n'avait pas permis de dérouler un téléphone. Mais, au contact des mêmes dangers, artilleurs et fantassins apprirent bien vite à se connaître et à s'apprécier. Les préventions tombèrent. L'apport de moyens de transmission plus perfectionnés fit le reste. La liaison entra dans le domaine de la réalité.

Le colonel **REBOURSEAU** dit que les *préventions* tombèrent, mais il craint bien que, si l'on n'y prend garde, ces préventions ne se relèvent.

Si la guerre reprenait demain, nul doute que la liaison entre infanterie et artillerie fonctionnerait comme à la veille de l'armistice. Mais, petit à petit, les témoins du drame vont disparaître. Si l'on n'y prend pas garde, chaque arme va se consacrer à son instruction propre, sans s'occuper de sa voisine, et retomber dans son particularisme.

Le particularisme des diverses armes, leurs préventions mutuelles, voilà le mal que nous signale le colonel **REBOURSEAU**, mal dont la guerre nous a guéris, mais dont le colonel craint le retour. Et, comme remède, il propose les mesures suivantes :

1° *Réunion annuelle, dans des camps d'instruction, de nombreuses troupes d'infanterie et d'artillerie ;*
2° *Exécution de manœuvres, dans lesquelles on étudiera en commun tout ce qui se rapporte à l'emploi combiné des deux armes, et où se resserreront les liens de camaraderie des officiers de ces deux armes.*

*
* *

En 1908, le colonel **REBOURSEAU** était capitaine d'artillerie, sous mes ordres, à Clermont-Ferrand, où je commandais le 13e corps. C'était un des exécutants des essais de liaison des

[17] La manœuvre de Lorlanges, par le général PERCIN; éditeur Berger-Levrault, 1909.

Ancestramil

armes, dont il parle plus haut[18]. Il fait commencer son historique en 1908, parce que, jusque-là, il ne s'était jamais préoccupé de cette question. Mais, moi, j'y songeais depuis 1870. Si j'ai différé, pendant trente-huit ans, la réalisation de mon dessein, c'est qu'il m'a fallu attendre que j'aie entre les mains l'instrument d'exécution nécessaire : le commandement d'un corps d'armée.

Je ferai donc remonter l'historique de la liaison des armes, à une époque beaucoup plus reculée que ne le fait le colonel **REBOURSEAU,** à une époque où cet officier supérieur était à peine né.

§ 3. — L'ESPRIT DE CORPS POLYTECHNICIEN

Lorsque j'étais élève à l'École polytechnique, en 1865-1867, j'avais un frère officier du génie, un deuxième officier d'infanterie, un troisième ancien sous-officier d'artillerie, un quatrième mort sous les drapeaux comme simple soldat du génie, un cinquième élève à l'Ecole navale. Je ne concevais pas que des sentiments d'inimitié pussent exister, dans l'armée, entre militaires des différentes armes. Grand fut mon étonnement de constater le mépris que mes camarades affectaient pour les officiers des armes qui ne se recrutaient pas à l'Ecole polytechnique.

« Biffin, fantabosse, méfiant, tourlourou, pioupiou, bibi, pierrot, mille pattes, carapata, pousse-cailloux » ; c'est en ces termes qu'on parlait des officiers d'infanterie.

Le Règlement de l'École prescrivait aux élèves de saluer les officiers de toutes armes ; mais il était de tradition de réserver cet honneur aux seuls officiers d'artillerie et du génie. Mes camarades me blâmaient de me conformer au règlement, et non à la tradition polytechnicienne.

En vertu de cette tradition, mon camarade X., un homme qui, une fois sorti de l'École, est devenu, dans la vie ordinaire, la conciliation et la douceur mêmes, s'abstint, un jour de sortie, de saluer un capitaine d'infanterie qu'il avait croisé dans la rue. Le capitaine lui donna l'ordre de le saluer. X. refusa d'exécuter cet ordre. Le capitaine lui infligea une punition disciplinaire.

Le lendemain, X. était porté aux nues par les élèves des deux promotions présentes à l'Ecole. Pendant plusieurs mois, le capitaine d'infanterie fut voué au mépris public. Son nom fut affiché partout. Il fut l'objet des plus grossières plaisanteries.

Un Saint-Cyrien a-t-il jamais refusé de saluer les officiers d'artillerie ? A-t-il jamais imaginé, pour désigner ces officiers, des appellations désobligeantes ?

§ 4. - LA VIE DE GARNISON

Quelques années après, j'étais lieutenant dans un régiment d'artillerie en garnison à Strasbourg. Tout, dans l'organisation de l'Infanterie et dans celle de l'Artillerie, semblait avoir été fait pour entretenir, non pas la bonne harmonie qui devait exister entre les officiers des deux armes, mais, au contraire, la jalousie du fantassin à l'égard de l'artilleur et le mépris de l'artilleur pour le fantassin.

Les officiers d'artillerie revendiquaient alors, pour leur arme, le titre d'arme spéciale. Ils soutenaient que l'origine polytechnicienne de la plupart d'entre eux leur donnait droit à une solde supérieure à celle de l'officier d'infanterie.

La solde de l'artilleur, même non monté, était, en effet, supérieure à celle du fantassin du même grade. Sans doute, la différence n'était pas énorme. Elle permettait cependant aux officiers célibataires de l'artillerie de prendre pension dans un meilleur restaurant et de se réunir dans un

[18] Voir page 68.

Archive Inconnue

café un peu plus élégant. Il n'en fallait pas davantage pour diminuer l'officier d'infanterie aux yeux de la population civile.

D'autre part, les officiers de l'Artillerie, du Génie et de la Cavalerie avaient la bande au pantalon. Les officiers d'infanterie étaient privés de cet ornement, qu'ils réclamaient depuis longtemps, et qu'ils n'obtinrent que vingt ans après.

Les épaulettes des officiers d'infanterie étaient en or brillant, sauf dans la garde impériale où elles étaient en or mat. Dans l'Artillerie, tous les officiers avaient l'épaulette en or mat.

Le fantassin n'avait le droit de porter la mouche que dans les compagnies d'élite. Dans l'Artillerie, tout le monde pouvait la porter.

L'Artillerie tenait garnison dans de grandes villes. Les petits trous étaient réservés à l'Infanterie.

Dans l'Artillerie, le sous-lieutenant passait lieutenant à deux ans de grade ; dans l'Infanterie à quatre, cinq ou six ans.

La loi d'organisation de l'Artillerie disait que la batterie comprenait un lieutenant en premier, et un lieutenant en second ou *sous-lieutenant faisant fonction de lieutenant en* second. Sous ce prétexte, le sous-lieutenant d'artillerie s'arrogeait le droit de porter au képi les deux galons de lieutenant. Si bien que, dans la rue, un sous-lieutenant d'infanterie de cinq ans de grade était obligé de saluer le premier un sous-lieutenant d'artillerie nommé la veille, ou de faire un détour pour ne pas le rencontrer. Quand deux officiers, l'un de l'Infanterie, portant un galon au képi, l'autre de l'Artillerie, en portant deux, se croisaient sur un trottoir, le fantassin se demandait s'il saluerait le premier. En fait, on ne se saluait pas du tout. On se fuyait. Belle préparation, ma foi ! à la liaison des armes.

Il fut un temps, enfin, où, le jour de la Sainte-Barbe, fête des artilleurs, des bandes de canonniers avinés parcouraient la ville, au su et au vu de leurs officiers, en chantant à tue-tête : « Vivent les artilleurs ! A bas les fantassins ! »

Cette soulographie annuelle était encore en honneur en 1897, lorsque j'ai pris le commandement d'un régiment d'artillerie. J'ai essayé d'y mettre fin. L'autorité supérieure m'a rappelé au respect d'une des plus anciennes traditions de l'Artillerie.

Il a fallu que je devienne le chef de cabinet du général **ANDRE**, artilleur comme moi, pour que la fête de la Sainte-Barbe soit supprimée dans toute l'Armée française.

Je me flatte de n'avoir jamais manqué, au cours de ma carrière, une occasion de réagir contre la naissance de sentiments de jalousie ou d'inimitié entre artilleurs et fantassins, et d'avoir toujours travaillé au rapprochement des deux armes. Ce fut une de mes constantes préoccupations, au cours des cinq années pendant lesquelles j'exerçai les fonctions d'inspecteur général de l'instruction du tir de l'Artillerie de campagne.

Ancestram

§ 5. — LA CRÉATION DE L'INSPECTION GÉNÉRALE

DE L'INSTRUCTION DU TIR DE L'ARTILLERIE

C'est en 1907 que le général **PICQUART,** ministre de la Guerre, me confia l'inspection générale permanente de l'instruction du tir de l'Artillerie de campagne.

Quel que fût le titulaire de cet emploi, sa création était absolument indispensable. Aucun texte officiel, en effet, ne définissait clairement le but du tir de l'Artillerie. Aucun ne précisait l'appui que l'Artillerie devait à l'Infanterie.

Le 1er janvier 1893, l'insuffisance des règlements était telle que, dans une Instruction de 100 pages, signée du chef d'Etat-Major général de l'armée, éditée par l'Imprimerie nationale, conformément aux ordres du ministre de la Guerre, sous le titre : « *Etude sur la tactique générale* », on lisait ce qui suit :

Une solidarité complète doit régner entre les différentes armes. Ces sentiments de soutien mutuel sont la conséquence d'une éducation militaire bien comprise. C'est la véritable camaraderie de combat, qui s'établit à l'avance dans la vie de garnison.

Elle était belle, la camaraderie qui s'établissait alors dans la vie de garnison ! Elle était belle, la garantie qu'on nous offrait ainsi de la concordance des efforts sur le champ de bataille ! Et quand elle aurait existé, cette camaraderie de garnison, aurait-elle pu remplacer, sur le champ de bataille, l'indication concrète du point à frapper et du moment de le frapper?

*
* *

En 1902, le colonel d'artillerie **FAYOLLE,** professeur à l'École supérieure de guerre, dirigeait, à l'extérieur, une manœuvre de cadres, dans laquelle deux artilleries fictives étaient opposées l'une à l'autre.

Au moment de la critique, il attribue d'office la supériorité à la plus nombreuse des deux artilleries. Un officier d'infanterie, qui suivait les cours de l'École, lui demande : « Sur quoi tirent ces deux artilleries ? »

Ce fantassin estimait, avec beaucoup de bon sens, que le nombre des batteries ne signifie rien, si leur mission n'est pas nettement définie. Il estimait qu'une seule batterie, tirant là où il faut et quand il faut, vaut mieux que trois batteries tirant n'importe quand et n'importe où.

Le colonel Fayolle répond :

« Mais, mon cher camarade, les artilleurs ne sont pas plus bêtes que les fantassins. Si on leur donne de belles positions, ils sauront bien choisir leurs objectifs de tir. »

Tel était, en 1902, l'enseignement que l'on donnait à l'Ecole supérieure de guerre. Cet enseignement a inspiré le Règlement de 1903, aux termes duquel l'artilleur devait « choisir lui-même les objectifs s'opposant le plus efficacement à la marche de l'Infanterie ».

Quant à charger le fantassin d'indiquer ces objectifs à l'Artillerie, personne n'y songeait.

Il était bien qualifié, cependant, ce fantassin, pour signaler les points devant lesquels il éprouvait de la résistance. Mais, comment aurait-il fait, le malheureux, pour donner une pareille indication ? Il ne savait même pas quelle était, ni où se trouvait la fraction d'artillerie chargée d'appuyer son attaque. Aucun texte ne prescrivait de le lui dire.

Le 17 janvier 1906, parut une Instruction ministérielle sur la préparation de l'Artillerie au tir de guerre, rédigée par le commandant **DUMEZIL,** alors adjoint à la Section technique de l'Artillerie.

Cette Instruction précisait si peu l'appui que l'Artillerie devait à l'Infanterie que, dans les 56 pages qu'elle contenait, le mot « infanterie » n'était pas prononcé une seule fois. Pour le rédacteur du texte ministériel, le fantassin était, en quelque sorte, inexistant. Ses desiderata n'avaient aucune importance. L'Artillerie tirait pour tirer, pour cueillir des lauriers et non pour aider l'Infanterie.

Ancestramil

Rien n'était plus urgent, on le voit, que de créer une inspection générale de l'instruction du tir, et de donner au titulaire du nouvel emploi mission de coordonner, non seulement les règles techniques du tir de l'Artillerie, mais encore les rapports à établir entre l'Artillerie et l'Arme au profit de laquelle elle était chargée de travailler.

§ 6. — MES PROPOSITIONS DE 1908

Je ne crains d'être contredit par personne en affirmant que, de tous les grands chefs de l'Armée française, je suis le seul qui, dans les manœuvres de garnison ou aux manœuvres d'automne, aie jamais demandé aux arbitres de se transporter successivement auprès du chef de la troupe d'infanterie chargée d'exécuter une attaque, puis auprès du chef de la fraction d'artillerie chargée d'appuyer cette attaque, et de leur poser les questions suivantes[19] :

Au chef de l'Infanterie : « Qu'attaquez-vous ? Quelle est et où se trouve la fraction d'artillerie qui appuie votre attaque ? »

Puis au chef de l'Artillerie :

« Quelle troupe d'infanterie appuyez-vous ?

Où est votre objectif de tir ? »

Jamais je n'ai vu un arbitre s'assurer ainsi que l'objectif de tir de l'Artillerie était bien l'objectif d'attaque de l'Infanterie.

Quand j'ai posé moi-même ces questions, j'ai obtenu, 99 fois sur 100, des réponses discordantes, parfois même pas de réponse du tout.

J'en ai rendu compte au ministre de la Guerre, dans mon rapport d'inspection de 1908[20].

Le plus souvent, les deux armes s'ignoraient l'une l'autre. Elles menaient le combat chacune de son côté; l'Infanterie tirant sur l'Infanterie, l'Artillerie tirant sur l'Artillerie adverse.

Pour faire cesser ce lamentable état de choses, j'ai demandé au ministre d'introduire dans le Règlement les prescriptions suivantes[21] :

1° Le commandant des troupes désigne : l'objectif d'attaque ;
la troupe d'infanterie chargée d'exécuter l'attaque ;
la fraction d'artillerie chargée d'appuyer cette attaque ;
et il invite les chefs de ces deux troupes à s'entendre entre eux; premier acte de la liaison, auquel, parce que c'est un acte du Commandement, *j'ai donné le nom de liaison par le haut.*

2° Les chefs de ces deux troupes, ainsi présentés l'un à l'autre, échangent des communications tendant à faire arriver le projectile de l'Artillerie là où il faut et quand il faut ; deuxième acte de la liaison, auquel, parce que c'est un acte des exécutants, j'ai donné le nom *de liaison par le bas.*

Ancestrami

[19] J'ai déjà fait allusion à ces questions dans de précédents paragraphes. Voir plus haut pages 24 et 40.
[20] Cinq années d'inspection. Chapelot, éditeur, page 64.
[21] Loc. cit. page 24.

§ 7. — L'ACCUEIL FAIT A MES PROPOSITIONS

DANS LES CORPS DE TROUPE

Mes rapports de 1907 et 1908 ayant été envoyés à tous les Etats-Majors et corps de troupe de l'Armée française, mes idées sur la liaison des armes se répandirent rapidement dans l'Infanterie, où elles reçurent un accueil enthousiaste.

Elles furent moins bien accueillies dans l'Artillerie. Les artilleurs brevetés, surtout, trouvèrent étrange qu'un officier général ne sortant pas de l'École supérieure de guerre, passant plutôt pour un technicien, se permît de leur en remontrer sur le combat de l'Infanterie. Ils déclarèrent n'avoir besoin des conseils de personne pour choisir leurs objectifs de tir, étant capables de suivre le combat et d'apprécier, aussi bien que les fantassins eux-mêmes, les besoins de l'Infanterie. Ils prétendirent que mes propositions tendaient à mettre l'Artillerie à la disposition des moindres chefs d'infanterie, à émietter l'Artillerie et à enrayer l'élan de l'Infanterie qui, désormais, ne ferait plus un bond sans exiger un coup de canon. Ils ajoutèrent que, d'ailleurs, la liaison craquerait sur le champ de bataille, que les estafettes seraient tuées, que les fils téléphoniques se rompraient et que les indications de l'Infanterie seraient caduques quand elles arriveraient à destination.

Comme si le danger de rupture des fils téléphoniques était inhérent à la liaison par le bas.

Comme si tout ordre militaire ne risquait pas de devenir caduc, avant d'arriver à destination.

Comme si la liaison par le bas, au contraire, en réduisant le trajet à faire parcourir par le renseignement, ne réduisait pas les risques de caducité.

La vérité est que l'obligation de conformer leurs actes aux desiderata d'un fantassin, l'abandon du droit de choisir eux-mêmes les objectifs de tir, apparaissaient aux artilleurs comme une déchéance.

Au nombre de mes détracteurs, je citerai le commandant **BUAT,** le colonel **DUMEZIL,** le colonel **FAYOLLE,** le colonel **NIVELLE** et le général **FOCH**, tous cinq originaires de l'Artillerie.

Au nombre de mes partisans, je citerai le colonel **PETAIN**, alors professeur du cours de tactique d'infanterie, à l'École de guerre. Cet officier supérieur fut pour moi plus qu'un partisan convaincu; ce fut un collaborateur actif. Il suivit les manœuvres d'automne de ma division. Il assista à quelques-unes de mes inspections. Il s'en souvint d'ailleurs, pendant la guerre[22].

§ 8. — L'APPROBATION MINISTÉRIELLE

Le 8 septembre 1910, parut le Règlement de manœuvres de l'Artillerie qui, au point de vue de la liaison des armes, me donnait entière satisfaction. Le fantassin devenait, enfin ! l'inspirateur des décisions de l'Artillerie.

[22] Voir plus loin, pages 89 et 90, les lettres que le général Pétain m'a adressées, le 20 octobre 1915 et le 3 avril 1917.

Ancestramil

Mais, j'aurais remporté une victoire sans précédent dans l'histoire de l'humanité si j'avais, en quelques années, transformé l'esprit d'une arme aussi attachée à ses traditions que l'est l'arme de l'Artillerie.

Mon passage au cadre de réserve, qui eut lieu le 4 juillet 1911, fut le signal d'une contre-offensive vigoureuse. Les hostilités reprirent même quelques mois avant ce passage, certains corps ou services croyant qu'on ne me reverrait plus.

§ 9. — LA REPRISE DES HOSTILITÉS

Le commandant **BUAT,** instructeur au cours de tir de Mailly, en 1911, rédigea, pour ses stagiaires, une note dans laquelle il disait dédaigneusement :

L'Infanterie *ne sait rien.* C'est à l'Artillerie à voir ce qu'il y a à faire.

Le 8 avril 1911, le colonel **DUMEZIL**, directeur du cours de tir, fit une conférence, au cours de laquelle il prononça les paroles sacrilèges suivantes :

L'Artillerie est une arme complète par elle-même, douce d'un pouvoir offensif propre qui lui permet, dans certains cas, de réaliser les vues du Commandement, sans se mettre à la remorque des autres armes.

Informé de ces faits, le ministre de la Guerre, alors **M. BERTEAUX,** m'envoya inopinément au camp de Mailly, avec ordre d'y faire une enquête. Conformément aux conclusions du rapport que je rédigeai, à la suite de cette enquête, le colonel **DUMEZIL** fut relevé de son emploi par **M. MESSIMY,** le successeur de **M. BERTEAUX,** et remplacé par le colonel **NOLLET**, un adepte de la nouvelle doctrine.

Aucune sanction ne fut prise contre le commandant **BUAT,** qui était couvert par son chef.

Aux manœuvres d'automne de 1911, le général **GOIRAN**, ancien ministre de la Guerre, remplissait les fonctions de chef des arbitres, fonctions que j'avais remplies moi-même en 1910. Il avait adopté mon programme. A ces manœuvres, le général **FOCH** commandait une division d'infanterie.

Un des arbitres, le commandant **ROBIN,** constate que certain chef d'escadron d'artillerie, commandant un groupe de la division Foch, ignore absolument la situation de l'infanterie à laquelle il est attaché. Il lui en fait l'observation. Le commandant de groupe répond :

« Je fais ce que m'a dit le général Foch. »

Le général **GOIRAN,** auquel il est immédiatement rendu compte de cette réponse, envoie le commandant **ROBIN** porter au général **FOCH** l'ordre verbal de mettre son infanterie en liaison avec son artillerie. Le général **FOCH** répond :

« Nous n'avons pas besoin de ces ficelles-là. »

J'ai entre les mains une lettre du général **GOIRAN** m'affirmant l'exactitude des termes de cette réponse.

Ainsi, en 1911, c'était une *ficelle* que d'appliquer le Règlement de 1910. L'Artillerie tendait à revenir au règlement de 1903.

Dans toutes les manœuvres auxquelles j'avais assisté pendant mes cinq années d'inspection, j'avais exigé, — je suis d'ailleurs le seul chef de l'armée française qui aie jamais manifesté pareilles exigences, — que les ordres fussent donnés par écrit, et qu'un double m'en fût remis, séance tenante, avec les bulletins de tir des batteries et les comptes rendus des mouvements de troupes effectués. Le rapprochement de ces papiers m'avait permis de constater que l'Artillerie

Ancestramil

aurait tiré sur l'Infanterie amie dans presque toutes ces manœuvres. Et je l'avais écrit, en précisant les dates et les noms de lieu, dans un grand nombre de rapports officiels et de travaux particuliers[23].

J'avais conclu de là que, si l'artilleur persistait à faire bande à part sur le terrain de manœuvre, s'il persistait à mépriser les indications du fantassin, on verrait fatalement, dans la prochaine guerre, l'Artillerie massacrer l'Infanterie amie.

Ces conclusions ont été attaquées dans un article non signé que *la Revue d'artillerie a* publié au mois de juin 1912, et que l'on a attribué au général **DUMEZIL.** Dans tous les cas, ce dernier en a assumé la responsabilité, car il avait alors, comme directeur de la Section technique de l'Artillerie, la surveillance de *la Revue d'artillerie.*

Cet article cherchait à ridiculiser mon « jeu de petits papiers ». Il m'accusait de « dramatiser » des incidents sans importance. Il prétendait que les méprises de ce genre pouvaient se produire aux manœuvres, où les canons n'étaient pas chargés, où l'ennemi même, parfois, n'était pas représenté; mais, qu'à la guerre, chacun verrait bien ce qu'il fait.

On l'a vu, en effet, mais quand le mal était fait.

Le général **DUMEZIL** a sur la conscience une grosse part de responsabilité dans la mort ou la mutilation de 75.000 Français.

En 1913, le colonel **NIVELLE** a publié, sous le titre « *Manœuvres d'artillerie divisionnaire avec tirs* », une brochure dans laquelle, sans me nommer, il prend le contre-pied de toutes mes idées sur la liaison. Il m'accuse de vouloir disperser les efforts au lieu de les coordonner. Il proteste contre l'emploi de l'Artillerie « *dans le sillage même* » de l'attaque qu'elle prétend appuyer. Il proclame la nécessité de reprendre au chef de l'attaque les prérogatives que lui a accordées le Règlement de 1910 et de les rendre au général de division.

Vers la même époque, sous le titre « *Concentration des forces. Concentration des moyens* », le général Fayolle a publié une brochure dans laquelle il développe la même thèse. Il raille les « novateurs » qui préconisent la décentralisation du commandement de l'Artillerie.

Déjà, comme colonel, dans le cours qu'il professait alors à l'École supérieure de guerre, le général Fayolle avait pris à partie les « novateurs » qui entendaient généraliser, sur le champ de bataille, l'emploi du tir masqué. Au dire du colonel **FAYOLLE**, ce genre de tir ne convenait guère qu'au polygone ; il aurait fait faillite à Froeschwiller et à Saint-Privat. Et le professeur avait écrit :

« Voilà ce que devient, dans la réalité du champ de bataille, la théorie de l'Artillerie toujours invisible ! »

Vingt ans après, le maréchal **FAYOLLE** a changé son fusil d'épaule. Le 17 avril 1921, présidant l'assemblée de la Société amicale des anciens élèves de l'École polytechnique, il a fait un éloge dithyrambique de l'Artillerie qui, pendant la dernière guerre, « renonçant aux hauteurs, aux

---

[23] Cinq années d'inspection. Chapelot, éditeur, pages 202 et 322.
Le Combat. Félix Alcan, éditeur, page 173 et suivantes.
La manœuvre de Lorlanges. Berger-Levrault, éditeur, page 30.
L'Artillerie aux manœuvres de Picardie. Berger-Levrault, éditeur, page 193.
La France militaire des 21 août 1912, G, 7, 10 et 12 février 1913.

Amicale Drancy

crêtes, aux zones découvertes, s'est rejetée dans les fonds, dans les terrains coupés, dans les chemins creux, jusque dans les bois, invisible même aux avions ».

On voit que le maréchal **FAYOLLE** a trouvé dans les chemins creux son chemin de Damas. Cette conversion est de nature à rassurer les personnes qui pourraient désespérer encore du triomphe de la Vérité.

§ 10. — LA LEÇON DE LA GUERRE

La guerre a infligé à mes détracteurs le démenti que l'on sait.

Voici ce que, dès le 13 octobre 1914, **M. le député Abel FERRY** écrivait au Président de la République [24] :

L'Artillerie française n'a aucune liaison avec l'Infanterie. Jamais nous n'avons eu à transmettre un renseignement. Les deux armes combattent séparément. Que dis-je? parfois successivement.
Avant-hier, j'ai perdu la moitié de ma section. Quand tout a été fini, l'Artillerie a donné.

Sous la pression de la nécessité, on s'est enfin décidé à appliquer les dispositions du Règlement de 1910, celles que je préconisais depuis 1907. On est allé plus loin encore.

Je demandais seulement que la liaison fût établie entre le chef de la troupe d'infanterie chargée d'exécuter une attaque et le chef de la fraction d'artillerie chargée d'appuyer cette attaque. Je ne demandais pas que l'on descendît plus bas.

La liaison descend aujourd'hui jusqu'au chef de bataillon, même si le chef de l'attaque est un colonel ou un général de brigade. On ne se borne plus à exiger du chef de l'Infanterie et du chef de l'Artillerie qu'ils se mettent en liaison; on leur prescrit de se réunir souvent, et d'étudier ensemble le terrain sur lequel ils auront à opérer. On leur prescrit d'établir leurs postes de commandement aussi près que possible l'un de l'autre.

Ces prescriptions ont été formulées dans des instructions du Grand Quartier Général, qui ont paru successivement le 4 décembre 1915, le 17 avril, le 12 décembre 1916 et le 28 décembre 1917.

Trop d'instructions, vraiment ! Instructions trop détaillées et venant trop tard. Il aurait mieux valu appliquer, dès le début, tout simplement le Règlement de 1910.

*
* *

Voici, à ce sujet, des témoignages que je m'enorgueillis d'avoir reçus. J'ai hésité à les reproduire. Je sais que le moi est haïssable. Mais on a tellement altéré la vérité, en prétendant que mes propositions étaient outrancières, alors qu'elles étaient plutôt timides, à côté des dispositions qui ont été adoptées depuis ; on m'a tellement vilipendé, tout en me prenant mes idées pour les introduire dans le Règlement de 1910, que, si je n'en revendiquais pas la paternité, on finirait par dire que j'ai été un adversaire de la liaison.

[24] Abel FERRY, La guerre vue d'en haut et d'en bas, Bernard Grasset, éditeur, page 18.

Ancestramil

Le 20 octobre 1915, le général **PETAIN,** avec qui, comme je l'ai dit plus haut[25], j'avais travaillé, entre 1905 et 1910, m'a écrit ce qui suit :

J'ai pensé à vous bien souvent, depuis le début de la guerre, à propos de la liaison des armes. Le problème est résolu dans la défensive. Mais que de tâtonnements encore dans l'offensive !
Quoi qu'il en soit, la liaison des armes est, au point de vue tactique, ma principale préoccupation et, c'est à cette tendance de ma part, tendance à laquelle vous n'êtes pas étranger, que je dois les quelques succès obtenus.
Croyez, mon général, que je n'oublierai pas notre ancienne collaboration.

Le 3 avril 1917, le général **PETAIN** m'a de nouveau écrit :

Je suis heureux, mon général, d'avoir l'occasion de vous dire combien je suis resté attaché aux idées sur l'Artillerie et sur la liaison des armes pour lesquelles vous avez tant combattu.
La guerre permet d'apprécier l'éminent service que vous avez rendu à l'armée en contribuant à l'orienter dans la bonne voie.

Le 3 septembre 1915, le général **de FONCLARE**, un fantassin qui, plus tard, a commandé un corps d'armée, m'a écrit ce qui suit :
La guerre a, non seulement confirmé, mais porté à un degré auquel on n'aurait jamais osé prétendre en temps de paix, la doctrine de la liaison des armes. Je n'ai rien à retrancher aux théories qui sont vôtres, mon général, et que j'avais adoptées en temps de paix, parce qu'elles m'avaient paru conformes aux saines lois de la raison.

Le 6 avril 1916, le même officier général m'a écrit :

La liaison entre l'Infanterie et l'Artillerie, qui était autrefois une théorie discutée, est actuellement un dogme intangible. Vous êtes un des premiers champions de l'idée. Vous pouvez être fier de votre œuvre.

Le 30 mars 1916, le général **EYDOUX,** un fantassin aussi, ancien commandant de corps d'armée, m'a écrit :

Comme vous devez être fier, mon général, d'avoir poursuivi avec tant d'acharnement les questions intéressant l'emploi de l'Artillerie et la liaison !
L'armée ne pourra jamais vous être assez reconnaissante. Moi, je me félicite d'avoir été témoin de vos luttes et je m'incline devant les services rendus.

Le 1er février 1917, le général **SAUZEDE,** un fantassin également, m'a écrit :

Bien souvent, pendant les premiers mois de la guerre, j'ai songé à la grande œuvre que vous aviez accomplie comme inspecteur général de l'Artillerie, œuvre dont l'oubli nous a valu des pertes cruelles, quelquefois même des échecs graves.
Dans une des premières batailles, on avait négligé de me prévenir qu'un groupe d'artillerie devait appuyer mon mouvement. Ce groupe a erré toute la journée, sans objectif et sans liaison
A ma droite, un régiment a été fauché pour être parti à l'attaque sans un coup de canon.

Le 21 janvier 1920, le général **ANGLADE,** un artilleur cette fois, m'a écrit :

Je viens de retrouver vos lettres de jadis. Quels documents ! C'est avec émotion que j'ai relu ces pages où, novateur hors de pair, vous donniez la doctrine que la guerre a consacrée.

[25] Voir plus haut, page 81.

Ancestrami

Le 1er décembre 1920, le même officier général m'a écrit :

Je viens de suivre les cours de l'École de Metz. J'ai eu l'occasion de rappeler vos travaux d'avant-guerre sur la liaison.
Il est curieux de voir vos adversaires d'antan parmi les plus fanatiques aujourd'hui.

Le 2 avril 1921, le général X. Y.[26], un fantassin, m'a écrit :

Je ne saurais oublier que vous avez introduit dans l'armée la doctrine de la liaison de l'Artillerie et de l'Infanterie à une époque où personne n'en voulait.

Le 8 juillet 1921, le général **REBOURSEAU,** l'ancien colonel d'artillerie professeur à l'École de Metz, m'a écrit :

Les essais de liaison que nous avons faits avec vous, en 1908, m'ont fait sentir toute l'importance du problème, et cela m'a servi pendant la guerre.

Je pourrais citer un grand nombre d'autres lettres s'exprimant dans le même sens. Je me borne aux officiers généraux ayant exercé des commandements de quelque importance.

Voici, cependant, un témoignage que je reproduirai encore, parce qu'il résume les avis exprimés, à des tables d'officiers, par un grand nombre de représentants des corps de troupe d'infanterie.

Le 22 avril 1917**, M. le député Abel FERRY** m'a écrit :

Bien que je n'aie pas l'honneur de vous connaître personnellement, mon général, je connais vos travaux. Je vous ai lu et relu. Je sais, par de nombreuses conversations de popote, la part que vous avez prise au développement de l'idée de la liaison des armes.
J'ai servi sous des officiers qui avaient servi sous vous et, souvent, ils ont exprimé, devant moi, ce qu'ils devaient à vos enseignements si souvent méconnus et si peu appliqués.

§ 11. - LES DEUX CÔTÉS DE LA BARRICADE

Ainsi, d'un côté de la barricade, — le côté du règlement d'avant-guerre, et, plus encore, celui du règlement actuel, — on voit la plupart des fantassins, dont le plus célèbre, aujourd'hui, est le maréchal Pétain.

De l'autre côté, on voit un grand nombre d'artilleurs, dont le plus influent, avant la guerre, était le général **DUMEZIL,** et dont les plus célèbres sont, aujourd'hui, le général **BUAT,** le général **NIVELLE,** le maréchal **FAYOLLE** et le maréchal **FOCH.**

Ce groupement est significatif. Il est la manifestation d'un antagonisme traditionnel, qui dure depuis longtemps, et qui durera toujours si, comme le dit le colonel **REBOURSEAU**, on ne prend pas des mesures catégoriques.

J'ai indiqué plus haut[27] les mesures proposées par le colonel **REBOURSEAU**. Ces mesures sont la réédition, un peu revue et corrigée, des errements anciens. Elles seront inopérantes.

---

[26] Pseudonyme de l'auteur d'un livre dont il sera parlé page 152.
[27] Voir plus haut, page 69.

Ancestrami

La solution qui s'impose, c'est la fusion de l'Infanterie et de l'Artillerie de campagne, les officiers passant du service des compagnies à celui des batteries, et vice versa, comme, dans l'Artillerie, ils passent actuellement du service des batteries à pied à celui des batteries montées ; comme dans la cavalerie, ils passent des dragons aux chasseurs à cheval.

Le commandant de l'Artillerie se rendra mieux compte de la légitimité des exigences du commandant de l'Infanterie, s'il en a rempli, la veille, les fonctions. Il subordonnera plus volontiers ses décisions aux desiderata du commandant de l'Infanterie, s'il sait que, le jour venu, la pareille lui sera rendue par son compagnon d'arme. Il ne subira pas, toute sa vie, cette subordination qui déplaît tant aux artilleurs d'aujourd'hui.

§ 12. — LA FUSION DE L'INFANTERIE

ET DE L'ARTILLERIE DE CAMPAGNE

Il n'est nullement nécessaire de sortir de l'École polytechnique, pour appuyer une attaque, avec le canon de campagne. Lorsque je commandais le 13e corps, à Clermont-Ferrand, j'avais appris à un grand nombre d'officiers d'infanterie des garnisons dépourvues d'artillerie, à commander une artillerie fictive, dans les manœuvres extérieures. Ces officiers s'acquittaient très aisément de leur mission. Les directeurs d'exercice, en particulier, montraient, au moment de la critique, une assurance qui leur manquait, quand ils avaient en face d'eux un artilleur authentique, dont ils redoutaient les objections. Finalement, l'emploi tactique de l'Artillerie était beaucoup mieux étudié.

Il y a plus de rapports, entre le rôle de l'Infanterie qui attaque une position et celui de l'Artillerie de campagne qui appuie cette attaque, qu'entre le rôle de l'Artillerie de campagne et celui de l'Artillerie lourde, arme véritablement spéciale, dont la besogne est toute différente, et dont les officiers doivent être recrutés d'une autre façon.

Le n° 105 de l'Instruction du 15 juin 1919, sur le service en campagne de l'Artillerie, dit que l'Artillerie doit être en liaison *intime* avec l'Infanterie au profit de laquelle elle travaille. Il prescrit des contacts fréquents entre les officiers des deux armes, dont les postes de commandement doivent être établis à proximité les uns des autres. La fusion des deux armes est le meilleur moyen de réaliser ces desiderata. Seule, elle fera cesser le *particularisme* et les *préventions mutuelles* que signale et que déplore le colonel **REBOURSEAU.**

BOURGUET réalisait ce type de l'artilleur-fantassin. Mais, rares sont les hommes qui, comme lui, mettent leur effort et leur gloire à servir et à s'oublier pour les autres.

Armée Impériale

CHAPITRE IV

LA REINE DES BATAILLES

Sommaire. — L'essai de détrônement de la Reine des batailles, — Le barrage roulant. Le barrage défensif. — L'avis d'un artilleur de qualité. - L'Infanterie est toujours la Reine des batailles.

§ Ier. — L'ESSAI DE DÉTRÔNEMENT

DE LA REINE DES BATAILLES

On a contesté à l'Infanterie, pendant la guerre, son titre de « Reine des batailles ».

Les règlements d'avant-guerre disaient :

L'Infanterie est l'arme principale. Elle conquiert et conserve le terrain. Elle chasse définitivement l'ennemi de ses positions.
L'Artillerie est incapable de forcer, par son action destructive, l'ennemi à la retraite. Son rôle se borne à aider la progression de l'Infanterie, seule capable d'obtenir ce résultat.

Mais **Charles HUMBERT** n'était pas de cet avis, et sa campagne avait beaucoup d'admirateurs dans le pays. En 1915 et en 1916, dans une série d'articles qu'ont publiés le *Journal et le Matin*, il avait écrit :

Nous avons trop d'hommes au front. Il faut en rappeler une partie à l'arrière pour fabriquer des canons et des munitions, dût-on aller chercher ces hommes jusque dans les tranchées de première ligne.
L'importance des effectifs, la valeur des soldats et le talent des chefs comptent moins aujourd'hui que le nombre et le degré de perfectionnement des instruments de destruction.
Il faut organiser la guerre de matériel et renoncer à la guerre d'hommes que l'on enseignait autrefois.
Pour monter une attaque, il faut faire, non plus le calcul des hommes, mais le calcul du matériel et surtout celui des gros canons.
La manœuvre, si chère aux tacticiens professionnels, n'existe plus. Elle est remplacée par des concentrations soudaines de masses d'artillerie.
S'il existe encore, parmi les officiers d'État-Major, quelques cerveaux assez déformés pour s'obstiner à voir, dans cette guerre, une affaire de stratégie ou de tactique, ces arriérés sont, heureusement pour le Pays, une infime minorité.

La France a applaudi, et l'on s'est écrié :

« La Reine des batailles, ce n'est plus l'Infanterie ; c'est la mécanique. »

Ce détrônement de la Reine des batailles a fini par être considéré, même par certains officiers, comme une chose toute naturelle. Et alors, en dépit des dispositions contenues dans les règlements d'avant-guerre au sujet de la liaison des armes, dispositions qu'aucun texte n'avait abrogées, l'État-Major, au lieu de laisser les chefs d'infanterie régler la coopération des deux armes, a fixé lui-même l'heure à laquelle l'Artillerie commencerait son tir de préparation, l'heure à laquelle, d'après les indications de l'Artillerie, ce tir serait terminé, et, en conséquence, l'heure à laquelle l'Infanterie sortirait de la tranchée.

Malheur au chef d'infanterie qui se serait permis de faire observer que les réseaux de fil de fer n'étaient pas détruits et aurait proposé d'attendre qu'ils le fussent, ainsi que l'y autorisaient les

Ancestramil

règlements en vigueur. L'Artillerie ne l'aurait pas écouté. Le Commandement l'aurait frappé. Combien ont fait massacrer leur troupe, de peur d'être mis à pied !

*
* *

Dans une Instruction du 8 janvier 1916, sur le combat offensif des petites unités, le général Joffre a écrit, comme s'il tenait à confirmer l'étrange thèse de Charles Humbert, comme s'il tenait à affirmer ce principe erroné que, pour enlever une position, il suffisait d'avoir beaucoup de canons et de munitions :

« L'Artillerie dévaste ; l'Infanterie submerge. »

Formule fausse, tendant à faire de l'Artillerie l'arme principale.

La formule du général Joffre s'est précisée en 1916. On a dit, on a même écrit : « L'Artillerie conquiert le terrain ; l'Infanterie l'occupe[28]. »

On a attribué cet aphorisme au général Pétain. On lui en a fait un mérite. S'il est de lui, ce dont je doute, le général Pétain l'a démenti, deux ans après, en écrivant ce qui suit dans une nouvelle Instruction sur le combat offensif des petites unités, Instruction que, devenu généralissime, il a signée le 2 janvier 1918 :

L'Infanterie conquiert le terrain, le nettoie, l'occupe, l'organise et le conserve.
L'Artillerie détruit ou neutralise. Elle est renseignée sur les effets de son tir par ses propres observateurs et par l'Infanterie elle-même.
La coopération étroite de l'Infanterie et de l'Artillerie est d'une importance primordiale.

On voit les fluctuations qu'a subies, au cours de la guerre, la conception des rôles respectifs de l'Infanterie et de l'Artillerie.

§ 2. — LE BARRAGE ROULANT

Un des effets de ces fluctuations a été l'adoption du mécanisme dénommé « le barrage roulant », mécanisme aujourd'hui condamné par un grand nombre de ceux qui, au début, l'avaient le plus chaleureusement préconisé.

A l'heure H fixée pour l'attaque, l'Artillerie déclanche un tir dont les projectiles tombent à quelques centaines de mètres en avant de l'Infanterie assaillante. A l'heure H plus 3 minutes, l'Artillerie allonge son tir de 100 mètres. Elle l'allonge ensuite de 100 mètres, puis de 100 mètres encore, aux heures H plus 6 minutes, H plus 9 minutes, et ainsi de suite.

Pendant ce temps-là, l'Infanterie marche à l'allure régulière de 100 mètres en 3 minutes. Elle est ainsi toujours précédée d'un barrage roulant qui la masque aux vues de l'ennemi. Étrange royauté que celle d'une arme que l'on mène ainsi par la main, les yeux bandés ; d'une arme dont on règle les mouvements comme ceux d'un ballet; d'une arme à qui l'on dit : « Quelque faible que soit la résistance de l'ennemi, tu n'iras pas plus vite que je ne te l'ordonne. Sinon, tu seras châtiée de ta témérité. Tu seras massacrée par ta propre artillerie. »

Voilà ce qu'était devenu, après trois ans de guerre, le salutaire principe inscrit dans le Règlement de 1910, à savoir que l'Artillerie doit tirer sur l'objectif d'attaque de l'Infanterie, particulièrement

[28] Voir page 106 la protestation du général de Castelnau, à ce sujet.

Ancestramil

sur les points de cet objectif devant lesquels l'Infanterie éprouve les plus grandes résistances, et au moment même où ces résistances se produisent.

Je dois reconnaître que le barrage roulant, comme tout ce qui est nouveau, a produit, sur les Allemands, un certain effet de surprise.

Mais ces derniers n'ont pas tardé à comprendre : que, sans doute, l'interposition d'une cuirasse roulante entre l'assaillant et le défenseur aurait protégé le premier contre les coups du second; mais que l'interposition d'un simple rideau, traversable par les projectiles de la défense, ne constituait pour l'assaillant aucun moyen de protection; que cette tactique était digne de l'autruche, et non d'hommes doués de la faculté de raisonnement[29].

§ 3. — LE BARRAGE DÉFENSIF

Le barrage défensif, ou tir d'arrêt, a un peu plus de raison d'être, lui, que le barrage roulant. Envoyé à quelques centaines de mètres en avant de l'ouvrage à défendre, il arrose, sans douté, pendant des heures entières, des portions de terrain sur lesquelles il n'y a rien à détruire; mais, à un moment donné, il arrose l'assaillant ou le décide à ne pas poursuivre son avance. Moyen coûteux, mais pas absolument inopérant.

Mieux aurait valu, cependant, envoyer le tir de barrage sur la troupe assaillante elle-même, d'après les renseignements de l'Infanterie de la défense, bien qualifiée pour indiquer à l'Artillerie le point à frapper et le moment de le frapper. Mais il aurait fallu charger de cette besogne un canon léger, placé dans la tranchée, aux ordres du chef de l'Infanterie lui-même, et non un canon à grande portée, aux ordres du commandant de l'Artillerie, placé à plusieurs kilomètres en arrière.

L'attribution de cette besogne à une artillerie à grande portée a eu pour résultat que l'Infanterie française a été massacrée par l'Artillerie amie.

§ 4. — L'AVIS D'UN ARTILLEUR DE QUALITÉ

En 1916, le colonel d'artillerie **MAURIN**, aujourd'hui général de division, sous-chef d'Etat-Major général de l'armée au ministère de la Guerre, était adjoint au directeur du Centre d'études d'artillerie, à Châlons-sur-Marne. Il avait remarqué la tendance qu'avaient les fantassins à demander à l'Artillerie, à tout propos, de déclancher des tirs de barrage devant les positions qu'ils étaient chargés de défendre. Derrière ces tirs de barrage, les fantassins se croyaient inexpugnables.

Ancestram

---

[29] Le Règlement de manœuvres de l'Infanterie du 1er février 1920, admet l'emploi du barrage roulant. Mais il prévoit aux n° 94 et 150, qu'un désaccord peut se produire entre la progression de l'Infanterie et celle des feux de l'Artillerie, et il spécifie que, dans tous les cas, des moyens de liaison simples et efficaces doivent permettre à l'Infanterie d'arrêter ces feux, ce qui ne lui était pas permis pendant la guerre.

Les artilleurs mettaient un grand empressement à donner satisfaction aux desiderata de l'Infanterie ; moyen commode d'esquiver la recherche, parfois difficile, du point à frapper et du moment de le frapper.

Au même moment, le général **PETAIN**, considérant, avec raison, que le meilleur moyen d'empêcher les Allemands d'attaquer, était de les bombarder, eux, sur les emplacements mêmes où ils se trouvaient, et non de bombarder des emplacements vides de troupes, sur lesquels ils se porteraient peut-être plus tard, fit paraître une Note dans laquelle il appelait l'attention de l'Artillerie sur cette manière de coopérer à la défense.

Entrant dans les vues du général **PETAIN**, le colonel **MAURIN** lança, de son côté, une Note faisant ressortir les inconvénients de l'abus des tirs de barrage.

Le déplacement du point moyen, dû aux variations atmosphériques, disait le colonel **MAURIN**, oblige les commandants de batterie à vérifier la hausse tous les matins et tous les soirs. Dans certains secteurs, ce bavardage de l'Artillerie constitue un véritable rite qui, outre l'inconvénient de faire dépenser des munitions en pure perte, a celui de déceler la présence des batteries.

D'autre part, en laissant croire à l'Infanterie que les tirs de barrage la mettent à l'abri des attaques de l'ennemi, on lui fait perdre confiance dans l'efficacité de ses autres moyens de défense. Il serait plus sage de lui dire que rien ne vaut la mitrailleuse dont elle a la libre disposition, et dont le tir est infiniment moins coûteux[30].

Les idées du colonel **MAURIN** ont été violemment attaquées, le 5 décembre 1916, dans une séance du Comité secret de la Chambre des députés[31]. Personne n'a pris la défense de cet artilleur distingué.

§ 5. — L'INFANTERIE EST TOUJOURS LA REINE DES BATAILLES

Le général **PETAIN** est, de tous nos grands chefs, celui qui a le mieux compris la psychologie du troupier; le mieux compris que, malgré les progrès accomplis dans l'emploi et dans les effets de l'Artillerie, l'Infanterie est restée la Reine des batailles.

On pourrait croire que tel n'est pas l'avis du Haut Commandement allemand, dont **Charles HUMBERT,** porte-parole d'une opinion publique égarée, a dit dans le *Journal* du 6 juin 1915 :

L'Allemagne compte sur son outillage plus que sur ses généraux et sur ses soldats. Il faut la suivre dans cette voie.

Il n'en est rien. En exergue des directives qu'il a données en 1918 à l'armée allemande, Ludendorf a écrit :

Malgré toutes les améliorations que l'on pourra apporter aux procédés de l'Artillerie, le succès de la lutte dépendra toujours de l'Infanterie.

---

[30] Les barrages de la mitrailleuse sont infranchissables.
Ceux de l'Artillerie ne le sont pas (n° 215 et 216 du Règlement d'infanterie).

[31] Journal officiel. Tirage spécial, p.248.

Ancestrami

*

* *

La guerre, a écrit le général **de CASTELNAU**[32], a mis en relief l'inanité de la théorie qui attribue à l'Artillerie la mission de conquérir le terrain et, à l'Infanterie, le simple privilège de l'occuper. Cette conception a pu germer dans l'esprit de ceux qui ont suivi la bataille sur la ligne de l'artillerie lourde. Elle soulève les protestations les plus violentes de ceux qui ont vécu la lutte dans le brasier même de la fournaise.

Certes, l'Infanterie ne peut se passer de l'appui de l'Artillerie. Mais si, au cours de la grande guerre, la machine a aplani la voie du sacrifice sous les pieds de la « piétaille », son pouvoir de destruction n'a pas anéanti toutes les résistances et le fantassin a dû largement arroser de son sang les cheminements de sa progression.

Fantassins, mes frères, qui, pendant la grande lutte, avez laissé sur le champ de bataille le tiers de vos effectifs, restez dignes de votre glorieux passé. En dépit de la puissance des armes qui vous prêteront leur indispensable concours, votre rôle restera primordial. Demain, comme hier, vous serez la véritable expression de la valeur des âmes, parce que vous serez le peuple.

C'est pourquoi l'Infanterie est, et restera toujours, la Reine des batailles[33].

Il ne suffit pas de constater que la guerre de 1914-1918 a été surtout une guerre de matériel pour établir qu'il en sera toujours ainsi, et qu'il doit en être ainsi. Il faudrait démontrer que c'est le matériel qui nous a procuré la Victoire. Or, rien n'est moins prouvé.

Le machinisme a eu un rôle très effacé dans la première et dans la deuxième bataille de la Marne, que notre infanterie a gagnées.

Nous avons fini la guerre en rase campagne, avec notre canon de 75, sans une tranchée, sans un fil de fer, comme nous l'avions commencée[34].

Ancestrami

---

[32] Le machinisme, article paru, le 6 mars 1921, dans l'Echo de Paris.

[33] Le nouveau Règlement d'Infanterie ne prononce pas les mots de « Reine des batailles », mais il dit : Au n° 45. « L'Infanterie est l'arme principale, au profit de laquelle les autres s'emploient. Aucune autre ne peut la remplacer. »
Au n° 42. « C'est la valeur de la troupe qui, en dernier Ressort, décide de la victoire. »

[34] Général X. Y. Réflexions sur l'art de la guerre, page 6.
(Voir, au sujet de la personnalité de cet écrivain, le paragraphe 1er du chapitre VI, page 153.)

CHAPITRE V

L'EMPLOI ET LES EFFETS DE L'ARTILLERIE

Sommaire. — L'Artillerie, arme subordonnée. — Les prétendus effets destructeurs de l'Artillerie. — Le préjugé des gros calibres. — L'argument de l'effet moral. — Le préjugé des grandes portées. — L'Artillerie lourde dans la guerre de mouvement. — L'Artillerie lourde dans la guerre de tranchées. — Le gaspillage des munitions. — L'emploi des crédits. — Feu d'artifice ou liaison.

§ 1. — L'ARTILLERIE, ARME SUBORDONNÉE

L'appellation d' « arme subordonnée » déplaît à l'Artillerie. Aucun artilleur ne conteste, cependant, qu'il soit créé et mis au monde pour aider l'Infanterie. A cet effet, l'Artillerie tire, lors de l'attaque d'un point d'appui, sur les portions de la lisière d'où partent les coups qui arrêtent l'Infanterie assaillante. Elle oblige ainsi les défenseurs à mettre le nez contre terre, ce qui les empêche de viser.

Mieux vaut tuer dix hommes sur la lisière du village que l'Infanterie attaque, que d'en tuer cent à l'intérieur d'un village que l'Infanterie n'attaque pas.

Les décisions de l'artilleur doivent donc être *subordonnées aux desiderata* du fantassin. L'artilleur accepte bien cette subordination, mais à la condition que, — fâcheuse considération d'amour-propre, — les *desiderata* du fantassin soient exprimés par les observateurs d'artillerie, et non par le fantassin lui-même.

« L'Infanterie ne sait rien, » a dit dédaigneusement le commandant **BUAT,** instructeur au cours de tir de Mailly, dans la Note qu'il a fait distribuer aux officiers stagiaires, en 1911. « C'est à l'Artillerie, a-t-il ajouté, à voir ce qu'il y a à faire. »

Le fantassin veut, au contraire, exprimer lui-même ses *desiderata*. Il ne reconnaît à personne le droit de parler en son nom. Il ne reconnaît à personne le don de deviner ses besoins.

Voilà pourtant en quoi consiste le différend qui, depuis si longtemps, divise nos artilleurs et nos fantassins !

*
* *

A quel signe, d'ailleurs, l'artilleur reconnaîtra-t-il qu'il a *deviné* juste?

Ici, je laisse la parole au commandant **BUAT**, que je citerai textuellement :

Si notre Infanterie progresse, si elle se rapproche toujours davantage de celle de l'adversaire qui a dû s'arrêter et si, cependant, les batteries ennemies ne tirent plus, c'est, à n'en pas douter, qu'elles ne le peuvent plus. La tournure de la lutte entre Infanteries est comme le baromètre enregistreur des résultats de la lutte d'artillerie[35].

---

[35] La lutte d'artillerie et les méthodes de tir de la contrebatterie, Journal des Sciences militaires du 15 mars 1912, page 138.

Archive Krumnil

L'artilleur reconnaîtra donc qu'il n'a pas fait ce qu'il devait, à ce signe que l'Infanterie amie recule. Il sera bien temps, ma foi !

§ 2. — LES PRÉTENDUS EFFETS DESTRUCTEURS DE L'ARTILLERIE

Avant la guerre, le commandant **BUAT,** aujourd'hui chef d'Etat-Major général de l'Armée, professait que, pour appuyer sans crainte l'Infanterie amie, l'Artillerie devait avoir préalablement détruit l'Artillerie adverse, sinon en totalité, du moins en grande partie, ce que, prétendait-il, elle est capable de faire.

Voici quelques extraits textuels de l'article, dans lequel cette doctrine est exposée[36].

Forcer le canon ennemi au silence pour avoir des batteries qui donnent sans crainte leur appui à l'Infanterie. Tel est le but[37].
La lutte d'artillerie est un moyen de permettre à certaines batteries d'aider l'Infanterie amie en tirant sur l'Infanterie adverse[38].
La destruction de l'Artillerie ennemie n'est pas une entreprise vaine. Nous y pouvons prétendre et nous le devons; car c'est notre but essentiel à la guerre[39].
Au combat, l'artilleur ne doit s'inspirer que d'une idée : détruire son objectif. Or, de tous les objectifs qui s'offriront à notre choix, le plus important c'est l'Artillerie ennemie[40].
A la question : « Peut-on désemparer l'Artillerie ennemie ? », la réponse n'est pas douteuse. On ne peut pas la détruire tout entière, mais on peut en détruire la majeure partie[41].

La guerre a infligé à ces prévisions un démenti significatif. L'Artillerie allemande n'a pas détruit la vingtième partie de la nôtre. L'Infanterie allemande nous a pris quatre fois plus de canons que n'en avait détruit l'Artillerie allemande.

Le 20 août 1914, en Lorraine, elle a pris à la 25e et à la 39e division d'infanterie les deux tiers de leur artillerie divisionnaire.

Le 17 juillet 1918, à Château-Thierry, elle nous a pris toute notre Artillerie lourde.

Dans l'armée allemande, comme dans l'armée française, les progrès de l'Infanterie ont plus fait pour l'issue de la lutte d'artillerie que les meilleurs réglages. Ce sont ces progrès qu'il faut chercher à obtenir et non la destruction de l'Artillerie ennemie.

Quand l'Infanterie avance, à quoi bon détruire l'Artillerie adverse ? Celle-ci est obligée, ou bien de faire demi-tour, abandonnant ainsi ses fantassins à leur malheureux sort, ou de tenir jusqu'à la dernière extrémité; ce qui la met dans la nécessité de se rendre.

Il faut donc songer, tout d'abord, à appuyer l'Infanterie amie et ne tirer sur l'Artillerie que si celle-ci nous empêche de remplir notre mission.

Le commandant **BUAT** dit que *la tournure de la lutte entre infanteries est comme le baromètre enregistreur des résultats de la lutte d'artillerie* [42].

---

[36] Loc. cit., pages 129 et suivantes.
[37] Voir respectivement pages 132, 153, 131, 136.
[38] Voir respectivement pages 132, 153, 131, 136.
[39] Voir respectivement pages 132, 153, 131, 136.
[40] Voir respectivement pages 132, 153, 131, 136.
[41] Voir respectivement pages 132, 153, 131, 136.
[42] C'est le commandant Buat qui a souligné ces mots, page 138 de son article.

Anestiami

Étrange interversion des rôles ! Du principal le commandant **BUAT** fait l'accessoire.

Pour tout le monde, l'avance de l'Infanterie, c'est le résultat que l'on se proposait d'obtenir[43].

Pour le commandant **BUAT**, ce n'est qu'un symptôme de l'heureuse issue de la lutte d'artillerie; c'est un signe auquel il prétend reconnaître que l'Artillerie ennemie, « le plus important de nos objectifs », est détruite, sinon en totalité, du moins en grande partie.

*
* *

Le commandant **BUAT** semble d'ailleurs ignorer ce que coûterait cette destruction, surtout avec l'Artillerie lourde, avec cette artillerie dont on a dit- qu'elle *écraserait* l'Artillerie légère.

Aux grandes distances, pour lesquelles est faite l'Artillerie lourde, il faut, moyennement, tirer 500 coups pour atteindre l'objectif de faible dimension que constitue un canon adverse.

Or, un coup de canon coûte 300, 6.000 ou 40.000 francs, suivant qu'on fait usage du 155, du 305 ou du 520 ; compte tenu du prix d'amortissement de la pièce, qui s'use d'autant plus vite que le calibre est plus gros. Il aurait donc fallu, pour détruire les 20.000 canons de l'armée allemande, dépenser, suivant le calibre employé, 3, 60 ou 400 milliards de francs. Le problème eût été militairement, financièrement et industriellement insoluble[44].

On voit qu'il faut en rabattre du prétendu pouvoir destructeur de l'Artillerie lourde, et, en particulier, de cette artillerie lourde à grande puissance dont on a tant parlé.

Le général **de CASTELNAU** raille cette artillerie, dite A. L. G. P., dans un article de l'Echo de Paris, qu'on trouvera plus loin[45]. Il n'est pas seul à la railler. Dans le corps de l'Artillerie même, des esprits malicieux ont traduit l'abréviation A. L. G. P. par les mots « Artillerie de luxe pour gens pistonnés ».

§ 3. — LE PRÉJUGÉ DES GROS CALIBRES

Un obus de 30 millimètres ne contiendrait évidemment pas la charge d'explosif nécessaire pour mettre un canon adverse hors de service; mais un obus de 75 la contient. Un obus de 520 ne ferait pas mieux. En d'autres termes, un obus de 75 est aussi capable de détruire un canon de 520, qu'un obus de 520 est capable de détruire un canon de 75. L'essentiel est de toucher. C'est une affaire de chance. Or, la chance est presque centuplée, si l'on tire 100 obus de 8 kilogrammes, au lieu d'en tirer un seul de 800. Le pouvoir écrasant de l'Artillerie lourde est un mot vide de sens, dans la lutte d'artillerie.

La seule utilité des gros calibres est la destruction des obstacles particulièrement résistants.

Les gros calibres permettent de démolir un mur épais, de défoncer un abri, de bouleverser les terres et d'ensevelir ainsi les défenseurs de la tranchée.

On me dira qu'à Verdun, en 1916, l'Artillerie lourde allemande a détruit un assez grand nombre de canons français. Mais, à ce moment-là, sur la plus grande partie du front, les Allemands

---

[43] Quel que soit 1 aspect que puisse donner à la lutte l'emploi des engins connus ou à venir, le gain ou la perte d'une bataille aura toujours cette sanction infaillible : l'Infanterie avance, ou l'Infanterie recule (n° 130 du Règlement d'Infanterie).

[44] La destruction totale des organes de défense de l'ennemi est pratiquement irréalisable (no 118 du Règlement d'Infanterie).

[45] Voir page 128.

Ancestramil

avaient mis de côté leur canon de 77, dont le projectile, mal conditionné, ne leur inspirait plus confiance. Ils ont fait exécuter à l'Artillerie lourde la besogne de l'Artillerie légère, et ils ont systématiquement arrosé nos positions, avec une prodigalité telle qu'il n'existait plus un point du terrain, en quelque sorte, qui ne reçût son projectile d'artillerie lourde. Mais le nombre des canons français qu'ils ont ainsi détruits n'a pas été plus grand que s'ils avaient fait exclusivement usage de notre canon de 75.

Cette débauche de munitions leur a, d'ailleurs, coûté plusieurs milliards de francs.

D'autre part, si l'on fait le calcul du nombre des hommes qu'ils ont employés à fabriquer ces projectiles, à les transporter de l'usine au front et à servir les pièces, on voit qu'ils ont été obligés d'appauvrir leur infanterie, dont, finalement, l'attaque a échoué.

L'abus de l'Artillerie lourde, à la bataille, de Verdun, a contribué à la défaite allemande.

*
* *

Ce qui est vrai pour les effets destructeurs des gros calibres est vrai pour leurs effets meurtriers.

Pour tuer un homme, il faut dépenser beaucoup plus avec le canon de 155 qu'avec le canon de 75. Le fait n'a rien de surprenant. Plus le projectile est gros, plus les éclats sont gros; mais ils ne sont pas plus nombreux. Or, 10 grammes de métal bien envoyés suffisent pour tuer un homme. Il est inutile de prendre un marteau-pilon pour écraser une mouche.

§ 4. - L'ARGUMENT DE L'EFFET MORAL

On a beaucoup parlé de l'effet moral produit par des explosions dont le bruit était épouvantable; mais, compte-t-on pour rien l'effet moral produit par la répétition de coups de canon de petit calibre, dont on peut tirer un plus grand nombre dans le même temps ?

Si le tir de l'Artillerie allemande a causé aux soldats français une émotion aussi vive, dans les premières rencontres, émotion qui, d'ailleurs, n'a pas tardé à se calmer, c'est qu'on ne s'attendait pas à pareille avalanche. C'est le nombre des projectiles qui a étonné, et non la grosseur du calibre. Les Allemands avaient, en effet, constitué des approvisionnements formidables, qu'ils n'hésitèrent pas à gaspiller et que l'organisation de leur industrie leur permit de renouveler; tandis que la mobilisation des fabricants de munitions n'avait pas été prévue par l'État-Major français.

Combien d'officiers m'ont dit depuis qu'ils regrettaient bien de s'être laissé arrêter par ces avalanches ! Combien m'ont dit qu'ils auraient pu passer, les Allemands ne changeant presque jamais les éléments du tir, en sorte que les projectiles tombaient toujours au même point !

Ce prétendu effet moral n'a nullement terrorisé nos fantassins. Jamais au monde soldats n'ont été plus valeureux que ceux qui avaient subi, au début de la guerre, les effets du tir de l'Artillerie lourde allemande.

L'effet moral auquel on a attribué une partie de nos échecs du mois d'août 1914, ne se serait d'ailleurs pas produit si notre troupier avait été plus instruit des effets matériels que l'on pouvait attendre de l'Artillerie lourde. Ces effets, nous les connaissions. Leur faiblesse avait été annoncée par le n° 18 du titre V du règlement du 8 septembre 1910 :

Ancestramil

Pour la destruction des buts vivants, l'Artillerie lourde est d'un rendement inférieur à celui de l'Artillerie de campagne qui emploie des projectiles plus petits, mais plus nombreux et mis en œuvre bien plus rapidement.

§ 5. — LE PRÉJUGÉ DES GRANDES PORTÉES

Jamais, au cours de cette guerre, pas plus qu'au cours des guerres précédentes, le tir à grande distance de l'Artillerie n'a empêché l'Infanterie assaillante de progresser. Il l'a obligée à utiliser le terrain. Il l'a ralentie, mais il ne l'a pas arrêtée.

Chez l'assaillant, c'est au moment de l'abordage que la terreur commence. A ce moment, une bonne décharge, bien envoyée, a de grandes chances de lui faire faire demi-tour. Mais, à ce moment-là, la mitrailleuse suffit.

C'est ce que les Allemands ont admirablement compris, au mois d'août 1914[46].

Si nous avions eu, en 1914, moins de canons et plus de mitrailleuses, la Victoire nous aurait coûté beaucoup moins cher, et nous l'aurions obtenue beaucoup plus tôt. Mais essayez donc de faire admettre par l'artilleur que, dans certaines circonstances, son canon ne vaut pas le minuscule engin constitué par la mitrailleuse du modeste fantassin[47] !

Le tir à grande portée ne sert, dans la défense ; qu'à atteindre l'Artillerie ennemie, à laquelle, d'ailleurs, il n'inflige que des pertes assez faibles ;
qu'à inquiéter l'Infanterie assaillante, à son entrée sur le champ de bataille ;
qu'à empêcher les troupes de se reposer, la nuit, dans les cantonnements ;

avantages bien minimes, à côté de l'inconvénient qu'il présente de retarder la décision, d'éterniser le combat, et, finalement, de faire durer la guerre plus longtemps.

A ces inconvénients, le tir de l'Artillerie à grande portée joint, dans l'offensive, celui de tuer presque autant d'amis que d'ennemis.

Pour atteindre l'Infanterie de la défense, sans s'exposer à la riposte, il suffit de se placer hors de la portée de son fusil. Les pertes auxquelles on s'expose, en se rapprochant ainsi de l'Artillerie ennemie, ne sont guère plus grandes. Celles qu'on inflige à l'Infanterie ennemie le sont immensément plus[48].

*
* *

L'Artillerie, dont le général **ROUQUEROL** a dit orgueilleusement que ses officiers constituaient une élite, s'est tellement vantée, devant les fantassins, sur les champs de tir, dans les conférences de garnison, ou dans les travaux de ses écrivains, de pouvoir atteindre, à n'importe quelle distance, n'importe quel objectif, en quelques coups, que les fantassins ont fini par le croire. Aussi, ont-ils été très désappointés, au mois d'août 1914, lorsque, sur les champs de bataille de Belgique, ils se sont trouvés en butte aux coups de bouches à feu tirant à 12 kilomètres, auxquels les artilleurs français ne pouvaient répondre, faute de l'engin qu'il aurait fallu. Ils eurent le sentiment de notre infériorité.

---

[46] Voir plus loin, page 167.

[47] Dans une série d'articles, qu'a publiés la *France militaire,* les 6, 7, 10 et 12 février 1913, articles reproduisant une proposition faite au ministre de la Guerre, j'avais demandé que l'on doublât le nombre de nos mitrailleuses.

[48] Les risques que peut courir un engin de feu sont toujours justifiés par les pertes que cet engin fera subir à l'ennemi (n° 102 du Règlement d'Infanterie).

Ancestrami

Ce sentiment n'était pas raisonné. Ce qu'il fallait déplorer, c'était l'impossibilité de jouer à l'Infanterie allemande le mauvais tour que jouait à la nôtre l'Artillerie ennemie ; c'était l'impossibilité d'inquiéter l'Infanterie allemande, au moment de son entrée sur le champ de bataille; l'impossibilité de gêner son déploiement; l'impossibilité de troubler son repos dans les cantonnements ; mais ce n'était pas l'impossibilité de *répondre*, — comme on l'a dit si souvent, — à l'Artillerie allemande.

On ne répond pas à l'Artillerie, à de pareilles distances. On y perdrait son temps et son argent.

Le tir à grandes portées de l'Artillerie lourde entraîne des dépenses telles que, le plus souvent, en plus des difficultés militaires qu'il présente, il comporte de véritables impossibilités financières et industrielles.

En 1917, par application du principe inscrit par le général Joffre, dans l'Instruction du 8 janvier 1916, à savoir que « l'Artillerie dévaste et l'Infanterie submerge », [49] nous avons dévasté et submergé, à la Malmaison, 1.600 hectares de terrain, dont la conquête nous a coûté 800.000 millions de francs de projectiles. A ce prix-là, les 1.600.000 hectares qu'il nous aurait fallu conquérir, par les mêmes moyens, pour reconduire l'ennemi jusqu'à la frontière franco-belge, nous auraient coûté 800 milliards de francs et ils auraient consommé la production d'acier du monde entier pendant dix ans !

§ 6. — L'ARTILLERIE LOURDE DANS LA GUERRE DE MOUVEMENT

La question de savoir s'il convient d'introduire des canons lourds dans les équipages de campagne ne date pas d'hier. Déjà, sous le premier Empire, des militaires, dont le cerveau était hanté par le préjugé des gros calibres, demandaient que l'on fît usage de ces gros calibres dans la guerre de campagne. Napoléon, qui comprenait l'importance du mouvement, à la guerre, leur répondit :

> Vous avez des pièces de 16 et de 24 et vous vous croyez invincible; vous suivez l'opinion du vulgaire. Les gens de métier vous diront que de bonnes pièces de 4 et de 8 font autant d'effet dans la guerre de campagne et sont préférables, sous bien d'autres points de vue, à de plus gros calibres.

On a dit que Napoléon n'avait pas prévu la guerre de tranchées ; c'est une erreur. A plusieurs reprises, il a reproché aux officiers d'infanterie la répugnance que leur inspirait l'outil, dont l'emploi leur aurait permis de remuer la terre et d'augmenter, le cas échéant, la force défensive de leur position.

Mais, Napoléon a eu le talent de ne jamais se laisser imposer la guerre de tranchées. Jamais, non plus, il n'a laissé à l'ennemi le temps de l'organiser. Il estimait, d'ailleurs, que, si l'on se heurtait à des résistances trop fortes pour être vaincues par l'Artillerie légère, il serait toujours temps de faire avancer les équipages de siège qui doivent suivre les armées, à peu de distance en arrière, car ces résistances proviendraient d'obstacles qui ne s'en iraient pas.

Entrant dans les vues de Napoléon, le général **LANGLOIS** a publié, dix ou quinze ans avant la guerre, une série d'articles dans lesquels il soutenait que, dans la guerre de mouvement, l'Artillerie lourde était plus gênante qu'utile.

---

[49] Voir plus haut, page 90.

Amestram

Cela ne voulait pas dire qu'elle ne fût pas utile du tout. Cela voulait dire que ses avantages étaient loin de compenser les inconvénients pouvant résulter de l'alourdissement des armées en marche.

Epousant les idées de Napoléon et celles du général Langlois, le général **CHERFILS** les a soutenues, avant la guerre et pendant la guerre, dans *l'Echo de Paris* et ailleurs. Il a notamment écrit cette phrase qu'on lui a tant reprochée[50] :

« Il ne faut pas que l'Armée française chausse les bottes de plomb de l'Artillerie allemande. »

Avant la guerre, le général **DUMEZIL**, alors commandant de la brigade d'artillerie de Vincennes, a publié un article et il a fait deux conférences, l'une aux officiers de l'armée active, l'autre aux officiers de réserve, article et conférences dans lesquels il a exposé la même thèse.

Le 6 mars 1921, sous le titre « le machinisme », le général **de CASTELNAU** a fait paraître, dans l'Echo de Paris, un article dont j'extrais ce qui suit :

Une artillerie trop lourde et trop lente paralyse la progression de l'Infanterie. Elle devient, à un moment donné, une encombrante et nuisible inutilité.
Dans la guerre de demain, en dépit de l'exaltation du machinisme, les qualités de mobilité de l'Infanterie reprendront, dans les conceptions du commandement, la place qui, sous l'impression de la guerre de tranchées, est aujourd'hui trop largement occupée par le machinisme. Comme dans le dernier mois de la grande lutte, seules les machines susceptibles de se mouvoir aisément sur tous les terrains pourront utilement lier leur action à celle des autres armes.
L'Artillerie lourde à grande puissance, A. L. G. P., et l'Artillerie lourde sur voie ferrée, A. L. V. F., risquent de rester inutilement d la traîne en attendant le retour problématique de la guerre de tranchées.

Enfin, avant la guerre, dans un grand nombre d'écrits, j'ai soutenu les mêmes idées que Napoléon, les généraux **LANGLOIS, CHERFILS, DUMEZIL** et **de CASTELNAU**. Cela m'a valu de violentes attaques. On m'a accusé de ne vouloir, nulle part, de l'Artillerie lourde. Il importe de mettre fin à cette légende.

*
* *

Ancien commandant du 4e bataillon d'artillerie de forteresse à Verdun, en 1888, 1889 et 1890, ayant collaboré à la réorganisation de la place, ayant assisté à la construction du fort de Douaumont, je connais parfaitement les besoins de l'attaque et de la défense des places. Mais, pas plus que l'État-Major, le Parlement et le public ne croyaient à la guerre de siège. Ils ne croyaient qu'à la guerre de campagne. Ils ont laissé tomber à rien nos approvisionnements de pièces d'artillerie de gros calibres. Ils ont laissé l'État-Major dégarnir la frontière du Nord. Ils l'ont laissé saboter le merveilleux plan de défense du général Séré de Rivière. Je défie qui que ce soit de trouver, dans mes écrits, un mot d'approbation de ce sabotage.

D'autre part, pendant les années 1894, 1895 et 1896, étant attaché au ministère de la Guerre, j'ai été désigné pour commander, en cas de mobilisation, un équipage léger de siège qui devait suivre les armées, à petite distance en arrière. Le ministre de la Guerre m'a chargé de diriger, aux environs de Versailles, des exercices qui ont duré huit jours, et au cours desquels j'ai fait des marches avec mon équipage de siège, j'ai construit des batteries, j'ai creusé des tranchées en plein champ, j'ai préparé des tirs fictifs sur des objectifs déterminés.

[50] Séance du Comité secret de la Chambre, le 19 juin 1916.

Ancestrami

A la suite de ces exercices, j'ai acquis la conviction — et je l'ai dit dans mon rapport au ministre de la Guerre — que les pièces de gros calibres, dont le besoin pouvait se faire sentir, à un moment donné, dans la guerre de mouvement, étaient mieux placées dans lesdits équipages spéciaux que dans les équipages de campagne. Je l'ai répété dans mes écrits.

Voilà ce qui m'a valu l'accusation de ne vouloir d'artillerie lourde nulle part : non seulement dans la guerre de mouvement, mais encore dans la guerre de siège et de place, et dans la guerre de tranchées.

Je n'ai jamais combattu l'introduction, dans les équipages de campagne, d'obusiers légers lançant des projectiles lourds; j'ai combattu l'introduction de canons lourds.

*
* *

Lorsque le général **FOURNIER**, gouverneur de Maubeuge, a signalé au général **JOFFRE,** avant la guerre, le manque d'artillerie lourde dans la place qu'il aurait mission de défendre, le général Joffre lui a répondu : « Soyez tranquille. Je me charge de Maubeuge. Je vous enverrai faire le siège de Metz. »

Le général **JOFFRE** bluffait. Il ne possédait ni l'Artillerie lourde qui lui aurait été nécessaire, pour défendre Maubeuge, ni celle qu'il lui aurait fallu pour attaquer Metz. C'est lui qu'il faut rendre responsable de ce manquement, et non les généraux Langlois, **CHERFILS, DUMEZIL** et **PERCIN.** Ces derniers visaient la guerre de campagne, et non la guerre de siège et de place, en exprimant les avis qui leur ont été reprochés.

Se rendant compte de la responsabilité qui lui incombait, dans l'insuffisance de notre Artillerie de siège et de place, le général **JOFFRE** a décidé que, par artillerie lourde, on entendrait désormais toute artillerie d'un calibre supérieur à celui de 90. Du coup, le canon de 95, dont il existait d'assez gros approvisionnements, devenait canon lourd, et le général Joffre pouvait, en citant le nombre de nos pièces, se donner le mérite d'avoir considérablement augmenté notre Artillerie lourde. Ai-je jamais dit que le 95 était trop lourd pour la guerre de campagne ?

On voit la légèreté avec laquelle mes contradicteurs, détachant quelques phrases de l'ensemble de mes textes, m'ont jugé sur une question dont la plupart ne connaissaient pas le premier mot.

Les événements m'ont donné raison.

*
* *

Après Charleroi, les Allemands n'ont pas manqué de laisser leur artillerie lourde en arrière et de nous poursuivre à l'allure de 20 kilomètres par jour. On sait le désarroi que cette poursuite rapide a causé dans l'armée et dans le pays.

Sur la Marne, nous n'avions pas plus d'artillerie lourde qu'en Belgique. Nous en avions même moins, un certain nombre de nos pièces étant restées entre les mains des Allemands.

Nous avons vaincu, cependant, grâce aux bonnes dispositions d'ordre stratégique prises par les généraux Gallieni et Sarrail.

En août 1915, poursuivant les armées russes en retraite, les Allemands ont commis la faute de vouloir se faire suivre de leurs gros canons. Quand l'Infanterie allemande avait avancé de 4 à 5 kilomètres, l'Artillerie lourde se portait en avant pour agir à bonne distance. Il fallait alors construire des plates-formes. Le travail ne pouvait être exécuté que la nuit, d'où un seul bond

Ancestramil

par vingt-quatre heures, avec impossibilité d'accorder aucun repos aux canonniers qui tiraient le jour et travaillaient la nuit. C'est ce qui explique que la poursuite ait été exécutée à une allure aussi lente.

C'est donc grâce à la présence de l'Artillerie lourde allemande que les Russes ont échappé à l'enveloppement.

Dans le *Journal* du 8 septembre 1915, **Ludovic NAUDEAU,** qui a suivi les opérations de l'armée russe, dit que les arrières-gardes de cette armée ont plusieurs fois contre-attaqué les têtes de colonnes allemandes, lesquelles, refoulées, ont dû laisser leur artillerie lourde sur le terrain. Et le *Journal* donne la photographie d'une longue file de pièces lourdes, capturées par les Russes en retraite.

Dans le *Journal* du 19 mars 1917, **Charles HUMBERT**, un des écrivains qui ont le plus poussé à l'augmentation de l'Artillerie lourde, reconnaît lui-même que, si les Anglais ont progressé aussi rapidement en Artois, c'est que leurs canons « étaient faits pour la mobilité de la guerre de campagne, et non pour la fixité de la guerre de siège ».

Les Anglais avaient donc, non des bouches à feu lourdes, mais des canons légers tirant des projectiles lourds. Je n'ai jamais demandé autre chose[51].

Le 17 juillet 1918, lorsque les Allemands, ayant passé la Marne à l'est de Château-Thierry, nous ont obligés à évacuer cette ville, nous avons laissé entre leurs mains tout un parc d'artillerie lourde.

L'Artillerie lourde allemande a moins détruit de canons français, pendant toute la durée de la guerre, que l'Infanterie allemande n'en a pris ce jour-là. La manœuvre a plus fait que le machinisme, pour l'amoindrissement de notre artillerie.

Ce sont également presque en totalité des pièces lourdes que les Italiens ont laissées entre les mains des Autrichiens, lors de la retraite de l'Isonzo.

Si l'armée bolcheviste avait eu de l'artillerie lourde, et avait réglé son allure sur celle de cette artillerie, elle ne serait pas arrivée, en juillet 1920, aux portes de Varsovie.

Il en aurait été de même en Crimée, au mois de novembre 1920. Obligé de rentrer en Crimée, Wrangel avait barré l'isthme de Pérékop au moyen de défenses dont l'armée bolcheviste aurait été tentée de faire le siège, si elle avait eu de l'artillerie lourde. Les Bolchevistes ont fait mieux. Ils ont franchi, à l'est de Pérékop, la mer Putride dont les eaux étaient alors gelées[52] . Ils ont ainsi pénétré en Crimée.

Encore une fois le mouvement l'a emporté sur le machinisme comme l'a dit, dans *l'Echo de Paris*, le 6 mars 1921, le général **de CASTELNAU.**

Pour effectuer cette randonnée, les Bolchevistes auraient été obligés, s'ils avaient eu de l'Artillerie lourde, de la laisser en arrière ; car la glace de la mer Putride se serait rompue, sous le poids de si gros canons.

Le général **LANGLOIS** avait donc raison de dire que, dans la guerre de mouvement, l'Artillerie lourde est souvent plus gênante qu'utile. C'est une arme dont il faut se demander, avant de rien entreprendre, dans l'offensive comme dans la défensive, s'il ne vaudrait pas mieux s'en séparer, sous peine de la laisser tomber entre les mains de l'ennemi, ou sous peine d'échouer.

Le 18 août 1914, croyant que les Allemands cédaient devant nous, le général **de CASTELNAU** a prescrit à la IIe armée de « les poursuivre avec toute la vigueur et toute la rapidité possibles,

---

[51] Voir page 89.

[52] Echo de Paris du 14 novembre 1920.

Ancestrami

en rejetant en queue de colonne les éléments d'artillerie lourde susceptibles de ralentir la marche des troupes ».

Le général **de CASTELNAU** estimait, comme le général **LANGLOIS**, que, dans la poursuite, l'Artillerie lourde est plus gênante qu'utile. Il estimait qu'elle devient là — comme il l'a dit dans *l'Echo de Paris* du 6 mars 1921 — une encombrante inutilité.

L'ordre du 18 août 1914 aurait été très rationnel si les Allemands avaient réellement cédé devant nous. Malheureusement, ils ne cédaient pas. Leur mouvement de recul était une feinte, imaginée dans le but de nous attirer sur les lignes de défense qu'ils avaient organisées en arrière. Là, ils disposaient d'une puissante Artillerie lourde, dont c'était bien la place, mais dont ils auraient pu faire le même usage, sans qu'elle fît partie des équipages de campagne[53].

Que reste-t-il alors, comme argument, aux partisans de l'introduction de canons lourds dans lesdits équipages ? Il reste l'argument de l'effet moral. On a vu plus haut ce qu'il vaut.

*
* *

C'est sur la ligne de l'Aisne que, après la bataille de la Marne, l'Artillerie lourde allemande, suivant péniblement les armées de campagne, dans leur marche rapide du nord au sud, rencontra ces dernières remontant vers le Nord. Les Allemands qui, peut-être, mais bien à tort, attribuaient leur défaite de la Marne à l'absence de leur artillerie lourde, pensèrent sans doute que l'arrivée de celle-ci allait ramener la Victoire sous leurs drapeaux. Ils s'établirent donc solidement sur l'Aisne, bien décidés à reprendre l'offensive, dès qu'ils auraient suffisamment arrêté et affaibli les armées françaises.

L'emploi de l'Artillerie lourde nécessitait la construction de plates-formes et, par conséquent, l'organisation de positions défensives. La tranchée allemande est née du désir de nos ennemis d'utiliser leur artillerie lourde.

La tranchée française est née à son tour :

de la faute que nous avons commise en laissant les Allemands s'établir sur l'Aisne au lieu de les poursuivre, l'épée dans les reins ;
de l'impossibilité où nous nous sommes trouvés, ensuite, d'enfoncer cette ligne de défense ;
de la crainte que nous avons éprouvée d'être bousculés nous-mêmes ;
enfin, de la terreur que nous a inspirée l'Artillerie lourde allemande.
L'introduction de l'Artillerie lourde dans les équipages de campagne nous a donc valu la guerre de tranchées, qui a retardé la Victoire de quatre ans, qui nous a ruinés comme les Allemands et qui, finalement, nous a mis en présence d'un ennemi insolvable.

Ancestramil

[53] Le moindre paysan de la région connaissait l'existence des formidables organisations de Sarrebourg et de Morhange. Il savait que les Allemands cherchaient à nous attirer sur ces lignes de défense.
Le général de Castelnau, à qui on l'a dit, n'a pas voulu le croire. Cet aveuglement nous a valu le désastre de Morhange, dont le général de Castelnau a essayé de rendre responsables, d'abord les soldats du Midi, et, plus tard, son ancien subordonné, le général Foch.
Accusé, dans la Revue des Deux-Mondes du 1er août 1921, d'avoir attaqué contrairement aux ordres du général de Castelnau, et d'avoir subi un échec qui a entraîné celui de la IIe armée, le maréchal Foch a envoyé à cette revue l'ordre du 18 août qui, à la grande confusion du général de Castelnau, a été publié le 1er septembre 1921.

§ 7. — L'ARTILLERIE LOURDE

DANS LA GUERRE DE TRANCHÉES

La guerre de tranchées est une sorte de guerre de siège dans laquelle il faut de l'Artillerie lourde, comme il en faut dans l'attaque et dans la défense des places. Napoléon ne l'a jamais nié, pas plus que les généraux **LANGLOIS, CHERFILS, DUMEZIL, de CASTELNAU et PERCIN.**

Cela n'a pas empêché **M. Albert THOMAS** de dire, le 18 juin 1916, à la Chambre des députés réunie en comité secret, que les techniciens de l'Artillerie appartenaient à deux écoles : l'école du lourd et l'école du léger.

Comme si un artilleur avait jamais commis la sottise de ne vouloir que du lourd ou que du léger.

Comme si tous n'étaient pas d'avis qu'il faut du lourd dans certains cas, et du léger dans d'autres.

Comme si les divergences portaient sur autre chose que sur la part à faire aux uns et aux autres cas.

Déjà, le 16 juin 1916, mon excellent ami, M. le député **ACCAMBRAY,** un ancien artilleur cependant, avait commis cette erreur en protestant devant la Chambre, également réunie en comité secret, contre la désignation du général **DUMEZIL,** comme adjoint à **M. Albert THOMAS,** pour la fabrication de l'artillerie lourde. A ce sujet, **M. ACCAMBRAY** a prononcé les paroles suivantes :

> Le corps de l'Artillerie, en général, n'était pas favorable à l'adoption de l'Artillerie lourde, parce qu'il avait une confiance excessive dans le canon de 75. Les hommes qualifiés ne croyaient pas à l'Artillerie lourde.

Que signifient ces paroles ? Si « croire à l'Artillerie lourde » veut dire « croire que le canon lourd, véritable panacée, est bon à tout », il ne faut pas croire à l'Artillerie lourde.

Le canon lourd excelle dans le tir sur des buts larges et profonds : des rassemblements de troupes, des magasins, des centres de ravitaillement, des gares importantes, des villages, des villes. Mais il est impuissant contre des buts de faibles dimensions, tels qu'un nid de mitrailleuses.

Dans la guerre de tranchées, il est indispensable pour enfoncer certains abris ou pour détruire certains obstacles particulièrement résistants. Il est indispensable pour contrebattre l'Artillerie éloignée, pour inquiéter les défenseurs des positions qu'on attaquera plus tard, et pour gêner leurs travaux; pour exécuter ce qu'on appelle les tirs d'interdiction. Mais, il est incapable d'appuyer l'Infanterie dans le combat rapproché. On le lui a trop souvent demandé. Le résultat a été que, tirant de loin, il a confondu amis et ennemis.

Si l'on considère : qu'à la fin de la guerre, nous avions plus d'artillerie lourde que d'artillerie légère[54] ;

que le projectile d'artillerie lourde coûte, moyennement, cinq ou six fois plus cher que le projectile d'artillerie légère ;
que la guerre de tranchées a duré dix fois plus longtemps que la guerre de mouvement; on est conduit à admettre que l'Artillerie lourde est pour 20 milliards de francs sur 26, dans la dépense

[54] Voir Annexe IX, page 223.

Ancestramil

de projectiles que nous avons faite, pendant cette guerre[55], et pour 60.000 hommes sur les 75.000 qui ont été massacrés par l'artillerie amie.

§ 8. - LE GASPILLAGE DES MUNITIONS

Tout a été abominablement gaspillé, au cours de cette guerre : munitions, vies humaines, main-d'œuvre, matériel automobile, essence, vivres, approvisionnements de toutes sortes.

Mais j'ai assez à faire avec les munitions.

Dans son livre déjà cité : « *Le canon, artisan de la victoire* », le général **ROUQUEROL** avoue que, le 22 août 1914, près du Châtelet, où il prétend avoir arrêté, rien qu'avec le canon, une attaque allemande, c'est en tirant « au petit bonheur » qu'il a eu la chance d'atteindre les réserves ennemies[56]. Et, de cette incroyable manière d'opérer, il fait un procédé normal de combat.

« La pratique, dit-il, avait fini par s'établir, dans mon corps d'armée, de battre par des rafales les couverts où l'on supposait que les Allemands cachaient leurs troupes[57]. »

Ainsi, le Règlement de 1910 recommandait de « ne tirer qu'à *bon escient*, sur des objectifs bien définis, et dans un but parfaitement déterminé ». Il ajoutait : « Le Commandement doit surveiller de très près la consommation des munitions, sous peine d'en manquer en temps opportun. » Le général **ROUQUEROL** recommande, lui, de tirer « au petit bonheur », de tirer là où l'on suppose qu'il y a quelqu'un à atteindre. Il se déclare hostile au « dosage de l'Artillerie suivant les besoins », hostile à ce qu'il appelle « la tactique du compte-gouttes »[58]. Il préconise le gaspillage des munitions.

La correspondance que j'ai reçue m'a montré que la doctrine du général **ROUQUEROL** avait de nombreux partisans. Je ne citerai qu'un de mes correspondants, les autres étant encore en activité de service.

M. BEAUVAIS, ingénieur civil, 16, avenue Casimir, à Asnières, officier de réserve d'artillerie, m'a écrit que, bien souvent, il a envoyé ses projectiles dans le vide, par ordre supérieur, sans savoir s'il appuyait une attaque ou s'il coopérait à une action défensive. On était d'ailleurs très mal vu, quand on proposait de faire des économies.

Il m'a écrit encore que, le 15 mars 1916, à Lihons (Somme), un commandant d'artillerie divisionnaire à qui un capitaine commandant demandait sur quoi il devait tirer, lui a répondu :

« Tirez dans le tas. »

Il m'a écrit enfin que, le 2 juillet 1916, lors de l'offensive de la Somme, un capitaine allemand, fait prisonnier, a manifesté devant lui l'étonnement que lui avait causé une préparation d'attaque, au cours de laquelle l'Artillerie française avait, pendant plusieurs journées, tiré sur des ouvrages détruits et sur des espaces évacués.

La consommation des munitions n'a cessé d'augmenter, à partir de 1915.

---

[55] Voir plus loin, le nota de la page 139.
[56] Général ROUQUEROL. Le canon, artisan de la Victoire, page 39.
[57] Loc. cit., page 40.
[58] Loc. cit., pacs 15 et 16.

Ancestram

Nous avons dépensé, par mètre courant :

25.000 francs en Champagne ;
35.000 — sur la Somme ;
55.000 — à Vimy, chez les Anglais ;
65.000 — à la Malmaison.

La relation officielle anglaise du 31 juillet 1917, publiée le 2 août par les journaux français, dit à ce sujet :

« Jamais, dans cette guerre, on n'avait encore assisté à une pareille débauche de canons et de projectiles. »

*
* *

Certains artilleurs prétendent que ce gaspillage était nécessaire, pour remonter le moral du fantassin. Ils disent que, lorsque ce dernier recevait des obus, particulièrement ceux de forts calibres qui, à défaut d'effets matériels, produisaient sur lui un gros effet moral, il était bien aise de pouvoir dire : « Le Boche en prend autant que moi. »

C'est bien la faute des artilleurs si le fantassin se faisait des idées fausses sur les effets de notre artillerie. On aurait dû lui dire :

que l'obus de 155 coûtait 225 francs ;
que celui de 305 coûtait 3.000 francs ;
que celui de 520 coûtait 6.300 francs ;
que les obus de très gros calibres, tirés de loin, n'arrivaient pas au but une fois sur mille ;
qu'un canon de très gros calibre était usé au bout de quelques centaines de coups ;
qu'une fois usé, il tirait court, et que ses obus tombaient dans la tranchée amie.

Si on lui avait tenu ce langage, le fantassin n'aurait pas demandé à l'Artillerie de tirer à tout bout de champ.

On savait bien, cependant, que ces déluges d'acier ne donnaient pas de résultat appréciable. On avait vu les rafales allemandes s'abattre avec persistance, pendant des journées entières, sur les mêmes points de régions dépourvues de troupes. On avait vu nos hommes attendre placidement, dans leurs abris, que la marmite fût tombée. On les avait vus, ensuite, se précipiter au fond de l'entonnoir, pour rechercher l'aluminium de la fusée, afin d'en faire des bagues.

Pourquoi les Allemands auraient-ils été déprimés par notre arrosage, puisque nous ne l'étions pas par le leur? Pourquoi notre arrosage aurait-il été efficace chez eux, puisque le leur ne l'était pas chez nous ?

*
* *

Le résultat de ce gaspillage a été que, du 2 août 1914 au 11 novembre 1918, nous avons dépensé 26 milliards de francs de projectiles d'artillerie, le 1/7 du total de nos dépenses de guerre[59] !

Ce chiffre ne comprend ni les canons, ni les fusils, ni les mitrailleuses, ni les cartouches d'infanterie.

[59] Communication faite, le 12 mars 1919, par M. le sénateur Huber, à la Commission de l'armée.

Ancestramil

Sans doute, les Allemands ont fait comme nous. Ils ont abusé, eux aussi, des tirs d'arrosage. Ce n'est pas une excuse pour nous. Les Allemands avaient, à agir comme ils l'ont fait, des raisons que nous n'avions pas.

Leurs ressources industrielles étaient supérieures aux nôtres. Nous ne possédions que 30 hauts fourneaux ; ils en possédaient 450, c'est-à-dire 15 fois plus que nous. Ils avaient plus de charbon et de minerai que nous. Les projectiles leur revenaient beaucoup moins cher qu'à nous.

Leur outillage était meilleur. Leur fabrication intensive était prête, dès le début de la guerre. Chez nous, la mobilisation industrielle n'avait pas été organisée. Il a fallu tout improviser. Pour faire beaucoup, on a dû faire vite. Il y a eu des malfaçons.

L'excès de calibre de certains projectiles a été cause que 2.000 canons de 75 ont éclaté, de 1914 à 1916, blessant ou tuant les servants[60].

Le défaut de calibre a engendré des écarts de tir qui ont amené nos propres projectiles dans nos rangs.

Enfin, les Allemands étaient chez nous. En gaspillant leurs munitions, s'ils n'atteignaient aucun de nos soldats, ils rendaient notre sol impropre à la culture pendant de longues années. En gaspillant les nôtres, nous ne leur rendions pas la pareille. Le sol que nous dévastions, les forêts que nous saccagions, les maisons que nous détruisions n'étaient pas les leurs, mais les nôtres.

*
* *

La Commission des réparations a évalué les dégâts matériels causés par les Allemands à 140 milliards de francs, dont 37 à la propriété bâtie et 22 à la propriété non bâtie[61].

Certains agriculteurs affirment que ce dernier chiffre est trop faible. D'après eux, il ne poussera rien, avant deux ou trois siècles, sur le terrain des tranchées qui s'étend de l'Alsace à la mer du Nord, la terre arable ayant été dispersée par les travaux de terrassement et par l'éclatement des projectiles.

Sur les parties du terrain où le sol a simplement été labouré par les projectiles, mais où il n'y a pas eu de travaux de terrassement, le temps pendant lequel la terre ne produira rien sera certainement moindre, mais il sera encore considérable; car, dans l'un et l'autre cas, la terre arable a été dispersée.

Des arbres seuls, écrit Léon Lefranc, dans le *Progrès civique* du 12 juin 1920, pourraient envoyer leurs racines chercher la vie, dans les profondeurs du sol, et permettraient de reconstituer l'humus de surface. Mais quel temps ne faudrait-il pas ?

Nous sommes de moitié dans nos propres ruines. Plus de moitié même, en ce sens que si, au lieu d'imiter les Allemands, au lieu de rivaliser avec eux à qui tirerait le plus, nous avions réduit notre consommation de projectiles, les Allemands auraient réduit aussi la leur, car le feu appelle le feu.

L'erreur du Commandement a été de croire que, si cela ne servait à rien de tirer, cela ne nous ferait pas de mal. Cela nous en fit beaucoup.

---

[60] Général PÉDOYA, La Commission de l'armée pendant la grande guerre. Flammarion, éditeur, page 65.
[61] Voir Annexe VIII, page 222.

Ancestrami

*
* *

Le gaspillage des munitions n'a pas seulement appauvri notre trésor ; il a appauvri encore nos effectifs de guerre.

En tirant moins, nous aurions pu diminuer de 300.000 le nombre des ouvriers employés dans les usines de l'intérieur, et augmenter d'autant le nombre des combattants.

Nous aurions pu diminuer de 200.000 le nombre des artilleurs employés au service des pièces ou au transport des projectiles et augmenter d'autant le nombre des fantassins. Le nombre des artilleurs employés au front ou à l'arrière a passé, en effet, entre 1914 et 1918, du chiffre de 200.000 à celui de 700.000[62].

500.000 hommes de plus au front, c'était peut-être la Victoire deux ans plus tôt.

La Victoire a été retardée, en outre, dans la guerre de tranchées, par l'impossibilité de poursuivre l'ennemi, à la suite d'une attaque heureuse. Le terrain, en effet, était labouré par nos projectiles, qui en avaient fait une bouillie informe. Il ne permettait plus le mouvement en avant de notre artillerie légère.

Quant à notre infanterie, elle était arrêtée, massacrée, réduite en bouillie, elle aussi, par les mitrailleuses ennemies, qui s'étaient embusquées dans les entonnoirs complaisamment creusés par nos projectiles mêmes.

*
* *

L'Artillerie a le devoir impérieux de ménager les munitions, de ne tirer qu'à bon escient, là où il faut et quand il faut.

Faute de l'avoir fait, pendant la dernière guerre, l'Artillerie française a été cause que :

La dépense entraînée par la consommation des munitions et le remplacement des pièces usées a été augmentée de plus de 20 milliards de francs.

Les dégâts matériels ont atteint le chiffre effroyable de 140 milliards de francs.

La poursuite de l'ennemi, après une attaque heureuse, est devenue impossible, sur le terrain des tranchées, transformé par nos projectiles en une bouillie informe.

Notre canon a creusé d'innombrables entonnoirs, dans lesquels les mitrailleuses ennemies ont trouvé d'excellentes embuscades.

75.000 de nos fantassins ont été massacrés par l'Artillerie amie.

Un million d'autres, « *dont la perte aurait pu être évitée* », suivant les propres termes employés par le général Joffre, dans son ordre du jour du 24 août 1914, ont été massacrés par les mitrailleuses ennemies, que le canon français avait épargnées.

Le total de nos pertes a atteint le chiffre de 5 millions de tués ou de blessés, dont 2 millions de morts ou de mutilés.

Enfin, nous avons eu, en permanence :

300.000 hommes de trop dans les ambulances ;

[62] Voir Annexe VII, page 221.

Ancestrami

300.000 hommes de trop dans les usines de l'arrière ;
300.000 hommes de trop dans les formations d'artillerie ;
au total, près de 1 million d'hommes, qui auraient beaucoup mieux fait, sur le front, dans les formations d'infanterie.
Ce sont autant de causes qui ont contribué à la prolongation de la guerre pendant quatre ans.

§ 9. - L'EMPLOI DES CRÉDITS

Depuis 1914, on ne cesse de reprocher au Parlement de n'avoir pas voté, pour la préparation à la guerre, des crédits assez élevés. On lui reproche la faiblesse de ces crédits, plus qu'on ne reproche aux services techniques l'emploi qu'ils ont fait des sommes mises à leur disposition, plus qu'on ne reproche au Commandement l'emploi tactique qu'il a pu faire du matériel que les services techniques avaient fabriqué. Mieux vaut, pour le vulgaire, dépenser mal à propos, que de regarder à la dépense. La prodigalité est une des formes du patriotisme.

Or, je soutiens que, dans la prochaine guerre, — car je crains bien qu'il y en ait d'autres encore, — la Victoire appartiendra à celui des deux adversaires qui aura fait le meilleur emploi de crédits aussi faibles que possible. Le vaincu sera celui qui aura été ruiné le premier.

Il semble que, dans la guerre de 1914-1918, guerre au cours de laquelle chacun a surtout cherché à obtenir l'usure adverse, les deux partis se soient mutuellement conviés à un double suicide. Ce fut à qui détruirait le plus, dût-il se détruire lui-même. On a vu des batteries dépenser plusieurs millions de francs de projectiles, pour détruire un canon qui ne valait pas 10.000 francs. On les a vues user, à ce jeu, plus de pièces, chez elles, qu'elles n'en pouvaient détruire chez l'ennemi. Le gaspillage est devenu à la mode; on en a fait comme une religion.

M. Albert THOMAS a été un des grands prêtres de cette religion.

Dans une interview que les journaux ont publiée, le 20 août 1915, il s'est vanté d'avoir fait passer le budget trimestriel de l'Artillerie au chiffre de 2 milliards de francs.

Il a élaboré un programme de fabrication dont l'exposé lui a valu les applaudissements de la Chambre, mais dont il a dû lui-même, en comité secret, déclarer la réalisation impossible, faute de charbon et d'acier.

Il a entrepris, à Roanne, la création d'un établissement gigantesque, dont la construction a dû être arrêtée.

Il a appelé du front, dans les usines, des ouvriers que, depuis, il a été obligé de faire chômer.

Il a créé le canon de 520, dont le coup revient à 40.000 francs[63], et dont l'unique objet était de frapper l'opinion publique.

Un journal a reproduit la photographie **d'Albert THOMAS**, debout, à côté d'un obus plus haut que lui.

Ancestram

[63] Voir plus haut page 114.

§ 10. - FEU D'ARTIFICE OU LIAISON

Je n'ai pas attendu jusqu'aujourd'hui pour réagir contre la tendance qu'ont les artilleurs à gaspiller les munitions.

Le 20 février 1908, étant commandant du 13e corps d'armée, à Clermont-Ferrand, j'avais adressé aux états-majors et aux corps de troupe sous mes ordres des instructions leur prescrivant l'exécution d'exercices pratiques d'artillerie en liaison avec l'Infanterie.

Ces instructions ayant été signalées au ministre de la Guerre, alors le général Picquart, par le vice-président du Conseil supérieur de la guerre, alors le général de Lacroix, le ministre a décidé, le 12 mai 1908, que des exemplaires en seraient adressés à tous les commandants de corps d'armée, avec ordre d'exécuter des exercices analogues.

De mes instructions, je détache le passage suivant :

Aux manœuvres d'automne, l'Artillerie reçoit rarement des missions précises. Elle intervient un peu au hasard de son initiative, tantôt hors de propos, en frappant des objectifs que l'Infanterie ne songe pas à attaquer, tantôt trop tard, en tirant sur des objectifs déjà enlevés.
A la guerre, à force de tirer des coups de canon, il arrivera nécessairement que quelques-uns tomberont au bon endroit, au point même où voulait les voir tomber quelque élément d'infanterie que le feu de l'ennemi empêchait d'avancer. Mais, n'est-il pas évident que si, au lieu de laisser au hasard le soin d'amener cette coïncidence, nous la préméditons, nous la préparons, nous la réalisons par des moyens convenables, la puissance de l'Artillerie sera décuplée ?

Le passage dont la citation précède marque l'opposition de deux tactiques de feu, à chacune desquelles, pour la facilité de l'exposition, je vais donner un nom. J'appellerai :

l'une, *tactique de feu d'artifice ;*
l'autre, *tactique de liaison.*

Dans la tactique de feu *d'artifice*, dont je vais exagérer les caractères, pour la définir plus clairement, l'Artillerie tire sans se préoccuper des besoins de l'Infanterie amie. Elle tire beaucoup ; elle tire partout; elle tire tout le temps. Elle réussit ainsi à faire arriver le projectile, de temps à autre, au bon moment et au bon endroit comme l'a fait le général **ROUQUEROL**, en tirant « au petit bonheur », le 22 août 1911. C'est une tactique facile ; mais elle entraîne une grosse consommation de munitions et elle risque d'occasionner le massacre de l'Infanterie amie.

Dans la *tactique de liaison*, l'Artillerie ne tire que là où il faut et quand il faut. Cette tactique a été inaugurée, en France, par le Règlement du 8 septembre 1910.

La tactique de feu d'artifice est d'origine allemande. Nos voisins en ont préparé l'application, en constituant, dès le temps de paix, un formidable approvisionnement de munitions, et en organisant leur industrie de telle sorte qu'elle puisse, en temps de guerre, assurer le renouvellement de cet approvisionnement.

Notre état-major aurait dû le savoir, et alors, de deux choses l'une :

ou bien provoquer la constitution, dès le temps de paix, d'approvisionnements plus considérables, et une organisation de notre industrie permettant d'intensifier la fabrication, en temps de guerre ;
ou bien, et mieux encore, de proscrire, comme inefficace, la tactique de feu d'artifice, prôner la tactique de liaison et préparer l'opinion publique au gaspillage des munitions qui se produirait chez les Allemands, gaspillage dont on ne devrait pas s'émouvoir, et qu'il ne faudrait pas imiter.

Ameldtrain

L'État-Major français n'a fait ni l'un ni l'autre. S'il avait fait ce qu'il devait, s'il avait exigé de l'Infanterie et de l'Artillerie la pratique constante des règles prescrites pour la liaison des armes, s'il avait tenu la main à ce que, conformément aux recommandations du Règlement, l'Artillerie ne tirât qu'à bon escient, si la troupe avait été prévenue du gaspillage de munitions auquel se livreraient les Allemands, parce qu'ils en avaient le moyen, parce que leur amour pour le *colossal* les y conduirait fatalement, notre troupier se serait rendu compte, dès les premiers combats, de ce qu'il a fini par reconnaître, au bout de quelque temps, de ce que tant de correspondants de guerre ont écrit dans les journaux, à savoir : que ces avalanches de projectiles faisaient plus de bruit que de mal :

que les 9/10 des obus allemands, particulièrement ceux de gros calibres tirés de loin, difficilement observables, tombaient sur des portions de terrain dépourvues de troupes ;
que parmi ceux qui tombaient dans le voisinage de la troupe, beaucoup creusaient tout simplement dans le sol des entonnoirs profonds, d'où les terres étaient projetées en l'air et retombaient sur le personnel, sans lui causer aucun dommage.

Mal avertie de ce qui allait se passer, notre infanterie perdit contenance. Elle se plaignit de ne jamais voir son artillerie, de ne jamais l'entendre, de n'entendre que celle de l'ennemi. Ce fut, pour l'Artillerie française, le prétexte d'un retour à la tactique de feu d'artifice, à la tactique de feu des Allemands.

CHAPITRE VI

LES PRINCIPES DE LA GUERRE

Sommaire. — Principes et procédés. — La peur. — La surprise.

§ 1. - PRINCIPES ET PROCÉDÉS

Sous le prétexte que les Allemands avaient augmenté, dans une proportion inattendue, les calibres des canons et la consommation des munitions, sous le prétexte qu'ils avaient introduit dans le combat l'usage des gaz asphyxiants, sous le prétexte qu'ils avaient donné un énorme développement à l'emploi des réseaux de fil de fer et de la tranchée, certains écrivains militaires ont prétendu que les principes de la guerre avaient changé, que l'Infanterie n'était plus la Reine des batailles, et qu'il fallait faire table rase de tous les enseignements du passé.

Les principes de la guerre sont immuables ; mais les procédés de combat évoluent avec le matériel et la qualité des troupes[64].

[64] Nos 6 et 137 du Règlement d'Infanterie.

Ancestrami

Cette thèse a été savamment développée, dans un livre dont on ne saurait trop recommander la lecture, mais dont l'auteur, le général X. Y., qui occupe dans l'armée une situation en vue, a désiré conserver l'anonymat [65].

On s'est toujours engoué, après chaque guerre, pour les procédés du vainqueur, et on les a copiés, parfois servilement, sans observer que ce qui convient à une époque et à un peuple peut ne pas convenir à une autre époque et à un autre peuple.

C'est ainsi que la manœuvre était considérée autrefois comme le seul moyen de produire la surprise. Aujourd'hui, grâce à l'extraordinaire développement des procédés industriels, la surprise peut être obtenue par l'emploi d'armes nouvelles, inconnues de l'ennemi, et contre lesquelles ce dernier ne possède pas de moyens de défense[66]. Le procédé s'est modifié, mais le principe est resté le même. C'est toujours l'inconnu qui crée la peur, et c'est la peur qui produit la démoralisation de l'adversaire.

Nous irions droit à un échec certain, si nous préparions une nouvelle guerre en copiant les moyens matériels qui étaient en œuvre, le jour où la précédente guerre a pris fin. En ce siècle de progrès rapides, l'ennemi aurait vingt fois le temps de trouver la riposte, et c'est nous qui serions surpris.

Les procédés ont plus varié pendant les quatre années de la dernière guerre, qu'ils n'avaient varié pendant un siècle des guerres précédentes; mais tous avaient en vue l'application du même principe : démoraliser l'adversaire, au point de l'obliger à reconnaître son infériorité et l'impossibilité de continuer la lutte. Le feu est un moyen d'amener cette démoralisation, mais ce n'est pas le seul. L'erreur de notre Haut Commandement a été de n'avoir guère songé qu'à celui-là.

Le lecteur n'attend pas de moi que je lui fasse ici un exposé complet des principes de la guerre. Le maréchal Foch a consacré à cette question un volume de 500 pages. Mais il est un principe dont la plupart des autres ne sont que des corollaires, c'est que, pour battre l'ennemi, il faut lui faire peur.

§ 2. — LA PEUR

C'est la peur de l'enveloppement, « la peur d'un nouveau Sedan », a écrit lui-même le général **LANREZAC**, qui a déterminé cet officier général à donner l'ordre de la retraite, le 23 août 1914.

Charleroi n'est pas loin de Sedan ; de Sedan où, quarante ans auparavant, précisément à la même époque, la dernière armée française qui tînt encore la campagne fut cernée par les Allemands et contrainte de capituler : abominable désastre qui rendit notre défaite irréparable. Quel souvenir[67] !
La retraite immédiate s'impose. Je prends le parti de l'ordonner, quoique convaincu que Joffre ne m'approuvera pas[68] .

On a prétendu à l'arrière que nos revers du mois d'août 1914 étaient dus aux pertes que nous avait infligées l'Artillerie lourde allemande. Mais le général Lanrezac ignorait le chiffre de ses pertes.

---

[65] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre. Lavauzelle, éditeur, Paris 1920.
[66] Loc. cit. page 09.
[67] Général LANHEZAC, Le plan de campagne français.
Payot, éditeur; 1920, page 183.
[68] Loc. cit. page 184.

Ancestramil

L'avis de l'arrière aurait pu produire sur les troupes du général Lanrezac l'effet de démoralisation qui a inspiré l'ordre de retraite. Mais cet avis n'était pas connu à l'avant.

C'est au contraire l'état d'esprit régnant à l'arrière, c'est la peur de la révolution allemande, qui, en 1918, a déterminé Hindenbourg à ordonner la retraite.

Dans un cas comme dans l'autre, la peur a été l'agent d'ordre psychologique qui a provoqué l'ordre de retraite.

*
* *

La peur peut envahir l'âme du chef ou celle du soldat. Le résultat est, suivant le cas, la retraite ou la fuite.

Une troupe qui a perdu 50% de son effectif, si les 50 %qui restent ont conservé le terrain, n'est pas une troupe battue. Elle est éprouvée. Elle a besoin de se refaire; mais, une fois qu'elle sera refaite, le lendemain peut-être, on pourra lui demander un nouvel effort.

Une troupe qui, au contraire, n'a perdu que 1% de son effectif, mais dont les 99% qui restent s'enfuient, est une troupe à laquelle on ne pourra rien demander de longtemps, parce que chez elle la fuite a rompu les liens tactiques.

Chose plus grave. Le reflux de la troupe en fuite sur les réserves maintenues en arrière, sur ces réserves anxieuses de savoir comment les choses vont à l'avant, jette la consternation parmi ces dernières, dont la capacité combative se trouve diminuée plus encore que celle des troupes de l'avant.

La crise de défiance commence toujours par les troupes qui ne se battent pas, a écrit le général X. Y.[69].

*
* *

Bref, la peur, par quelque moyen qu'on l'obtienne, diminue la capacité combative d'une troupe, plus que ne font les pertes. Une troupe qui a subi, sans s'émouvoir, le bombardement le plus violent, fera demi-tour devant une poignée d'hommes bien décidés. L'abordage est plus terrifiant que les pertes.
La troupe qui recule, devant un ennemi qui l'aborde, ne sait d'ailleurs pas ce qu'elle a perdu. Elle recule, parce qu'elle se sent, ou parce qu'elle se croit plus faible que la troupe adverse. La troupe battue est celle qui se croit battue.

§ 3. — LA SURPRISE

La surprise augmente la peur. Un danger prévu est un danger à moitié conjuré.

Une des plus désagréables surprises que l'on puisse éprouver sur le champ de bataille, est l'apparition d'ennemis en arrière du front.

Un coup de fusil en arrière produit plus d'effet moral que dix en avant. Un coup de canon en arrière, un coup de canon, même dont on ne fait qu'entendre le bruit, fait plus d'effet que dix en avant, dont on reçoit les coups. Rien n'est plus terrible que la menace de l'enveloppement. Il en a été ainsi de tout temps, et il en sera toujours ainsi, parce que, si les procédés de combat se modifient, la nature humaine, elle, ne change pas.

---

[69] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre, page 42.

Ancestramil

Nous avons été battus au mois d'août 1914, parce que les Allemands, ayant une fois et demie plus d'hommes que nous, ont pu étendre leur front davantage vers l'ouest, et nous menacer d'enveloppement à Charleroi.

Certains ont attribué cet échec à ce que nous avions moins de canons que les Allemands. Mais, sur la Marne, nous en avions moins encore qu'en Belgique, et nous avons été vainqueurs, parce que les généraux **GALLIENI** et **SARRAIL** ont menacé, chacun de leur côté, l'ennemi d'enveloppement.

Nous avons été plus terrorisés par la menace d'enveloppement à Charleroi, que nous ne l'avons été par les effets du feu de l'ennemi. Notre démoralisation a été telle que nous avons reculé de 200 kilomètres. Le feu d'une troupe qui vous fait face a-t-il jamais produit un pareil résultat ?

*
* *

Pour échapper à l'enveloppement, au mois de juillet 1920, les Polonais ont étendu leur front de combat à un point tel qu'il s'est produit des interstices dans leur ligne de bataille. La cavalerie bolcheviste, passant par ces interstices, s'est portée sur les lignes de communication de l'armée polonaise. Elle a déterminé ainsi l'évacuation précipitée de Kiev, et un recul qui s'est prolongé jusqu'en Galicie.

Quelle cavalerie cependant ! Son chef, **BUDIENNY**, n'avait que le grade de caporal, et ses soldats, vêtus en paysans, armés simplement d'une courte carabine facile à dissimuler, chevauchaient sous l'apparence de cultivateurs inoffensifs[70].

Ce fut une nouvelle forme de la surprise.

En novembre 1920, le général **WRANGEL** s'attendait à ce que les Bolchevistes fissent le siège des défenses qu'il avait accumulées sur l'isthme de Pérékop. C'était le procédé classique. Les Bolchevistes se sont bien gardés de l'employer. Le 4 novembre, ils ont enlevé Genitchesk, sur la mer d'Azov, et ont poussé leur avance jusqu'à Sivatoj, sur la rive Nord de la mer Putride. Menacé sur ses derrières, **WRANGEL** a dû évacuer la presqu'île, laissant entre les mains de l'ennemi 18 canons, 1 tank, 3 trains blindés, 10.000 obus, 12 millions de cartouches et un matériel considérable de transports[71].

*
* *

La percée est, comme l'enveloppement, un moyen de mettre des troupes derrière l'ennemi.

Malgré la puissance de leurs moyens matériels, malgré leur nombreuse artillerie lourde, les Allemands n'ont jamais réussi à percer.

Nous n'avons pas réussi non plus. Le Haut Commandement français s'est obstiné, comme le Haut Commandement allemand, à tout attendre du canon. On aurait pu essayer d'autres moyens.

On aurait pu chercher à modifier la situation par des attaques de diversion, par une campagne de destruction morale, par le sabotage des voies de communication[72].

---

[70] Général FONVILLE, France militaire du 20 juillet 1920.
[71] *Echo de Paris* du 14 novembre 1920.
[72] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre, page 155.

Ancestram

On aurait pu débarquer clandestinement, sur un point du littoral convenablement choisi en arrière du front allemand, une troupe dont l'apparition, combinée avec une attaque frontale, aurait provoqué le recul et entraîné la défaite de l'ennemi[73].

On aurait pu infiltrer cette troupe par quelque interstice de la ligne de bataille, à la faveur de la nuit, de l'orage, du brouillard ou de la pluie.

On aurait pu l'amener par voie souterraine ou par voie aérienne.

On aurait pu terroriser l'ennemi par l'incendie, par l'inondation, par un cataclysme quelconque.

Ce sont là des moyens qui, renouvelés de la guerre de Troie, ont réussi de tout temps.

Il est incroyable qu'aucune idée de ce genre ne soit venue à aucun de nos grands chefs, au cours de la dernière guerre.

De bons esprits, cependant, avaient envisagé le débarquement par avions, à l'intérieur des lignes ennemies, de plusieurs milliers d'hommes, et le transport par ballons de centaines d'automobiles blindées destinées à couper à distance les communications de l'ennemi[74].
Aux bombardements aériens, dont l'intensité ira grandissante avec le temps, et qui permettront à l'ennemi de déverser sur nos villes toute la gamme des produits que la chimie inventera, s'ajouteront certainement, dans l'avenir, des débarquements aériens. Ce ne seront évidemment pas de grandes masses de troupes qui tomberont ainsi sur les derrières de l'ennemi; les difficultés techniques du réembarquement éventuel s'y opposeront longtemps. Mais des corps de partisans suffisent pour opérer des destructions graves et apporter un trouble profond dans l'organisation économique du pays[75].

Un des bons esprits dont parle le général X. Y. a été l'ingénieur civil des mines Archer, l'inventeur du canon d'infanterie dont il sera question plus loin[76]. Dès 1915, M. Archer avait proposé de transporter par avions, en arrière du front ennemi, une petite troupe dont l'apparition aurait produit un gros effet de surprise[77].

*
* *

La surprise ne réside pas uniquement dans l'apparition de troupes sur un point où on ne s'y attend pas. Elle réside aussi dans l'adoption, par l'ennemi, de méthodes de guerre nouvelles. Elle réside dans tout procédé susceptible de jeter le trouble chez l'ennemi.

Les Turcs ont réussi quelques attaques en opérant la nuit et en poussant des cris qui ont épouvanté les défenseurs. Ce fut un procédé efficace, aussi longtemps qu'il fut nouveau pour l'ennemi.

Napoléon a battu les Autrichiens, à Essling, en lançant dans le Danube des corps flottants qui, entraînés par le courant du fleuve, ont rompu le pont de bateaux assurant les communications

---

[73] La surprise décuple les effets du feu et du mouvement (n°131 du Règlement d'Infanterie).
Les fronts les plus puissants peuvent être rompus par une combinaison des actions de force et des effets de surprise (n° 2 du Règlement d'Infanterie).

[74] Loc. cit. page 106

[75] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre, page 113.

[76] Voir plus loin, page 191.

[77] L'énigme de la guerre, par l'ingénieur civil des mines ARCHER. Édition Ernest Leroux, 28, rue Bonaparte, Paris, 1920, page 92.

Ancestramil

de l'ennemi avec l'arrière. La masse de choc dont l'apparition produisit, ce jour-là, l'effet de surprise, ce ne fut pas une troupe, ce furent des troncs d'arbre ; et le mouvement tournant ce fut le courant d'un fleuve.

Napoléon ne cherchait pas, lui, dans les règlements militaires, des moyens catalogués de remporter la Victoire. Il en inventait séance tenante. Cela fit dire de lui, par un général autrichien : a Il se bat contre toutes les règles. »

L'École supérieure de guerre a élevé nos officiers d'État-Major dans le culte de la règle. Le résultat de cet enseignement a été que nos généraux ont manqué d'imagination. Ils ont cru imiter Napoléon en copiant ses manœuvres; mais les meilleurs d'entre eux n'ont jamais eu son génie d'invention.

Tout procédé de guerre nouveau, s'il est tant soit peu efficace, cause de la surprise chez l'ennemi, et son efficacité s'en trouve augmentée. Son efficacité diminue quand il cesse d'être une nouveauté. Napoléon a traduit cette pensée en disant qu'il fallait changer de tactique tous les dix ans.

Nous avons eu tort de vouloir imiter les Allemands au point de vue de l'Artillerie lourde ; d'autant que leurs ressources industrielles étaient supérieures aux nôtres, et qu'il leur était facile de conserver leur avance.

Mieux avisés que nous, les Allemands ont progressivement diminué la proportion de leurs gros calibres. Ils ont multiplié les mitrailleuses. Au début de la guerre, ils n'avaient que quelques centaines de canons légers d'infanterie ; en 1918, ils en avaient 20.000. Nous n'en avions, nous, qu'un nombre insignifiant. En revanche, nous avions du 520, et nous en étions fiers, les Allemands n'ayant jamais dépassé le calibre de 420.

Les Allemands ont introduit dans le combat l'usage des gaz asphyxiants. Ce fut une surprise pour nous. Ce ne pouvait en être une pour eux. Nous les avons imités ; nous aurions mieux fait de chercher une autre nouveauté.

L'imitation de l'ennemi est une sottise ; mieux vaut innover. Pour vaincre, il faut surprendre l'ennemi, il faut l'étonner.

CHAPITRE VIII

LA CONDUITE DE LA GUERRE

Sommaire. — Offensive et défensive. — L'instabilité de la doctrine de guerre du Haut Commandement français. — Guerre d'usure. — La conservation du terrain. — Attaques folles. — La préparation des attaques. — Les conditions d'un résultat décisif. — Les mitrailleuses ennemies.

§ 1. - OFFENSIVE ET DÉFENSIVE

Avant la guerre, les idées les plus fausses régnaient dans l'État-Major français sur la façon de comprendre ce principe que l'offensive, seule, donne des résultats décisifs.

Ancestramil

Le Règlement du 28 octobre 1913 disait que, seule, l'offensive pouvait briser la force de l'adversaire. C'était vrai. Malheureusement, il ajoutait que l'offensive s'imposait pour la majorité des forces, et rien n'était plus faux. Il y a des moments où il faut consacrer la majorité des forces à la défensive[78].

Pour les jeunes gens qui donnaient le ton dans les Etats-Majors d'armée et « dont le Règlement de 1913 reflétait quelque peu l'état d'âme »[79], « la défensive était une forme secondaire de l'activité militaire, dont on ne devait user que quand les circonstances l'imposaient absolument, le meilleur moyen de se défendre étant d'attaquer [80] ».

« C'était, pour ces jeunes gens, une façon commode, en temps de paix, de prouver qu'ils avaient du cran[81]. »

Or, contrairement à cette doctrine, nous avons eu quarante-six mois de guerre de tranchées et cinq mois seulement de guerre de mouvement. Ce fut l'occasion de discuter les avantages et les inconvénients respectifs de l'offensive et de la défensive. La guerre a fait renaître cette éternelle discussion.

*
* *

On a classé les chefs en partisans de l'offensive à outrance et en partisans de la défensive passive; comme si aucun chef avait jamais été assez sot pour se dire partisan de l'offensive, à l'exclusion de la défensive, ou de la défensive à l'exclusion de l'offensive. Il faut de l'une ou de l'autre, suivant le cas.

On ne doit prendre l'offensive sur tout le front que si l'on est plus fort partout, ce qui est rare. Généralement, on économise les forces sur certaines parties du front, où l'on se borne à faire de la démonstration, afin de pouvoir les prodiguer sur un autre point, où l'on recherchera la décision.

Si cette économie des forces est impossible, il faut se résigner à adopter partout la défensive, jusqu'au moment où, l'ennemi s'étant épuisé dans des attaques stériles, on puisse passer à l'offensive, sur tout le front ou sur une partie seulement.

On peut même reculer de manière à attirer l'ennemi sur une position dont la défense a été soigneusement préparée en arrière. C'est ainsi que, le 18 août 1914, à Sarrebourg et à Morhange, les Allemands ont opéré, « connaissant nos idées sur l'offensive à outrance et notre emballement légendaire qui, de tout temps, nous a fait négliger les mesures de prudence les plus élémentaires[82] ». Après s'être portés en avant et avoir pris le contact des troupes françaises, ils ont feint de ne pouvoir tenir devant nous; ils ont reculé, ils nous ont ainsi attirés sur les défenses formidables qu'ils avaient préparées en arrière; puis, quand, avec leurs mitrailleuses, ils eurent décimé notre infanterie, ils passèrent à l'offensive, cette fois pour de bon.

De même, le 15 juillet 1918, ayant appris par des prisonniers que les Allemands préparaient contre nous une grosse offensive, le général **GOURAUD** les laissa s'emparer de notre première

Ancestramil

[78] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre, page 155.
[79] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre, page 149.
[80] Général LANHEZAC, Le plan de campagne français, page 35.
[81] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre, page 149.
[82] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre, page 171.

ligne et les attira sur la deuxième, dont la défense avait été préparée avec soin; après quoi, il prit l'offensive. Ce fut le commencement de la Victoire finale.

*
* *

On a dit également que les progrès accomplis dans les moyens de destruction avaient rendu la défensive plus forte que l'offensive, et que la forme du combat de l'avenir était la guerre de tranchées.

La défensive n'est, en elle-même, ni plus forte ni moins forte que l'offensive. Cela dépend de l'usage qu'on en fait.

Un défenseur dont le calme et le moral sont tels qu'il ne se laisse pas apeurer par la menace de l'abordage, un défenseur qui laisse l'assaillant s'approcher jusqu'à distance d'assaut, puis lui envoie froidement, au bon moment, une bonne décharge, inflige à l'ennemi un échec grave. Cela n'est pas encore la Victoire; mais cela devient la Victoire si le défenseur passe à l'offensive, profitant de l'effet de surprise qu'il a produit chez l'assaillant.

Si, au contraire, le défenseur fait demi-tour avant l'abordage, et s'enfuit en désordre, c'est la défaite certaine.

L'erreur du Haut Commandement français est d'avoir recherché, moins le moyen de provoquer cette fuite, en démoralisant l'ennemi par une surprise quelconque, que le moyen de lui infliger de grosses pertes par l'adoption d'un matériel puissant.

Tous les efforts de nos gouvernants ont été dirigés vers l'augmentation du nombre des canons et des munitions. Le général Joffre a surtout visé l'usure adverse.

« *L'usure adverse* » est le titre d'une brochure qu'il a signée le 30 juillet 1916, et dans laquelle il s'exprime comme il suit :

Jusqu'à présent, en Champagne (février 1915), en Artois (mai 1915), en Champagne et en Artois (septembre 1915), nous n'avons pas réussi à faire dans le dispositif allemand une brèche assez large pour obtenir la rupture, et l'ennemi, non suffisamment fixé par ailleurs, a toujours pu, le premier moment de surprise passé, diriger sur le secteur menacé des effectifs en nombre suffisant pour arrêter notre progression.
Forts de ces exemples, les Allemands émettent, avec une orgueilleuse assurance, le principe qu'il faut toujours plus de temps à l'assaillant pour faire brèche dans une position et pour exploiter cette brèche, qu'au défenseur pour organiser une nouvelle position aussi solide que la précédente ; ils répètent que, dans ces conditions, jamais nous n'arriverons à les chasser hors de France et de Belgique.
Nous saurons leur prouver le contraire à notre heure. Actuellement, nous tendons à désorganiser leurs forces, à *les affaiblir, à les user*. Une fois cette usure obtenue, la libération des territoires envahis s'ensuivra fatalement.

On sait ce qu'il en fut.

Certes, nous avons usé l'ennemi ; mais, en le faisant, nous nous sommes usés nous-mêmes, et nous n'avons obtenu que cette victoire à la Pyrrhus, si bien dénommée par **CLEMENCEAU.**

Pour tuer beaucoup d'hommes, nous avons voulu avoir beaucoup d'artillerie. Pour augmenter le rendement de cette artillerie, nous nous sommes stabilisés. L'énormité du chiffre de nos pertes est, en grande partie, le résultat de cette stabilisation.

Les forces matérielles n'ont pas, à la guerre, l'influence prépondérante qu'on leur attribue trop souvent. Le combat est un conflit de forces morales. La preuve en est dans le découragement

Ancestramil

qui, succédant à l'enthousiasme avec lequel nos soldats s'étaient lancés à l'attaque, le 16 avril 1917, s'est répandu, à la suite de notre échec, dans l'Armée et dans le Pays. Les événements du 16 avril ont eu un autre retentissement que la perte d'une grande partie de notre artillerie lourde, lors des offensives allemandes des 23 mars et 27 mai 1918, et ils auraient exercé, sur l'issue de la guerre, une influence autrement grave, si, devenu généralissime, le général **PETAIN**, dont ce sera la gloire, n'avait su relever le moral de notre infanterie.

§ 2. — L'INSTABILITÉ DE LA DOCTRINE DE GUERRE DU HAUT COMMANDEMENT FRANÇAIS

Ce que, généralement, on critique le plus dans la conduite de la guerre, ce sont ces attaques folles, au cours desquelles le Haut Commandement a inutilement sacrifié tant de vies humaines, ces attaques de positions précédées de réseaux de fils de fer non détruits, sur lesquels nos valeureux fantassins se sont fait écharper.

On critique moins l'abus de la défensive qui a entraîné la stabilisation des armées pendant quarante-six mois. Cet abus, cependant, nous a valu la perte de plus de vies humaines encore, car il suffisait de perdre un homme par bataillon et par jour pour faire un million et demi d'hommes au bout de quatre ans.

Ce qui est le plus à critiquer, à mon sens, c'est l'hésitation que le commandement a montrée dans le choix de l'une ou de l'autre forme de combat.

*
* *

La guerre a débuté par une offensive folle.

Au commencement de 1915, le général Joffre a inauguré la tactique du grignotage. On lui en a fait un mérite. On lui a su gré d'éviter les grosses attaques et d'épargner ainsi le sang de nos hommes. On a dit de lui qu'il était le père du soldat.

Le 25 septembre 1915, le général Joffre a tenté de percer en Champagne. L'attaque a échoué. Dans son rapport du 1er novembre 1915 sur les résultats de cette offensive, le général Pétain a déclaré qu'il était très difficile, sinon impossible, d'enlever d'un même élan les positions successives de l'ennemi. Le général Joffre ne l'a pas contredit.

Le 16 janvier 1916, changeant de nouveau son fusil d'épaule, le général Joffre a adressé à ses généraux des instructions formelles sur l'exécution prochaine d'une offensive d'ensemble.

Six mois après, le 31 juillet 1916, il a fait paraître sa fameuse note sur l'usure adverse[83].

Ces revirements d'opinion n'ont pas été particuliers au général Joffre. Beaucoup de nos grands chefs qui, en 1915, avaient dit qu'on percerait où l'on voudrait et quand on voudrait, ont dit, en 1916, qu'on ne percerait jamais, que c'était inutile d'essayer.

[83] Voir plus haut, page 169.

Ancestramil

C'est ainsi qu'au cours des expériences de Mailly, en 1916, le colonel d'artillerie Maître, représentant du Grand Quartier Général, a dit publiquement : « La fin de la guerre ne viendra pas de l'Artillerie française ; elle viendra du manque de coton en Allemagne. »

Aux expériences de Lassigny, en 1917, le général **MAISTRE,** commandant de la VIe armée, a dit :

« Nous enlèverons une ligne, deux lignes, peut-être trois ; mais nous serons arrêtés devant la quatrième. La fin de la guerre par l'Artillerie est un problème aussi difficile que celui de la quadrature du cercle. »

Le général **HUMBERT,** commandant la IIIe armée, a dit :

« Le problème est insoluble. La guerre ne finira que par l'usure des combattants. »

Le 27 novembre 1916, rompant, pour la seconde fois, avec le principe de l'inviolabilité des fronts, le général Joffre a adressé à ses généraux une lettre débutant comme il suit :

« J'ai décidé de poursuivre la recherche de la rupture du *dispositif ennemi, par une offensive d'ensemble.*

Le général **NIVELLE,** qui a remplacé le général Joffre quelques jours après, a adopté ses instructions, dont il a encore accentué le caractère audacieux.

L'insuccès de l'offensive du 16 avril 1917, dont la préparation avait été faite d'après les instructions du général Nivelle, a motivé le remplacement de ce dernier par le général Pétain.

Mais, au lieu de rechercher les causes de cet insuccès, on a. une fois de plus, déclaré que la percée était impossible. Le Bulletin des Armées, en effet, a publié, le 1er novembre 1917, un article dont j'extrais ce qui suit :

Les derniers combats fixent définitivement la méthode offensive que l'expérience de cette guerre a fait adopter, en pleine communauté de vues, au commandement français, comme au commandement britannique.
Cette doctrine peut se définir de la sorte : point de tentative de percée, comme on l'entendait en 1915, mais occupation d'objectifs *limité*s, successifs et prévus, après une préparation complète d'artillerie lourde. Le succès est ainsi obtenu par l'accumulation des moyens matériels et la *limitation volontaire des progrès de l'infanterie.*

Six changements de doctrine en moins de trois ans ! C'était plus grave qu'une insuffisance d'effectifs ; plus grave qu'un manque de canons et de munitions.

Par ses tergiversations, le Haut Commandement français a donné l'impression qu'il ne nous procurerait pas la Victoire.

Et, plus il tergiversait, plus il exagérait l'application de sa doctrine changeante, pour aboutir à deux formes de combat également condamnables : guerre d'usure ou attaques folles.

§ 3. — GUERRE D'USURE

L'échec de toutes nos offensives, de septembre 1914 à juillet 1918, en d'autres termes, depuis la première jusqu'à la deuxième bataille de la Marne, a eu pour résultat de faire durer la guerre de tranchées pendant quarante-six mois.

On s'en est consolé, en se disant que ce genre de guerre ménageait le sang de nos soldats, ce qui était faux; car la guerre de tranchées nous a fait perdre plus d'hommes que ne nous en auraient fait perdre dix batailles sanglantes en rase campagne; dix batailles plus sanglantes, chacune, que ne l'a été la bataille des frontières, au mois d'août 1914.

Ancestrami

On s'en est consolé encore, quelques-uns même s'en sont félicités, à l'idée que cette prolongation de la lutte nous permettait de fabriquer l'Artillerie lourde dont nous avions besoin. Or, la Victoire finale a été due, non à l'augmentation de notre Artillerie lourde, mais à la reprise de la guerre de mouvement, guerre dans laquelle le canon léger a joué un rôle prépondérant.

On s'en est consolé, enfin, en se disant que nous avions pu attendre l'arrivée des Américains. Étrange argument dans la bouche de ceux qui, emboîtant le pas à Charles Humbert, — et ils étaient légion dans le pays, — avaient soutenu que la supériorité militaire d'une nation résidait, non dans le nombre de ses soldats, mais dans le nombre de ses canons.

Sous quelque angle que l'on examine la question de la guerre de tranchées, on arrive à cette conclusion que cette guerre a été un malheur pour la France, car, outre qu'elle était contraire à notre tempérament national, elle nous a ruinés comme les Allemands, qu'elle a mis hors d'état de nous payer.

§ 4. - LA CONSERVATION DU TERRAIN

TURENNE estimait, dit Saint-Simon dans ses *Mémoires*, « qu'il fallait avoir été battu deux ou trois fois pour valoir quelque chose; car, par là seulement, on apprenait à prendre bien son parti, une autre fois »[84].

Toutes réserves faites sur l'absolutisme un peu excessif de cette manière de voir, il y a là une idée à retenir. Le général **JOFFRE** s'est inspiré, lui, de l'idée inverse. Il a impitoyablement mis à pied quiconque reculait de quelques kilomètres.

Dans ses *Réflexions sur l'art de la guerre*, le général X. Y. proteste contre cette funeste doctrine de la conservation du terrain[85].

La moindre compagnie, le moindre bataillon d'avant-postes avaient l'ordre de reprendre le terrain perdu. Ne fallait-il pas, disait-on, maintenir l'allant du soldat[86]?

Cette doctrine a détourné nos chefs de la manœuvre consistant à se replier de quelques kilomètres pour faire sortir l'ennemi de son organisation, et l'amener à tomber désuni sous nos feux et sous nos contre-offensives[87].

Mieux avisé que nos grands chefs, le maréchal Hindenbourg a ordonné, le 1er mars 1917, le fameux repli qui a fait tomber dans l'eau le plan d'attaque du général **NIVELLE.**

*
* *

La manière de faire du général **JOFFRE** a eu pour résultat que, n'ayant pas le droit de perdre un pouce de terrain, les exécutants ont demandé que leurs premières lignes soient garnies jusqu'au coude à coude, ce qui nous a valu des pertes énormes[88].

Une autre conséquence a été que certains chefs, ayant conquis plusieurs kilomètres de terrain et fait un nombre appréciable de prisonniers, se sont dit qu'ils tenaient l'avancement pour lequel ils étaient proposés; que, s'ils poursuivaient l'ennemi, ils risquaient de se heurter à de nouvelles

---

[84] Mémoires de Saint-Simon. La Cour de Louis XIV. — Collection Nelson, page 361.
[85] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre, page 142.
[86] Loc. cit. page 141.
[87] Loc. cit. page 186.
[88] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre, page 190.

Ancestrami

résistances, d'être obligés de reculer et de compromettre ainsi le bénéfice de leur premier succès. Dans ces conditions, la percée devenait impossible.

Enfin, en agissant comme il l'a fait, le général Joffre s'est retiré lui-même la possibilité de monter une grosse attaque. Pour réussir, en effet, dans une attaque de ce genre, il faut réduire les effectifs sur certaines parties du front, afin de pouvoir les prodiguer sur une autre. Or, réduire les effectifs, c'est exposer certains chefs à des échecs partiels et par suite à une disgrâce. Obligé de donner à tous la même densité de troupes, le général Joffre se réduisait lui-même à ne plus pouvoir faire que du grignotage.

§5. ATTAQUES FOLLES

J'ai cité, dans le chapitre II[89] , le cas du 1er régiment d'infanterie coloniale lancé le 22 août 1914 à l'attaque de la forêt de Rossignol, sans reconnaissance préalable, sans préparation d'artillerie, sans autre indication que celle du général **RAFFENEL.** « Envoyez-moi quelques marsouins pour balayer ces pouilleux-là. »

« Ces pouilleux-là », hélas ! étaient 9.000, et nos marsouins n'étaient que 3.250. On est obligé de les engager tous. 3.000 hommes restent sur le terrain, dont 1.000 blessés et 2.000 tués, parmi lesquels 21 officiers.

La proportion des morts par rapport aux blessés est le quintuple de celle correspondant à l'ensemble de la campagne[90]. Cette aggravation de la nature des pertes tient à ce que — horrible détail ! — les hommes blessés sur la lisière de la forêt ont été achevés par l'Artillerie amie, avec laquelle il n'existait aucune liaison.

Le 22 août 1914, le 2e régiment de zouaves est lancé contre Tamines, sans reconnaissance du terrain, sans, préparation d'artillerie, sans ordre écrit du général Bonnier, commandant la division. Un simple mot : « Les zouaves ! », et l'attaque est déclanchée.

22 officiers et 1.200 soldats paient de leur vie cette entreprise folle.

Le 25 septembre 1916, le 94e régiment d'infanterie est lancé à l'attaque de Rancourt (Somme). En une heure, 1.200 hommes sont fauchés. L'attaque échoue lamentablement.

Le 19 octobre 1918, le lieutenant-colonel d'infanterie coloniale **PASQUIER** reçoit l'ordre d'attaquer la position d'Hunding-Stellung, jalonnée par le moulin d'Herpy et le château de Porcien. Dans une reconnaissance qu'il exécute lui-même, il constate l'existence de cinq lignes de fils de fer intactes. Il en rend compte au général de brigade qui convient, comme lui, de l'impossibilité d'attaquer. Mais le général de division estime qu'après une préparation d'une demi-heure, effectuée par le 75 et par l'Artillerie lourde, les fils de fer seront détruits. Il donne l'ordre d'attaquer.

Le lieutenant-colonel **PASQUIER** s'y reprend à trois fois. Il ne reçoit pas un coup de fusil. Il ne reçoit que des décharges de mitrailleuses. Il laisse sur le terrain 600 hommes sur 1.500. Il est immobilisé jusqu'au 5 novembre.

Les divisions voisines ayant progressé, les Allemands abandonnent la position d'Hunding-Stellung. Le lieutenant-colonel Pasquier se porte alors en avant. Il trouve les 600 cadavres du 19 octobre, devant les fils de fer, la cisaille à la main.

---

[89] Voir plus haut, page 25.
[90] Voir plus haut, page 27.

Ancestrami

On n'a jamais frappé aucun des grands chefs qui ont ordonné ces attaques folles. On n'a jamais frappé non plus aucun de ceux qui, méconnaissant les règles de la liaison des armes, ont été cause que l'Artillerie a massacré des milliers de fantassins amis. Mais, on a puni de prison un pauvre pointeur, et on a rétrogradé un sous-officier dont l'étourderie avait occasionné la mort de trois hommes[91].

*
* *

Certaines attaques ont été plus que folles. Elles ont été criminelles. Je veux parler de celles qui ont été ordonnées, soit pour faire valoir les mérites d'un chef dont on voulait favoriser l'avancement, soit au contraire pour faire ressortir l'incapacité d'un chef que l'on voulait mettre à pied, soit enfin pour « alimenter le communiqué ».

Je cite, dans l'annexe X[92] (2), le cas du commandant d'Etat-Major **DAUMONT**, envoyé, le 11 mars 1916, dans le secteur de Suippes, en Champagne, pour faire un stage au 67e régiment d'infanterie, sous le prétexte, avoué par le Commandement, qu'il fallait que cet officier supérieur dirigeât une attaque, pour obtenir une citation à l'ordre de l'armée et la croix de la Légion d'honneur.

La répétition de l'attaque est faite en présence du général **GOURAUD,** qui prononce les paroles suivantes : « Ces gens-là sont alourdis par la graisse ; une bonne attaque leur fera du bien. »

En décembre 1914, le général **de LANGLE de CARY,** s'adressant au général **LEFEVRE,** commandant le 1er corps d'armée colonial, dit du général **LEBLOIS,** commandant la 1re division : « Ce général est arrivé par la politique. Il faut nous en débarrasser. »

En admettant que le général **LEBLOIS** fût arrivé par la politique, ce que celui-ci nie formellement, il n'appartenait pas au général de **LANGLE de CARY** d'annuler cette nomination. C'était un acte gouvernemental qui ne pouvait être revisé que par le gouvernement. Dans tous les cas, l'échec d'une attaque difficile ne devait pas servir de prétexte à cette révision.

Or, le 25 décembre 1914, près de Beauséjour, le général **de LANGLE de CARY** donne au général **LEBLOIS** l'ordre d'attaquer les tranchées allemandes, sur un front tellement étroit qu'on ne pouvait déployer plus de deux bataillons. Impossible de tourner l'ennemi. C'était la plus stupide des attaques de front.

Le général **LEBLOIS** en fait l'observation. L'ordre est renouvelé le 26, le 27 et le 28. La quatrième fois, le général **LEBLOIS** s'exécute. Il réussit à pénétrer dans les tranchées allemandes ; mais il ne peut s'y maintenir. Sur 1.800 hommes engagés, 1.200 restent sur le terrain ou tombent entre les mains de l'ennemi.

Quelques jours après, le général **LEBLOIS** est relevé de son commandement et remplacé par le général **MAZILLIER.** Il aurait été naturel que ce dernier reçût l'ordre de reprendre la tranchée allemande dont son prédécesseur n'avait pu s'emparer. Non seulement cet ordre n'est pas donné, mais le général **MAZILLIER** peut perdre impunément une partie du terrain sur laquelle s'était maintenu le général **LEBLOIS.**

Le but visé était atteint. On voulait se débarrasser du général **LEBLOIS,** qu'on disait arrivé par la politique. A cet effet, on a fait massacrer 1.200 hommes. Voilà le crime que je dénonce, et dont l'auteur reste impuni.

Amestrigmil

[91] Voir Annexe X, page 233.
[92] Voir plus loin, page 246,

La *Démocratie* a publié, le 11 janvier 1920, un certain nombre de lettres dans lesquelles le commandant **MESSIMY** signale au Président de la République et au ministre de la Guerre de nombreuses et sanglantes attaques, dont le seul but a été d'alimenter le communiqué.

Le général **SAUZEDE** m'a écrit que, dès 1914, en Alsace, il avait reçu l'ordre, lui aussi, d'entreprendre de temps en temps une attaque pour alimenter le communiqué.

§ 6. - LA PRÉPARATION DES ATTAQUES

Si des attaques ont échoué, parce que la préparation avait été trop courte, d'autres ont échoué parce que la préparation avait été trop longue. Prévenu de nos intentions, l'ennemi a eu le temps de renforcer ses organisations défensives et d'amener des réserves sur le point menacé.

A une certaine époque, on a, pour ainsi dire, nié la valeur de la surprise. On considérait que la force était suffisante, et on ne prenait que fort peu de précautions pour camoufler les attaques. Il fallut le succès des Anglais, devant Cambrai, pour nous ramener aux vrais principes[93].

On a beaucoup écrit sur l'échec de l'offensive du 16 avril 1917. On en a discuté les causes. Certains ont accusé M. Painlevé d'avoir arrêté cette offensive au cours de l'exécution. D'autres lui ont reproché d'avoir, ne croyant pas au succès, ébranlé la foi des exécutants. Au dire des seconds, le général Nivelle aurait réussi, si les Gouvernements alliés n'étaient pas intervenus dans la conduite des opérations.

En vérité, l'offensive du 16 avril ne pouvait pas réussir, le Commandement ayant, dans la préparation de l'attaque, oublié certains principes de la guerre, ou fait des applications fausses de ceux qu'il n'avait pas oubliés.

M. Painlevé, qui pressentait cet échec, n'aurait pu l'empêcher qu'en interdisant l'offensive, avant qu'elle ne fût commencée. Mais, que n'aurait-on pas dit, dans le clan de ceux qui croyaient à la réussite ?

Les causes de l'échec de l'offensive du 16 avril 1917 sont celles de l'échec de toutes les offensives qui, pendant la dernière guerre, ont échoué de notre côté. Si on a parlé de celle du 16 avril, plus que des autres, c'est que M. Painlevé était accusé de l'avoir arrêtée.

*
* *

Jamais, au cours d'aucune guerre, le principe de la surprise n'a été plus outrageusement violé que le 16 avril 1917. C'est le 12 décembre 1916 que le général **NIVELLE** a été nommé commandant en chef des armées françaises.

Le 16 décembre, la Commission de l'armée émet l'avis que la grande offensive doit être déclanchée le 15 avril 1917, au plus tard. Il serait bien étonnant que cet avis fût resté secret pendant quatre mois.

Pendant deux mois, le général **NIVELLE** écrit lettres sur lettres à des commandants d'armée et au commandant de l'armée anglaise. Il se rend à Londres. Le Comité de guerre se réunit. Le 1er mars, les Allemands, évidemment prévenus, décident le fameux repli des lignes Hindenburg. Notre plan tombe dans l'eau.

Ancestrami

[93] Général X. Y., Réflexions sur l'art de la guerre, page 158.

Le lendemain, nouveau plan, nouvelles lettres, nouveaux voyages à Londres, nouvelles réunions du Comité de guerre. Pendant deux nouveaux mois, on ne parle que de la prochaine offensive. On en parle sur le front, dans les villes, dans les moindres villages. Enfin on la déclanche après une préparation d'artillerie qui a duré quinze jours, dont huit de tir, pendant lesquels l'ennemi a le temps d'amener des renforts sur le point menacé, de multiplier les défenses, de mettre en ligne 1.500 mitrailleuses. Sur certaines parties du front, il y avait une mitrailleuse par décamètre courant.

L'offensive échoue. Le contraire eût été étonnant.

*
* *

Pourquoi, ayant été si bien comprise, la défense allemande n'a-t-elle pas obtenu un résultat décisif ? Pourquoi notre échec ne s'est-il pas transformé en désastre ? Pourquoi, quelques jours après, avons-nous pu renouveler nos attaques ?

Pour obtenir un résultat décisif, la défense allemande aurait dû être suivie d'une contre-offensive vigoureuse, comme l'a été, au mois d'août 1914, la défense des lignes de Morhange, comme l'a été, le 15 juillet 1918, la défense des lignes du général **GOURAUD.**

Depuis quatre mois, les Allemands s'attendaient à l'offensive du 16 avril 1917. Ils n'ont été nullement surpris. Ils auraient pu préparer la contre-offensive. On s'étonne qu'ils ne l'aient pas fait.

Nous avons été extrêmement surpris, au contraire, par le tir des mitrailleuses ennemies ; car on avait dit à nos troupes, qu'après une aussi longue préparation d'artillerie lourde, il ne resterait plus chez les Allemands une mitrailleuse intacte. On leur avait dit qu'elles entreraient dans les lignes ennemies comme dans du beurre [94]. Elles y seraient plutôt entrées sans préparation du tout, par surprise ; mais mieux encore aurait valu une préparation courte et foudroyante, effectuée avec un matériel convenable, ne laissant pas à l'ennemi le temps d'installer ses innombrables mitrailleuses[95].

§ 7. - LES MITRAILLEUSES ENNEMIES

Il faut lire les rapports fournis par les commandants d'armée et les commandants de corps d'armée, à la suite de l'offensive du 16 avril 1917. Tous signalent, avec consternation, l'arrêt brusque imposé à leurs troupes par le feu de *mitrailleuses ennemies* que n'avait pas détruites notre artillerie lourde. Les mots mitrailleuses ennemies, a écrit **M. le sénateur Henri BERENGER,**

Nul n'ignorait, cependant, que les Allemands eussent augmenté, dans une effroyable proportion, le nombre de leurs mitrailleuses. Mais on croyait que ces mitrailleuses seraient détruites par le tir de notre artillerie lourde. C'était une erreur générale. Elle eut des conséquences funestes.

Pour atteindre, en effet, avec un canon lourd tirant de loin, une mitrailleuse ennemie, objectif de faibles dimensions, il aurait fallu tirer plusieurs milliers de coups. Pour détruire les 1.500 mitrailleuses que les Allemands avaient mises en ligne, le 16 avril 1917, il aurait donc fallu en

---

[94] Mieux vaut signaler au soldat les périls à courir que de lui farder la vérité; car un danger prévu impressionne moins que la surprise (n° 43 du Règlement d'Infanterie).

[95] La préparation par l'Artillerie doit être aussi brève et aussi violente que possible (n° 133 du Règlement d'Infanterie) dans son rapport à la Commission de l'armée, reviennent avec une monotonie tragique.

Ancestramil

tirer plusieurs millions, et cela, en plus de ceux nécessités par l'accomplissement des autres tâches. La dépense à faire aurait été de plus de 1 milliard de francs, en supposant que l'on connût, avec une précision mathématique, l'emplacement de chaque mitrailleuse. Et si, dans l'ignorance où l'on se trouvait de chacun de ces emplacements, on avait voulu arroser le front, sur 50 kilomètres de largeur et 5 de profondeur, à raison de 1 projectile par rectangle de 1 mètre sur 2, la dépense aurait été de 125 millions de projectiles, soit plus de 30 milliards de francs, correspondant à la production d'acier de la France pendant 5 ans !

Mais la véritable impossibilité n'était pas là. Elle résidait dans ce fait, bien facile à prévoir, cependant, pour des chefs un peu clairvoyants, que les mitrailleuses allemandes n'ont pas été mises en place huit jours d'avance. La plupart d'entre elles sont venues s'embusquer, au dernier moment, dans les entonnoirs complaisamment creusés par les obus de notre artillerie lourde, pendant les huit jours qu'a duré le tir de préparation.

Pouvait-on espérer que, au moment précis de l'attaque, chaque canon lourd enverrait un obus dans le trou même que son tir avait creusé quelques jours auparavant? C'eût été un hasard providentiel. Ce hasard ne se produisit pas.

La destruction des mitrailleuses ennemies, au moyen de l'artillerie lourde, destruction dont le non accomplissement a été déploré par nos grands chefs militaires, en termes d'une monotonie tragique, était matériellement impossible. Pour opérer cette destruction, il aurait fallu un engin autre que le canon lourd.

CHAPITRE VIII

LE CANON QU'IL NOUS FALLAIT

Sommaire. - L'avis du général Pétain. — L'adoption du canon d'infanterie, système Archer. — L'opposition du service de l'armement. — Le préjugé de la toute-puissance de l'artillerie lourde.

§ 1er. — L'AVIS DU GÉNÉRAL PÉTAIN

La question de l'adoption d'un canon léger s'était déjà posée en 1915. Dans son rapport du 1er novembre 1915, sur les opérations de la IIe armée, en Champagne, le général Pétain avait déclaré *que, étant donné l'état actuel de notre armement, il était impossible d'enlever, d'un même élan, les positions successives de l'ennemi*. Avec une remarquable puissance d'analyse, il avait fait ressortir que, la première position ennemie une fois enlevée, il fallait passer à l'attaque de la seconde, ce qui exigeait une nouvelle et longue préparation, pendant laquelle l'ennemi pouvait amener des renforts et construire de nouveaux retranchements. On se trouvait alors en présence du même problème, d'un problème parfois plus difficile encore.

La conclusion qu'imposaient ces excellentes prémisses était l'adoption *d'un canon léger, capable de se transporter rapidement d'un point à l'autre* ; capable d'ouvrir immédiatement le feu sur le deuxième emplacement, contre la deuxième position, sans qu'il fût nécessaire de

Ancestrami

construire des plates-formes; capable de se déplacer, en un clin d'œil, si son emplacement venait à être repéré par l'artillerie adverse ; capable enfin, tirant de près un projectile lourd, de détruire rapidement et à peu de frais, les organisations défensives de l'ennemi.

Mais, sous l'empire des idées de **Charles HUMBERT**, on se borna à augmenter le nombre des canons et des munitions, sans en changer le modèle. En agissant ainsi, on ne diminuait pas le temps nécessaire à l'Artillerie pour se transporter du premier emplacement sur le second, pour s'y installer, et pour préparer le tir contre la deuxième position. La question restait donc entière.

Voici cependant ce que, dans son rapport du 1er novembre 1915, avait écrit le général **PETAIN** :

Il y aurait lieu de donner une batterie de petits obusiers à chaque unité d'infanterie, afin de lui permettre de détruire les mitrailleuses ou autres engins qui se révèlent pendant l'assaut.
La liaison des deux armes, si intime qu'elle devienne dans l'avenir, ne sera jamais assez grande pour assurer la coordination complète des efforts. *On doit se résoudre aujourd'hui à subordonner, d'une façon absolue, pendant l'assaut, l'Artillerie d'accompagnement à l'Infanterie*[96].
Dès le commencement de 1915, un modèle de canon répondant aux desiderata du général **PETAIN** avait été proposé par l'ingénieur civil des mines **ARCHER**. C'était une sorte de crapouillot, ultra-léger, susceptible d'envoyer, en tir courbe, rapide et précis, un projectile lourd, contenant une assez forte charge d'explosif. Tirant de près, ce canon aurait facilement détruit les organisations défensives et les mitrailleuses ennemies[97]. Il aurait pu être adopté avant l'offensive du 16 avril 1917. L'apparition d'un nouvel engin aurait produit sur les Allemands un gros effet de surprise, car nos ennemis n'avaient encore qu'un très petit nombre de minenwerfers légers.

§ 2. - LE CANON D'INFANTERIE SYSTÈME ARCHER

Malheureusement l'ingénieur **ARCHER** avait une tare. Il n'était pas artilleur. Il ne sortait pas de l'école polytechnique. C'était un ancien élève de l'École des Mines de Saint-Étienne ; simple sergent d'infanterie de réserve. Aussi, les officiers d'artillerie attachés au service de l'armement et aux commissions d'expériences firent-ils une vive opposition à l'adoption du canon Archer.

L'ingénieur **ARCHER** avait une autre tare. Son canon ne coûtait pas assez cher. Il revenait, en effet, à 800 francs, récupération faite du bronze de la pièce et de l'aluminium de l'affût. Quant à son projectile, il ne coûtait rien ou presque rien, le canon pouvant utiliser les obus rebutés d'un très grand nombre de calibres, dont il existait des stocks importants.

Or, **M. Albert THOMAS** avait besoin de main-d'œuvre pour les nombreux ouvriers qu'il avait embauchés. Il menaça de mesures disciplinaires le sergent de réserve Archer, dont il trouvait l'insistance insupportable.

Quant à **M. LOUCHEUR**, il ne voulait pas priver de commandes les industriels dont il avait été le collaborateur, avant d'être attaché au service de l'armement.

Le 13 juin 1917, le général **PETAIN**, à qui j'avais communiqué ma manière de voir, me répondit que « la question du canon d'accompagnement d'infanterie était bien l'un des problèmes les plus importants de l'heure actuelle ».

---

[96] Cette manière de voir a été confirmée par le n° 95 du Règlement d'Infanterie.
[97] Le commandant de l'Artillerie d'accompagnement ne craint pas de rapprocher ses pièces de l'objectif, afin de régler plus facilement, plus vite et à moins de frais (n° 125 du Règlement d'Infanterie).

Ancestramil

Le 18 juin 1917, le ministre de la Guerre, alors **M. PAINLEVE**, que j'avais fait informer de cette réponse, me désigna pour le représenter officiellement à des essais d'artillerie de tranchée, en cours d'exécution au camp de Mailly. A la suite de ces expériences, je lui remis un rapport dans lequel je me prononçais nettement pour le canon et pour la méthode de guerre proposés par l'ingénieur **ARCHER.**

Le 15 septembre, aucune décision n'ayant été prise, je m'adressai au Parlement par voie de pétition. Menacé d'une interpellation, le Ministre de la Guerre constitua une commission dont il me donna la vice-présidence, avec mission de déterminer le modèle d'un canon d'accompagnement et de tranchée.

Le 25 novembre, je fus chargé d'établir un programme d'expériences destinées à comparer, non seulement le matériel **ARCHER** et le matériel réglementaire, mais encore les deux méthodes de guerre en présence. La rédaction de ce programme fit pressentir à **M. LOUCHEUR** le succès de la méthode **ARCHER.**

Le 20 décembre 1917, sur la proposition de **M. LOUCHEUR**, le comité de guerre décida — malheureusement deux ans trop tard — la commande et la mise en service immédiate de 2.000 canons **ARCHER.** Le Ministre de la Guerre, cette fois **M. CLEMENCEAU,** fit appeler le général **PETAIN,** qui, jusqu'à ce moment, s'était montré encore un peu hésitant, et, en présence de **M. LOUCHEUR** ainsi que de MM. les sous-secrétaires d'État **Albert FAVRE** et **JEANNENEY,** il lui demanda si, ayant égard aux résultats des dernières expériences, il était disposé à utiliser le nouvel engin.

Le général **PETAIN** répondit affirmativement. La question du canon qu'il fallait était enfin résolue.

M. LOUCHEUR m'écrivit alors que le canon Archer étant adopté, les expériences comparatives devenaient inutiles.

Je croyais la bataille gagnée, d'autant que **M. LOUCHEUR** avait promis au comité de guerre de fabriquer le nouveau matériel en deux mois. Mais les artilleurs attachés au service de l'armement, sous les ordres de **M. LOUCHEUR,** opposèrent à l'exécution de la commande une force d'inertie telle que, le 15 janvier 1918, vingt-cinq jours après la décision du comité de guerre, aucun ordre n'était encore donné. Le 25 mars 1918, alors que nous aurions pu être en possession des 2.000 canons Archer, nous n'en avions que quelques exemplaires.

C'est à cette date que les Allemands, qui avaient 20.000 minenwerfer légers, déclanchèrent l'offensive de Cambrai-Saint-Quentin, dont la soudaineté causa, chez nous, une si profonde surprise. Les Français faillirent être coupés des Anglais. Paris fut menacé.

Cette soudaineté ne me surprit pas ; car, par lettre du 7 juin 1917, je l'avais prédite à **M. PAINLEVE.**

En raison de la gravité des événements, le Gouvernement donna l'ordre de hâter la fabrication du matériel Archer. En mai 1918, 2.000 canons étaient prêts. Le général **PETAIN** demanda qu'ils fussent envoyés au front. Mais l'ingénieur **MERCIER,** chef du cabinet technique de **M. LOUCHEUR,** au lieu de seconder les vues du général **PETAIN**, essaya de faire croire que ce dernier ne voulait, à aucun prix, des 2.000 canons. Il fallut que le général **MORDACQ,** chef de cabinet du ministre de la Guerre, prit le téléphone et que, en présence de **M. ARCHER**, de qui je tiens ce renseignement, il mit l'ingénieur **MERCIER** en demeure de donner immédiatement satisfaction au général **PETAIN.**

L'ingénieur **MERCIER** ne désobéit pas ; mais il n'obéit qu'à moitié. Il expédia 2 à 300 canons au front et, sous le prétexte qu'il fallait former des équipes et rédiger quelques instructions, il envoya le reste dans des parcs, où on l'oublia volontairement. Ces autres canons furent, après

Archestrami

l'armistice, détruits par ordre de **M. LOUCHEUR. M. CLEMENCEAU** avait alors d'autres préoccupations. Il n'a jamais su que la décision du Comité de guerre n'avait pas été exécutée.

§ 3. — LE PRÉJUGÉ DE LA TOUTE-PUISSANCE

DE L'ARTILLERIE LOURDE

Faute du canon **ARCHER,** ou d'un autre canon du même genre, l'offensive du 16 avril a échoué. Elle ne pouvait pas réussir. Le général Joffre aurait dû le prévoir, puisque, le 20 novembre 1915, il avait signé une instruction sur l'emploi de l'artillerie lourde, dont l'article 40 était ainsi conçu : La destruction des organes de défense des lignes ennemies incombe, au premier chef, à l'artillerie lourde et, en principe, aux pièces courtes.

Cette opération ne consiste pas à arroser, sur tout leur développement, les lignes de tranchées ennemies. *Aucun approvisionnement n'y suffirait*. Le procédé, d'ailleurs, serait inefficace. Il s'agit d'exécuter des tirs d'efficacité sur des points précis : casemates de flanquement, abris de mitrailleuses, observatoires, places d'armes, etc.

C'est donc sciemment que le Commandement a lancé notre infanterie sur des organisations défensives incomplètement détruites par notre artillerie.

C'est sciemment qu'il a engouffré notre infanterie dans les couloirs étroits pratiqués par notre artillerie dans les réseaux de fil de fer.

C'est sciemment qu'il a laissé notre infanterie tomber sous le feu des mitrailleuses ennemies, dont une seule suffisait pour anéantir un bataillon.

Cette doctrine d'offensive à outrance nous a valu deux millions de morts ou de mutilés.

Il semble que, dans la façon de monter les attaques, l'État-Major français se soit inspiré de cette pensée du poète :

« A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. »

Meilleur psychologue, le colonel Ardant du Picq avait prosaïquement exprimé la pensée contraire, dans ses belles « *Etudes sur le combat* », écrites avant la guerre de 1870-1871 :

L'homme ne va pas au combat pour la lutte, mais pour la Victoire. Il fait tout ce qui dépend de lui pour supprimer la première et assurer la seconde.

Un excellent moyen de supprimer la lutte, c'est de déterminer l'ennemi à y renoncer de lui-même, en lui inspirant une peur suffisante ; en le menaçant d'enveloppement, par exemple.

Si l'on est obligé de l'attaquer de front, il faut le surprendre d'une autre manière. Il faut l'attaquer, avant qu'il n'ait réuni ses moyens de défense. Il faut l'attaquer du fort au faible, et non du faible au fort, comme on l'a si souvent fait, par bravade ou par ignorance, au cours de la dernière guerre. Or, la défensive est plus forte que l'offensive, si on laisse à l'ennemi le temps de la préparer.

Dire que l'offensive, seule, donne des résultats décisifs, cela ne veut pas dire qu'elle les donne toujours, et qu'on peut impunément lancer l'Infanterie sur des réseaux de fil de fer non détruits, ou sur des mitrailleuses intactes.

Ancestram

L'offensive du 16 avril 1917 a échoué parce que, au lieu d'empêcher l'ennemi de placer les mitrailleuses qui devaient arrêter notre attaque, nous l'avons sottement aidé :

1° en lui indiquant la portion du front sur laquelle il devait placer ces mitrailleuses ;
2° en lui laissant le temps de les placer ;
3° en creusant complaisamment les entonnoirs dans lesquels il pourrait les placer.

Ces mitrailleuses une fois en place, nous avons follement entrepris de les détruire avec un engin apte à certaines besognes, mais pas à celle-là.

Plutôt que d'accuser **M. PAINLEVE** d'avoir arrêté l'offensive en cours d'exécution, on pourrait lui reprocher de ne l'avoir pas interdite avant qu'elle ne fût déclanchée. Mais, si **M. PAINLEVE** avait pris une pareille détermination, il aurait eu, contre lui, la France entière, car toute la France croyait, comme nos grands chefs militaires, que, après une aussi longue préparation d'artillerie lourde, il ne resterait pas une mitrailleuse allemande.

La responsabilité de l'échec de l'offensive du 16 avril 1917 n'incombe particulièrement, ni au général Nivelle, ni à M. Painlevé. Elle incombe à tous ceux — et ils étaient légion dans le Pays — qui, méconnaissant des principes éternellement vrais, attendaient d'un engin, réputé tout-puissant, ce que cet engin ne pouvait adonner.

CHAPITRE IX

LE MANQUE DE PRÉPARATION

A LA GUERRE

DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Sommaire. — L'instruction de la troupe. — L'instruction des cadres supérieurs. — Les manœuvres d'automne.

§ 1er. — L'INSTRUCTION DE LA TROUPE

L'instruction des canonniers était excellente. Passionnément amoureux de leur canon de 75, les officiers d'artillerie avaient fait de leurs hommes de véritables virtuoses.

L'instruction individuelle du fantassin ne laissait rien à désirer non plus. Mais, sous l'empire, sans doute, des idées d'offensive à outrance qui régnaient alors dans les hautes sphères militaires, les chefs des petites unités affectaient un mépris regrettable des précautions à prendre sous le feu, Désigné plusieurs fois, au cours de ma carrière, pour remplir les fonctions d'arbitre aux manœuvres d'automne, désigné en 1910 pour remplir les fonctions de chef des arbitres, j'avais été frappé du peu de souci que l'Infanterie montrait de l'utilisation du terrain, et, dans tous mes rapports, j'avais dit que, si la guerre éclatait, nos fantassins subiraient, sur le champ de bataille, par la faute de leurs chefs, des pertes effroyables.

Tout le monde était de mon avis, mais personne n'avait réussi à changer l'habitude que l'Infanterie avait prise, aux manœuvres d'automne, de faire en un quart d'heure ce qui devait

Ancestram

demander deux heures sur le champ de bataille. J'y aurais réussi, que je me serais mis à dos l'opinion publique. Ce qui, en effet, plaisait le plus au public, avide d'émotions militaires, ce qui plaisait le plus aux autorités civiles que l'on invitait, tous les ans, à suivre les manœuvres d'automne, ce n'était pas ce que la troupe y faisait de bien, c'était, au contraire, ce qu'elle y faisait de mal; c'étaient ces marches intrépides, exécutées sous le feu, dans des formations insensées, suivies de corps à corps furieux.

Le 17 juin 1916, dans une séance du Comité secret**, M. le député ESPIVENT de la VILLEBOISNET** a protesté contre les attaques folles, au cours desquelles, pendant la guerre, on a fait franchir à nos troupes, au pas de charge, des espaces de 1.400 mètres, à découvert.

Mais, ce genre d'attaques n'était-il pas celui que, tous les ans, avant la guerre, on avait applaudi, le 14 juillet, à Longchamp ?

Les grandes manœuvres de 1913 se sont terminées sur une représentation théâtrale offerte aux membres du Gouvernement. Il était inutile de pousser l'armée dans cette voie; elle n'avait que trop de tendances à s'y engager.

Nos hommes d'État sont très coupables de s'être extasiés aux manœuvres d'automne, à Longchamp, à Vincennes et à Satory, devant des exercices de combat ne ressemblant en rien à ce qui se passerait à la guerre, ne pouvant que compromettre l'instruction de la troupe et préparer de désastreuses hécatombes.

§ 2. — L'INSTRUCTION DES CADRES SUPÉRIEURS

En 1910, au cours de la grosse inspection dont le ministre m'avait chargé, comme membre du Conseil supérieur de la guerre, j'avais constaté que l'instruction des cadres supérieurs laissait beaucoup â désirer.

Aux manœuvres, les ordres étaient mal donnés. Les missions étaient mal définies, quelquefois pas indiquées du tout. On trouvait, dans ces ordres, des termes impropres, dont le sens pouvait donner lieu à des interprétations différentes. Il y manquait des précisions essentielles, telles que la désignation du chef auquel une troupe devait être subordonnée, ou celle des troupes mises à la disposition d'un chef, pour une mission déterminée.

Sur plus de 500 ordres que j'ai recueillis, il n'y en avait pas 50 d'irréprochables ; il y en avait plus de 50 d'inintelligibles.

Le 31 décembre 1910, dans un volumineux rapport que j'ai adressé au ministre de la Guerre, j'ai consigné ces observations, et beaucoup d'autres encore, avec nombreux exemples à l'appui et propositions précises sur la manière dont il faudrait désormais diriger l'instruction des cadres supérieurs. Ce rapport fut très favorablement apprécié dans les bureaux de l'État-Major du ministère de la Guerre. Je m'attendais à ce que le Ministre me répondit qu'il approuvait mes conclusions, ou bien qu'il les désapprouvait, et que, conséquemment, il ne me confierait plus d'inspections.

Le Ministre ne fit ni l'un ni l'autre. L'année suivante, je fus chargé d'inspecter d'autres corps d'armée. Je conduisis ces inspections comme j'avais conduit celle de 1910, parce que je le voulus bien. Mes collègues du Conseil supérieur de la guerre conduisirent les leurs autrement. Nous ne reçûmes du ministre aucune direction.

Une armée dans laquelle le ministre laisse sans réponse, ni approbative, ni désapprobative, des propositions aussi fermes que l'avaient été les miennes en 1910, une armée dans laquelle l'inspecteur général change tous les ans, opère autrement que son prédécesseur, ne s'inquiète

Ancestram

même pas de la façon dont ce dernier a opéré, ne peut par conséquent pas s'assurer que ses prescriptions ont été exécutées, est une armée qui envisage fatalement l'instruction avec une grande indifférence. Elle est mal préparée à la guerre.

§ 3. — LES MANŒUVRES D'AUTOMNE

Sans doute, aux manœuvres d'automne, on voyait des nuées d'arbitres galoper d'un camp à l'autre, suivis chacun d'un trompette à cheval portant un fanion tricolore. Cela faisait bien dans le paysage. Émerveillé, le bon public croyait que ces arbitres rendaient les sentences les plus graves. Quelle illusion ! Rares étaient ceux sachant exactement ce qu'ils avaient à faire.

Aucun règlement ne prescrivait à l'arbitre, par exemple, de demander au chef de la fraction d'artillerie chargée d'appuyer une attaque, s'il était en liaison avec le chef de la troupe d'infanterie dont il avait mission d'appuyer l'attaque.

Sur 59 artilleurs auxquels, comme chef des arbitres aux manœuvres d'automne de 1910, j'ai posé cette question de ma propre initiative, 23 seulement m'ont fait des réponses à peu près satisfaisantes. J'en ai rendu compte au ministre de la Guerre[98]. Aucune mesure n'a été prise pour mettre fin à cet état de choses.

Dans « *l'Opinion militaire* » du 25 octobre 1912, j'ai cité le cas d'un commandant de batterie qui, ayant demandé à son colonel sur quoi il devait tirer, a obtenu la réponse suivante :

« Tirez où vous voudrez. Tout ce que vous demande le général, c'est de faire beaucoup de bruit. »

On connaît la plaisanterie classique de l'arbitre demandant à un artilleur : « Sur quoi tirez-vous, ?», et l'artilleur répondant : « Sur l'ordre du colonel. »

Une artillerie qui a été dressée à faire du bruit et à tirer sur l'ordre du colonel, n'est assurément pas une artillerie prête à la guerre. Les canonniers peuvent être des virtuoses dans l'art de manier leurs appareils de pointage. Cette virtuosité est sans effet, si les cadres ne savent pas faire tirer les canonniers là où il faut et quand il faut.

CHAPITRE X

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

L'armée française est entrée en campagne, au mois d'août 1914, insuffisamment préparée à la guerre.

L'instruction de la troupe était excellente, dans l'Artillerie surtout ; mais l'instruction des cadres supérieurs laissait beaucoup à désirer. Il fallut les hécatombes des premières batailles pour décider nos grands chefs à appliquer les règles tutélaires de la liaison des armes. Il fallut que le général Joffre leur rappelât ces règles, en pleine guerre. Il fallut que notre infanterie fût massacrée, non seulement par les mitrailleuses ennemies, mais encore par l'Artillerie amie.

---

[98] *Cinq années d'inspection*. Chapelot, éditeur, page 608.

Ancestramil

Les idées les plus fausses régnaient dans l'Etat-Major français sur la façon de comprendre le principe éternellement vrai que l'offensive, seule, donne des résultats décisifs.

Les jeunes officiers qui constituaient l'entourage des commandants d'armée interprétaient ce principe en ce sens qu'il faut attaquer sur tout le front, comme nous l'avons fait en Belgique, au début de la guerre, alors qu'il faut attaquer sur les points seulement où on est le plus fort, après avoir fait le nécessaire pour être plus fort sur certains points.

Nos valeureux fantassins ont fait ce qu'on leur demandait. Ils se sont lancés, comme des fous, à l'attaque des positions qu'un commandement fou leur avait prescrit d'enlever, sans préparation d'artillerie, ou à la suite d'une préparation insuffisante.

Préparation insuffisante, tantôt parce qu'elle était trop courte, tantôt parce qu'elle était trop longue et qu'elle allait ainsi à l'encontre du principe de la surprise; dans tous les cas, parce qu'elle n'était pas exécutée avec le canon qu'il fallait.

Ces nombreux manquements aux principes de la guerre suffiraient à expliquer nos revers du début ; mais ces revers ont une autre cause encore.

L'État-Major français n'avait pas confiance dans le réserviste. Il jugeait ce dernier tout au plus bon à participer à des actions défensives, le soldat du contingent étant seul apte à l'offensive outrancière recommandée par les derniers règlements. Aussi avait-on négligé l'organisation des réserves.

Au mois d'août 1914, 1.200.000 réservistes ou territoriaux encombraient nos dépôts, sans armes, sans vêtements, sans gradés pour les encadrer, sans officiers pour les commander. Si ces 1.200.000 hommes, si la moitié seulement d'entre eux s'étaient trouvés au front, groupés en unités constituées, nous n'aurions pas été menacés d'enveloppement sur notre aile gauche, à Charleroi, ce qui nous a fait reculer jusqu'à la Marne ; c'est nous qui aurions menacé l'ennemi d'enveloppement sur son aile droite et qui l'aurions fait reculer jusqu'au Rhin. Et si, du premier coup, nous n'avions pas ainsi obtenu la Victoire, si l'ennemi avait réussi à nous imposer la guerre de tranchées, celle-ci se serait passée hors du territoire français.

*
* *

Malgré la simplicité de cette explication, s'ajoutant à celles qui précèdent, on s'est obstiné, en France, à attribuer nos premiers revers à l'infériorité de notre artillerie, et, particulièrement, à l'insuffisance de notre artillerie lourde; alors que, sur la Marne, sans plus d'artillerie d'aucune sorte, nous avons gagné la bataille.

L'insuffisance de notre artillerie lourde fit perdre de vue l'insuffisance autrement grave de l'instruction des cadres supérieurs. Ce fut une idée fixe qui, pendant quatre ans, faussa les décisions de nos dirigeants.

Au lieu de limiter l'emploi du canon lourd à l'exécution de tirs sur des objectifs de grandes dimensions, on l'employa à des besognes pour lesquelles il n'était pas fait.

On l'employa au tir sur des buts minces, comme la tranchée.

0n l'employa au tir sur des buts minces et étroits, comme un nid de mitrailleuses.

On l'employa à appuyer les attaques de l'Infanterie, avec laquelle, tirant de loin, il ne pouvait généralement pas se mettre en liaison, et à laquelle, même quand la liaison avait pu être organisée, il envoyait fatalement quelques-uns de ses coups.

Ancestramil

Sous la pression de l'opinion publique, on arrêta un programme de fabrication dont l'ampleur excessive nous engagea dans une voie ruineuse. On attendit l'exécution de ce programme pour tenter l'effort décisif, pour revenir aux principes dont l'application devait nous procurer la Victoire.

*
* *

Un des principes dont la violation nous a causé le préjudice le plus grave est celui auquel nos ennemis doivent leurs succès de Sarrebourg et de Morhange, celui que le général Gouraud a appliqué, le 15 juillet 1918, pour la première fois.

Autant il était juste de dire que l'offensive, seule, donne des résultats décisifs, autant il était insensé de vouloir attaquer du faible au fort, sans avoir préalablement usé l'adversaire par une défensive vigoureuse, sans avoir, au besoin, pratiqué l'art des feintes, en reculant volontairement, de manière à faire sortir l'ennemi de ses organisations et à l'amener à tomber désuni sous le feu de nos mitrailleuses.

Mais qui aurait osé mettre en parallèle les mérites respectifs du canon lourd et de l'engin minuscule que constituait la mitrailleuse d'infanterie ? Nous vivions sous le dogme sacro-saint de l'Artillerie lourde, dont l'idolâtrie avait faussé le jugement du peuple français. Il n'était pas permis d'attribuer nos déboires à une cause autre que l'insuffisance du nombre et de la grosseur des calibres existants. Quelque chose de lourd ne devait-il pas produire des effets écrasants ? Il y avait là deux mots qui s'accouplaient très bien. Il n'en fallait pas davantage, à des esprits superficiels, pour justifier une affirmation.

C'est cette aberration de la pensée française qui nous a valu la prolongation de la guerre pendant quatre ans, notre ruine financière, nos 2 millions de morts ou de mutilés et nos 3 millions de blessés.

Août 1921.

Ancestram

ANNEXES

ANNEXE 1

PERTES FRANÇAISES. PERTES ALLEMANDES

Sous le titre : « La santé de la France P, M. **le docteur Fernand MERLIN**, sénateur de la Loire, partant des renseignements fournis à la Commission du budget par les services du ministère de la Guerre, a fait paraître, dans la revue mensuelle : le *Monde nouveau*[99], une étude fort documentée, d'où j'extrais les nombres ci-après, s'appliquant à la période comprise entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918 :

Français et indigènes mobilisés.	8.410.000
Français employés dans les services.	947.000
Différence indiquant le nombre des combattants	7.463.000
Français et indigènes tués ou disparus	1.383.000
Français et indigènes blessés.	3.562.470
Total des blessés, tués et disparus.	4.945.470
Allemands tués ou disparus.	2.049.366

Il manquait au travail de **M. le sénateur MERLIN** le nombre des blessés allemands. J'ai trouvé ce renseignement dans le journal : Deutsche *Mililarische Zeitschrifl* de mai 1918, dont j'ai augmenté les chiffres de 1/8, pour tenir compte du temps restant à parcourir jusqu'à l'armistice. Cela m'a donné 4.143.536, soit environ 1/6 en plus que chez nous.
Il manquait au même travail le nombre des mobilisés allemands. J'ai demandé ce nombre à un Français habitant l'Allemagne, qui s'est renseigné à bonne source. D'après ce dernier, le nombre des mobilisés allemands n'aurait pas été inférieur à 18 millions.
Ce nombre m'a, tout d'abord, paru exorbitant, car il dépasse le double du nombre des mobilisés français, alors que la population allemande n'est pas le double de la population française. Mais il convient de remarquer que les familles sont plus nombreuses en Allemagne qu'en France. Il y a donc, en Allemagne, relativement plus d'enfants, et relativement moins de parents que chez nous. Or, c'est parmi les enfants, plus que parmi les parents, que se recrutent les mobilisés.
D'autre part, la race est plus vigoureuse en Allemagne qu'en France. L'éducation physique y a été plus soignée. Il y a moins de réformés.
On sait d'ailleurs qu'avant la guerre, nos classes de recrutement dépassaient rarement le chiffre de 200.000 hommes ; tandis que, chez les Allemands, elles atteignaient souvent celui de 500.000 hommes. La disproportion était plus forte encore, il y a quinze ans, époque à laquelle le coefficient d'accroissement de la population allemande a atteint son maximum.
Si l'on évaluait le nombre des mobilisés allemands, d'après les considérations qui précèdent, on trouverait plus de 21 millions d'hommes. Le chiffre de 18 millions doit donc être considéré comme bon.

Mon correspondant n'a pas pu me dire combien, sur ces 18 millions, il y avait de combattants au front, et combien 18 millions, à l'arrière. Les lignes d'opérations des Allemands d'employés à l'arrière. Les lignes d'opérations des Allemands étant plus longues que les nôtres, j'admettrai, arbitrairement, que le

[99] 42, boulevard Raspail, à Paris ; numéro de septembre 1920.

Ancestramil

nombre de leurs employés à l'arrière a été le triple du nôtre. Si j'exagère, mes conclusions n'auront que plus de poids.

*
* *

Partant de ces chiffres qui, d'ailleurs, ont été confirmés, le 26 novembre 1920, par **M. le député Louis MARIN,** dans l'exposé des motifs d'un projet de résolution dont il a saisi la Chambre, en vue d'apprécier respectivement les sacrifices et les réalisations de chacun des belligérants, j'ai totalisé, pour chaque nation, le nombre des tués et le nombre des blessés, et j'ai comparé les totaux, non pas aux nombres des mobilisés, comme l'a fait M. le sénateur Merlin, mais aux nombres des combattants.

Les résultats de ce calcul sont donnés dans le tableau suivant, dont les indications sont assez claires pour qu'il soit inutile de les commenter :

	Français (Indigènes compris).	**Allemands.**
Combattants.	7.463.000	15.159.000
Services.	947.000	2.841.000
Totaux des mobilisés.	8.410.000	18.000.000
Tués ou disparus.	1.383.000	2.049.366
Blessés.	3.562.470	4.143.536
Totaux des tués blesses ou disparus.	4.945.470	6.192.902
Nombre des tués, blessés ou disparus, pour 100 combattants.	66,26	40,85

Si l'on divise 66,26 par 40,85, on trouve 1,62. Ce qui montre que, pour 100 combattants, les pertes françaises ont été supérieures de plus de moitié aux pertes allemandes.

Déjà, le 28 novembre 1916, dans une séance de la Chambre, réunie en comité secret (*Journal officiel* du 18 novembre 1920, page 236, colonne 1), **M. le député Pierre RENAUDEL** avait effectué ce calcul, d'après les chiffres contenus dans un rapport de **M. Abel FERRY**, pour la période s'étendant de 1914 à 1916, et il avait trouvé que les pour cent des pertes françaises et allemandes étaient respectivement de 11,59 et de 8,44 %, nombres dont le quotient est de 1,37. Il avait fait le même calcul d'après des chiffres plus récents fournis par le ministère de la Guerre, et il avait trouvé respectivement 15,50 et 10 %, nombres dont le quotient est de 1,55.

62 %, 37 % et 55% sont trois coefficients dont la concordance est assez grande pour que l'on ait confiance dans les chiffres résultant des données de M. le sénateur Merlin. Les différences observées tiennent à ce que :

1° les évaluations ne s'appliquent pas à la même période ;
2° j'ai fait le pourcentage d'après le nombre des combattants, et non d'après le total des mobilisés ;
3° j'ai fait entrer en ligne de compte les nombres des morts et des blessés et non les nombres des morts seulement, comme l'a fait **M. le sénateur MERLIN.**

Sans doute, ce qui appauvrit un État, — et c'était à ce point de vue que s'était placé le docteur Merlin, dans son article intitulé : « La santé de la France », — c'est le nombre des morts et des grands blessés. Les blessures légères importent peu; mais elles importent beaucoup aux armées, puisqu'elles mettent momentanément l'homme hors de combat.

Ancestrami

Or, je m'occupe, dans le présent ouvrage, non de la santé de la France, mais de la direction du combat. C'est pourquoi je fais entrer les nombres des blessés dans ma statistique.

ANNEXE II

PERTES ÉPROUVÉES

AU DÉBUT DE LA CAMPAGNE PAR LES COMBATTANTS

DES DIFFÉRENTES ARMES

(*Renseignements fournis, le 10 avril 1915, par le général de division* ***POLINE,*** *commandant la 9e région, à Tours, qui les a recueillis dans les formations sanitaires de celle région.)*

Sur 3.653 blessés, ayant passé par les ambulances de la 9e région, on a trouvé :

3.330 fantassins.

201 cavaliers.

122 artilleurs.

Total. 3.653

Soit 1 artilleur pour 27 fantassins.

Les effectifs de l'Infanterie étaient, au début de la guerre, le quadruple, environ, de ceux de l'Artillerie. L'Infanterie a donc été, toutes proportions gardées, 7 fois plus éprouvée que l'Artillerie[100].

---

[100] Dans la suite, cette disproportion a diminué. (Voir Annexe III.)

Ancestramil

ANNEXE III

PERTES ÉPROUVÉES

EN FIN DE LA CAMPAGNE PAR LES COMBATTANTS

DES DIFFÉRENTES ARMES

(*Renseignements fournis, en janvier 1921, par un parlementaire, qui se les est procurés au ministère de la Guerre.)*

NOMBRES DES MORTS OU DISPARUS COMPARÉS AUX

NOMBRES DES MOBILISÉS

	Officiers.	Troupe.
Infanterie.	29	23
Cavalerie	10,05 %	7,5 %
Artillerie.	9,2 %	6 %
Génie.	9,3%	6,5 %
Aviation, train et autres services.	21,5 %	3 %

_____

ANNEXE IV

PERTES FRAN ÇAISES OCCASIONNÉES

PAR LES DIVERS ENGINS

(Renseignements fournis, le 5 mai 1915, par le général de division ***POLINE,*** *commandant de la 9e région, à Tours, qui les a recueillis dans les formations sanitaires de celle région.)*

Sur 2.195 blessés ayant passé, jusqu'à ce jour, dans nos ambulances, on en a compté :

1.026 par balles de fusil ou de mitrailleuse.	47 %
1.048 par obus d'artillerie de campagne.	48 %
69 par obus d'artillerie lourde.	3 %
52 par armes blanches, grenades et autres engins. -	2 %
2.195 100	100%

Ancestrami

L'Artillerie lourde allemande a donc, matériellement, fait peu de victimes. Elle a surtout produit un gros effet moral. Toutefois, cette observation s'applique au début de la campagne[101].

ANNEXE V

POURCENTAGE DES BLESSURES

OCCASIONNÉES PAR LES DIVERS ENGINS

(*Renseignements fournis, en janvier 1921, par un parlementaire qui se les est procurés au ministère de la Guerre.)*

Cause des blessures	En 1914	En août 1917 à Verdun	En mars 1918	En août et septembre 1918	Moyennes
Par obus ou grenade	75%	77%	52%	64%	67%
Par balle de fusil ou de mitrailleuse	23%	6%	34%	27%	22,50%
Par autres engins	2%	17%	14%	9%	10,50%
	100%	100%	100%	100%	100%

ANNEXE VI

PART PROVENANT DE L'ARTILLERIE AMIE

DANS LES PERTES CAUSÉES PAR ÉCLATS D'OBUS

Le général de division **POLINE,** commandant de la 9e région, a fait, en 1915, dans les formations sanitaires sous ses ordres, une enquête qui lui a appris que, sur 3.116 soldats blessés par éclats d'obus, 68, dont les médecins ont contrôlé les déclarations, ont été atteints par l'Artillerie amie. Le coefficient cherché serait donc de 2,2 %.

---

[101] Les hommes ont fini par s'habituer à l'explosion des marmites.
(Voir à ce sujet le texte, page 149.) Mais la proportion des blessés par l'Artillerie lourde a pu devenir plus grande. Dans tous les cas, la proportion des blessés par éclats d'obus a augmenté. Elle est passée de 48 à 65 (Voir Annexe V, page 218.)

Ancestrami

On a vu, dans le texte, que ce coefficient avait été de :

33% à Rossignol, le 22 août 1914[102] ;
80% à Metzoral, le 18 juin 1915[103] ;
53% à Thiaumont, en juin 1916[104].

Mais ce sont là des cas exceptionnels.

Le 8 novembre 1920, j'ai eu une longue conversation avec le chef de bataillon d'infanterie de réserve breveté **MARTY-LAVAUZELLE,** l'éditeur militaire bien connu. Je lui ai rappelé qu'il avait publié, avant la guerre, des écrits dans lesquels je prédisais que, si, par un amour-propre mal placé, l'artilleur persistait à ne pas vouloir subordonner le choix de ses objectifs de tir aux desiderata du fantassin, seul juge des résistances auxquelles il se heurte, seul capable, par conséquent, d'indiquer le point à frapper et le moment de le frapper, l'Artillerie française massacrerait l'Infanterie amie.
Le commandant **MARTY-LAVAUZELLE** m'a répondu que, pendant la guerre, il avait servi dans de nombreux états-majors, que la plus parfaite entente régnait entre artilleurs et fantassins, que les rivalités d'autrefois n'existaient plus, que tous étaient animés du plus ardent désir d'éviter les méprises dont je me plaignais, mais que ces méprises étaient devenues inévitables, avec les nouvelles formes du combat. Il a ajouté que, dans le secteur de Verdun, sur 10 obus reçus dans la tranchée, il en avait compté 2, en moyenne, provenant de l'Artillerie amie.
La proportion serait donc de 20 %
Cette estimation pourrait être contestée, venant d'un détracteur de l'Artillerie, comme il s'en trouve quelques-uns dans l'Infanterie. Elle doit inspirer confiance, venant du commandant Marty-Lavauzelle, bien disposé pour l'Arme-Sœur.

*
* *

Quoi qu'il en soit, les méprises ont été plus nombreuses à Verdun que partout ailleurs.

Si je donne tous ces chiffres, c'est pour montrer combien ils dépassent celui de 2,2% fourni par le général **POLINE.** En adoptant Ce dernier chiffre, je suis certainement de beaucoup au-dessous de la réalité, car la statistique du général **POLINE** se rapporte au début de la guerre, et les méprises de l'Artillerie lourde — Verdun l'a bien montré — ont été beaucoup plus nombreuses dans la guerre de tranchées.

Cela posé, le nombre exact de nos tués ou blessés a été de 4.945.470[105]. Sur ce nombre, 67%[106], c'est-à-dire 3.334.465 ont été blessés par éclats d'obus. Les 2,2 de ce dernier nombre donnent 73.358. Cela fait, en nombre rond, 75.000 hommes atteints par l'Artillerie amie.

---

[102] Voir page 27.
[103] Voir page 32.
[104] Voir page 35.
[105] Voir Annexe 1, page 215.
[106] Voir Annexe il, page 217.

Ancestramil

ANNEXE VII

NOMBRE DES MOBILISÉS EN 1918

(Renseignements fournis, en janvier 1921, par un parlementaire qui se les est procurés au ministère de la Guerre.)

DANS LES ARMES	COMBATTANTS	NON COMBATTANTS	TOTAUX
Infanterie	1 000 000	200 000	1 200 000
Cavalerie	65 000	12 000	77 000
Artillerie	590 000	115 000	705 000
Génie	120 000	76 000	196 000
Aéronautique	50 000	12 000	62 000
Totaux	1 825 000	415 000	2 240 000
Etats-majors et services (Automobiles, Trains, Intendance, Service de santé.)			315 000
Hospitalisés et éclopés			100 000
Total général			2 655 000

ANNEXE VIII

DÉGATS MATÉRIELS CAUSÉS PAR LES ALLEMANDS

(Renseignements pris dans le journal le Temps du 24 février et dans celui du 4 mars 1921.)

ÉVALUATIONS EN NATURE

Nombre de communes entièrement détruites.	1.699
— communes aux 3/4 détruites.	707
— communes à moitié détruites.	1.656
— maisons complètement détruites.	319.269
— maisons partiellement détruites.	313.675
— usines.	20.603
— kilomètres de voies ferrée.	7.985
— ponts.	4.875
— tunnels.	12
— kilomètres de route.	52.754
— hectares de terrain non cultivés	2.060.000
— hectares de terrain cultivés	1.740.000

Ancestramil

ÉVALUATIONS EN ESPÈCES

Milliards de francs environ.

Dommages à la propriété bâtie.		37
—	à la propriété non bâtie	22
—	industriels.	39
—	mobiliers.	25
—	aux biens de l'État	2
—	aux travaux publics.	3
—	Autres dommages.	9
—	Intérêts depuis l'armistice.	4
	Total.	141

ANNEXE IX

NOMBRE DES CANONS EN SERVICE AUX ARMÉES

AU DÉBUT ET A LA FIN DE LA GUERRE

(Renseignements fournis par le ministère de la Guerre à un parlementaire qui me les a communiqués.)

Au début de septembre 1914.

Artillerie de campagne (75, 80, 65).

Environ	3.400 —	93 %
Artillerie lourde.	230 —	7 %
Totaux	3.630 —	100%

En novembre 1918.

Artillerie de campagne.	6.200 —	41%
Artillerie lourde	6.800 —	45%
Artillerie de tranchée	2.200 —	14%
Totaux	15.200 —	100%

Ancestrami

ANNEXE X

COMPLÉMENT DES RÉCITS

CONTENUS DANS LE PARAGRAPHE

PREMIER DU CHAPITRE II

Le 94e régiment d'infanterie est arrosé par son artillerie, le 24 août 1914, près de Charleville ;
le 302e , le même jour, à Spincourt ;
le 82e , le même jour, à Saint-Rémy ;
le 53e , le 26 août à Domptail.
le 29e bataillon de chasseurs à pied, le même jour, à Spincourt ;
le 16e régiment d'infanterie, le 29 août, en Alsace ;
Le 6e bataillon de chasseurs à pied, le 9 septembre, à Rembercourt.

Au combat de Dinant, une des batteries de la 1re division prend sous son feu le régiment de cavalerie du 1er corps d'armée.

Au mois d'août 1914, une compagnie du 347e régiment d'infanterie était chargée de défendre Bel-Air, faubourg de Charleville. Une grêle d'obus de 75 bouleverse la tranchée. C'était l'Artillerie de la 5e division française qui tirait de 2.500 mètres en arrière.

A la fin d'août 1914, à Cheveuges, près de Sedan, un bataillon du 62e régiment d'infanterie, repéré par un avion allemand, reçoit des obus allemands de 150 m/m et bat en retraite. Notre artillerie le prend pour un bataillon ennemi qui contre-attaquait, et elle tire sur lui.

Le 28 août 1914, un bataillon du 291e régiment d'infanterie, ayant reçu mission d'enlever une batterie allemande en position à la ferme de Laqueue, près de Sedan, s'en était approché jusqu'à 50 mètres. Notre 75 lui envoie une salve qui tue une dizaine d'hommes et en blesse 40.

*
* *

Le 28 août 1914[107], le 55e régiment d'infanterie, après avoir enlevé Mont-sur-Meurthe, avait été envoyé près de Lunéville.

Deux obus de 75 tombent dans la tranchée, tuent un caporal de la 2e compagnie, et blessent deux soldats.

Le colonel envoie aussitôt un officier, puis successivement plusieurs autres, pour prier l'Artillerie de cesser son tir. Mais les batteries auxquelles s'adressent ces officiers déclarent n'avoir jamais tiré dans le secteur du 55e régiment d'infanterie. Le colonel part lui-même ; il n'est pas plus heureux dans ses recherches.

Aucune liaison n'était organisée entre l'Infanterie et l'Artillerie.

*
* *

[107] Renseignements fournis par l'ex-sergent **Maurice ROQUES**, actuellement domicilié 8, rue Hirondelle, à Béziers.

Amestrami

Le 31 août 1914[108], le 12e régiment d'infanterie territoriale, battant en retraite, se trouvait au lieu dit « Le Charbonnier », sur le territoire de la commune de Cagny. Les Allemands étaient aux portes d'Amiens.

Le 4e bataillon était abrité dans un petit bois de sapin, quand trois obus de 75 viennent éclater dans ses rangs, venant d'une batterie française établie sur le territoire de Dury.

*
* *

Dans les premiers jours de septembre 1914[109], le 279e régiment d'infanterie se trouvait à la lisière du bois de Champenoux à 400 mètres de Réméréville (Meurthe-et-Moselle). Un autre régiment se repliait, poursuivi par les Allemands. Une salve de 75, destinée aux Allemands, tombe sur le 279e régiment, blessant plusieurs hommes. L'erreur est vite réparée, grâce au téléphone.

*
* *

Le 2 septembre 1914, au col de Watetin, et le 4 septembre, sur les pentes d'Horodberg, trois batteries de montagne, récemment arrivées de Nice, tirent sur l'Infanterie alpine.

*
* *

Le 5 septembre 1914[110], le 352e régiment d'infanterie se trouvait, dans l'après-midi, à la ferme de Nogent, au nord-est de Bouillancy (Marne).

Il est arrosé par une batterie de 75, attachée à l'Artillerie de la 42e division d'infanterie. La 8e compagnie, commandée par le capitaine Cherrier, a plusieurs hommes blessés.

*
* *

Le 6 septembre 1914, à la bataille de la Marne[111], le 94e régiment d'infanterie était engagé à l'ouest des marais de Saint-Gond. Le 3e bataillon était déployé à l'ouest de Soizy-aux-Bois (Marne), en avant du château de Chapton. Il essayait de progresser dans la direction du village de Lavilleneuve-les-Charleville. La progression était lente, presque nulle, ce matin-là. Et cependant, des coups de 75 tombent dans les rangs de notre Infanterie. Il y a de nombreux morts ou blessés.

*
* *

Ancestrami

[108] Renseignements fournis par l'ex-soldat **HENOUST,** du 12e régiment d'infanterie territoriale, actuellement chef de train à la Compagnie des Chemins de fer du Nord, à Cagny-sur-Somme.
[109] Renseignements fournis par M. Émile Martin, actuellement domicilié à Boulogne-sur-Seine, 67, rue Escudier.
[110] Renseignements fournis par l'ex-soldat **ROUX,** du 352e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Montbard (Côte-d'Or).
[111] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Lucien PIERRON,** actuellement comptable, 3, passage Piver, à Paris.

Le 8 septembre 1914[112], le 91e régiment d'infanterie occupait des tranchées dans les environs de Maurupt-le-Montois (Marne), près de Thiéblemont-Farémond. Un obus de l'arrière tombe dans la tranchée, tue trois hommes et en blesse deux grièvement.

Les tués sont :

TASSOT, de la classe 1912, originaire des environs de Mézières, chez qui l'éclat d'obus entre derrière le cou, et sort par la poitrine ;
SCHERTZER, de la classe 1913, originaire de Paris, dont la moitié de la tête est emportée ;
BLANCHEMANCHE, de la classe 1913, originaire de Monthermé (Ardennes), qui est atteint à la tête.
Les blessés sont : **VLIEGHE,** de la classe 1912, originaire de Crespin (Nord), chez qui l'éclat d'obus pénètre derrière l'oreille, et sort par la joue, à côté de l'œil, ce qui rend nécessaire l'opération de la trépanation mastoïdienne, et entraîne la perte de l'ouïe, du côté droit ;
Enfin, Lavigne, qui reçoit l'éclat d'obus dans les reins.

Sont présents, au moment de l'accident : le lieutenant **GILLOT**, de la 2e compagnie, et l'infirmier **SOUMILLON.**

*
* *

Le 9 septembre 1914, à Rembercourt, le 6e bataillon de chasseurs à pied est canonné par notre Artillerie.

Le 10 septembre, même méprise se produit sur le 265e régiment d'infanterie, au moment où il entre dans le bois de Montreuil, près de Nanteuil-le-Haudoin.

Vers la même époque, la veille de l'occupation de Xaffévilliers (Vosges), deux obus de 75 viennent tomber, mais sans occasionner aucune perte, dans les rangs de la 2e section de la 10e compagnie du 29e régiment d'infanterie, déployée en tirailleurs sur le mamelon dominant Xaffévilliers.

*
* *

Le 27 septembre 1914, à la Foraine, dans les Vosges, le 37e régiment d'infanterie coloniale attaquait la côte 521, au sud de Senones.

Aucune liaison n'ayant été organisée entre ce régiment et la batterie Berger, du 4e régiment d'artillerie, chargée d'appuyer l'attaque, cette batterie tue un officier et plusieurs soldats. Il se produit une panique. L'attaque est enrayée.

*
* *

Le 13 novembre 1914, les 9e, 11e et 12e compagnies du 31e régiment d'infanterie occupaient le secteur ouest de la Haute-Chevauchée. Pendant une heure, dans la matinée, et autant dans l'après-midi, une batterie française de 65 de montagne tire sur le régiment. Elle blesse une trentaine d'hommes.

[112] Renseignements fournis par l'ex-soldat **VLIEGHE,** actuellement domicilié rue du Moulin, à Crespin (Nord).

Ancestrami

Il est impossible de faire cesser le feu, la liaison téléphonique faisant défaut.

*
* *

Le 19 décembre 1911, entre 20 et 23 heures, le 38e régiment d'infanterie coloniale arrive devant les premières lignes du fortin de Beauséjour, au lieu-dit « Le Calvaire », au nord-ouest du village de Minaucourt (Marne). Il est accompagné d'un deuxième régiment de coloniaux et de deux régiments d'infanterie métropolitaine. Les hommes sont massés dans une dépression du sol, ayant derrière eux la rivière la Tourbe, et, à 500 mètres en arrière, les batteries françaises de 75.
L'attaque est déclanchée le lendemain 20, à 5 heures du matin.
La première vague s'empare des premières lignes allemandes ; mais elle est clouée sur place par le canon ennemi. Les hommes sont serrés comme des épis. Ils ont la baïonnette au canon.
La deuxième vague, formée par le 33e colonial, s'élance. Elle rejoint la première; mais, ne pouvant pénétrer dans la tranchée, elle s'aplatit sur le glacis qui sépare les lignes françaises des lignes allemandes.
La troisième vague, voyant la marche paralysée, ne bouge pas.
Toute la journée, notre 75 bat le glacis. Les demi-sections volent sous les coups. Elles subissent 35 % de pertes en morts, et presque autant en blessés.
Pas un ordre. Pas un officier. Pas un signaleur.
La 2e compagnie est commandée par un docteur en droit, sergent réserviste, qui, à 21 heures, à ses risques et périls, donne l'ordre de la retraite.

*
* *

Le 24 décembre 1914, à Berry-au-Bac (Aisne)[113], la 2e compagnie du 28e régiment d'infanterie est désignée pour aller renforcer un bataillon du 24e régiment qui, dans la matinée, avait attaqué, au-delà du canal, le petit village de Sampigneul, et avait éprouvé un échec sanglant.

A la tombée de la nuit, la 2e compagnie arrive à l'écluse. Le sol est jonché de morts et de blessés. Les survivants racontent qu'ils ont été massacrés par l'Artillerie amie.

On tiraille une partie de la nuit. Le combat cesse au petit jour.

Un mois après, le 28e régiment d'infanterie retourne sur le terrain. Il y compte 30 cadavres qui n'avaient pas été enlevés.

*
* *

Le 23 décembre 1914, le 91e régiment d'infanterie se trouvait à Saint-Hubert, près de la forêt de la Gruerie, dans l'Argonne. Les tranchées ennemies n'étaient éloignées que d'une cinquantaine de mètres. On se fusillait de part et d'autre, et on se canonnait sans raison.

Vers 21 heures, un tir court de notre Artillerie, dont la durée est d'un quart d'heure environ, blesse une douzaine d'hommes.

*
* *

[113] Renseignements fournis par le soldat **DUVAL,** de la 2e compagnie du 28e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Paris, 10, rue de Florence.

Ancestramil

Le 26 décembre 1914[114] , le 4e régiment de marche formé par le 1er régiment étranger exécutait une marche d'approche, pour attaquer, à la pointe du jour, les tranchées allemandes.

A 4 heures du matin, il se trouvait sur les hauteurs de Bolente, lorsqu'une salve de l'Artillerie française arrive dans ses rangs, tuant trois hommes, dont un officier nommé **TROMBETTA.**

*
* *

A la fin de 1914, des canons de 155 français, en batterie près de Saint-Agnant (Meuse), envoient, mais sans occasionner aucune perte, quelques obus en arrière de la première ligne du 29e régiment d'infanterie, face au Bois-Brûlé et Apremont.

*
* *

Le 5 janvier 1915[115], le 2e bataillon du 31e régiment d'infanterie tenait les tranchées de première ligne, au bois Boleste, à l'ouest du ravin de Meurisson, en Argonne. La 5e compagnie, commandée par le capitaine de **COMBARES,** occupait le flanc du plateau boisé qui s'incline vers le ravin. Les Allemands se trouvaient à 60 ou 80 mètres.

Vers 10 heures, arrivent plusieurs rafales de 75 qui tuent trois jeunes soldats de la classe 1914, arrivés depuis huit jours, et blessent plusieurs autres. Il n'y avait là aucun observateur d'artillerie.

C'était la troisième fois que le fait se produisait.

A une protestation faite téléphoniquement par le capitaine commandant la compagnie, l'Artillerie fait la réponse suivante, que mon correspondant a entendue : « Les fantassins commencent à nous embêter. Ils réclament tout le temps. »

*
* *

Le 31 janvier 1915[116], le 26e bataillon de chasseurs à pied avait perdu un élément de tranchée, près de Saint-Remy, à l'ouest du bois des Chevaliers, devant Troyon (Hauts de Meuse). En vain, la 3e compagnie avait-elle essayé de reprendre cet élément. On se décide alors à s'installer dans une tranchée parallèle, située en arrière.

Le 31 janvier, ordre est donné à une batterie de 155 court, en position dans le ravin de Rauzières, de bombarder la tranchée perdue l'avant-veille. Une centaine d'obus, dont, heureusement, quelques-uns n'éclatent pas, tombent dans la tranchée occupée par la 5e compagnie. Deux hommes sont tués ; quatre sont blessés.

Malgré les appels téléphoniques, il est impossible de faire rectifier le tir. Il n'y avait là aucun observateur d'artillerie.

*
* *

---

[114] Renseignements fournis par le commandant **LONGO**, ex-chef de bataillon à la légion garibaldienne, actuellement domicilié à Paris, 32, rue de Rocroy.

[115]Renseignements fournis par **M. SANSON**, instituteur public, à Paris, 106, rue Ménilmontant, mobilisé comme sergent réserviste et devenu sergent-major.

[116] Renseignements fournis par **M. Marc POLLY**, ancien sous-officier à la 1re compagnie de mitrailleuses du 26e bataillon de chasseurs à pied, actuellement domicilié à Paris. 15. rue de La Villette

Ancestrami

En février 1915[117], le sergent **RIVIERE,** de la compagnie 22/4 du 1er régiment du génie, est blessé mortellement par un obus de 75, dans l'ouvrage Pruneau, à Ville-sur-Tourbe (Marne). Il a le bras sectionné. Il meurt à Bergiex, où il est inhumé.

Son frère, sapeur à la même compagnie, actuellement retiré à Vignes-sur-Seine, était présent, au moment de l'accident.

Deux sous-officiers d'infanterie coloniale sont blessés au même endroit, le même jour.

*
* *

En février 1915[118], le 44e régiment d'infanterie reçoit dans la tranchée devant Boureuilles, près de Vauquois, des projectiles dont la provenance est attribuée à une pièce de la marine.

*
* *

Le 16 février 1915, à l'attaque de la Croix des Carmes, au Bois le Prêtre, le 168e régiment d'infanterie est arrosé par l'Artillerie amie.

*
* *

Le 17 février 1915, jour de l'attaque de la butte de Vauquois[119], une section de la 3e compagnie du 76e régiment d'infanterie part à l'assaut et vient se heurter à un mur au pied duquel une mine venait de creuser un entonnoir assez profond. Pour échapper aux effets du tir des Allemands, 15 hommes de la section se blottissent au fond de l'entonnoir. L'Artillerie française qui se taisait depuis quelque temps se réveille aussitôt, et envoie, en plein dans l'entonnoir, un obus qui y fait de nombreuses victimes.

Après un moment de stupeur, les survivants veulent sortir de leur trou. Un nouvel obus les oblige à y rentrer. Pas un n'échappe au massacre.

Les victimes de cette hécatombe étaient récemment arrivées du dépôt. C'étaient les premiers hommes du régiment vêtus en bleu horizon. On se demande si ce ne fut pas la cause de la méprise.

*
* *

Le 18 février 1915[120], le 173e régiment d'infanterie attaquait les Éparges.

L'Artillerie chargée d'appuyer cette attaque envoie ses obus en plein dans nos lignes. Plus de 200 hommes tombent, tués ou blessés. Le fil du téléphone étant coupé, il est impossible d'arrêter le massacre.

---

[117] Renseignements fournis par l'ex-soldat du génie **DONNENWIRTH,** actuellement domicilié à Paris, 3, rue Charles-Baudelaire.

[118] Renseignements fournis par le lieutenant de réserve **P. BARRERE**, habitant actuellement les Langaghes, à Saint-Justin (Landes).

[119] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Gabriel RICHET,** actuellement domicilié à Paris, 20, rue de Joinville.

[120] Renseignements fournis par l'ex-sous-lieutenant de réserve **Conrad PINATEL,** domicilié à Marseille, mobilisé au 173e régiment d'infanterie, blessé le 14 mars 1915 par l'Artillerie amie, tué à Verdun le 23 juin 1916.

Ancestrami

Vers le 1er mars, ce même régiment se trouvait entre Verdun et Saint-Mihiel, à l'extrémité sud du Bois Bouchot, en avant du village de Rauzières et à gauche de Vaux-les-Palameix (Meuse).

Un obus français tombe dans la tranchée, tue un caporal et blesse quatre soldats.

Dans la semaine suivante, la même méprise se reproduit trois fois. La première fois, un homme est blessé ; les deuxième et troisième fois, personne n'est atteint.

Enfin, le 14 mars 1915, vers 15 heures, arrivent quelques projectiles lancés par un minenwerfer ennemi. On demande, par téléphone, à une batterie en position à 3.000 mètres en arrière, de contre-battre ce minenwerfer.

Le premier coup tombe à trois mètres en arrière de la tranchée française, tue un homme, et en blesse trois, dont le sous-lieutenant **Conrad PINATEL**, mon correspondant.

*
* *

Le 4 mars 1915[121], le 51e régiment d'infanterie se trouvait, avec un bataillon de chasseurs à pied, en avant de Ville-sur-Tourbe (Marne), à 400 mètres de la ferme, avec ordre de se porter à l'attaque, dès que la préparation d'artillerie serait terminée.

La première rafale tombe dans le voisinage de la tranchée allemande. La deuxième tombe dans les lignes françaises. Elle tue ou blesse près de cent hommes.

*
* *

Le 7 mars 1915[122], le 15e régiment d'infanterie attaquait le Bois Sabot, entre Perthes et Beauséjour. Les tranchées adverses étaient à quelques centaines de mètres de notre tranchée de départ.

Une salve d'obus français tombe dans notre première ligne.

Elle tue 6 hommes et en blesse 15 de la 3e section de la 5e compagnie, section dont l'effectif initial était de 46 hommes.

La même salve tue un sergent ; elle blesse l'adjudant et quelques hommes de la 4e section, qui se trouvait à gauche de la 3e.

La même salve tue enfin un sapeur et en blesse deux d'une escouade du génie, qui se trouvait à droite.

Blessé lui-même, au moment de l'abordage, mon correspondant n'a pas pu pousser plus loin ses investigations.

*
* *

Le 7 mars 1915, le 336e régiment d'infanterie se trouvait à Souain (Marne). La 18e compagnie, commandée par **M. Jean JADE** [123], reçoit l'ordre d'attaquer, par surprise, à 4 h. 1/2 du matin, des tranchées que d'autres compagnies n'avaient pu enlever la veille. La compagnie que la 18e devait relever n'ayant pas été prévenue, il se produit un certain flottement.

---

[121] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Charles CHAMBOLLE,** actuellement domicilié à Paris, 40, rue Petit.
[122] Renseignements fournis par l'ex-sergent **Raymond LAPLACE,** actuellement domicilié rue Rajol, à Carmaux.
[123] Renseignements pris dans le *Journal officiel* du 24 avril 1921, reproduisant le discours prononcé à la Chambre par M. le député Jean Jadé, ex-commandant de la 18e compagnie du 336e régiment d'infanterie.

Ancestrami

En conséquence, M. Jean Jadé donne l'ordre d'attaquer à 5 h. 1/2 seulement.

A 5 heures, l'Artillerie française ouvre le feu sur la tranchée ennemie.

Ainsi, au lieu de tirer avant, notre artillerie tire après l'heure fixée par le commandement pour le commencement de l'attaque de l'Infanterie. Que ce soit la faute du commandement ou celle de l'Artillerie, le résultat est le même. Il n'y a pas entente entre les deux armes.

Sans le malentendu de la compagnie qui n'avait pas été prévenue, la compagnie Jadé se serait trouvée à 5 heures dans la tranchée allemande. Elle aurait donc été massacrée par l'Artillerie amie.

*
* *

Vers le milieu de mars 1915[124], la 1re compagnie du 46e régiment d'infanterie occupait un petit poste avancé, dans le secteur ouest de Vauquois. C'était le lendemain de l'attaque que le 76e régiment d'infanterie avait exécutée pour s'emparer de l'église. L'Artillerie devait donc être en possession des éléments du tir correspondant aux différents points du terrain.

Vers 14 heures, les pièces de 75, en batterie derrière le mamelon blanc, ouvrent le feu sur la tranchée ennemie. Le premier coup est court par rapport à la tranchée ennemie, mais long par rapport au petit poste français. Les deuxième et troisième coups encadrent le petit poste, en portée et en direction. Il est visible que le tir est réglé sur ce petit poste.

Un homme est envoyé au chef de bataillon pour le prier de demander à l'Artillerie de suspendre son tir, ou de le rectifier.

Au retour de cet homme, un obus tombe en plein dans le petit poste. Il tue un des occupants et coupe la jambe à un autre. Le petit poste est évacué.

Il était temps. Un cinquième obus tombe dans le créneau et inonde le petit poste de ses éclats.

*
* *

En mars 1915[125], le 2e régiment d'infanterie se trouvait en avant d'Arras.

Notre Artillerie, en position près de cette ville, au faubourg d'Amiens, lui envoie une rafale qui tue trois hommes et en blesse quelques autres.

Le chef de pièce est rétrogradé. Le pointeur est puni de prison.

La nature de cette sanction semble indiquer que la méprise a été attribuée à une erreur de pointage. On se demande alors pourquoi des sanctions n'ont jamais été prises contre les officiers d'artillerie qui ont manqué aux règles de la liaison des armes, ni contre les états-majors responsables des conditions désastreuses dans lesquelles ont, trop souvent, été engagées les troupes ; contre l'Etat-Major, par exemple qui, le 22 août 1914, ignorait que le bois de Rossignol fût occupé par l'ennemi, et contre le commandant de l'Artillerie coloniale qui a tiré sur ce bois, sans se demander où était l'Infanterie amie. L'un et l'autre ont été causes que 1.000 des nôtres ont été massacrés par le canon français.

Ancestramil

---

[124] Renseignements tournis par 1 ex-soldat **Auguste JOET,** du 46e régiment d'infanterie**.**

[125] Renseignements fournis par l'ex-canonnier **Maurice Le MERT,** de la 5e batterie du 10e régiment d'artillerie de campagne.

*
**

Le 5 avril 1915, les 2e et 3e compagnies du 164e régiment d'infanterie partent de Grimaucourt en Woëvre, à 2 heures du matin, pour attaquer le fortin de la cote 221, près de Warcq (Meuse). A 7 heures, elles sont à leur poste. La 2e compagnie, commandée par le capitaine **LAROCHE**, part la première et enlève à la baïonnette une section de mitrailleuses. L'Artillerie allemande ne tire pas.

Deux jours après, pendant lesquels elle reste aux avant-postes, la 2e compagnie est relevée par la 3e, à laquelle appartient mon correspondant. Grand est l'étonnement de cette 3e compagnie de trouver, en arrivant sur le terrain, des cadavres de soldats de la 2e compagnie, affreusement déchiquetés. Notre canon de 75, qui avait appuyé l'attaque, avait continué de tirer, pendant la charge à la baïonnette.

*
* *

Le 13 avril 1915[126], le 51e régiment d'infanterie occupait, depuis quatre jours, des tranchées situées dans la région de Riaville-en-Woëvre (Meuse).

Au cours de l'attaque de Marchéville, il est arrosé par plusieurs salves d'artillerie lourde. En vain, le commandant Girardon, du 3e bataillon, demande-t-il par téléphone que l'Artillerie cesse son feu.

La 6e compagnie rentre dans sa tranchée, et l'attaque échoue.

Lors de la relève du régiment, qui a lieu le 14, les fantassins, en passant près des batteries, injurient violemment les canonniers. La colère est telle que des officiers d'artillerie sont appréhendés, mais fort heureusement, de suite relâchés.

*
* *

Le 19 avril 1915[127], le 63e régiment d'infanterie occupait des tranchées près de Flirey.

L'Artillerie coloniale tire sur les tranchées allemandes, mais la plupart des projectiles tombent chez nous.

Quelques jours après, ce régiment se mutine. Quatre hommes dont les noms sont tirés au sort, sont fusillés, dans les circonstances tragiques que l'on sait.

*
* *

Le 9 mai 1915, à la bataille d'Arras, le 2e régiment de marche du 2e étranger a un grand nombre d'hommes tués par l'Artillerie amie.

Ancestrami

[126] Renseignements fournis par **M. R. DELAHAIGUE,** actuellement domicilié à Abbeville, 27, place du Cimetière-Saint-Gilles, et qui, en sa qualité de brancardier, a pu, sans compter les victimes, constater que le nombre en était considérable.

[127] Renseignements fournis aux journaux par **M. VALETTE**, de Tulle, le 4 juin 1921.

Le 19 mai 1915, devant la cote 140, au nord d'Arras, une compagnie du 4e régiment de tirailleurs, commandée par le capitaine Patriarche, est presque entièrement anéantie par le feu de nos canons de 75. Le capitaine est grièvement blessé, un sergent devient fou.

Vers la même époque, le 2e régiment d'infanterie, qui se trouvait en avant d'Arras, a trois hommes tués par une batterie de 75, en position au faubourg d'Amiens.

*
* *

Le 17 mai 1915[1], le 168e régiment d'infanterie se trouvait en avant du poste L, au Bois le Prêtre.

Prêtre.
Par suite d'une erreur que ne peut s'expliquer mon correspondant, le sergent **CHARPENTIER**, engagé volontaire à l'âge de 60 ans, porte-drapeau du régiment, l'Artillerie amie se met à bouleverser notre tranchée. L'éboulement des terres ensevelit trois hommes, dont un est retiré avec la cheville cassée.

*
* *

Le 23 mai 1915, les 51e et 61e bataillons de chasseurs à pied devaient attaquer le moulin Malon, devant Souchez. La préparation d'artillerie devait être faite par une batterie de 155 court.

Au lieu de tirer sur les Allemands, notre canon tire sur les Français. Ce furent les Allemands qui sortirent de leur tranchée et attaquèrent notre position. Le 51e bataillon eut 80 hommes hors de combat.

Notre artillerie avait préparé, elle-même, l'attaque des Allemands.

*
* *

Vers le 30 mai 1915[2], le 200e régiment d'infanterie se trouvait dans la forêt de la Hétraie, au nord d'Ecken, en Alsace. Le secteur était calme. L'Artillerie avait l'ordre d'exécuter, chaque soir, un tir d'interdiction sur une route parfaitement repérée que devait parcourir un convoi ennemi.

Une rafale de douze coups vient subitement s'abattre à 1.800 mètres de nos premières lignes. Un observateur d'artillerie est coupé en deux, à son poste d'observation, dans un arbre. Cinq hommes au repos sont blessés.

*
* *

Pendant les mois de mai, juin et juillet 1915[3], à des dates que ne peut préciser mon correspondant, les 35e et 42e régiments d'infanterie sont arrosés par l'Artillerie amie, à Vingré, au plateau de Nouvion et à Fontenay (Aisne).

Les obus tombent dans nos premières lignes, et même entre les premières et deuxièmes lignes. Ils font, presque à chaque fois, d'assez nombreux morts ou blessés.

*

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-sergent **CHARPENTIER,** actuellement domicilié à Paris. 27, rue de l'Échiquier. l'Échiquier.

[2] Renseignements fournis par l'ex-sergent **DESPRES** du 260e régiment d'infanterie

[3] Renseignements fournis par **M. Gaston ROUSSET**, ancien téléphoniste d'observatoire et observateur d'artillerie d'artillerie au 13e régiment de campagne, actuellement domicilié à Paris, 11, rue de Coulmiers.

Ancestrami

* *

Le 15 juin 1915[1], le 71e régiment d'infanterie était en première ligne entre Chanteclair et Roclincourt (Pas-de-Calais), en avant de Saint-Nicolas, près d'Arras.

La 2e section de la 8e compagnie a un sergent, un caporal et trois soldats tués par des obus de 75. Plusieurs hommes sont blessés.

*
* *

Le 16 juin 1915, le 42e bataillon de chasseurs à pied est chargé d'enlever, par surprise, le château du Coulent, situé dans le bois du même nom, à l'ouest de Souchez (Pas-de-Calais). On se met en marche à 2 heures du matin. Une compagnie de ce bataillon est fusillée par une autre compagnie du même bataillon qui, à l'aube naissante, l'a prise pour une troupe allemande. Les Allemands, que l'on comptait surprendre, sont réveillés. Ils mitraillent nos troupes.

L'Artillerie française entre alors en scène. Elle tire trop court. Elle ajoute ses effets à ceux de l'Artillerie allemande.

Dans ce carnage, il est difficile de faire la part exacte du feu français et celle du feu allemand. Mon correspondant estime à quarante le nombre des hommes tués ou blessés par notre propre artillerie.

*
* *

Le 17 juin 1915, le 7e régiment de tirailleurs de marche occupait le boyau « l'International », devant la cote 119, au nord d'Arras. Vient à passer un sous-officier d'une unité voisine qui, affolé, criait à tue-tête : « Laissez-moi passer. Je vais prévenir le général que le 155 nous tire dans le dos ».

*
* *

Pendant les journées des 16 au 18 juin 1915[2], le 153e régiment d'infanterie se trouvait devant Neuville-Sant-Vaast.

(Pas-de-Calais), De nombreux obus de 75 tombent dans notre première et dans notre deuxième ligne, distantes, l'une de l'autre, de 150 mètres. Une cinquantaine d'hommes de deux compagnies sont atteints, pendant ces trois journées.

On dit qu'il en a été de même dans le régiment que le 153e avait relevé.

Le 18, un officier d'artillerie est envoyé dans la tranchée. Il reconnaît que les plaintes de l'Infanterie sont fondées.

*
* *

Ancestrami

[1] Renseignements fournis par l'ex-caporal **Jean-Marie PAROUFFE**, actuellement 6 bis, rue de Chatou, à Colombes (Seine).
[2] Renseignements fournis par l'ex-soldat **TATTIN,** actuellement domicilié à Paris, 53, boulevard Montparnasse.

Le 20 juin 1915[1], le 44e régiment d'infanterie occupait les tranchées de Blanleuil, ravin de la Fontaine-aux-Charmes, en Argonne. Un obus de 90 tombe dans la tranchée, tue un caporal et blesse plusieurs hommes de la 18e compagnie.

Les avertissements téléphoniques restent sans effet. L'Artillerie se refuse à reconnaître son erreur. Il faut évacuer la tranchée. L'éclat d'obus trouvé dans l'abdomen du caporal atteste cependant l'origine française.

*
* *

Le 23 juin 1915, les Allemands venaient d'enlever le mamelon de la Fontenelle à un bataillon du 23e régiment d'infanterie.

A 13 h. 30, le 5e bataillon du 37e contre-attaque et repousse les Allemands. Ses réserves sont placées dans un chemin creux partant de la Fontenelle et se dirigeant vers l'est. Une batterie du 4e régiment d'artillerie tire sur ces réserves, blesse deux officiers, un sergent, deux caporaux et quinze soldats.

*
* *

Le 30 juin 1915[2], le 140e régiment d'infanterie se trouvait à Neuville-Saint-Vaast (Pas-de-Calais). Un canon de 75 tire en plein dans nos lignes. Il y a de nombreux morts ou blessés.

Cette méprise se reproduit le lendemain, malgré l'envoi de fusées-signaux. Elle dure jusqu'au 7 juillet.

*
* *

En juillet 1915[3], sur le front d'Artois, la 15e compagnie du 97e régiment d'infanterie alpin se trouvait en première ligne, au lieu-dit le Cabaret rouge, sur la route de Béthune, à 1 kilomètre de Souchez (Pas-de-Calais).

Le soldat **GALLIOZ,** originaire de la commune de Thil, canton de Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie), est frappé dans le dos et traversé par un obus de 75 venant d'une batterie du 6e régiment d'artillerie de campagne, en position à 3 kilomètres en arrière, près du bois de Berthonval, au sud de Carency.

La même batterie fait de nombreuses victimes, les jours suivants, parmi les soldats des 97e et 159e régiments d'infanterie.

*
* *

En juillet 1915[4], le 36e régiment d'infanterie coloniale venait de relever le 37e au Bois le Prêtre, secteur du Polygone.

Il occupait la tranchée depuis une demi-heure quand arrivent 5 obus de 75, dont 2 tombent sur le parapet. 9 hommes sont tués ; 20 sont blessés. Tous sont de la 24e compagnie.

---

[1] Renseignements fournis par le lieutenant de réserve Barrère, déjà cité à propos de l'affaire de Boureuilles, près de Vauquois, en février 1915.

[2] Renseignements fournis par **M. Paul THIBAUT,** demeurant à Rouen, 86, rue Lafayette, mobilisé comme tireur à la 3e compagnie du 140e régiment d'infanterie.

[3] Renseignements fournis par l'ex-soldat **DONNET**, aujourd'hui domicilié à Paris. 17, rue de Villejuif.

[4] Renseignements fournis par l'ex-sergent-major **JACQUIER,** actuellement domicilié à Genève, 4, rue des Pavillons.

Ancestrami

Le lendemain, des hommes de corvée de soupe racontent qu'ils ont interrogé un artilleur du 9e régiment d'artillerie de campagne, lequel aurait répondu « Nous ne savions pas que cette tranchée était occupée par nos troupes. Nous pensions tirer sur les Allemands. »

La méprise n'était donc pas due à un écart accidentel du tir, mais à un manque de liaison.

*
* *

Le 5 juillet 1915[1], le 26e bataillon de chasseurs à pied occupait des tranchées s'étendant du ravin de Souvaux à la crête des Éparges. Sa mission était offensive. Des canons-revolvers de la marine devaient exécuter, pendant l'attaque, un tir de barrage en avant de la tranchée de départ.

Les projectiles, au lieu de tomber en avant, tombent en plein sur l'emplacement occupé par la 5e compagnie. 20 hommes sont tués. Plus de 20 sont blessés. Parmi les victimes mon correspondant reconnaît le sergent **LAVENANT,** les chasseurs **CHAUVIERE** et **LAMOUREUX,** tués ; les chasseurs **BERGOT** et **SEIGNEUR,** blessés.

Aucun observateur d'artillerie ne se trouve là. L'envoi de fusées-signaux est sans effet.

*
**

Le 20 août 1915[2], lors de l'attaque des lignes allemandes du plateau de Cœnevières, le 3e bataillon, chargé de relever le 1er, part de Moulin-sous-Touvent (Oise), mais se désaxe au point qu'il arrive devant les positions allemandes sans avoir rencontré le bataillon de tête. S'étant arrêté dans la tranchée de Bénet, il essuie, pendant deux heures, le tir d'un canon de 75 qui tue un adjudant et trois hommes de la 10e compagnie.

Le lendemain 21, l'attaque reprend à 5 heures. L'objectif était la voie ferrée de Blérancourt. Le 3e bataillon fait prisonniers tous les hommes de la ligne allemande. A peine installé derrière le remblai de la voie ferrée, il subit, à la fois, le tir de l'Artillerie ennemie et celui de l'Artillerie amie, avec laquelle il n'était pas en liaison.

Les pertes sont heureusement assez faibles, grâce à la forme du terrain, qui permet aux hommes de s'abriter.

*
* *

Le 14 septembre 1915[3], le 307e régiment d'infanterie se portait à l'attaque de Bailleul. Il était 5 heures du matin. Le régiment se trouvait en avant de la Vesle, à l'est du village de Glennes (Aisne).

Le 221e régiment d'artillerie, affecté à la 62e division, déclanche un tir de barrage qui tombe en plein sur la première vague. L'attaque est arrêtée. On la reprend, d'abord à 11 h., puis à 18 heures, sans plus de succès.

Ancestrami

---

[1]) Renseignements fournis par **M. Marc POLLY**, déjà cité à propos des affaires de 29 et, 31 janvier 1915, devant Troyon (Hauts-de-Meuse)

[2]Renseignements fournis par l'ex-caporal-fourrier **DUMOULIN**, delà 11e compagnie du 1er régiment de tirailleurs algériens.

[3] Renseignements fournis par l'ex-soldat François **COUCHER**, aujourd'hui domicilié à Limoges, 4, place Fontaine-des-Barres.

L'Infanterie est découragée. Le tir de barrage lui a infligé des pertes sensibles.

Parmi les blessés, se trouve mon correspondant qui a le bras droit emporté, et doit attendre, jusqu'à 2 heures du matin, que ce bras, qui ne tient plus au corps que par un lambeau de chair, soit amputé à l'ambulance de Coincy (Aisne).

*
* *

Pendant le mois de septembre 1915, à des dates que ne peut préciser mon correspondant, M. Gaston Rousset, déjà cité à propos des tirs de mai à juillet 1915, les 31e et 46e régiments d'infanterie sont arrosés, dans les mêmes conditions, par l'Artillerie amie, à Bouchavesnes (Aisne), à Raucourt et à la lisière du bois de Saint-Pierre-Vaast (Somme).

*
* *

Le 25 septembre 1915[1], le 94e régiment d'infanterie occupait des tranchées situées au nord-ouest de Saint-Hilaire-le-Grand, face à Auberive (Marne). Il était désigné, dans la grande attaque de Champagne, pour enlever le village de Suippes, au pouvoir de l'ennemi. L'attaque devait se déclancher à 9 h. 15. Elle était préparée par le 155.

A 8 h. 30, des obus de ce calibre tombent dans la tranchée de départ, occupée par le 2e bataillon. Le capitaine commandant la 5e compagnie est tué. 35 soldats sont tués ou blessés.

Les 100 et quelques hommes qui restent sont menés à l'attaque par un jeune sous-lieutenant nouvellement promu.

Et cependant, l'attaque était prévue et préparée depuis longtemps. Notre artillerie n'avait pas été prise au dépourvu. On lui avait laissé le temps de déterminer les éléments du tir. Cette méprise est inexcusable.

*
* *

Le 25 septembre 1915[2], lors de la grande attaque de Champagne, le 415e régiment d'infanterie est arrosé de projectiles français, près de la route de Tahure, au nord de Perthes-les-Hurlus. Plusieurs hommes sont tués ou blessés.

Aucune liaison n'avait été organisée entre l'Infanterie et l'Artillerie. On s'en était rapporté à l'horaire de l'État-Major, qui n'avait pas prévu une progression aussi rapide de notre infanterie.

*
* *

Le 26 septembre 1915[3], le 2e bataillon du 172e régiment d'infanterie venait d'exécuter, sans difficulté, une marche d'approche qui l'a\ ait amené dans un bois de sapins situé à 1 kilomètre au nord de la route de Souain à Tahure (Marne). Tout à coup, sans raison apparente, car l'ennemi était calme, une rafale de quatre coups de 75 s'abat sur notre troupe. Elle est suivie d'une

[1] Renseignements fournis par **M. PIERRON**, déjà cité à propos de l'affaire du 6 septembre 1914, près des marais de Saint-Gond.
[2] Renseignements fournis par l'ex-caporal **Charles COTE**, actuellement domicilié à Paris, 4, rue Boquerel.
[3] Renseignements fournis par **M. REVERBOIS,** ex-capitaine adjudant-major au 2e bataillon du 172e régiment d'infanterie, actuellement directeur d'école à Hérimoncourt (Doubs).

Ancestrami

deuxième rafale, quelques minutes après. 40 hommes sont tués ou blessés, parmi lesquels le sous-lieutenant **DOUCET,** tué, et le sergent **MICHAUD,** blessé, qu'il fallut amputer d'un bras.

D'après mon correspondant, la batterie qui a tiré appartenait à une division voisine du 14e corps d'armée, opérant sur la droite. Elle avait tiré, non sur la demande de l'Infanterie intéressée, mais sur l'indication d'un avion, nullement au courant de la situation.

Le tir s'arrête après ces deux rafales, le commandant du bataillon étant monté sur un ancien abri allemand, et ayant fait, avec un fanion, les signaux convenus.

Double infraction au principe fondamental de la liaison des armes.

En premier lieu, le feu est ouvert par une batterie que cette affaire ne regardait pas.

En deuxième lieu, cette batterie intervient, à la demande d'un avion que l'affaire regardait encore moins.

Tactique étrange qui donne au premier venu le droit de diriger le combat.

*
* *

Le 27 septembre 1915, pendant l'attaque exécutée par le 130e régiment d'infanterie sur l'Épine de Videgrange, les compagnies les plus avancées sont prises sous le feu de notre canon de 75, et subissent de grosses pertes.

*
* *

Le 28 septembre 1915[1], à la cote 193, lors de la grande attaque de Champagne, le tir tendu du canon de 75, chargé de détruire un réseau de fils de fer, atteint un très grand nombre d'hommes du 1er bataillon du 415e régiment d'infanterie.

Furieux, le commandant **COFFI** dit à haute voix qu'il brûlera la g. au commandant de la batterie.

*
* *

Le 28 septembre 1915, la 8e compagnie du 67e régiment d'infanterie se trouvait en face de la tranchée de l'Ubec, en Champagne. Les officiers passent dans la tranchée, et annoncent que les chasseurs d'Afrique vont tourner les Allemands sur leur gauche.

On se porte en avant. Arrivés à 100 mètres des Allemands, on creuse des abris individuels, et on attend.

Tout à coup, le canon français de 75 envoie ses obus dans nos lignes. Les officiers crient : « En avant ! à Ce commandement n'est pas entendu. La plupart des hommes, affolés, se retirent. Ils s'arrêtent dans une tranchée située à 150 mètres en arrière. Là, le sous-lieutenant **KECK** menace de son revolver quiconque reculera davantage.

Mon correspondant, renvoyé en avant, avec une patrouille, y trouve le terrain jonché de cadavres. Rien que dans le petit coin qu'il peut observer, il compte 28 morts étendus côte à côte dans leurs abris individuels.

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-caporal Charles Côte, déjà cité à propos de la même attaque, le 35 septembre 1915.

Ancestrami

Plus tard, il apprend que l'effectif de la 8e compagnie est réduit de 200 à 17, tant par le feu français, que par le feu allemand.

Les survivants estiment à 50% la part du canon français.

*
* *

Le 4 octobre 1915[1], un régiment du 1er corps d'armée colonial avait reçu mission d'enlever la Chenille, près de la Main de Massiges.

Au moment où il arrive sur l'objectif d'attaque, l'Artillerie chargée d'appuyer cette attaque néglige d'allonger son tir. Deux compagnies sont presque entièrement anéanties.

*
* *

Le 5 octobre 1915[2], le 153e régiment d'infanterie et le 9e régiment mixte de zouaves et de tirailleurs se trouvaient à Maison de Champagne. Les tranchées opposées n'étaient distantes, l'une de l'autre, que d'une centaine de mètres.

Un feu violent de l'Artillerie amie tombe dans nos lignes. Il dure vingt minutes encore, après l'envoi d'agents de liaison, et il fait tomber, rien qu'au 153e, une cinquantaine d'hommes, tués ou blessés. Parmi les blessés, se trouve le sergent **PARNAUDEAU**, actuellement domicilié à Paris, 70 bis, avenue de Clichy.

Le 6 octobre 1915, le 204e régiment d'infanterie occupait la tranchée d'Odin, au nord de la route de Béthune à Arras.

*
* *

Au cours d'un tir de destruction, des obus de 75 et de 120 tombent dans la tranchée. Quelques hommes sont blessés. L'Artillerie, prévenue, répond qu' « elle n'a pas d'ordre à recevoir de l'Infanterie ».

Le surlendemain 8, le tir recommence. Un caporal clairon devient sourd.

*
* *

Le 8 octobre 1915[3], le 44e régiment d'infanterie se trouvait à la cote 201, au nord-est de la butte de Souain.

Une rafale d'obus fusants de 75 arrive dans nos lignes, et blesse deux hommes de la 18e compagnie, dont un brancardier.

Les signaleurs par fanions, pris sous le feu des mitrailleuses ennemies, n'arrivent pas à faire cesser le tir de notre Artillerie.

*
* *

Ancestramil

[1] Renseignements fournis par l'ex-infirmier d'ambulance **Louis HARANG,** actuellement domicilié à Mantes-la-Ville, 38, boulevard Wilson, qui tient ce récit de nombreux blessés.

[2] Renseignements fournis par M. Duval, déjà cité à propos de l'affaire de Berry-au-Bac, le 24 décembre 1914.

[3] Renseignements fournis par le lieutenant Barrère, déjà cité à propos des affaires de Boureuilles et de Blanleuil, la première en février, la seconde le 20 juin 1915.

Le 10 octobre 1915, à la suite d'une attaque faite en avant de Beauséjour, aux environs de la Main de Massiges, en Champagne, le 131e régiment d'infanterie occupait une tranchée sans profondeur et sans abri. Les obus allemands tombaient en arrière de notre première ligne.

Entre 11 heures et midi, arrive une avalanche d'obus de 75.

Personne ne peut se garer. Toute l'escouade de mon correspondant est fauchée. Seul blessé de cette escouade, et immédiatement évacué, il ignore le chiffre exact des pertes éprouvées par les autres compagnies. Il sait seulement que ces pertes sont considérables.

*
* *

Vers le milieu d'octobre 1915[1], le 236e régiment d'infanterie était en position au nord de la cote 185, sa droite appuyée à la route Souain-Sommepy (Marne), à hauteur de la ferme de Navarin. Sa mission était défensive.

Plusieurs obus de 75 tombent dans nos lignes. Ils rasent le sommet de la cote 185, où ils éclatent. Ils occasionnent quelques pertes.

*
* *

En octobre 1915[2], le 36e régiment d'infanterie coloniale venait de relever le 30e régiment d'infanterie métropolitaine, qui avait fait la grande attaque de Champagne.

Des hommes de ce dernier régiment racontent que notre canon de 75 les a tapés dans le dos. Ils attribuent cet accident au manque de liaison, l'Artillerie n'ayant pas été informée de l'avance de l'Infanterie, avance plus rapide que ne l'avait prévu l'horaire de l'État-Major. Nouveau méfait du « barrage roulant », dont j'ai déjà parlé plus haut et sur lequel je reviendrai encore.

Pendant les jours suivants, les crapouillots tirent sans relâche pour faire brèche dans les réseaux de fil de fer. Quatre bombes tombent entre notre première et notre deuxième ligne; la dernière à quelques mètres seulement en arrière de la première ligne. Le sergent-major Jacquier est enterré avec cinq de ses camarades. On les déterre avec peine. Quelques hommes doivent être évacués.

*
* *

Le 15 octobre 1915, à Maison de Champagne[3], le 153e régiment d'infanterie occupait, avec le 9e régiment mixte de zouaves et de tirailleurs, des tranchées situées à une centaine de mètres seulement de l'ennemi. Ces tranchées avaient été prises dans la matinée.

Tout à coup, sans que la moindre demande ait été faite à l'Artillerie, celle-ci déclanche un tir de 75, dont les coups tombent en plein dans la tranchée.

On essaie d'arrêter ce tir, par l'envoi d'agents de liaison ; mais il dure vingt minutes encore, et il fait 50 victimes, tués ou blessés, parmi lesquels le sergent **PARNAUDEAU**, rien que dans le 153e régiment.

*

---

[1] Renseignements fournis par **M. FREYDEIRE**, professeur à l'École primaire supérieure de Saint-Denis-des-Murs (Haute-Vienne) , mobilisé comme sous-lieutenant de réserve, et devenu capitaine adjudants major, puis commandant de compagnie au 286e régiment d'infanterie.

[2] Renseignements fournis par l'ex-sergent-major Jacquier, déjà cité à propos de l'affaire du Bois-le-Prêtre, en juillet 1915.

[3] Renseignements fournis par ex-sergent Parnaudeau, actuellement domicilié à Paris, 70 bis, avenue de Clichy.

Ancestrami

* *

Le 29 novembre 1915, le 215e régiment d'infanterie occupait la tranchée de la cote 207, dans la région de Provenchères (Vosges).

Une pièce française de 120 tire sans relâche sur nos positions. Elle tue cinq hommes et en blesse un nombre plus grand encore.

*
* *

Pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1915, à des dates que ne peut préciser mon correspondant, **M. Gaston ROUSSET**, déjà cité à propos des tirs de mai à juillet 1915, les 31e et 46e régiments d'infanterie sont arrosés dans les mêmes conditions, par l'Artillerie amie, à Vauquois, au Ménil-Blanc-Cigalerie et au pont des Quatre-Enfants (Meuse).

*
* *

En décembre 1915[1], le 37e régiment d'infanterie se trouvait à la cote 199, au mont Têtu, près de la Main de Massiges (Marne). Un obus de 75 tue le caporal **ALMERA.**

Le général **BONNIER,** commandant de la division, enlève le commandement du feu au commandant de batterie responsable, et il ordonne de détacher désormais, pendant les tirs, un officier d'artillerie qui se tiendra auprès du commandant de l'Infanterie, prêt à faire droit à ses réclamations.

« C'est la seule fois, écrit mon correspondant, que j'aie vu prendre une sanction pour des méfaits de ce genre. »

*
* *

En janvier 1916, sur le front d'Artois, le 97e régiment d'infanterie alpin se trouvait devant Vimy.

Un soldat de la 15e compagnie, originaire de Saint-Pierre-d'Albigny (Savoie), a la mâchoire inférieure enlevée par un éclat d'obus de 75, en présence du soldat **DONNET,** actuellement retiré à Paris, 17, rue de Villejuif.

*
* *

Les 6 et 7 février 1916, en Serbie, le 275e régiment d'infanterie occupait des tranchées situées dans le Bois la Vache, secteur de Friu, à environ 30 mètres de l'ennemi.

Le 7, au matin, il reçoit l'ordre de se replier sur la tranchée de soutien. Celle-ci est aussitôt canonnée par l'Artillerie amie, qui se trouvait à Cappy, à 2 kilomètres en arrière.

*
* *

Ancestrami

---

[1] Renseignements fournis par le lieutenant de réserve Barrère, déjà cité à propos des affaires de Boureuilles, de Blanleuil et de la butte de Souain, en février, en juin et en octobre 1915.

Le 28 février 1916, le 120e régiment d'infanterie se trouvait à la ferme de Beauséjour, près de Mesnil-les-Hurlus, cote 196, en Argonne.

Arrosé par le tir de notre canon de 75, il est obligé de se replier, laissant sur le terrain un grand nombre d'hommes, tués, blessés ou aplatis, dont on ne peut évaluer les proportions, les Bavarois ayant tout enlevé, lorsque, le lendemain, le 120e régiment se reporte en avant.

*
* *

Le 10 mars 1916, dans le secteur de Suippes, en Champagne, le commandant **DAUMONT,** de l'État-Major, vient faire un stage de trois mois au 67e régiment d'infanterie. Le lieutenant de la compagnie à laquelle appartient mon correspondant lui dit que le commandant **DAUMONT** a besoin de diriger une attaque, pour être cité à l'ordre de l'armée, et obtenir la croix de la Légion d'honneur.

On fait la répétition de l'attaque, les 11 et 12 mars, en présence du général **GOURAUD,** qui dit à haute voix : « Ces gens-là sont alourdis par la graisse. Une bonne attaque leur fera du bien. »

Toute la section de mon correspondant entend ce propos.

Le 14, le bataillon est transporté dans une tranchée de départ. A 8 heures, le tir de notre artillerie commence. Mais il se raccourcit peu à peu, et les obus français tombent dans nos lignes.

On envoie quelques coureurs à l'Artillerie, pour lui faire allonger son tir. Une nuée de coureurs volontaires se présentent aussitôt. Il y en a tellement que, bientôt, il ne reste plus en ligne qu'une cinquantaine de combattants.

C'est avec ces 50 hommes que le commandant **DAUMONT** exécute son attaque. Il arrive à la tranchée ennemie, où, d'ailleurs, il ne trouve personne, et il rentre, son attaque terminée.

Aucune enquête n'est faite sur la fuite de ces hommes qui se sont fait passer pour coureurs, car il aurait fallu avouer que l'attaque n'avait été qu'une fumisterie.

Trois mois après, le commandant **DAUMONT** quitte le bataillon, avec la citation qu'il était venu y chercher.

*
* *

Entre le 20 et le 26 mars 1916, à Verdun, le 57e bataillon de chasseurs à pied occupait des tranchées de première ligne, sur le versant ouest du village de Vaux. Pendant chacune de ces six journées, la 1re section de la 8e compagnie a 5 ou 6 hommes tués ou blessés par notre canon de 75.

A la rentrée du bataillon aux casernes de Bévaux, sur 1.200 hommes qui étaient partis, 450 seulement répondent à l'appel. Les 750 autres ont été atteints, soit par l'Artillerie ennemie, soit par l'Artillerie amie.

Et cependant, personne n'attaquait, ni d'un côté ni de l'autre. Les deux artilleries bavardaient, sans aucune raison.

Mon correspondant estime que, sur 10 obus reçus dans la tranchée, il y en avait 3 français et 7 allemands.

Du reste, ajoute-t-il, quand je me trouvais à l'arrière, je voyais le ciel parsemé de fusées dont les feux attestaient que, de tous côtés, on se plaignait de l'Artillerie. C'était le carnage organisé.

*

Ancestrami

* *

Le 28 mars 1916, à Verdun, le 97e régiment d'infanterie alpin se trouvait au bois de la Caillette, entre Vaux et Douaumont.

A 10 heures du soir, un obus de 75 arrive dans la tranchée occupée par la 14e compagnie, bouleverse les terres, mais ne fait aucune victime dans le personnel.

La compagnie se retire. En arrivant sur l'emplacement occupé par la 15e, elle trouve un jeune soldat de la classe 1915 tué au petit poste, un adjudant nommé **BLANCHARD,** né à Souilly (Meuse), et un sergent originaire du Rhône, également tués.

Le sergent **GAY,** originaire de la Haute-Savoie, a un poignet enlevé. Un autre, originaire de Nice, a les yeux brûlés.

Les coups sont venus d'une batterie française, en position près du bois Famin.

Ces méprises se reproduisent les jours suivants, à en juger par les fusées-signaux qu'on voit lancer, de la tranchée, pour faire allonger le tir.

*
* *

Le 31 mars 1916[1], le 350e régiment d'infanterie occupait, depuis fort longtemps, des tranchées situées au Bois le Prêtre, dans le secteur de Verdun. Le temps était clair. Depuis vingt-quatre heures, les Allemands ne donnaient aucun signe de vie.

Entre 11 heures et midi, une dizaine d'obus de 75 passent au-dessus de la tranchée, à intervalles réguliers. Il semble que ce soit un tir de réglage.

A midi, un obus tombe en plein dans la troupe. Huit hommes sont blessés, dont mon correspondant, à côté duquel se trouvait le sergent Delarue, fils du député de Seine-et-Marne. Un des blessés meurt deux jours après, à l'ambulance de Belleville.

*
* *

Le 13 avril 1916, dans le secteur de Verdun[2], le 36e régiment d'infanterie se trouvait au bois de la Caillette.

Une trentaine d'obus de 75, et autant de 155, tombent dans ses lignes. En vain, envoie-t-on des fusées-signaux. Dix hommes sont tués ou blessés, parmi lesquels un sous-lieutenant qui a le bras enlevé.

*
* *

Le 16 avril 1916[3], le 41e régiment d'infanterie coloniale avait reçu l'ordre d'attaquer Laffaux (Aisne), sur la crête dominant au nord le ravin de la ferme de Bessy.

Ancestrami

---

[1] Renseignements fournis par **M. Charles LEROUX,** demeurant 5, rue du Loing, à Paris, mobilisé à la 17e compagnie du 356e régiment d'infanterie, 73e division, commandée par le général **LEBOUCQ.**

[2] Renseignements fournis par **M. Émile MARACHE,** actuellement domicilié à Paris, 19, rue Boyer-Barret.

[3] Renseignements fournis par **M. COUDERT**, cité plus loin, à propos de l'affaire de Chenois-la-Laufée, le 2 août 1916.

A 9 heures du matin, l'attaque se déclanche. Elle est arrêtée net par le feu des mitrailleuses allemandes, devant des fils de fer à peu près intacts. Au feu de ces mitrailleuses vient s'ajouter celui d'un tir de barrage exécuté par l'Artillerie ennemie.

Tout à coup, notre 75 entre en action. Ses rafales tombent dans nos premières vagues. On téléphone à l'Artillerie qui a reçu mission d'appuyer l'attaque. Celle-ci répond : « Nous ne trouvons pas la batterie qui tire. » Et le feu dure toute la journée, sans qu'il soit possible d'obtenir une rectification.

Les pertes sont épouvantables. Dans la section de mon correspondant, un seul obus fait trois morts et six blessés. Une compagnie du 6e bataillon, commandé par le commandant **CHAMBRET,** ne compte plus, le lendemain, que 23 survivants.

Il est impossible de faire, dans cette hécatombe, la part provenant du canon français et celle provenant du canon allemand.

*
* *

En avril 1916, le 215e régiment d'infanterie occupait des tranchées voisines du bois en losange. Une pièce de 120 française tue 12 hommes, dont un est décapité pendant qu'il réparait un abri. Il y a de nombreux blessés.

*
* *

Le 16 avril 1916, à Sapignoles, près de Berry-au-Bac, l'attaque du 32e corps était appuyée par du canon de 75 et par de l'artillerie lourde.

Au moment où l'Infanterie aborde l'objectif d'attaque, le canon de 75, qui était en liaison avec cette infanterie, allonge son tir. Il n'en est pas de même de l'Artillerie lourde, dont les obus massacrent l'Infanterie amie.

*
* *

A la même date, près de Craonne, lors de l'attaque de Vauclère, certaines compagnies du 43e régiment d'infanterie sont prises suis le feu du canon de 75, et perdent le dixième de leur effectif.

*
* *

Les 22 et 23 avril 1916, à Verdun, le 30e régiment d'infanterie occupait des tranchées au bois d'Haudremont, face au nord. Le 54e régiment d'artillerie tue plusieurs hommes appartenaient aux 2e et 3e bataillons.

*
* *

Ancestrami

Le 8 mai 1916, à Verdun[1], le soldat Artaud, de la 8e compagnie du 138e régiment d'infanterie, étant en sentinelle à la côte du Poivre, est tué par un obus de l'Artillerie amie.

Quelque jours après, sept soldats, dont un nommé Keller de la 1re compagnie, sont tués ou blessés devant le poste de l'infirmerie de Bras, en attendant la nuit, pour se faire évacuer vers l'arrière.

L'Artillerie avait pris Bras pour Vacherauville.

*
* *

Le 21 mai 1916[2], le 294e régiment d'infanterie occupait, la veille de l'attaque du fort de Douaumont, des tranchées voisines d: la ferme de Thiaumont.

Le canon de 155 exécute un tir de destruction. Le tir est tellement court qu'il faut évacuer la première ligne et les petits postes. Personne n'est atteint; mais, après le tir, lorsque le régiment veut reprendre ses emplacements, un obus de 75 tombe dans la tranchée, broyant la jambe d'un homme de la 22e compagnie, qui meurt dans la nuit, au poste de secours établi à la redoute des Quatre-Chemins.

*
* *

Au commencement de juin 1916[3], le 347e régiment d'infanterie se trouvait dans le secteur de Thiaumont. A ce régiment appartenaient les lieutenants **HERDUIN** et **MILAN.**

A un moment donné, la compagnie du lieutenant **HERDUIN** reçoit des obus, à la fois, du 155 français et du 150 allemand. Le régiment recule.

Le 11, à Fleury, les lieutenants **HERDUIN** et **MILAN** sont fusillés sans jugement. Mais l'artilleur qui a tiré sur eux échappe à toute sanction.

*
* *

Le 26 juin 1916, le 27e régiment d'infanterie se trouvait à 250 mètres à l'est de la batterie de Damloup, près de Verdun. Le commandant de la batterie affectée à ce régiment n'était jamais venu et n'avait jamais envoyé personne dais la tranchée, pour se rendre compte de la situation. Les fusées à baguette, trop encombrantes, n'arrivaient jamais jusqu'à la première ligne. Les fusées pour pistolets n'étaient pas aperçues. Bref, la liaison était insuffisante.

Le tir d'une batterie de 75 tue deux hommes, dont le nommé Vincent, et en blesse deux.

La troupe n'est épargnée par les autres coups que parce qu'ils tombent plus en arrière encore.

*
* *

Ancestrami

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Alexandre JOYEUX,** du 138e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Paris, 10, rue Tlemcen.

[2] Renseignements fournis par M. Pierron, déjà cité à propos des affaires de! marais de Saint-Gond et d'Hauterive, les 6 septembre 1914 et 25 septembre 1915.

[3] Renseignements fournis aux journaux du 6 juillet 1921 par l'ex-médecin-major MENU.

Le 30 juin 1916, le 411e régiment d'infanterie, dans les tranchées de la côte 304, près de Verdun, plusieurs hommes atteints par l'Artillerie amie.

*
* *

Le 27 juin 1916[1], la 6e compagnie du 172e régiment d'infanterie se trouvait à 250 mètres à l'est de la batterie de Damloup, dans le secteur de Verdun. Une batterie de 75 déclanche un tir dont un seul obus tue deux hommes et en blesse deux, dans la même section. D'autres obus éclatent en arrière de cette section, sans atteindre personne; mais le reste de la compagnie subit des pertes sensibles dont le chiffre exact ne peut m'être fixé par mon correspondant.

Trois obus de 155 éclatent également en arrière de la tranchée.

Aucun officier d'artillerie n'est venu se rendre compte de la situation.

*
* *

En 1916[2], à une date que ne peut préciser mon correspondant, le 55e régiment d'infanterie venait de relever, à la cote 304, un régiment de tirailleurs algériens qui en avait chassé les Allemands.

Le secteur étant très mouvementé, l'Infanterie demande un tir de barrage défensif. Ce tir lui est immédiatement accordé. Malheureusement, ses coups tombent dans nos lignes.

Six hommes sont tués ; un certain nombre d'autres sont blessés.

*
* *

En 1916, à une date que mon correspondant n'a pu préciser, un bataillon du 55e régiment d'infanterie occupait le réduit d'Avocourt, près de Verdun. Le plus grand calme régnait dans le secteur.

Tout à coup, une avalanche d'obus provenant de l'Artillerie française s'abat sur la partie de la tranchée dite « le Pan coupé ».

Un coup de téléphone fait cesser le tir. La tranchée est évacuée.

*
* *

En 1916[3], le 55e régiment d'infanterie se trouvait, à une date que mon correspondant n'a pu préciser, en position à la Haute-Chevauchée, lorsque des obus de 90 français tombent dans nos lignes, blessant deux hommes du 1er bataillon. En vain, téléphone-t-on pour découvrir l'origine de ces coups.

Le lendemain, on apprend qu'ils provenaient d'une batterie appartenant à une unité voisine et qui, sous prétexte de prendre d'enfilade les tranchées ennemies, tirait en dehors de son secteur.

Un peu plus tard, le 55e régiment reçoit l'ordre d'enlever la côte de Talou. Nos hommes vont plus vite que ne l'avait prévu l'horaire de l'État-Major. Arrivés au sommet de Talou, ils tombent

Ancestrami

---

[1] Renseignements fournis par **M. HEVERBOIS,** déjà cite à propos de l'affaire de Tahure, le 26 septembre 1915.

[2] Renseignements fournis par M. Maurice Roques, déjà cité à propos de l'affaire de Mont-sur-Meurthe, le 27 août 1914.

[3] Renseignements fournis par l'ex-sergent-major **André AUSSENARD**, aujourd'hui domicilié 18, rue de Paris, à Pantin (Seine).

sous le feu de l'Artillerie allemande, auquel se superpose celui de notre tir de barrage, faisant ainsi de nombreuses victimes.

*
* *

Le 1er juillet 1916, le 411e régiment d'infanterie occupait des tranchées à la côte 304, près de Verdun. On s'attendait à une attaque de l'ennemi. Une batterie de 75 avait reçu l'ordre d'exécuter un tir de barrage défensif.

A 4 heures du matin, l'ennemi attaque. La batterie de 75 n'exécute pas le tir de barrage qui lui avait été prescrit. Le 411e régiment repousse l'attaque par ses propres moyens.

L'attaque une fois repoussée, le 75 ouvre le feu. Mais ses obus tombent en plein dans notre tranchée; quelques-uns même, en arrière.

Malgré l'envoi de fusées-signaux, ce tir dure une demi-heure. Il recommence dans la journée.

L'Artillerie lourde s'en mêle, un de ses obus fait cinq victimes.

Nombreux sont, finalement, les morts et les blessés.

*
* *

Le 3 juillet 1916[1] , le 71e régiment d'infanterie, appartenant à la 29e division, commandée par le général **TROUCHAUD,** était en position sur la crête Mort-Homme-Chattancourt (Meuse), lorsque, vers 2 heures du matin, le lieutenant **BILLOT,** commandant de la 2e compagnie de mitrailleuses, appelle un de ses chefs de section au poste central, le prévient que le régiment attaquera au petit jour, et lui prescrit de se tenir prêt à arrêter, le cas échéant, avec ses mitrailleuses, une contre-attaque des Allemands.

A peine les deux pièces étaient-elles installées sur la tranchée, que le 75 ouvre le feu. Mais, au lieu d'envoyer ses projectiles sur l'objectif d'attaque, il les envoie dans la tranchée.

Un obus tombe près de la bêche de l'une des mitrailleuses.

Le chargeur et le tireur sont recouverts de terre. La mitrailleuse est déplacée. Les mousquetons des hommes sont dispersés ; l'un d'eux est projeté à plusieurs mètres en avant de la tranchée.

En vain, un lieutenant de la 6e compagnie lance-t-il des fusées, pour faire allonger le tir.

En vain, téléphone-t-on à l'Artillerie. Celle-ci répond qu'elle tire très bien sur les lignes allemandes.

Enfin, l'attaque se déclanche, et un grand nombre de nos hommes sont fauchés par notre Artillerie.

*
* *

Le 3 juillet 1916[2], la 33e batterie du 46e régiment d'artillerie était en position au cimetière de Dompierre. Elle reçoit du colonel commandant l'Artillerie l'ordre de tirer sur la tranchée dite de Versen, près d'Assevillers (Somme), objectif d'attaque d'un bataillon d'infanterie coloniale.

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-sergent-major André Aussenard, aujourd'hui domicilié 18, rue de Paris, à Pantin (Seine).

[2] Renseignements fournis par le commandant de batterie **Marcel BEAUVAIS,** officier de réserve d'artillerie, actuellement ingénieur civil, à Amières, 16, avenue Casimir.

Ancestrami

Lorsque cet ordre parvient au commandant de batterie, il y avait une demi-heure que la tranchée de Versen était occupée par nos fantassins. Le commandant de batterie aurait pu l'ignorer. Par un hasard providentiel, il le voyait. Il prend alors sur lui de ne pas exécuter l'ordre du colonel commandant l'Artillerie.

Le chef de bataillon qui avait occupé la tranchée de Versen en avait bien rendu compte à son colonel. Si ce dernier avait été en liaison directe avec la batterie, comme le prescrivait le règlement de 1910, il l'aurait prévenue en temps voulu. Il a prévenu le colonel commandant l'Artillerie. Le long détour ainsi fait par le compte rendu a failli causer le massacre de l'Infanterie amie.

*
* *

Le 11 juillet 1916[1], le 41e régiment d'infanterie coloniale venait de s'emparer de la tranchée de la Maisonnette, en avant de Flaucourt (Somme).

Des obus de gros calibre, venant d'une batterie française en position près de ce dernier village, tuent cinq hommes de la 18e compagnie qui, à deux reprises différentes, est obligée d'évacuer la tranchée.

*
* *

Vers le 14 juillet 1916[2], le 128e régiment d'infanterie occupait la tranchée Champignol, près de la cote 304, entre le bois d'Avocourt et la route de Malencourt (Meuse).

Un obus de gros calibre, provenant de l'Artillerie amie, arrive dans nos lignes. Il ensevelit, dans un abri, une escouade de la 10e compagnie, avec le lieutenant commandant la compagnie.

*
* *

Le 15 juillet 1916, d'après un commandant de compagnie du 317e régiment d'infanterie[3], le 3e régiment de zouaves, le bataillon **de BOISROUVRAY**, du 115e régiment d'infanterie, et la 22e compagnie du 317e régiment d'infanterie reçoivent l'ordre de dégager Souville, près de Verdun, et de reprendre le village de Fleury.

Pendant le bombardement préparatoire, un canon de 220 français, tirant trop court et trop à gauche, cause des pertes sensibles au bataillon du 115e et à la 22e compagnie.

Signaux de toutes sortes, messages téléphonés ou écrits, rien n'y fait. Le massacre continue. Les hommes sont furieux.

La 22e compagnie est si éprouvée qu'il faut la remplacer par la 23e.

*
* *

Ancestrami

---

[1] Renseignements fournis par M. Barrère, déjà cité à propos des affaires de Boureuilles, de Blanleuil de Souain et du mont Têtu, en février, juin, octobre et décembre 1915.
[2] Renseignements fournis par **M. Henri JEANNOT**, actuellement domicilié 23, rue Pasteur, au Vésinet.
[3] **Jules MAZÉ**. Histoire d'un régiment d'infanterie pendant la guerre. Bloud et Gay, éditeurs, 1920. page 124.

Vers le milieu de juillet 1916[1], le 36e régiment d'infanterie coloniale se trouvait, lors des attaques de la Somme, devant le village de Barleux.

Notre canon de 75 tire dans ses rangs et y fait une trentaine de victimes.

*
* *

Pendant la seconde moitié du mois de juillet 1916 jusqu'à l'attaque allemande des 1er et 2 août, le 117e régiment d'infanterie se trouvait dans le ravin de la Mort, près de Thiaumont, face au fort de Douaumont. Il reçoit des coups provenant d'une batterie française qui exécutait des tirs de harcèlement sur l'ennemi.

*
* *

A la fin de juillet 1916[2], la 5e compagnie du 1er régiment mixte de zouaves et de tirailleurs, placée en avant de Sailly-Saillisel (Somme), reçoit des obus de 155 français qui font de nombreuses victimes.

Plusieurs hommes sont tués dont un, dit mon correspondant, est mis en bouillie. D'autres sont blessés. D'autres sont enterrés ou commotionnés.

Quelques jours après, un observateur d'artillerie, placé dans la tranchée de la 2e compagnie de mitrailleuses, est tué par un obus français, à côté du caporal **LEONARD.**

*
* *

A la fin de juillet 1916, le 117e régiment d'infanterie occupait le ravin de la Mort, dans le secteur à gauche de Thiaumont, face au fort de Douaumont.

Pendant plusieurs journées, le 75 français exécute des tirs de harcèlement dont les obus tombent dans nos lignes, où ils causent de nombreuses pertes.

Les signaux des fusées ne sont pas obéis. Mon correspondant affirme qu'ils ne l'ont jamais été. Ils a, d'ailleurs, entendu dire en 1917 que les artilleurs avaient reçu l'ordre de ne tenir compte que des signaux de l'aviation.

*
* *

Le 2 août 1916 [3], le 6" bataillon du 41e colonial (commandant **BOUCHET**, tué depuis à Verdun), occupait des tranchées dans le secteur Chenois-la-Laufée.

Une masse ennemie attaque ces tranchées ; mais elle est arrêtée à 20 mètres de la position par un tir de barrage de 75, admirablement réglé.

Ancestrami

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-sergent-major Jacquier, déjà cité à propos des affaires du Bois le Prêtre et de Champagne, en juillet et en octobre 1915.

[2] Renseignements fournis par l'ex-caporal André Léonard, du 1er régiment mixte de zouaves et de tirailleurs, actuellement domicilié 22, rue Carnot, à Sannois (Seine-et-Oise).

[3] Renseignements fournis par l'ex-soldat Coudert, du 41e régiment d'infanterie coloniale, puis du 64e régiment de tirailleurs sénégalais, actuellement chef de bureau à la préfecture de la Charente-Inférieure, domicilié à la Rochelle, rue Aliénor-d'Aquitaine.

Malheureusement, notre canon de 155 se met de la partie. Ses obus tombent dans nos lignes. Une section est anéantie. Une autre a quatre hommes mis hors de combat.

Le télégraphe, les fusées et les signaux optiques restent impuissants. Le tir n'est arrêté que grâce à l'envoi d'un message par pigeons voyageurs.

*
* *

Le 5 août 1916[1], le 229e régiment d'infanterie occupait des tranchées situées entre Maurepas (Somme) et Hem-Bois de Hem, près de la carrière et du chemin de fer à voie étroite de Combles à Péronne, dit « le Tortillard ».

A 16 heures, une batterie de 75 tire sur la tranchée pendant un quart d'heure. Les hommes s'aplatissent. On lance des fusées-signaux.

Il n'y a pas de pertes au 3e bataillon, mais il y en a quelques-unes au 4e.

*
* *

Le 22 août 1916[2], le 367e régiment d'infanterie occupait des tranchées situées entre la batterie de l'Hôpital et le fort de Tavannes. Il y reçoit des obus de 75, dont le tir continue malgré l'envoi de fusées-signaux.

Mon correspondant, chargé de ravitailler la première ligne, me dit qu'il a souvent entendu les fantassins se plaindre de « ces salauds d'artilleurs » qui les tapaient dans le dos.

Il ajoute que, quand il se trouvait à l'arrière, il était frappé du nombre considérable de fusées-signaux qui sillonnaient le ciel pour faire allonger le tir.

*
* *

Pendant la dernière semaine d'août 1916[3], le 15e bataillon de chasseurs alpins occupait la tranchée du bois Saucisse, devant Cléry-sur-Somme, son objectif d'attaque. La liaison avec l'Artillerie avait été organisée par l'Infanterie, dans la nuit précédant la préparation d'artillerie.

La lisière de l'objectif d'attaque était à 800 mètres de notre première ligne. Un écart aussi grand paraissait invraisemblable. Néanmoins, le tir de l'Artillerie, effectué par un canon de côte, commandé au Creusot en 1914 pour le Danemark, envoie ses projectiles dans la tranchée du bois Saucisse et atteint douze hommes de la 3e compagnie.

On n'évite des pertes plus grandes qu'en faisant évacuer la tranchée.

*
* *

Amestramil

[1] Renseignements fournis par l'ex-adjudant **Claude GENEVOIS,** actuellement domicilié à Paris, 13 bis, rue de Reuilly.
[2] Renseignements fournis par l'ex-sergent **Lucien GROSLIER,** actuellement instituteur à la Roche-de-Rames (Hautes-Alpes).
[3] Renseignements fournis par le lieutenant de réserve **Noël GARNIER,** actuellement domicilié à Paris, 12, rue Feydeau.

Le 2 septembre 1916[1], le peloton du canon de 37 du 28e bataillon de chasseurs alpins était en ligne au bois de Marrière, devant Bouchavesnes (Somme).

Deux obus de 75 arrivent dans ses rangs et blessent six hommes.

*
* *

Le 4 septembre 1916[2], un tir trop court du canon de 75 fait de nombreux ravages, à la prise de Chilly, dans les rangs des 20 et 25e régiments d'infanterie.

*
* *

Le 6 septembre 1916, d'après le même correspondant, un bataillon du 47e régiment d'infanterie avait mission d'enlever le village de Chaulnes (Somme).

La première vague se trouve prise entre un barrage trop court de l'Artillerie amie et le feu ennemi partant de la tranchée de la Jarretière, occupée par les Allemands.

Ces derniers sortent, le revolver au poing, et, presque sans coup férir, ils capturent un grand nombre des nôtres.

Les pertes sont très élevées, mais il est impossible de discerner celles qu'a infligées le feu de l'ennemi de celles qu'a infligées l'Artillerie amie.

*
* *

Le 6 septembre 1916, à 16 heures[3], la 43e division d'infanterie exécutait sa troisième attaque sur le front Déniécourt-Soyécourt (Somme). A 16 h. 15, la 1re compagnie du 3e bataillon de chasseurs à pied atteint un petit bois situé entre ces deux localités A ce moment, l'Artillerie divisionnaire tire sur le petit bois. Les chasseurs s'entassent dans un fossé où, malgré l'envoi de fusées-signaux, ils sont obligés de rester une grande demi-heure.

L'attaque est manquée et un canon ennemi, qui allait tomber entre nos mains, est ramené en arrière par les Allemands.

Le fait s'était déjà produit la veille, dans le même secteur.

Antérieurement encore, à Lorette (Pas-de-Calais), il s'était produit en 1915.

Dans la 43e division, les fantassins n'appelaient pas leur artillerie divisionnaire autrement que « le 159e trop court ».

*
* *

Le 18 septembre 1916[4], le 103e régiment d'infanterie se trouvait dans le ravin en T, situé entre le village de Vaux et le fort de Douaumont.

---

[1] Renseignements fournis par **M. Marcel TURQUET**, actuellement domicilié 10, rue du Landy, Plaine-Saint-Denis (Seine).

[2] Renseignements fournis par M. **Maurice MARCHON,** domicilié à Paris, 3, cité Milton.

[3] Renseignements fournis par l'ex-sergent **BARTHELEMY,** actuellement domicilié 23, rue de Reims à Strasbourg.

[4] Renseignements fournis par l'ex-soldat **LENOT,** actuellement domicilié à Paris, 53, rue de Rébéval.

Ancestramil

Des obus de 155 tombent dans nos lignes, tuent le soldat **MENIMARD** et en blessent plusieurs autres.

Cependant, dans un poste d'observation, à quelques centaines de mètres en arrière, se tenait un chef d'escadron d'artillerie qui dirigeait le feu. Si j'en crois mon correspondant, ce chef d'escadron, dont le tir était, tout d'abord, parfaitement réglé sur la tranchée allemande, l'aurait volontairement raccourci pour le ramener finalement au point de départ, comme s'il avait voulu vérifier le régime des pièces ou s'assurer du bon fonctionnement des liaisons. Pendant tout ce manège, en effet, il avait sa jumelle braquée sur notre tranchée.

C'est sous toutes réserves, bien entendu, que je reproduis cette appréciation.

Quinze jours plus tard, près de la redoute de Thiaumont, les canons de deux trains blindés tirent dans la tranchée occupée par le 103e régiment.

*
* *

Le 25 septembre 1916[1], le 94e régiment d'infanterie se trouvait devant Rancourt (Somme).

Pendant l'attaque, qui échoue d'ailleurs, et au cours de laquelle le 94e perd 1.700 hommes en une heure, le tir de notre canon de 75 blesse plusieurs hommes de la 5e compagnie et détruit une section de mitrailleuses, dont le chargeur et le tireur sont également blessés.

*
* *

Dans la nuit du 26 au 27 septembre 1916, le 46e régiment d'infanterie se trouvait près de Bouchavesnes (Somme).

Canonné par notre artillerie, il subit des pertes considérables, qu'une contre-attaque allemande empêche d'évaluer.

Rien que dans la 3e section de la 7e compagnie, cinq hommes restent sur le terrain, parmi lesquels les nommés **BLOT, BRIAT** et **DELESTREE.**

*
* *

Le 1er octobre 1916, les Allemands attaquaient la butte du Mesnil, occupée par le 117e régiment d'infanterie.

Sous prétexte d'arrêter cette attaque, notre artillerie déclanche un tir de barrage, qui tombe en plein dans les lignes françaises

*
* *

Le 11 octobre 1916, à Verdun, le maréchal des logis réserviste d'artillerie **EYSSERIC,** actuellement domicilié à Sainte-Cécile-les-Vignes (Vaucluse), avait reçu l'ordre de se rendre, à 14 heures, avec trois téléphonistes, dans la tranchée des Deux Arbres, afin de régler le tir de sa batterie sur une tranchée allemande. L'ennemi était tout près. Pour éviter un accident, il avait été prescrit à notre infanterie de se replier au commencement du tir. On ne devait laisser dans

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-soldat Paul Merle, du 94e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Paris, 146, rue Montmartre.

Ancestrami

la tranchée qu'une cinquantaine de guetteurs, de mitrailleurs, de grenadiers, de téléphonistes et d'agents de liaison.

Comme poste d'observation, le maréchal des logis **EYSSERIC** choisit une tourelle qui se trouvait par là. Après rectification du tir des premiers coups, alors que tout faisait supposer que le tir allait être réglé, deux obus de 155 français tombent à quelques mètres du poste d'observation.

L'Artillerie française avait cru, — on l'a su le lendemain, — que la tourelle métallique était en terrain allemand, et elle l'avait choisie comme cible.

Prévenu par téléphone, le commandant de batterie répond que l'écart signalé n'est pas possible. Il recommence. Les nouveaux coups arrivent au même point.

On s'adresse alors au commandant du groupe, mais en vain. Les coups se succèdent, par salves de deux, de trois en trois minutes, avec une régularité désespérante.

C'est alors la panique. 15 hommes se bousculent, se disputent et se battent pour envahir une cagna d'officier, grande comme un drap de lit.

Fou de colère, le maréchal des logis **EYSSERIC** quitte son poste. En se retirant, il passe sur le cadavre d'un mitrailleur enterré avec sa pièce. Il voit un homme en bouillie. Partout, il trouve des traces de sang laissées par les soldats en fuite. Si la tranchée n'avait pas été évacuée par le plus gros de l'Infanterie, c'eût été le massacre d'un millier d'hommes.

Le lendemain, par punition, le commandant de batterie est envoyé dans la tranchée. Il se rend compte de son erreur, mais on a beaucoup de peine à retenir les survivants qui veulent lui faire un mauvais parti.

*
* *

Le 14 septembre 1916[1], le 28e bataillon de chasseurs alpins attaquait le Calvaire de Bouchavesnes (Somme).

Pendant sa progression, il est poursuivi par le tir de notre 75 qui blesse plusieurs hommes.

Blessé lui-même, mon correspondant ne peut évaluer le nombre des victimes.

*
* *

Le 11 octobre 1916[2], le 39e régiment d'infanterie se trouvait à la côte de Froideterre, à l'ouest de Fleury, dans le secteur de Verdun.

Sur une demande de tir de barrage, notre canon de 75 ouvre le feu, tire trop court, et tue deux hommes de la 5e compagnie.

*
* *

Le 14 octobre 1916[3] , le 1er régiment de marche d'infanterie d'Afrique se trouvait devant Kénali, près de Florina, en Orient. Il avait à sa gauche une brigade russe qui avait reçu l'ordre d'attaquer.

Les Russes refusent d'exécuter cet ordre, disant que les réseaux de fil de fer ennemis sont intacts.

---

[1] Renseignements fournis par le lieutenant de réserve Noël Garnier, déjà cité à propos de l'affaire du Bois Saucisse, le 22 août 1916.
[2] Renseignements fournis par l'ex-soldat Léon Marty, actuellement domicilié à Paris, 11, rue Bréa.
[3] Renseignements fournis par M. Aulas, déjà cité à propos de l'affaire du Haut-Clocher, le 20 août 1914.

Ancestramil

A l'heure fixée pour l'attaque, l'Artillerie française déclanche un tir de barrage, qu'exécute notre canon de 120. Les obus tombent en plein dans la tranchée russe. Ils y causent de grosses pertes.

Deux fautes sont commises ce jour-là :

1° L'Artillerie n'est pas prévenue que les Russes n'attaquent pas. La liaison des armes est en défaut ;
2° On emploie un canon lourd, dont les écarts sont fatalement considérables, puisqu'il tire de loin, à l'exécution d'un tir de barrage qui devrait être très précis.

Mais il faut à la troupe des explications plus simples que celles-là. Le bruit se répand, — et il produit un très fâcheux effet moral, — que le tir du 120 a été exécuté, par mesure de représailles, pour punir les Russes de n'avoir pas voulu attaquer.

*
* *

Le 18 octobre 1916[1], le 1er régiment de marche d'infanterie d'Afrique se trouvait au nord de Négolani, en Orient, devant Medzeli, occupé par les Bulgares.

Au petit jour, le régiment reçoit l'ordre de se terrer, notre canon de 120 devant exécuter un violent tir de bombardement sur les tranchées ennemies.

Le premier obus tombe à quelques mètres en avant de la tranchée française. Le deuxième tombe à 20 mètres en arrière.

Il semble que notre tranchée soit le but sur lequel notre artillerie s'évertue à régler son tir. Et, en effet, une vingtaine d'obus arrivent ainsi, encadrant la tranchée française.

Quant aux fils de fer bulgares, ils ne reçoivent rien, ou presque rien.

*
* *

Le 26 octobre 1916[2], un bataillon du 230e régiment d'infanterie, faisant partie de la 74e division d'infanterie, sous les ordres du général **de LARDEMELLE**, tenait la crête Vaux-Chapitre, en face des nids de mitrailleuses qui retardaient l'attaque du front Vaux-Douaumont.

Pendant trois quarts d'heure, malgré les appels du téléphone qui fonctionnait parfaitement ce jour-là, ce bataillon subit le feu du canon de 75 français.

Mon correspondant est chargé de porter des ordres du chef de bataillon aux commandants des unités inférieures. Sur un parcours de 200 mètres, il compte 20 morts et 20 blessés, dont deux officiers tués.

A une plainte formulée par le 230e régiment, le commandement répond, après avoir pris l'avis de l'Artillerie, que cette prétendue erreur est inadmissible ; que l'Infanterie a été canonnée par l'Artillerie ennemie, et non par l'Artillerie amie.

L'erreur une fois reconnue, il déclare que l'incident est très regrettable, mais qu'il était inévitable.

---

[1] Renseignements tournis par M. Aulas, déjà cité à propos des affaires du Haut-Clocher et de Florina, les 20 août 1914 et 14 octobre 1916.

[2] Renseignements pris dans l'historique du régiment et complétés par l'ex-caporal-fourrier réserviste **Just SONGEON,** actuellement professeur adjoint à l'École primaire supérieure d'Annemasse (Haute-Savoie).

Ancestrami

« Inévitable » veut dire que la dispersion naturelle du tir peut amener sur l'assaillant des coups destinés au défenseur. Mais un pareil accident ne peut se produire qu'au moment de l'abordage. Or, le 26 octobre 1916, nous n'attaquions pas, et l'ennemi ne contre-attaquait pas. Aucun tir n'avait été demandé, ni par les commandants des compagnies en ligne, ni par le chef de bataillon.

Pour se défendre d'avoir tiré sans qu'on le lui demande, le commandant de l'Artillerie divisionnaire déclare que la batterie coupable d'avoir canonné l'Infanterie amie échappait à son contrôle, car elle appartenait à une unité voisine.

L'invocation de ce deuxième argument, c'est l'aveu du désordre régnant dans la répartition des missions. Il n'est pas admissible que deux artilleries relevant de deux chefs d'infanterie différents soient chargées de la même mission.

Le Commandement supérieur est responsable de la méprise du 26 octobre 1916. Il a fallu toute l'énergie des gradés inférieurs pour calmer l'indignation des fantassins et les empêcher de faire demi-tour.

*
* *

Le 29 octobre 1916[1], le 125e régiment d'infanterie se trouvait, vers 14 heures, entre Sailly-Saillisel et Lesbœufs (Somme), devant Morval, face à la grande route nationale.

Un obus de 75 éclate sur le parapet de la tranchée, blessant quatre hommes de la 5e compagnie, dont un a les deux cuisses brisées.

Le lendemain 30, à 200 mètres à gauche, deux pièces de 155 françaises tirent sur nos lignes. Malgré les signaux par fusées et les appels téléphoniques, ce tir dure plus d'une heure. Six hommes sont tués, dix sont blessés.

*
* *

Le 11 novembre 1916 et jours suivants[2], le 268e régiment d'infanterie occupait des tranchées en avant des vergers situés au nord-ouest de Sailly-Saillisel (Somme).

Pendant trois quarts d'heure, ces tranchées sont arrosées par des obus de 75. On consomme, en vain, toutes les fusées-signaux disponibles. Le sous-lieutenant **TISSERAND**, de la 23e compagnie, demande, également en vain, un volontaire pour aller à l'arrière rendre compte de la situation.

Pendant trois jours, il n'y a pas de victimes ; mais il y en a le 12.

Un soldat nommé **NORMAND,** originaire de Thouars, marié et père de famille, grièvement blessé à la cuisse, à la face et à une main, meurt quelques jours après, dans une ambulance de la région de Combles.

Un autre soldat est tué net, un autre est légèrement blessé.

Mon correspondant a entendu parler d'autres pertes dans les unités voisines, mais il en ignore le chiffre.

Lui-même, le 18 novembre, a sa capote traversée par un éclat d'obus de 75.

*

[1]Renseignements fournis par M. Auguste Herbert, 15, rue de Paris, à Charenton.
[2] Renseignements fournis par le sous-lieutenant de réserve Roy, instituteur à Chatonnay (Vendée).

Ancestrami

* *

Le 15 novembre 1916[1], le 138e régiment d'infanterie se trouvait à Pressoir (Somme).

A la suite de l'envoi d'une fusée annonçant une attaque allemande, un canon de 95 français ouvre le feu; mais ses obus tombent dans nos lignes. Le sergent **PEGAUD** est tué.

*
* *

Le 3 janvier 1917 [2], le 252e régiment d'infanterie occupait la cote 304, près de Verdun.

Il est arrosé par l'Artillerie amie. Les pertes sont sérieuses. Se trouvant parmi les blessés, et réformé depuis, mon correspondant ne peut me dire le chiffre exact des pertes, ni me donner de détails sur l'affaire. Il me dit seulement qu'au 112e régiment d'infanterie, son beau-frère, **Léon GAGNAC,** a été blessé dans les mêmes conditions.

*
* *

En février 1917[3], le 6e bataillon du 44e régiment d'infanterie coloniale, commandé par le chef de bataillon **Maurice MARTIN,** se trouvait à l'endroit dénommé « le Tumulus », dans la plaine de Cecriksi, en avant de Monastir. Les tranchées françaises étaient à 800 mètres, au moins, des tranchées ennemies.

Six coups provenant d'un canon de 120 long français tombent néanmoins dans nos lignes.

Prévenus de cette méprise, les artilleurs refusent de reconnaître leur erreur. Ils prétendent n'avoir jamais tiré dans cette direction. Or, de la tranchée française, on voyait nettement la lueur des coups partant à 6 kilomètres en arrière. On pouvait annoncer le projectile qui, en effet, arrivait dix à quinze secondes après.

Il faut une réclamation très pressante du chef de bataillon et une du colonel, pour faire cesser le tir dans tout le secteur.

*
* *

Le 8 mars 1917[4], à Maison-de-Champagne, le 50e régiment d'infanterie devait attaquer à 14 heures.

La préparation d'artillerie commence à 9 heures. Mais beaucoup d'obus tombent dans nos lignes, et même en arrière. Les pertes infligées, tant par le canon ami que par le canon ennemi, sont telles que, au moment de l'attaque, le tiers de l'effectif est par terre.

Mon correspondant affirme que le capitaine **CHABOT,** commandant de sa compagnie, a téléphoné trois fois à l'Artillerie, pour lui dire d'allonger son tir et que, la troisième fois, il lui a été répondu par le mot de Cambronne, avec prière de ne pas se mêler d'une affaire qui ne le regarde nullement.

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-soldat Joyeux, déjà cité à propos de l'affaire de Vacherauville, le 8 mai 1916.

[2] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Simon SIFFRIN,** du 252e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Sainte-Blaise (Vaucluse).

[3] Renseignements fournis par le docteur **Jean MEO**, domicilié à Paris, 1, me des Abbesses.

[4] Renseignements fournis par l'ex-soldat Louis Soulat, actuellement domicilié à Paris, 31, rue Durantin.

Anecdotiaml

SOULAT est blessé, vingt minutes avant l'attaque, et évacué sur un poste de secours de première ligne. Aussitôt après son départ, un obus de 75 tue un caporal et deux soldats. Il enlève l'épaule du sergent **VIGIER.**

Au moment où **SOULAT** arrive au poste de secours, un obus de 75 tombe à l'entrée du poste. Fort heureusement, il n'éclate pas.

Évacué sur un poste de deuxième ligne, **SOULAT** y trouve la moitié de sa section.

La plus grande part des pertes provient évidemment de l'Artillerie amie ; car l'Artillerie ennemie n'a tiré qu'au moment de l'attaque.

Ces pertes ne peuvent s'expliquer par la dispersion naturelle du tir, puisque l'attaque s'est déclanchée à près de 1.000 mètres des Allemands. L'erreur ne peut provenir que d'un manque de liaison.

*
* *

Pendant les mois de mars et d'avril 1917, à des dates que ne peut préciser mon correspondant, **M. Gaston ROUSSET,** déjà cité à propos des tirs de mai à juillet 1915, les 31e et 46e régiments d'infanterie sont arrosés, dans les mêmes conditions, par l'Artillerie amie, au bois Beaumarais, au bois des Buttes et au bois franco-boche (Aisne).

*
* *

Le 15 avril 1917, à la veille de la grande offensive du Chemin des Dames[1], le 1er régiment mixte de zouaves et de tirailleurs venait de faire la relève au poste d'écoute qui se trouvait à quelques mètres en avant de la tranchée de première ligne.

Un obus de 75 arrive dans le poste d'écoute. Il broie la tête du soldat algérien-français **BERLIOZ.** Malgré l'envoi de fusées-signaux, le tir dure une demi-heure.

Le lendemain 16 avril, à 6 h. 1/2 du matin, la 5e compagnie franchit le parapet. Elle avance facilement d'un kilomètre. Mais, pendant le parcours des deux kilomètres suivants, près de la sucrerie de Cerny (Aisne), elle subit le feu de l'Artillerie amie, qui fait de nombreuses victimes.

Le capitaine **GERVAISE** pousse de violents jurons contre l'Artillerie.

Le soir, le régiment s'installe dans d'anciennes tranchées allemandes.

Le surlendemain, malgré l'envoi de fusées-signaux, il reçoit, pendant quatre heures, des obus de 155 français qui, grâce aux abris, ne font aucune victime.

*
* *

Le 16 avril 1917 [2], le 327e régiment d'infanterie se trouvait en position aux abords du plateau de Vauclerc (Aisne), à 2 ou 3 kilomètres à l'ouest de Craonne.

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-caporal Léonard, déjà cité à propos de l'affaire de Sailly-Saillisel, à la fin d'août 1916.

[2] Renseignements fournis par l'ex-soldat **MONIER,** actuellement domicilié à Paris, 79, avenue de la République.

Ancestrami

A 6 heures du matin, il se porte à l'attaque des positions allemandes. Après une avance de 1.000 à 1.500 mètres, il est arrêté, par le tir des mitrailleuses ennemies, sur la lisière de la forêt de Vauclerc.

A 18 heures, les Allemands contre-attaquent. Le 327e recule ; puis, renforcé par un bataillon de réserve, il reprend les positions qu'il venait de perdre.

Il demande alors un tir de barrage. Les obus de 75 tombent en plein dans ses rangs. Un premier coup blesse cinq hommes.

Un deuxième coup en blesse deux, dont mon correspondant, qui est évacué, et ne peut me dire ce qui s'est passé après son départ.

*
* *

Le 16 avril 1917[1], le 94e régiment d'infanterie avait progressé jusqu'à la voie ferrée de Guignicourt (Aisne), son objectif d'attaque.

Là, il s'arrête très longtemps ; puis, tout à coup, il reçoit l'ordre de regagner les anciennes positions, à 1.500 mètres en arrière.

Pendant le trajet, il tombe sous le feu d'un tir de barrage d'une batterie de 75 qui, n'étant pas en liaison avec le 94e, ignorait que ce régiment fût arrivé sur la voie ferrée, et continuait à tirer, comme pour appuyer sa progression.

*
* *

Le 16 avril 1917, à la cote 204, le maréchal des logis **DECHASTENAY,** de la 2e batterie du 32e régiment d'artillerie de campagne, qui se trouvait en position, à 4 kilomètres cependant de l'ennemi, est blessé par un obus de 155 provenant d'une batterie française située à 3 kilomètres en arrière.

*
* *

Le 16 avril 1917, près de Berry-au-Bac, l'Artillerie de 75 du 32e corps d'armée, qui se trouvait en liaison avec son infanterie, allonge bien le tir, au moment où cette dernière aborde l'objectif d'attaque. Mais l'Artillerie lourde, qui n'avait pas organisé la liaison, envoie ses obus dans nos lignes.

A la même date, près de Craonne, lors de l'attaque de Vauclerc, certaines compagnies du 43e régiment d'infanterie, canonnées par notre 75, perdent le dixième de leur effectif.

*
* *

Le 16 avril 1917[2], le 171e régiment d'infanterie attendait, dans ses tranchées, le moment de se porter à l'attaque.

Le tir de préparation tombe en plein dans ses lignes. Le 171e, est obligé de se replier.

---

[1] Renseignements fournis par **M. Paul MERLE,** déjà cité à propos de l'affaire de Rancourt, le 25 septembre 1916.
[2] Renseignements fournis par **M. Marc POLLY,** déjà cité à propos des affaires de Saint-Remy et des Éparges, les 31 janvier et 5 juillet 1915.

Ancestramil

Mon correspondant n'appartenait pas à ce régiment. Mais, le bataillon de chasseurs à pied dont il faisait partie occupait, non loin de là, une position dominante, d'où l'on voyait très bien les obus français tombant dans la tranchée, et nos fantassins éperdus s'enfuyant à travers la plaine.

*
* *

Le 17 avril 1917, à l'attaque du mont Cornillet, en Champagne[1], le 13e régiment d'infanterie, momentanément détaché, comme quatrième régiment, à la division dont faisait partie le 83e régiment d'infanterie, se trouvait en deuxième ligne, avec mission de se tenir prêt à relever le 83e , et de continuer à progresser, lorsque ce dernier régiment aurait enlevé la position.

La progression du 83e devenant difficile, le 13e se porte en avant. Mais, malgré leur réunion, les deux régiments ne peuvent arriver jusqu'à la crête.

Le 13e reçoit alors l'ordre de se replier, de s'établir à la lisière d'un bois de sapin, et d'y faire une tranchée de soutien.

Le 83e, contre-attaqué, est obligé de se replier également. Il demande un tir de barrage, qui lui est accordé. Mais, ce tir, au lieu de tomber entre lui et l'ennemi, tombe, trop court de 400 mètres, dans les rangs du 13e régiment, où il tue un sergent et blesse plusieurs soldats.

Le lancement de fusées par les unités prises sous le barrage reste sans effet. Le tir ne redevient normal qu'après un nouveau jalonnement de la ligne, par l'avion d'observation.

*
* *

Le 17 avril 1917[2], le 1er régiment de marche d'infanterie d'Afrique occupait le sommet de la position de Posen, cote 1.100, au nord-ouest de Monastir, en Orient.

Ce sommet nous est enlevé par l'ennemi. Le régiment se retire à 200 mètres en arrière, sur ses anciennes positions de soutien, à mi-pente de la côte.

Le lendemain 18, pendant la matinée, notre canon de 75 et notre canon de 120 exécutent des tirs de repérage sur le sommet de Posen. Dans l'après-midi, ils exécutent des tirs de destruction. Pendant un quart d'heure, les obus tombent en plein sur l'emplacement occupé par nos troupes, emplacement bien en vue, cependant, de l'Artillerie amie, puisqu'il était à mi-pente de la côte de Posen.

Le téléphone et les fusées-signaux ne donnent aucun résultat. Nous avons dix hommes tués et de nombreux blessés.

On a beaucoup de peine à retenir les fantassins qui voulaient descendre à Monastir, pour châtier les artilleurs français.

*
* *

Le 19 avril 1917[3], lors de l'attaque du bois du Seigneur, le 229e régiment d'infanterie se trouvait, à 3 heures de l'après-midi, à la ferme de Brimont.

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-sergent **Georges PRAT,** actuellement domicilié à Paris, 17, rue d'Edimbourg.
[2] Renseignements fournis par M. Aulas, déjà cité à propos des affaires du Haut-Clocher, de Kénali et de Négolani, les 20 août 1914, 14 et 18 octobre 1916.
[3] Renseignements fournis par l'ex-soldat **PATRON,** du 229e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Montbard (Côte-d'Or).

Ancestram

Il est arrosé par une batterie de 75, attachée à l'Artillerie de la 42e division d'infanterie. La 21e compagnie, commandée par le capitaine **ADAM,** a plusieurs hommes blessés.

Le 4 mai 1917, à l'attaque de Berméricourt, dont il sera rendu compte plus loin[1] (3), le même régiment a plusieurs hommes tués, parmi lesquels le caporal Chauvet.

*
* *

Le 17 avril 1917[2], au Chemin des Dames, le 146e régiment d'infanterie est arrosé par des obus de gros calibres provenant d'une batterie française.

L'envoi réitéré de fusées-signaux et d'agents de liaison reste sans effet. Rien que dans la compagnie de mon correspondant, il y a cinq morts et un plus grand nombre encore de blessés.

*
* *

Le 3 mai 1917[3], pendant la deuxième phase de l'offensive du 16 avril, le 26e bataillon de chasseurs à pied occupait des tranchées situées dans la région d'Ostel (Aisne), au nord de Vailly. Il était en situation défensive, en attendant une attaque qui devait être déclanchée le 5 mai. Un train blindé, qui se trouvait dans la région de Braisne (Aisne), devait tirer sur des abris bétonnés et sur des grottes situées en arrière de la première ligne ennemie.

Les obus de ce train blindé tombent à 1 kilomètre en arrière de nos lignes, à l'endroit où se trouvaient nos corvées de soupe. Elles y font de nombreux blessés.

A une question du commandant **GUIZARD,** chef du 26e bataillon, le commandant du train blindé répond que l'erreur ne peut provenir que d'une malfaçon des projectiles, moyen commode de rejeter sur d'autres la responsabilité de l'accident.

*
* *

Le 4 mai 1917 [4], les 23e, 133e, 229e et 363e régiments d'infanterie avaient reçu l'ordre de s'emparer du fort de Brimont (Marne). A cet effet, il fallait traverser une voie ferrée allant de Loivre à Reims.

Le 363e attaque en face de Berméricourt. A peine est-il parti, qu'il tombe sous le feu de nombreuses mitrailleuses ennemies. Il atteint cependant la voie ferrée.

La 22e compagnie aborde alors un groupe d'Allemands qui lèvent les bras en l'air, pour dire qu'ils se rendent. A ce moment, notre canon de 155 entre en action. Mais ses obus tombent en plein dans nos lignes. Les hommes qui restent, ceux que le massacre a épargnés, lèvent, à leur tour, les bras en l'air, et ce sont eux qui sont faits prisonniers.

L'Artillerie française a complaisamment préparé l'attaque allemande.

Quelques instants après, les Allemands contre-attaquent de Berméricourt, sous la protection de leurs mitrailleuses, installées dans le bois du Seigneur.

---

[1] Voir plus loin, page 268.

[2] Renseignements fournis par M. Paul Thibaud, déjà cité à propos de l'affaire de Neuville-Saint-Waast, le 30 juin 1915.

[3] Renseignements fournis par M. Marc Polly, déjà cité à propos des affaires de Saint-Remy et des Éparges, les 31 janvier et 5 juillet 1915.

[4] Renseignements fournis par l'ex-grenadier lanceur **GUEGUEN,** du 363e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Paris, 44, rue Gauthey.

Ancestrami

Notre avion divisionnaire demande à l'Artillerie amie un tir de barrage. Le signal voulu est fidèlement transmis, à plusieurs reprises. Un quart d'heure se passe sans qu'il soit rien changé. C'est alors que les 13e, 14e, 15e, 18e et 19e compagnies se décident à lancer leurs fusées-signaux. Le résultat de cet appel est l'arrivée d'une salve de 155 sur notre deuxième vague.

Pas un coup n'arrive chez les Allemands.

Le 363e, décimé, est obligé de se retirer.

*
* *

Le 4 mai 1917 [1], le commandant du régiment d'infanterie chargé d'attaquer le village de X. demande au général de division de faire tirer l'Artillerie sur la tranchée Y., par où les Allemands filtraient sur notre flanc gauche.

Le général de division donne cet ordre à une batterie de 155 court. Malheureusement, au moment de l'exécution, la tranchée Y avait cessé d'être occupée par l'ennemi. Elle était occupée par nos troupes. Un renseignement d'abord exact, était devenu caduc, par suite du long détour qu'il avait fait, en passant par le général de division.

Cet accident ne se serait pas produit, si l'Infanterie avait été mise en relations directes avec la batterie chargée d'appuyer son attaque, ainsi que le prescrivait le Règlement de 1910.

*
* *

Le 5 mai 1917[2], la 1re division de cavalerie à pied était chargée d'enlever le moulin de Laffaux (Aisne).

A 3 heures du matin, le 3e bataillon de ce régiment chasse les Allemands de la tranchée du Loup et s'y installe. Soudain, arrivent de gros tanks français, qui prennent nos soldats pour des Allemands, les canardent à bout portant, pendant quinze minutes environ, à coups de 75.

En vain, les cuirassiers français mettent-ils leur casque au bout de leur fusil, et l'élèvent-ils au-dessus de la tranchée.

Cent hommes tombent, victimes de cette déplorable méprise.

Le lendemain 6, le 3e bataillon, épuisé, est relevé par le 1er.

Le surlendemain 7, c'est le tour du 2e bataillon de prendre le contact de l'ennemi, et de tenir le terrain conquis. A cet effet, il s'installe dans des trous d'obus, au-delà de la route nationale n° 2, à une cinquantaine de mètres des mitrailleuses et des fusils mitrailleurs allemands. Pour faire taire ces derniers, on fait appel à l'Artillerie divisionnaire de la 1re division de cavalerie à pied, artillerie constituée par le 270e régiment de campagne, dont les batteries sont installées sur un plateau en arrière. Mais, ces batteries tirent trop court. Leur feu tombe dans nos lignes, venant s'ajouter à celui des mitrailleuses ennemies. Les 5e et 7e compagnies subissent des pertes épouvantables. Et cela dure toute l'après-midi.

---

[1] Renseignements pris, page 29 du cours sur « les liaisons dans l'Artillerie », professé au centre d'études tactiques d'artillerie, à l'École de Metz, mars 1920, par le colonel d'artillerie Rebourseau, qui n'a prononcé aucun nom.

[2] Renseignements fournis par **M. Maurice POSTE**, actuellement domicilié à Vaux-sous-Laon (Aisne), 58, rue d'Ardon, mobilisé, pendant la guerre, au 1er régiment de cuirassiers à pied.

Ancestrami

J'ai été témoin, écrit mon correspondant, des angoisses du sous-officier d'artillerie qui, détaché auprès du commandant du 2e bataillon, recevait, tous les quarts d'heure, les plaintes amères, désespérées, parfois même agressives de l'envoyé d'un chef en sous-ordre, venant lui dire :

« Votre 75 nous extermine.

Nous ne pouvons plus tenir. Avisez au moyen de faire cesser ce massacre. »

Malgré les appels téléphoniques, le massacre ne cesse qu'à la tombée de la nuit.

*
* *

Le 5 mai 1917[1], le 321e régiment d'infanterie se trouvait au Chemin des Dames, en avant du bois Paradis, près du village de Chivy-les-Étouvelles (Aisne).

Les obus de l'Artillerie amie tombent dans nos lignes.

Prévenue par téléphone, l'Artillerie soutient que ces obus ne viennent pas d'elle, mais de l'ennemi. Le feu ne cesse que longtemps après, sur l'envoi d'une note écrite.

Il y a peu de victimes au 321e, mais il y en a beaucoup parmi les chasseurs à pied qui se trouvent sur la droite. Ces derniers évacuent la tranchée, et se mettent à la recherche des batteries, bien décidés, disent-ils, à exercer des représailles.

Le bruit se répand dans la troupe, — preuve du désarroi moral causé par ces méprises, — que le bombardement a été effectué, à titre de châtiment, parce que, la veille, une attaque avait échoué. Un téléphoniste prétend même, — mais il se refuse à prononcer aucun nom, — avoir entendu un général dire à un colonel : « Ces cadavres nous serviront de sacs à terre. »

*
* *

Le 5 mai 1917, à 7 heures du matin[2], le 19e régiment d'infanterie se trouvait à l'ouest de la ferme d'Heurtebise, au Chemin des Dames. Il devait attaquer à 9 heures.

Le régiment demande un tir de barrage. Ce tir est déclanché, mais ses obus arrivent dans notre tranchée. Ils y causent de grosses pertes. Rien que dans la 10e compagnie, à laquelle appartient mon correspondant, il y a 20 morts ou blessés.

En vain, envoie-t-on des fusées-signaux demandant l'allongement du tir. Il faut que le chef de bataillon **HELGOUACH** se porte deux fois au téléphone pour obtenir la cessation du feu.

*
* *

Le 9 mai 1917[3], le 64e bataillon de chasseurs sénégalais se trouvait à Laffaux, en face du château de la Motte.

L'Artillerie française tire dans les rangs de ce bataillon et y fait quatre victimes.

---

[1] Renseignements fournis par M. Le Guen, instituteur à Saint-Géraud, par Pontivy (Morbihan), mobilisé au 321e régiment d'infanterie

[2] Renseignements fournis par l'ex-sergent-fourrier **DOUCERAIN,** actuellement domicilié à Paris, 27, rue de l'Échiquier.

[3] Renseignements fournis par l'ex-soldat Coudert, déjà cité à propos des affaires des Chanois-la-Lauffée et de Laffaux, les 2 août 1916 et 16 avril 1917.

Ancestrami

On arrête le tir par téléphone.

L'enquête démontre que le tir a été exécuté avec les éléments résultant d'un réglage antérieur aux attaques des 5 et 6 mai.

Le commandant de l'Artillerie ne s'était pas préoccupé des mouvements effectués depuis par l'Infanterie amie.

Il aurait pu le faire, puisque la liaison matérielle était organisée.

*
* *

Pendant la nuit du 13 au 14 mai 1917[1], le 118e régiment d'infanterie territoriale tenait les lignes comprises entre Reims et le fort de Nogent. Il devait être relevé à 22 heures par le 410e régiment d'infanterie. Toutes les nuits, les Allemands exécutaient des coups de main.

Ils en tentent un, cette nuit-là, précisément à l'heure prévue pour la relève. Notre canon de 75 ouvre le feu. Mais, au lieu de tirer sur les lignes ennemies, il tire entre les premières et deuxièmes lignes françaises. En vain, fait-on des signaux pour l'allongement du tir.

Par un hasard heureux, la relève est retardée de cinq heures. Si elle avait été faite à l'heure prévue, c'eût été un désastre. Il n'y a que quelques morts ou blessés.

*
* *

Le 20 mai 1917, pendant la préparation de l'attaque du Casque, en Champagne, plusieurs obus de 220 arrivent dans les lignes du 117e régiment d'infanterie. Quelques mitrailleurs sont blessés.

L'envoi de fusées-signaux est sans résultat. Interrogés à ce sujet, des artilleurs du 30e régiment répondent qu'ils ont l'ordre de ne tenir compte que des signaux de l'aviation.

*
* *

Le 20 mai 1917[2], le soldat **DEBRABANDER,** de la 5e compagnie de mitrailleuses du 363e régiment d'infanterie, se trouvait en première ligne, avec les 3e et 4e sections de mitrailleuses, au Mont Haut, en face du lieu dit « La Cage à poules P ; une section près du capitaine, l'autre un peu à droite.

Tout à coup, un obus de 75 tombe sur la section de droite. Le capitaine envoie **DEBRABANDER** voir l'effet produit. **DEBRABANDER** voit le corps du soldat Lebrun coupé en deux, projeté sur le parapet. Il vient en rendre compte au capitaine, qui lance aussitôt des fusées-signaux. Néanmoins, un deuxième obus arrive au même point.

DEBRABANDER y retourne. Il voit deux hommes tués, et le caporal **PERRETTE** râlant, les deux bras coupés, un éclat d'obus dans la tête. Il rapporte ce caporal sur son dos ; mais le malheureux expire dans la soirée.

Ancestrami

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-sergent **Joseph DUFFAUT,** actuellement domicilié aux Jardins, à Bollène (Vaucluse).

[2] Renseignements fournis par l'ex-soldat Debrabander, du 303e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à la Chapelle d'Armentières (Nord).

Simple soldat, mal renseigné, **DEBRABANDER** ne peut me donner aucun renseignement sur la cause présumée de la méprise. Sa citation, insérée au *Journal Officiel*, dit bien qu'il a rapporté sur son dos le corps d'un soldat grièvement blessé.

*
* *

Le 21 mai 1917[1], le 1er régiment de zouaves de marche, sous les ordres du lieutenant-colonel **POIREL,** venait de s'emparer du Mont Cornillet.

L'ennemi ayant voulu contre-attaquer, le régiment demande à l'Artillerie divisionnaire d'exécuter un tir de barrage défensif. Satisfaction lui est donnée, mais des obus de 75 et de 155 tombent dans les rangs de la 42e compagnie, qui se retire sans avoir éprouvé aucune perte. Malheureusement, ces obus anéantissent, presque entièrement, une section de la 1re compagnie de mitrailleuses.

*
* *

Le 1er juin 1917[2], la 1re compagnie du 165e régiment d'infanterie occupait les premières lignes du secteur de Nieuport, en Belgique. **Henri PELAIN,** de Saint-Priest (Dordogne), avait été désigné pour prendre la faction au petit poste avancé n° 2, en remplacement de **DEMERLIER**, de la même compagnie.

Un instant après, **DEMERLIER** rentre couvert de sang. Il appelle **CHAUVIGNAT**. Tous deux retournent au petit poste. **Henri PELAIN** y gisait, tout écrasé, presque décapité, par un obus français. **CHAUVIGNAT** veut ramasser cette bouillie sanglante ; mais une nouvelle rafale l'oblige à s'aplatir et à abandonner sa funèbre besogne.

Il y avait cependant plus de deux ans que les lignes françaises et les lignes allemandes étaient à la même place.

*
* *

Le 1er juin 1917[3], le 5e bataillon de chasseurs à pied se trouvait sur le plateau de Craonne.

Il est arrosé par une batterie de 155 de la 66e division Sept hommes sont tués. Trois sont blessés.

*
* *

Le 14 juin 1917[4], le 28e régiment d'infanterie se trouvait près de la ferme des Bovettes.

Des obus de 75 tombent dans ses rangs, sans y causer de pertes ; mais ils y provoquent une panique.

*
* *

Ancestrami

[1] Renseignements fournis par **M. DUPIERRIS-REY,** actuellement domicilié 22, rue de Paris, à Aubervilliers (Seine).
[2] Renseignements fournis par l'ex-soldat Chauvignat, du 165e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Troquard-Saint-Émilion (Gironde).
[3] Renseignements fournis par l'ex-soldat **PATUROT,** du 5e bataillon de chasseurs à pied, actuellement domicilié à Montbard (Côte-d'Or)
[4] Renseignements fournis par **M. E. MARTIN,** demeurant actuellement à Paris. 29. boulevard du Temple.

Vers le milieu de juin 1917[1], la 6e compagnie du 57e bataillon de chasseurs à pied, commandée par le capitaine **PERRIN**, occupait la tranchée du Cuivre, perpendiculaire à la route de Vailly à Pargny-Villain.

Une dizaine d'obus tombent dans la tranchée. Ils tuent le sergent-fourrier **BONHOMME,** le sergent **DUBREUIL,** un aspirant et deux soldats. Ils blessent le caporal Jacques, qu'il faut amputer d'un bras.

*
* *

Le 9 juillet 1917[2], le 90e régiment d'infanterie se trouvait près du monument d'Heurtebise. On s'attendait à une attaque ennemie.

Le régiment est alerté. Il demande un tir de barrage.

L'Artillerie, croyant sans doute la position perdue, déclanche son tir sur les lignes françaises. Un sergent est grièvement blessé, un soldat l'est légèrement.

Le lendemain et le surlendemain, un certain nombre de coups arrivent encore dans nos lignes.

Quelques jours après, dans une réunion des officiers du 90e régiment, compte rendu de ces incidents est fait au général **NIESSEL**, commandant le 9e corps.

*
* *

Le 9 juillet 1917[3], le 28e régiment d'infanterie venait de reprendre, au Chemin des Dames, une tranchée perdue la veille.

L'Artillerie française, non prévenue de cette réoccupation, envoie quelques obus de 155 dans la tranchée.

*
* *

Vers le milieu de juillet 1917[4], le 229e régiment d'infanterie, en position à 1 kilomètre à l'ouest de Tahure, devait exécuter, à 16 heures, un coup de main, en vue duquel 100 hommes avaient été choisis et placés sous les ordres du commandant **SANTELLI.**

A 15 heures, l'artillerie française commence la préparation par un tir de 155. Mais ses obus tombent en plein dans notre première ligne.

Cinq hommes sont tués. Dix sont blessés. Les terres de la tranchée sont bouleversées, le feu prend aux sapes dans lesquelles les hommes restants s'étaient réfugiés.

L'envoi de fusées-signaux est sans résultat. Le sous-officier d'artillerie téléphoniste, placé à 100 mètres en arrière, n'arrive pas à obtenir la communication.

Les hommes sont obligés de se retirer sur la deuxième ligne. L'attaque est remise au lendemain.

*

---

[1] Renseignements fournis par M. Émile Martin, déjà cité à propos de l'affaire de Rémérèville, au commencement de septembre 1914.

[2] Renseignements fournis par l'ex-sous-lieutenant **Marcel COHEN**, actuellement domicilié à Viroflay, 28, rue Gallieni.

[3] Renseignements fournis par M. E. Martin, déjà cité à propos de l'affaire des Bovettes, le 14 juin 1917.

[4] Renseignements fournis par l'ex-soldat **LAMAUREUX,** actuellement- domicilié à Paris, 12, rue Guénot.

Ancestrami

* *

Le 18 juillet 1917[1], le 57e bataillon de chasseurs à pied occupait des tranchées devant le fort de la Malmaison.

Un obus de 155 français tombe dans, la portion de tranchée occupée par mon correspondant. Il tue sept hommes, parmi lesquels un aspirant.

*
* *

Le 20. juillet 1917 [2], le 53e régiment d'infanterie occupait, depuis la veille à 21 heures, des tranchées situées au Mont-Haut, secteur du Mont Cornillet (Marne).

A 1 heure du matin, notre canon de 75 envoie ses projectiles dans la tranchée. Les hommes se réfugient immédiatement dans les abris. C'est dans un de ces abris que le sergent Durand est atteint, ainsi que trois hommes de sa section.

Le lendemain, à l'ambulance de La Veuve, il apprend que sa compagnie a 33 blessés et quelques tués, parmi lesquels le sergent Huet.

Ces renseignements sont confirmés, peu de temps après, par le soldat Faure, de la même compagnie.

*
* *

Le 20 juillet 1917[3] , le 139e régiment d'infanterie se trouvait à Cerny-en-Laonnois (Aisne), sur le Chemin des Dames.

L'Artillerie déclanche un tir de barrage de 75, dont les obus tombent dans les rangs de la 2e compagnie de mitrailleuses et y font de nombreuses victimes. Rien que dans la section de mon correspondant, il y a deux morts et deux blessés.

Le tir de barrage avait été demandé par l'Infanterie. La liaison était donc organisée. Mais les demandes d'allongement du tir étaient restées sans effet, l'Artillerie ne voulant pas reconnaître son erreur.

*
* *

Le 24 juillet 1917[4], le 120e, régiment d'infanterie se trouvait à la cote 304, près de Verdun. Le temps était très clair. La liaison se faisait par signaux optiques et par fusées, le bombardement ayant coupé les fils téléphoniques.

Des obus de 155 français viennent à tomber dans la tranchée. A la suite de nombreuses réclamations, le tir est arrêté ; mais il reprend deux heures après.

Cette fois, il est plus court encore. Un obus de 155 tombe dans l'escalier de l'abri du chef de bataillon, situé à une cinquantaine de mètres en arrière de notre première ligne. Cet obus perce la couche de terre qui recouvre l'escalier, et il vient éclater dans l'escalier même.

Ancestrami

---

[1] Renseignements fournis par **M. KYRIEL,** actuellement domicilié à Paris, 12, rue Lincoln.

[2] Renseignements fournis par l'ex-sergent **Gaston DURAND,** actuellement domicilié place Mercadial, à Graulhet Tarn).

[3] Renseignements fournis par **M. MARTY**, déjà cité à propos de l'affaire de Froideterre, le 10 octobre 1916.

[4] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Maurice MOSER**, actuellement domicilié rue Montaigne, à Asnières (Seine).

Dix hommes sont tués. Cinq meurent asphyxiés. Douze, dont le commandant **BLONDEL**, éprouvent un commencement d'asphyxie qui nécessite leur évacuation.

Parmi les morts, au nombre de plus de 15, mon correspondant me cite le sergent-fourrier **THETARD** de la 3e compagnie, le caporal **BYLL** de la 5e, les soldats **ROSE, ANTOINE, ARMAND** et **FAUCHER.**

Parmi les sauveteurs, le caporal tambour **EISER,** les soldats **VACONSIN** et **QUEREL.**

Parmi les survivants, témoins de l'événement, l'ex-caporal **Robert BARBARIN**, actuellement domicilié avenue de Paris, à Niort, et l'ex-soldat **Henri MALE,** domicilié à Lourdes.

*
* *

Le 31 juillet 1917, au Chemin des Dames[1], le 215e régiment d'infanterie devait attaquer à 5 h. 30. L'attaque est retardée.

A 7 h. 30, le régiment est attaqué. Il recule pendant deux heures, puis il regagne du terrain.

Pendant ces mouvements d'allées et venues, il est arrosé par un groupe d'artillerie de 75 qu'il est impossible de faire taire, ni par téléphone, ni par signaux, ni autrement. On n'a jamais su où était ce groupe, ni de qui il dépendait.

A un moment donné, les pertes sont si élevées que le colonel, exaspéré, téléphone au chef d'État-Major de la division : « Si vous ne faites pas cesser le tir du groupe de 75 qui m'arrose depuis ce matin, je rassemble mon régiment et je me retire. »

On envoie au colonel un officier d'État-Major pour lui faire prendre patience. Mais ce n'est qu'au bout d'une heure que le tir cesse.

Déjà, près de Provenchères, dans les Vosges, le 215e régiment avait été canonné par une pièce de 120 de la 42e division d'infanterie qui lui avait tué 3 hommes en septembre 1915, 5 le 29 novembre 1915 et 12 en avril 1916.

*
* *

Dans les premiers jours d'août 1917[2], le 2e bataillon du 5e régiment de cuirassiers à pied tenait le secteur du fort de la Pompelle, près de Reims.

Au cours d'un coup de main exécuté par les Allemands, une batterie de 155 déclanche un tir de barrage dont plus de 100 coups arrivent dans nos lignes. Ce tir dure une grande heure, malgré l'envoi de messages téléphoniques et de fusées-signaux. Il y a un mort et cinq blessés.

Le lendemain, les hommes voulaient attaquer l'Artillerie française à coups de grenades. On ne les retient que par la promesse d'une enquête qui, d'ailleurs, n'a jamais été faite.

*
* *

[1] Renseignements fournis par l'ex-caporal-fourrier **GROC,** du 215e régiment d'infanterie, actuellement receveur des contributions indirectes à Cormatin (Saône-et-Loire). Ces renseignements m'ont été confirmés par un officier du 215e régiment.

[2] Renseignements fournis par **M. Raoul FREDEZ,** du 5e régiment de cuirassiers, actuellement domicilié à Orthez (Basses-Pyrénées).

Ancestrami

Le 22 août 1917[1], à Heurtebise, la 10e compagnie du 403e régiment d'infanterie, commandé par le colonel **COLLOT,** se trouvait en deuxième ligne, en arrière de la crête, derrière un bataillon du 403e régiment qui devait attaquer dans la matinée. Les hommes de cette compagnie étaient entassés dans deux abris superposés, formés par des anfractuosités naturelles du terrain.

A 4 h. 30, le canon de 155 français commence la préparation de l'attaque. Tout à coup, et bien que la première ligne allemande soit à 300 mètres plus loin, un obus de 155 arrive dans la cloison qui sépare les deux étages. Cette cloison s'écroule sur les malheureux qui se trouvaient en dessous, blessant quatre hommes en dessus, et commotionnant les autres. Ceux du dessous commençaient à sortir, à moitié asphyxiés, lorsqu'un deuxième coup blessant deux hommes en dessus, vient enfermer ceux du dessous dans leur cercueil de pierre.

Le commandant du bataillon use, mais en vain, de tous les moyens pour faire cesser le feu. Le tir n'est arrêté qu'une demi-heure après, sur un ordre du général de Vallières, commandant la 151e division d'infanterie.

*
* *

Le 7 septembre 1917, le 2e régiment d'infanterie devait enlever, à 19 heures, l'ouvrage dit « le Chapeau de gendarme », cote 304, à Verdun.

Le tir de préparation de l'Artillerie tue 17 hommes dont 4 chefs de section, parmi lesquels le neveu du commandant **CHEVILLOTTE,** commandant le bataillon d'attaque.

Sur la demande de ce dernier, l'attaque est remise au lendemain. Seul, l'avion qui devait y prendre part évolue au-dessus de l'ouvrage, non sans courir beaucoup de risques.

*
* *

Le 10 septembre 1917[2], le 228e régiment d'infanterie se trouvait aux environs de Fayet (Aisne).

Le tir du canon de 75 français blesse les soldats **Abel CACHARD,** originaire du Lot-et-Garonne, **Olivier TURPIN**, originaire de Nice, et **Léon AULARD**, mon correspondant, tous trois de la 18e compagnie.

*
* *

Le 18 octobre 1917[3], le 176e régiment d'infanterie devait attaquer la position autrichienne de « la Balise », à quelques kilomètres du lac d'Ockrida, en Albanie. Avant l'attaque, l'Artillerie française bombardait la tranchée ennemie avec une précision remarquable.

A midi 5, les 5e et 6e compagnies partent à l'assaut. Elles arrivent, sans avoir reçu un coup de fusil, à 50 mètres de la tranchée ennemie. A ce moment, au lieu d'allonger son tir, notre artillerie le raccourcit, blessant un certain nombre des assaillants.

Les deux compagnies se replient. Notre artillerie allonge alors son tir et reprend le bombardement de la tranchée allemande.

Les deux compagnies se reportent de nouveau en avant.

Ancestrami

[1] Renseignements fournis par **M. GUERIN** 13, rue Eugene Gibiez, à Paris.
[2] Renseignements fournis par l'ex-soldat Léon Aulard, actuellement domicilié à Drocourt (Seine-et-Oise).
[3] Renseignements fournis par M. **Alfred CAZES** de Larroque-Saint-Sernin par Casteran-Verduzon (Gers).

Notre artillerie raccourcit de nouveau son tir. Les deux compagnies se replient alors définitivement et notre artillerie reprend définitivement le bombardement de la tranchée allemande.

*
* *

Le 15 novembre 1917[1], la 10e compagnie du 152e régiment d'infanterie se trouvait dans le secteur compris entre le bois des Caurières et Bézonvaux (Meuse).

Un tir de barrage de 75 arrive dans nos lignes, blessant un homme et en tuant deux.

Il faut envoyer des signaux pendant près d'une heure pour obtenir la cessation du feu.

*
* *

Vers la fin de novembre 1917[2], le 415e régiment d'infanterie occupait le secteur du Béton, dans le massif de Moranvillers, en Champagne. Les tranchées adverses n'étaient qu'à 120 mètres l'une de l'autre ; mais, des réglages, qui paraissaient très minutieux, avaient été antérieurement faits sur la tranchée ennemie.

On alerte le 1er bataillon pour appuyer, au besoin, un coup de main effectué par 60 hommes du 2e bataillon. A ce moment, l'Artillerie française entre en action, mais ses obus tombent en plein dans le bataillon alerté.

10 hommes sont tués. 20 sont blessés, dont quelques-uns grièvement.

*
* *

En décembre 1917[3], à Berry-au-Bac, secteur du Choléra, la 15e compagnie du 283e régiment d'infanterie occupait une position dans la tranchée dénommée « Chantereine », et se trouvait à la pointe de la boucle de l'Aisne, en face de la cote 108, à 1.200 mètres des tranchées allemandes.

A plusieurs reprises, une batterie française de 155, placée au bois de Guyencourt, tire entre le poste central de la compagnie et celui du bataillon, soit à 600 mètres, au moins, en arrière de notre première ligne.

On use toute une caisse de fusées pour obtenir l'allongement du tir.

L'intervention du commandement met fin à la méprise.

*
* *

A la fin de 1917[4], la 17e compagnie du 38e régiment d'infanterie coloniale se trouvait à la boucle de la Cerne, dans le secteur de la Coquille, en Orient.

Le canon de 75 tire dans nos lignes. Deux hommes sont blessés.

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-soldat **GERARD,** actuellement domicilié à Poinçon-les-Larrey (Côte-d'Or).
[2] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Abel PERON**, actuellement domicilié à Bonnieux (Vaucluse).
[3] Renseignements fournis par l'ex-aspirant **PECAU**, domicilié à Paris, 12, rue Baillou, décédé en 1921, des suites de ses blessures.
[4] Renseignements fournis par l'ex-sergent-major **JACQUIER,** déjà cité à propos de l'affaire du Bois-le-Prêtre, en juillet 1915.

Ancestrami

*
* *

Le 15 janvier 1918, après le déclanchement de l'attaque allemande, deux sections du 161e régiment d'infanterie, dont une de mitrailleuses, occupaient un poste avancé entre Laneuville et Belval-sous-Châtillon (Marne).

A 8 heures du matin, un obus de 75 tombe dans la tranchée, blessant cinq hommes, dont deux sergents en train de placer leur troupe.

Le lieutenant commandant la section de mitrailleuses fait replier le petit poste et envoie prévenir l'Artillerie.

L'enquête démontre que le détachement français, formant pointe, a été pris par l'Artillerie française pour un détachement ennemi.

*
* *

Le 1er mars 1918[1], le 21e régiment d'infanterie coloniale se trouvait au fort de la Pompelle, près de Reims.

Il est arrosé par une batterie du 2e régiment d'artillerie coloniale, attaché à la 3e division du 1er corps d'armée colonial.

*
* *

Le 23 mars 1918[2], le 226e régiment d'infanterie se trouvait près de Rollot (Somme). Il avait l'ordre d'attaquer Piennes à 8 heures du matin.

A 7 heures, commence la préparation de l'attaque. Mais, notre canon de 155 tire si court que ses obus tombent en arrière de la 18e compagnie, placée cependant à 600 mètres de Piennes.

Sont témoins de cette méprise le capitaine **MOINGEON,** commandant la 18e compagnie, le capitaine **CHABROL,** commandant la 17e, les adjudants **BARDIN, VALLA** et **BOULENGEOT.**

*
* *

Le 24 mars 1918[3], la 4e compagnie de mitrailleuses et la 15e compagnie du 329e régiment d'infanterie occupaient le plateau des Grandes-Beines, au nord-est de Guiscard (Aisne). Les armées franco-anglaises battaient en retraite. Aucun avion n'était là pour indiquer à l'Artillerie amie l'emplacement de nos premières lignes.

Notre artillerie devait apercevoir, tout près de nous, les flammes des hangars d'avions incendiés par les Anglais pendant leur mouvement de retraite. Elle croyait probablement que cet incendie avait été allumé par les Allemands.

Et alors, elle déclanche un tir qui tombe en plein dans les rangs de la cavalerie anglaise, blessant quatre hommes du peloton qui se trouvait derrière notre compagnie de mitrailleuses.

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-soldat **GUENOT,** du 21e régiment d'infanterie coloniale, actuellement domicilié à Montbard Côte-d'Or).

[2] Renseignements fournis par l'ex-sergent major **BOUTEILLER**, instituteur, à Poissy (Seine-et-Oise).

[3] Renseignements fournis par l'ex-caporal **Gaston GIBERT,** actuellement domicilié à Caen, 17, rue Sainte-Anne.

Ancestrami

Cette compagnie n'a pas un homme atteint. Elle n'en abandonne pas moins une position d'où, commandant une vaste plaine, elle infligeait des pertes sérieuses aux vagues allemandes.

Tout porte à croire que la batterie amie qui commettait cette méprise était une batterie anglaise, car les sifflements des obus ne ressemblaient ni à ceux du 75, ni à ceux du 90.

D'ailleurs, l'Infanterie avait été transportée, le 23 mars, par camions automobiles, tandis que l'Artillerie s'était mise en route par les voies ordinaires.

*
* *

Le 27 mars 1918, plusieurs pelotons du 29e régiment de dragons, appartenant à la 5e division de cavalerie, occupaient, depuis 4 heures du matin, d'anciennes tranchées situées devant le village d'Armancourt (Somme), face à la ville de Roye, non loin de la gare de Dancourt. Ces pelotons avaient mission de retarder la marche des colonnes allemandes que l'on voyait nettement arriver de Roye.

Vers 11 heures, les premiers éléments ennemis entrent en conflit avec nos tirailleurs. On demande alors, par fusées, à l'Artillerie d'ouvrir le feu. Ce désir est immédiatement exaucé. Mais, les obus de 75 tombent en plein dans les rangs du 3e peloton du 1er escadron.

En vain, le maréchal des logis **GODET,** tué depuis, demande-t-il, par fusées, l'allongement du tir. La troupe est obligée de se replier, faisant, dans notre ligne, un trou par lequel passent les Allemands.

L'Artillerie française avait préparé elle-même l'attaque allemande.

*
* *

Le 29 mars 1918[1], le 2e escadron du 6e régiment de cuirassiers, appartenant à la 4e division de cavalerie, général **LAVILLE-DELVIGNE**, faisait le combat à pied à Hargicourt (Somme), sur l'Avre, au nord de Montdidier, route de Montdidier à Moreuil. Un peloton tenait une barricade au nord de Pierrepont, à la sortie est du hameau de le Hamel. L'ennemi occupait Contoire (Somme).

Vers 15 heures, l'Artillerie française ouvre le feu. Ses rafales tombent dans le Hamel. Elles blessent mortellement un maréchal des logis qui meurt dans la voiture d'ambulance. Un brigadier est grièvement blessé. Un cavalier a la jambe brisée. Un autre est légèrement atteint.

D'après l'enquête effectuée, l'Artillerie aurait commis cette erreur au reçu du renseignement : « Le Hamel occupé » ; l'expéditeur entendant « occupé par nous », et le destinataire « occupé par l'ennemi ». Malentendu peu étonnant entre deux armes qui ne s'étaient pas exercées à échanger des communications sur le terrain de manœuvres, en temps de paix.

Le lendemain, 30 mars 1918, après une nuit de combat corps à corps, sur la voie ferrée, à la station d'Hargicourt-Pierrepont, le 2e escadron du 6e cuirassiers faisait le combat à pied, entre Aubercourt et Sauvillers (Somme), à l'ouest de la voie ferrée Moreuil-Montdidier, en liaison, sur sa droite, avec le 26e bataillon de chasseurs à pied qui tenait Aubvillers (Somme).

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-maréchal des logis **Charles MARTEL,** actuellement domicilié à Paris, 5, rue Nicolet.

Ancestramil

L'Artillerie française ouvre le feu ; mais, ses obus tombent dans nos lignes, blessant plusieurs chasseurs à pied, ce qui oblige chasseurs et cuirassiers à évacuer la position.

En vue de la réoccupation des positions abandonnées, on envoie à l'Artillerie des fusées-signaux demandant l'allongement du tir. Cet envoi ne produit aucun résultat. Il faut qu'un agent de liaison parte à cheval et se rende auprès des batteries.

Le tir de l'Artillerie est allongé. Les cuirassiers vont alors réoccuper leurs anciennes positions. Mais, ils tombent sous le feu de mitrailleuses ennemies qui, pendant le repli, s'étaient installées sur des emplacements d'où elles battaient le ravin au sud-est du bois des Arrachis.

Encore une fois, l'Artillerie amie a fait le jeu de l'ennemi. Elle a procuré à ce dernier des positions d'où il a pu, tout à son aise, mitrailler notre infanterie. Les victimes du feu allemand sont des victimes indirectes du feu français.

*
* *

Le 30 mars 1918[1], pendant la grande offensive déclanchée par les Allemands, le 21 mars, le 141e régiment d'infanterie se trouvait à une centaine de mètres du cimetière de Hangard (Somme), village situé à 15 kilomètres d'Amiens. Il avait plu toute la journée. Le temps était sombre. Le 141e était appuyé par l'Artillerie anglaise. Il n'avait pas d'interprète, ce qui rendait très difficile la transmission des renseignements. D'autre part, les Anglais, qui reculaient depuis huit jours, étaient très déprimés. On n'avait pas entendu le canon de la journée. A 16 heures, le 141e se trouvait sur un terrain couvert, où il échappait certainement à la vue des batteries anglaises.

Celles-ci, mal renseignées, tirent sur notre infanterie. Elles lui envoient une cinquantaine d'obus qui blessent 10 hommes.

Le tir dure deux heures. Il ne cesse qu'à la suite de l'envoi d'un agent de liaison.

*
* *

Vers la fin de mars 1918, la 15e compagnie du 227e régiment d'infanterie se trouvait au pied de la hauteur cotée 1248, dans le secteur nord de Monastir. A peu de distance en avant, se tenait un observateur d'artillerie qui dirigeait téléphoniquement le tir de deux canons de 120.

Un premier obus tombe dans la tranchée, mais assez loin sur le côté pour n'atteindre personne. Un deuxième, exact en direction, tombe à deux mètres en avant de la tranchée.

D'un commun accord, les soldats présents envoient l'un d'eux trouver l'observateur d'artillerie et le menacent de mort s'il ne fait pas cesser immédiatement le feu et s'il ne vient pas rendre compte lui-même des résultats de son intervention.

*
* *

Le 4 avril 1918[2], le 171e régiment d'infanterie se trouvait au bois de Mongival, devant Sauvillers (Somme), en liaison avec la 2e compagnie de mitrailleuses du 172e régiment d'infanterie. Il était

[1] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Edmond VIOT,** actuellement domicilié à Troyes, faubourg Croncels.
[2] Renseignements fournis par **M. LONGCHAMPT,** instituteur à Fraroz (Jura), mobilisé comme lieutenant à la 6e compagnie du 171e régiment d'infanterie.

Ancestrami

régulièrement appuyé par l'Artillerie de la 166e division, dont le tir était parfaitement dirigé sur l'Infanterie ennemie.

Après une attaque allemande qui échoue, une batterie de 75 appartenant à la division de droite entre en scène, sans qu'on lui ait rien demandé. Ses obus tombent dans les rangs du 171e régiment, qui reste sous le feu de 9 h. 30 à 14 heures.

En vain, des demandes d'allonger le tir sont-elles faites à l'Artillerie de la 166e division d'infanterie. Ces demandes restent sans résultat, puisqu'elles se trompent d'adresse.

Les pertes sont de 5 tués, dont le capitaine **GAILLARD,** et 15 blessés, tant à la 6e compagnie du 171e régiment qu'à la 2e compagnie de mitrailleuses du 172e.

Les pertes auraient peut-être été moindres si l'Artillerie de la 166e division, au lieu de rester indifférente aux appels désespérés du 171e régiment d'infanterie, s'était employée à faire parvenir ces appels à l'Artillerie de la division voisine.

*
* *

Le 4 avril 1918[1], au cours de la bataille de l'Avre, le 2e bataillon du 5e régiment de cuirassiers à pied était en ligne près de Moreuil (Somme).

Les Anglais déclanchent un tir de barrage dont les obus tombent dans nos lignes avec une abondance telle que le bataillon est obligé de reculer jusqu'à la voie ferrée Breteuil-Amiens.

Il y a 45 tués et 70 blessés, chiffres exactement relevés par mon correspondant, que son emploi spécial de brancardier a mis à même de dénombrer les victimes.

*
* *

Le 6 avril 1918[2], pendant notre grande retraite, le 363e régiment d'infanterie, attaqué par l'ennemi, résistait dans Chauny (Aisne) depuis 4 heures du matin. Malgré les demandes réitérées adressées à l'Artillerie par fusées-signaux, pas un coup de canon n'avait été tiré de la journée.

A 5 h. 1/2 du soir, enfin ! notre artillerie se décide à ouvrir le feu. Mais, les deux seuls obus qu'elle envoie tombent sur la 15e compagnie, qui se tenait en arrière de Bouconville (Aisne).

Deux hommes sont tués; un est blessé.

*
* *

Le 10 avril 1918[3], à 23 heures, le 3e bataillon du 12e régiment de cuirassiers avait été envoyé au bois Sénégat (Somme) pour relever un bataillon du 68e régiment d'infanterie. Deux sections de ce dernier régiment occupaient un ravin aux avant-postes. La nuit était noire. On ne pouvait découvrir les trous individuels dans lesquels s'étaient abrités les hommes du 68e régiment.

Au moment où les 50 hommes de ces deux sections étaient rassemblés autour d'un lieutenant qui leur donnait ses instructions, des obus de 75 arrivent dans le groupe. Ils tuent le caporal

---

[1] Renseignements fournis par M. Raoul Frédez, déjà cité à propos des affaires de Mailly et de la Pompelle, le 25 janvier et en août 1917.
[2] Renseignements fournis par M. Guéguen, déjà cité à propos à l'affaire de Brimont, le 4 mai 1917.
[3] Renseignements fournis par **M. Raoul HIS,** du 12e régiment de cuirassiers, actuellement domicilié 58, avenue Jean-Jaurès, à Athis-Mons (Seine-et-Oise).

Amestram

DEBLAY, les soldats **NOBLET** et **HACO**, l'agent de liaison du 68e régiment d'infanterie, et ils blessent 14 hommes, tous de la 4e section.

Le lendemain, pendant toute la journée, les obus de l'Artillerie amie tombent entre notre première et notre deuxième ligne. Le lieutenant qui commande en première ligne vient prévenir le capitaine que, si l'on ne fait pas taire l'Artillerie, il rassemblera sa troupe et se retirera en arrière.

*
* *

En avril 1918, le 61e bataillon de chasseurs à pied se trouvait devant le hameau de Carvy, dans le secteur de Lassigny (Oise).

Un canon de 155 français envoie des obus dans nos avant-postes. Un sous-officier observateur est blessé.

*
* *

En avril 1918[1], lors de l'attaque du bois des Epinettes, par le 283e régiment d'infanterie, l'Artillerie devait ouvrir le feu à 5 h. 45, et l'Infanterie attaquer à 6 heures.

Une salve de 75, au lieu de tomber sur les lignes allemandes, tombe à 150 mètres en arrière de notre première ligne, blessant plusieurs hommes du 3e bataillon.

*
* *

Le 24 avril 1918, à Locres, en Belgique, le 414e régiment d'infanterie avait réussi, dans une contre-attaque, à faire reculer les Allemands.

Il demande, par signaux, à l'Artillerie anglaise d'allonger le tir. Aucun compte n'est tenu de cette demande. Les obus tombent dans nos lignes, blessant un assez grand nombre d'hommes, parmi lesquels le lieutenant **PERRIN** et mon correspondant, le soldat **THOMAS**, aujourd'hui réformé n° 1.

*
* *

Le 9 mai 1918[2], lors de l'offensive de l'armée du général Debeney, le 225e régiment d'infanterie avait l'ordre d'attaquer, à une heure H, qui serait indiquée ultérieurement.

A 15 heures, les chefs de section reçoivent les ordres. L'attaque aura lieu à 16 heures. Mais, pour éviter des indiscrétions, mon correspondant s'abstient de communiquer cette heure à ses hommes. Il leur dit simplement qu'ils devront le suivre quand il sortira de la tranchée.

La 15e compagnie devait avancer de 500 mètres et occuper un élément de tranchée ennemi, situé entre la route qui va au Mouchel, 2 kilomètres sud de Montdidier, et le château d'Ayencourt (Somme).

A 15 h. 50, le canon allemand fait rage. Dans dix minutes, il va falloir s'élancer.

A 15 h. 53, le canon français se met de la partie. Les obus de 75 tombent en plein dans la 15e compagnie. Ils y arrivent plus juste, hélas ! que les obus allemands. En vain, lance-t-on des fusées-signaux demandant l'allongement du tir. Il faut dix minutes pour que cette demande soit

---

[1] Renseignements fournis par M. Pécau, déjà cité à propos de l'affaire de Berry-au-Bac, en décembre 1917.

[2] Renseignements fournis par l'ex-aspirant **Nicol BRIAC**, actuellement instituteur public, à Pontorson (Manche).

Ancestrami

exaucée. Le tir de l'Artillerie amie dure donc trois minutes encore après l'heure fixée pour le départ de l'attaque.

Pendant ces trois minutes, le caporal **Eugène RICHETTE** est grièvement blessé par un éclat d'obus de 75. Il doit subir l'amputation du bras droit.

Par un hasard providentiel, il n'y a pas de morts à déplorer ; mais les hommes sont fortement émotionnés. Beaucoup restent en arrière. L'attaque a considérablement perdu de son élan.

Il n'en aurait pas été de même, si le Commandement avait laissé le chef de l'attaque libre de fixer, après entente avec l'Artillerie, l'heure à laquelle l'Infanterie sortirait de la tranchée. Trois minutes plus tard, cette sortie s'effectuait dans de tout autres conditions.

*
* *

Le 9 mai 1918[1], le 125e régiment d'infanterie attaquait le parc de Grivesnes (Somme).

A 17 h. 30, la 10e compagnie est arrêtée pendant une heure par le tir de barrage qu'a déclanché notre artillerie. Le soldat **COLLEARD** est tué. Deux sous-officiers et six hommes se précipitent au fond d'un trou d'obus. Un obus de 155 français, à fusée retardée, vient éclater au bord de ce trou. Il ensevelit cinq hommes. Les trois autres sont projetés à une dizaine de mètres en avant, et sont fortement commotionnés.

En arrivant à la lisière du parc, plusieurs hommes sont tués, parmi lesquels le caporal **Henri BARBOTIN.** Dix sont blessés.

*
* *

En mai 1918[2], au bois de Brancé, le 283e régiment d'infanterie se trouvait en première ligne, au bois de Brancé, dans le secteur du bois des Epinettes.

Une batterie de 75 tire plusieurs jours de suite, entre 9 et 10 heures, sur le poste central de la 15e compagnie.

On lance des fusées-signaux ; ce que voyant, l'Artillerie allemande se met de la partie et incendie nos dépôts de munitions, au château d'Orvillers-Sorel (Oise).

Impossible de découvrir la batterie française coupable de cette méprise.

Une violente hostilité règne, dans l'Infanterie, contre l'Artillerie de la 69e division.

*
* *

Le 9 juin 1918[3], le 66e régiment d'infanterie se trouvait aux environs de Marquéglise et de Ressons-sur-Matz, dans la région de Compiègne. Les hommes des 5e et 6e compagnies étaient déployés en tirailleurs ; devant eux, des Français reculent en désordre et les dépassent.

Tout à coup, le 33e régiment d'artillerie ouvre le feu. Ses obus tombent dans notre ligne de tirailleurs. Le lieutenant de la 6e compagnie est tué. Il se produit une panique.

Le capitaine commandant la 5e compagnie fait alors braquer une mitrailleuse et, revolver en main, il ordonne à un caporal de tirer sur les fuyards.

---

[1] Renseignements fournis par **M. HERBERT,** déjà cité à propos des affaires de Sailly, les 29 et 30 octobre 1916.
[2] Renseignements fournis par M. Pécau, déjà cité à propos des affaires de Berry-au-Bac et des Epinettes, en décembre, et en avril 1918.
[3] Renseignements donnés aux journaux, le 13 juin 1921, par l'instituteur **André M**., ex-soldat au 66e régiment d'infanterie.

Ancestramil

*
* *

Le 10 juin 1918[1], la 1re compagnie du 151e régiment d'infanterie se trouvait à 500 mètres en avant du village de Gournay-sur-Aronde (Oise).

Au petit jour, les Allemands attaquent et s'arrêtent le long du ravin bordant la route de Montdidier à Compiègne.

L'Artillerie française déclanche un tir de barrage de 155, dont quelques projectiles tombent dans les rangs de la 1re compagnie, blessant plusieurs hommes, parmi lesquels le soldat **BARETTE**, de la 4e section.

L'ennemi était à 800 mètres. Rien donc ne justifiait le tir de barrage effectué par notre canon de 155.

Mon correspondant affirme que la compagnie a perdu autant d'hommes du fait de l'Artillerie amie que du fait de l'Artillerie ennemie.

*
* *

Le 10 juin 1918[2], la 10e compagnie du 12e régiment d'infanterie se trouvait au nord de Chevincourt (Oise), près de Ressons-sur-Matz, secteur de Compiègne, relevant un régiment qui s'était replié la veille. L'Artillerie avait reculé également. Elle croyait, sans doute, que le 12e régiment était au sud de Chevincourt.

A la tombée de la nuit, elle tire sur nos petits postes.

*
* *

Le 11 juin 1918[3], après l'attaque allemande déclanchée le 9, sur Compiègne, le 131e régiment d'infanterie avait reculé jusqu'à la ligne de chemin de fer qui va de Compiègne à Péronne, près de la gare d'Antheuil (Oise).

A sa droite, se trouve le 129e régiment d'infanterie territoriale sur lequel tire notre artillerie, faisant de nombreuses victimes.

Le 14, se déclanche une attaque ennemie. Le 131e demande un tir de barrage. Il ne l'obtient que lorsque cette attaque a été arrêtée par nos mitrailleuses.

*
* *

En juin 1918[4], le 94e régiment d'infanterie se trouvait près du château de Damar, sur la Luce (Somme).

De nombreux obus fusants de 75 viennent éclater au-dessus de nos lignes.

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-soldat **Marc BARETTE,** du 151e régiment d'infanterie, actuellement domicilié 3, rue Chanzy, à Arras.

[2] Renseignements fournis par **M. Joseph TREGUIER**, du 12e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Brest, 26, rue du Gaz.

[3] Renseignements fournis par l'ex-caporal **Gaétan LABBE**, du 131e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Saint-Claude- de-Diray (Loir-et-Cher).

[4] Renseignements fournis par **M. Paul MERLE**, déjà cité à propos des affaires de Rancourt et de Guignicourt, les 25 septembre 1916 et 16 avril 1917.

Ancestrami

Malgré la présence d'un brigadier d'artillerie observateur, malgré les observations faites par téléphone, malgré l'envoi d'un rapport écrit du chef de bataillon, le tir reste trop court.

Par un hasard providentiel, ce tir n'occasionne aucune perte.

*
* *

En juin 1918[1], la 17e compagnie du 38e régiment d'infanterie coloniale occupait la position de Skra di Legen, secteur à gauche du Piton dénudé, en Orient.

Un matin, vers 7 heures, le capitaine commandant le groupe d'artillerie entre dans la sape, s'installe au téléphone et commande un tir de barrage à un de ses commandants de batterie.

Le téléphoniste de cette batterie annonce : « Coup parti. »

Mais on ne voit rien venir.

Tous les fantassins sortent de la tranchée pour observer le tir. Le téléphoniste de la batterie qui tire annonce encore une fois : « Coup parti. » Cette fois, le coup, qui devait tomber à 200 mètres en avant, tombe à 500 mètres en arrière.

Le capitaine est furieux. Il fait ouvrir le feu, successivement, par ses deux autres batteries. L'une tire dans nos lignes, l'autre encore en arrière.

Quelques jours après, la même aventure arrive au 1er régiment de marche d'infanterie d'Afrique qui se trouvait à la droite du 38e colonial.

*
* *

En juin 1918[2], la 15e compagnie du 283e régiment d'infanterie avait repris Mélicocq (Oise).

A 6 heures du matin, elle se porte en avant, comme il avait été prescrit. Le canon de 75 ne déclanche qu'après six heures son tir de barrage, qui tombe en plein dans nos premières lignes.

Douze hommes sont blessés. On venait de recevoir un renfort de jeunes soldats de la classe 1918. Ce fut, pour ces derniers, le baptême du feu. Il en résulte une débandade.

*
* *

Le 10 juillet 1918[3], le 131e régiment d'infanterie se trouvait à Varenne, entre Château-Thierry et Dormans.

Un petit poste de deux hommes est entièrement nettoyé par un obus de 155 français.

Dans la nuit du 13 au 14, les coups tombent sur notre première ligne et y font des victimes, dont mon correspondant, blessé lui-même dans la matinée du 15, ne peut évaluer le nombre.

*
* *

Ancestrami

[1] Renseignements fournis par l'ex-sergent-major Jacquier, déjà cité, à propos des affaires du Bois-le-Prêtre, de Champagne, de Barleux et de la Cerne, en juin 1915, octobre 1915, juillet 1916 et décembre 1918.
[2] Renseignements fournis par M. Pécau, déjà cité à propos des affaires de Berry-au-Bac, des Épinettes et du Bois-de-Brancé, en décembre 1917, avril et mai 1918.
[3] Renseignements fournis par l'ex-caporal Gaëtan Labbé, déjà cité, à propos de l'affaire de Compiègne, le 9 juin 1918.

Le 23 juillet 1918[1], le 114e régiment d'infanterie venait de s'emparer de la ferme Lourchon, près de Grivesnes (Somme).

Pendant les deux journées qui suivent, la 2e compagnie du 3e bataillon est arrosée par notre canon de 75.

*
* *

Le 8 août 1918[2], devant Mézières (Somme), l'ennemi ayant été surpris et tout à fait désemparé, l'attaque du 94e régiment d'infanterie progressait rapidement. On ne demandait rien à l'Artillerie.

Néanmoins, le canon de 210 français ouvre le feu. Un de ses obus tombe dans nos lignes, et il détruit presque entièrement une section de chasseurs à pied, momentanément attachée au 94e régiment d'infanterie.

*
* *

Le 8 août 1918[3], le 51e régiment d'infanterie attaquait vers l'ouest, près de Moreuil (Somme).

Trois fois, le tir de barrage demandé à l'Artillerie tombe dans nos vagues d'assaut. Trois fois, le régiment est obligé de reculer.

*
* *

Au mois d'août 1918[4], les Allemands reculaient devant le 294e régiment d'infanterie, près de Gratibus, au nord de Montdidier. Leur résistance était très molle. Ils tiraient peu. Ils avaient même laissé un certain nombre de canons lourds sur le terrain. Les Français avançaient, précédés d'un tir de barrage, dont la progression avait été calculée par l'État-Major, en prévision d'une résistance plus grande.

Ne pouvant modérer une ardeur si digne d'éloges, nos fantassins traversent le barrage.

C'est miracle qu'aucun d'eux n'ait eu à s'en repentir. On n'en voit pas moins les inconvénients de ce procédé de combat.

*
* *

Le 18 août 1918[5], le 283e régiment d'infanterie attaquait au petit jour, en avant de la ferme d'Attiche, près de Noyon. La 15e compagnie occupait des tranchées abandonnées par les Allemands. Elle ne pouvait progresser.

Ancestrami

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-soldat **L. BERNARD,** de la 3e compagnie de mitrailleuses du 114e régiment d'infanterie, actuellement domicilié 51, rue Rochereau, à Poitiers.

[2] Renseignements fournis par M. Paul Merle, déjà cité, à propos des affaires de Rancourt, Guignicourt et Damar, les 25 septembre 1916, 16 avril 1917 et juin 1918.

[3] Renseignements - fournis par l'ex-soldat Lamaureux, déjà cité, à propos de l'affaire de Tahure, vers le 15 juillet 1917.

[4] Renseignements fournis par M. Pierron, déjà cité à propos des affaires de Saint-Gond, de Champagne et de Douaumont, les 6 septembre 1914, 25 septembre 1915 et 21 mai 1916.

[5] Renseignements fournis par M. Pécau, déjà cité à propos des affaires de Berry-au-Bac, des Épinettes, du Bois-de-Brancé et de Mélicocq, en décembre 1917 et juin 1918.

Le soir, le 5e bataillon du 369e régiment d'infanterie, faisant partie de la même division, reçoit l'ordre d'attaquer, lui, progressant par vagues d'assaut, le 3e bataillon du 283e restant en soutien.

Toute la matinée, une batterie française de 155 tire sur la position d'arrêt de ce dernier régiment. En vain, envoie-t-on des fusées à tromblon W. B., demandant l'allongement du tir. A 14 heures, il ne reste plus que des fusées pour pistolet.

A 15 heures, la canonnade augmente. La position ennemie s'estompe dans la fumée des éclatements. Jamais on n'avait vu si beau bombardement. Mais la fameuse batterie de 155 allonge son tir et envoie ses projectiles en plein dans le 3e bataillon du 283e régiment.

A 15 h. 15, un obus tombe sur le bord de la tranchée du boyau où se trouve la 15e compagnie. L'aspirant **PECAU**, mort en mars 1921, des suites de cet accident, est enterré avec une partie de sa section. Le sergent Couté et cinq hommes sont tués.

Après la relève, m'écrit mon correspondant, un agent de liaison raconte que le colonel d'artillerie commandant le groupement dont faisait partie la batterie de 155 lui aurait répondu : « Nous savons mieux que vous ce que nous avons à faire. »

*
* *

Le 20 août 1918[1], le 13e régiment de tirailleurs algériens, partant de Moulin-sous-Touvent (Oise), attaquait les lignes allemandes sur le plateau de Coennevières. Le 3e bataillon, d'abord en soutien, devait traverser le 1er bataillon, engagé en première ligne.

Par suite d'une erreur que mon correspondant ne s'explique pas, le 3e bataillon se désaxe au point qu'il arrive devant les Allemands sans avoir rencontré le 1er. Obligé de s'arrêter dans la tranchée de Benet, il subit, de la part de notre canon de 75, une effroyable canonnade. La méprise dure deux heures. Les pertes sont considérables. Rien que dans la 10e compagnie, il y a un adjudant et quatre soldats tués.

Le lendemain 21, l'attaque reprend à 5 heures du matin. L'objectif est la voie ferrée de Blérancourt (Aisne). Le 3e bataillon y arrive d'un seul bond, ayant marché plus vite que ne l'avait prévu l'horaire de l'État-Major. Il avait même fait prisonnière toute la troupe ennemie s'étendant sur son front d'attaque.

A peine arrivé sur le remblai de la voie ferrée, il subit le feu de l'Artillerie amie.

Pour respecter l'horaire, il aurait dû modérer son élan ! Il aurait dû renoncer à faire des prisonniers !

L'emploi du barrage roulant, c'est la mort de toute initiative. C'est la négation du principe de la liaison directe des exécutants.

*
* *

Le 31 août 1918 [2], le 28e bataillon de chasseurs alpins se trouvait, depuis deux ou trois jours, en position d'attente, près de Leuilly (Aisne), au point dénommé, sur la carte, « Fontaine Saint-Rémy ». Les hommes étaient abrités dans des trous individuels creusés en arrière d'un talus en pente vers l'Artillerie amie.

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-caporal fourrier **Maurice DUMOULIN**, du 13e régiment de tirailleurs algériens, actuellement domicilié 15, rue Pirette, à Alger.

[2] Renseignements fournis par M. Turquet, déjà cité à propos de l'affaire de Bouchavesnes, le 4 septembre 1916.

Ancestrami

Celle-ci envoie plusieurs obus de 75, dont un tue l'infirmier de la compagnie.

Le lendemain, 1er septembre, une centaine d'Allemands sortent de leur tranchée, et se rendent.

Le 2, à 13 heures, arrive l'ordre de se porter en avant. On atteint la tranchée allemande. L'ennemi l'avait évacuée. Son artillerie ne tire pas.

Malheureusement, la nôtre tire, et ses projectiles tombent en plein dans la tranchée que les Allemands venaient d'évacuer.

Notre Infanterie franchit néanmoins cette tranchée. Mais les réserves, pour éviter les effets de ce tir, qui dure quatre grandes heures, sont obligées de faire un immense détour.

Les signaux envoyés n'avaient obtenu aucun résultat. L'enquête a, en effet, démontré que la pièce coupable appartenait à la division africaine qui se trouvait sur la droite.

*
* *

Le 4 septembre 1918[1], le 224e régiment d'infanterie, venant de traverser le village de Bucy-le-Haut (Aisne), se portait en avant, sans rencontrer aucune résistance.

Une patrouille composée du sergent **HERIE** et de quatre hommes est envoyée reconnaître la ferme de la Montagne. Arrivée à mi-côte, bien qu'on n'ait rien demandé à l'Artillerie, la patrouille est prise sous le feu de notre canon de 75, dont les projectiles tombent en arrière d'elle. Les hommes prennent le pas gymnastique, pour atteindre la ferme. Ils se réfugient dans une grotte, et ils envoient des fusées-signaux pour demander la cessation du feu.

Peine perdue. Le tir continue. Il s'allonge. Il finit par atteindre la grotte. Un projectile éclate à l'intérieur de cette grotte. Le soldat **GAY** est tué. Un autre est blessé. Mon correspondant a le visage brûlé par la flamme de l'explosion.

Le feu cesse à ce moment-là.

Le lendemain 5, la progression continue. Le 6, le 224e régiment arrive devant Nanteuil, qu'il a l'ordre d'enlever le 7. Bien qu'il n'ait rien demandé à l'Artillerie, celle-ci ouvre le feu.

Cette fois, c'est le 155 qui donne. Un de ses obus tombe dans la 14e compagnie. Il tue le caporal **GARNIER,** le soldat **BARTHELEME** et trois autres hommes. Il fait plusieurs blessés.

La résistance de l'ennemi était si faible que le 224e s'empare, presque sans coup férir, de la cote située en face de la ferme Maître-Jean. Il fait de nombreux prisonniers.

On ne s'explique pas la persistance qu'a mise l'Artillerie à fournir un appui qu'on ne lui demandait pas.

*
* *

Le 12 septembre 1918[2], le 2e régiment d'infanterie coloniale, partant des Éparges, est dirigé sur Saint-Remy.

---

[1] Renseignements fournis par l'ex-soldat **VILLOT**, du 224e régiment d'infanterie, actuellement domicilié à Levallois-Perret.

[2] Renseignements fournis par M. Lamaureux, déjà cité à propos des affaires de Tahure et de Neuville, les 15 juillet 1917 et 8 août 1918.

Amicestinumil

Un petit ruisseau coule d'un village à l'autre. Pendant le trajet, le régiment subit le feu d'une batterie française, qui envoie un coup toutes les cinq secondes, blesse plusieurs hommes, dont deux de la 3e compagnie de mitrailleuses, ce qui décide les autres à se jeter dans le ruisseau.

*
* *

Le 14 septembre 1918[1], le 165e régiment d'infanterie venait de s'emparer du village de Laffaux (Aisne). Il avait fait des prisonniers. Il continuait à avancer.

Tout à coup, une rafale de 75 tombe dans sa première vague. Elle lui inflige de grosses pertes. L'ennemi se ressaisit, et notre avance est enrayée.

*
* *

Le 20 septembre 1918[2], le 174e régiment d'infanterie, qui faisait alors partie de l'armée Gouraud, attaquait un peu à droite du village de Sommepy (Marne).

Après une préparation d'artillerie qui avait duré six heures, la division se dirige vers un petit bois, suivie par ses batteries de 75, lesquelles sont remplacées par des batteries de 155, maintenues en arrière, pour appuyer la progression.

L'Infanterie a-t-elle marché plus vite que ne l'avait prévu l'horaire de l'État-Major ? Les batteries de 155 ont-elles été mal renseignées par les batteries de 75 qu'elles remplaçaient ? Mon correspondant l'ignore. Toujours est-il que le 155 envoie ses obus dans nos lignes.

On lance des fusées-signaux. On déplie les plateaux de jalonnement. Mais, au même moment, le service du génie fait du brouillard artificiel pour empêcher les avions ennemis de repérer nos emplacements. Ce brouillard empêche notre Artillerie d'apercevoir les signaux de l'Infanterie.

Ainsi, pas de liaison entre l'Artillerie et l'Infanterie. Pas de liaison entre celle-ci et le Génie. Les trois armes travaillent, chacune pour son compte. Le commandement ne se préoccupe pas de coordonner leurs efforts.

Ce manque de coordination a pour résultat que l'Infanterie subit de grosses pertes. Rien que dans la section de mon correspondant, qui fut lui-même blessé, il y a 6 hommes atteints sur 20.

Le 21 septembre 1918, à Monastir, le 1er régiment de zouaves de marche avait reçu l'ordre de continuer l'offensive commencée le 17.

Les 2e et 5e compagnies partent les premières, précédées de deux groupes d'éclaireurs, à l'un desquels appartenait mon correspondant. L'Artillerie ennemie ne tirait pas.

Trouvant évacuée la première tranchée allemande, les compagnies demandent à l'Artillerie, par fusées-signaux, d'allonger le tir, et elles continuent à avancer.

Tout à coup, des obus français tombent en arrière. Les deux compagnies s'arrêtent. Un coup arrive dans le groupe des éclaireurs. Il tue net un homme de la 10e compagnie.

Le tir ne cesse qu'à ce moment-là.

*
* *

---

[1] Renseignements fournis par M. Chauvignat, déjà cité à propos de l'affaire de Nieuport, le 1er juin 1917

[2] Renseignements fournis par l'ex-soldat **D. BRIDE**, du 174e régiment d'infanterie, actuellement employé aux halles de Paris, et domicilié 57, rue Chariot.

Amestram

Le 26 septembre 1918[1], pendant la grande offensive de Champagne, le 363e régiment d'infanterie, partant de la butte du Mesnil, s'était emparé de Fontaine-en-Dormoise.

Le 30, il devait attaquer le mont Cuvelet, à 9 heures du matin.

Dès 8 heures, croyant que, sur sa droite, Bouconville était occupé par le 230e régiment d'infanterie, alors qu'il était encore entre les mains des Allemands, le chef du bataillon de première ligne engage sa troupe sans préparation d'artillerie. Il atteint néanmoins le mont Cuvelet, sur lequel il s'installe, malgré les pertes que lui a fait éprouver le feu d'écharpe des mitrailleuses allemandes de Bouconville.

Mais, à peine est-il installé, que les canons amis de 75, de 155 et de 240 lui envoient une grêle de projectiles.

Une grosse partie de la 15e compagnie reste sur le carreau.

A droite, le 230een reçoit autant, devant Bouconville.

Manque de liaison avec l'Infanterie voisine. Manque de liaison avec l'Artillerie amie.

*
* *

Le 30 septembre 1918[2], le 138e régiment d'infanterie exécutait un coup de main sur le plateau d'Asiago, en Italie.

Un tir de barrage est demandé à l'Artillerie. Ce tir est exécuté avec du canon de 155, dont un obus tombe dans les rangs du 138e , blessant plusieurs hommes et tuant le soldat **BOUTET.**

*
* *

Le 4 octobre 1918[3], le 333e régiment d'infanterie, engagé depuis quatre jours, se trouvait entre Challerange et Monthois (Ardennes), son objectif d'attaque.

Pendant la nuit du 4 au 5, l'Artillerie amie l'arrose de ses projectiles. Aucune liaison n'étant organisée entre les deux armes, des hommes partent à la recherche des batteries. Mais, leurs recherches sont vaines.

Mon correspondant est blessé avec deux hommes de sa section. Il y a cinq morts dans la section voisine.

*
* *

Le 10 octobre 1918[4], le 3e bataillon de chasseurs à pied se trouvait, à 6 heures du soir, au nord de Somme-Py (Marne).

Après le passage de l'avion de la division, il est arrosé par une batterie de 75 attachée à la 170e division d'infanterie. L'adjudant Rey et le soldat Bernard sont tués. Le soldat **LOIZIER** est blessé.

---

[1] Renseignements fournis par M. Guéguen, déjà cité à propos des affaires de Brimont et du Mesnil, les 4 mai 1917 et 6 avril 1918.

[2] Renseignements fournis par l'ex-soldat Alexandre Joyeux, déjà cité à propos des affaires de Vacherauville et du Pressoir, les 3 mai et 15 novembre 1916.

[3] Renseignements fournis par M. Gabriel Richet, déjà cité à propos de l'affaire de Vauquois, le 17 février 1915.

[4] Renseignements fournis par l'ex-soldat **COROT**, du 3e bataillon de chasseurs à pied, actuellement domicilié à Montbard (Côte-d'Or).

Ancestrami

*
* *

Le 17 octobre 1918[1], le 5e bataillon du 339e régiment d'infanterie attaquait la cote 153, au nord-ouest de Montigny-en-Arrouaise.

La compagnie de tête, commandée par le lieutenant **BUZY,** s'accroche aux pentes situées devant l'ouvrage 8043. Compte est rendu de la situation en flèche de cette compagnie, non pas à l'Artillerie, dont l'emplacement est ignoré, même du colonel commandant le 339e régiment, mais au général de division.

Les lenteurs et les malentendus qu'entraîne ce long détour ont pour résultat que des obus de 75 tombent sur la compagnie en pointe. Quelques-uns tombent même en arrière.

En vain, envoie-t-on des fusées-signaux et des agents de liaison. Ces derniers ne trouvent pas l'Artillerie.

Le lendemain 18, une nouvelle tentative de progression échoue pour la même raison.

A une protestation du chef de bataillon, l'Artillerie répond : « Nous savons ce que nous avons à faire. Ce que vous affirmez est impossible. »

Dans l'après-midi, l'ennemi se retire. Le contact est perdu. Sous prétexte d'appuyer une progression qui s'effectue sans difficulté, l'Artillerie continue à tirer et à envoyer ses obus dans nos lignes.

Bref, dans ces deux journées, il n'existe aucune liaison entre les deux armes.

*
* *

Le 18 octobre 1918, le 114e régiment d'infanterie venait de s'emparer du petit Triolet, près de Grougis (Aisne), et il poursuivait son avance.

Tout à coup, des obus de 155 s'abattent sur les 2e et 3e bataillons. Six hommes sont tués. Il y a un grand nombre de blessés.

La démoralisation est telle que, pendant quinze jours, le régiment est immobilisé sur les bords du canal de la Sambre à Tuligny (Aisne).

*
* *

Le 1er novembre 1918[2], le 21e bataillon de chasseurs à pied occupait, avec un régiment mixte de zouaves et de tirailleurs, la cote 156, près de Rethel.

Un canon de 155 tire dans nos lignes. Plusieurs hommes sont tués.

On croit que le tir provenait, non de l'Artillerie divisionnaire, mais d'une batterie attachée à une division coloniale opérant sur la gauche.

*
* *

Ancestrami

[1] Renseignements fournis par M. Freydére, déjà cité à propos des affaires de la cote 185 et de Cheppy, les 15 octobre 1915 et 1er mai 1917.

[2] Renseignements fournis par M. L. Bernard, déjà cité à propos de l'affaire de Lourchon, le 23 juillet 1918.

Le 1er novembre 1918[1], à Hamapes (Aisne), les Allemands et les Français occupaient respectivement chacune des rives du canal de la Sambre à l'Aisne. Plusieurs essais de franchissement du canal, avec des passerelles, avaient échoué de notre côté.

Le Commandement français décide alors que les lignes allemandes vont être soumises à un tir de bombardement de 155, et il prescrit à l'Infanterie de se replier à 1 kilomètre en arrière. Seuls, quelques sapeurs du génie restent à 50 mètres du canal pour réparer les passerelles qu'endommage notre 155. Le reste de la compagnie, 2/5 du 3e génie, cherche un abri dans un village situé à 200 mètres en arrière.

Un obus tombe dans ce village, tue un sapeur et en blesse quatre.

Le bombardement est aussitôt arrêté.

*
* *

A une date et en un lieu que je ne puis préciser, le fait ayant été raconté à un de mes amis, dans une gare de chemin de fer, par des blessés français qu'il n'a jamais revus, un régiment d'infanterie, obligé de se replier parce qu'il était sous le feu de l'Artillerie amie qui lui avait infligé de grosses pertes, attaque les batteries à coups de grenades à main.

Une autre fois, un colonel d'infanterie, dont le régiment Une autre fois, l'Artillerie amie, après avoir demandé en était arrosé par l'Artillerie amie, après avoir demandé en vain à l'Artillerie, par téléphone, de modifier les éléments de son tir, se décide à lui envoyer un soldat intelligent, porteur d'instructions écrites et d'une carte du terrain.

Le commandant de groupe refuse de prendre connaissance de ces indications. Indigné, le soldat le tue d'un coup de revolver.

On arrête le meurtrier, mais jamais on n'a osé le faire passer en Conseil de guerre.

Le ministre de la Guerre, que j'ai informé de ces incidents le 15 septembre 1917, ne les a pas démentis. Il m'a simplement répondu que le récit de semblables méprises était de nature à faire perdre à l'Infanterie la confiance qu'elle doit avoir dans son artillerie.

Ce qui a fait perdre à l'Infanterie la confiance qu'elle aurait dû avoir dans son artillerie, ce n'est pas le récit que j'ai fait et que je renouvelle aujourd'hui, c'est l'existence de méprises qu'elle connaissait mieux que moi, puisque c'est par elle que je les ai apprises.

*
* *

Le 31 mars 1921, **Mme BERGASSE d'HUIN,** de l'Association des dames françaises, qui, pendant toute la durée de la guerre, a rempli les fonctions d'infirmière dans une ambulance de Saint-Germain-en-Laye, m'a écrit que, maintes fois, elle avait entendu ses blessés faire le récit d'altercations violentes survenues entre officiers d'artillerie et officiers d'infanterie, ces derniers reprochant aux premiers d'assassiner leurs hommes, les traitant même de « vendus aux Boches ».

Le massacre de l'Infanterie par l'Artillerie amie a provoqué des colères terribles.

Ancestramil

[1] Renseignements fournis par M. **Bachelard,** déjà cité à propos de l'affaire du Moulin Malon, le 23 mai 1915.

****

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. 9

CHAPITRE PREMIER

LES PERTES

§ 1. — Pertes françaises. Pertes allemandes. 13

§ 2. — Les pertes de l'Infanterie et celles des autres armes. 15

CHAPITRE II

L'INFANTERIE MASSACRÉE

PAR L'ARTILLERIE AMIE

§ 1. — Le récit des événements. 17

§ 2. — Les causes des méprises. 40

§ 3. — Le nombre des victimes. 52

§ 4. — Les victimes indirectes 55

CHAPITRE III

LA LIAISON DES ARMES

§ 1. — Le particularisme de l'Artillerie. 59

§ 2. — L'avis de l'École de Metz. 67

§ 3. — L'esprit de corps polytechnicien 70

§ 4. — La vie de garnison. 72

§ 5. — La création de l'inspection générale de l'instruction du tir de l'Artillerie de campagne. 75

§ 6. — Mes propositions de 1908. 78

Ancestramil

§ 7. — L'accueil fait à mes propositions dans les corps de troupe 80

§ 8. — L'approbation ministérielle. 82

§ 9. — La reprise des hostilités 82

§ 10. — La leçon de la guerre. 87

§ 11. — Les deux côtés de la barricade. 93

§ 12. - La fusion de l'Infanterie et de l'Artillerie de campagne. 94

CHAPITRE IV

LA REINE DES BATAILLES

§ 1. — L'essai de détrônement de la Reine des batailles. 97

§ 2. — Le barrage roulant. 100

§ 3. — Le barrage défensif. 102

§ 4. — L'avis d'un artilleur de qualité. 103

§ 5. — L'Infanterie est toujours la Reine des batailles. 105

CHAPITRE V

L'EMPLOI ET LES EFFETS DE L'ARTILLERIE

§ 1. — L'Artillerie, arme subordonnée. 109

§ 2. — Les prétendus effets destructeurs de l'Artillerie 111

§ 3. — Le préjugé des gros calibres. 114

§ 4. — L'argument de l'effet moral 116

§ 5. — Le préjugé des grandes portées. 118

§ 6. — L'Artillerie lourde dans la guerre de mouvement. 121

§ 7. — L'Artillerie lourde dans la guerre de tranchées. 133

§ 8. — Le gaspillage des munitions. 135

§ 9. — L'emploi des crédits. 144

§ 10. — Feu d'artifice ou liaison. 146

Ameestramil

CHAPITRE VI

LES PRINCIPES DE LA GUERRE

§ 1. — Principes et procédés. 151

§ 2. - La peur. 153

§ 3. - La surprise. 156

CHAPITRE VII

LA CONDUITE DE LA GUERRE

§ 1. — Offensive et défensive. 165

§ 2. — L'instabilité de la doctrine de guerre du Haut Commandement français. 171

§ 3. — Guerre d'usure. 174

§ 4. — La conservation du terrain. 176

§ 5. — Attaques folles. 178

§ 6. — La préparation des attaques. 183

§ 7. — Les mitrailleuses ennemies. 186

CHAPITRE VIII

LE CANON QU'IL NOUS FALLAIT

§ 1. — L'avis du général Pétain. 189

§ 2. — Le canon d'infanterie, système Archer. 191

§ 3. — Le préjugé de la toute-puissance de l'Artillerie lourde. 195

CHAPITRE IX

LE MANQUE DE PRÉPARATION A LA GUERRE

DE L'ARMÉE FRANÇAISE

§ 1. — L'instruction de la troupe. 199

§ 2. — L'instruction des cadres supérieurs. 201

§ 3. — Les manœuvres d'automne. 203

Ancestramil

CHAPITRE X

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS 205

ANNEXES

I. — Pertes françaises. Pertes allemandes. 211

II. — Pertes éprouvées, au début de la campagne, par les combattants des différentes armes. 214

III. — Pertes éprouvées, en fin de campagne, par les combattants des différentes armes. 215

IV. — Pertes françaises occasionnées, au début de la campagne, par les divers engins. 215

V. — Pourcentage des blessures occasionnées, à la fin de la campagne, par les divers engins 216

VI. — Part provenant de l'Artillerie amie, dans les pertes causées par éclats d'obus. 217

VII. — Nombre des mobilisés, en 1918. 219

VIII. — Dégâts matériels causés par les Allemands 220

IX. — Nombre de canons en service aux armées, au début et à la fin de la campagne. 221

X. — Complément des récits contenus dans le paragraphe premier du chapitre 11. 221

Ancestrami

Paris. — Imp. PAUL DUPONT (?)— 09.10.21

LIBRAIRIE ALBIN MICHEL, EDITEUR, 22, rue HUYGHENS

ALMERAS (Henri d')
Pourquoi il faut haïr l'Allemagne

AMANIEUX (Edouard)
L'Armature sociale (préface de Georges RENAUD, professeur au Collège de France)

BARBY (Henry)
Au Pays de l'Epouvante (l'Arménie martyre)
Avec l'Armée Serbe.
Les Extravagances bolcheviques et l'Epopée arménienne

BIENSTOCK (J. W)
Raspoutine.

BINET-SANGLE (Dr)
Le Haras humain.
L'Art de Mourir

CABANES (Dr)
Les Indiscrétions de l'Histoire.
Mœurs Intimes du Passé.
Les Morts mystérieuses de l'Histoire
Fous corronnés.
Folie d'Empereur.
Balzac ignoré.
Légendes et Curiosités de l'Histoire.
Une Allemande à la cour de France.
Souvenirs d'un Académicien.
L'Histoire éclairée par la Clinique.

CAILLAUX (Joseph)
Agadir.

CHOISY (Gaston)
L'Allemagne secrète.

DANIEL (Abbé)
Le Baptême de Sang.

DOCQUOIS (Georges)
Nos Emotions pendant la Guerre.
Chair innocente.

DUBOIS (Georges)
Le Point d'Honneur et le Duel.

FAVAREILLE (René)
Réforme administrative par l'Autonomie et lu Responsabilité des fonctions.

GALOPIN (Arnould)
Sur le Front de Mer (Prix de l'Académie Française

CATALOGUE FRANCO SUR DEMANDE

GAYOT (André)
La politique de Demain (préface de M. René VIVIANI, ancien Président du Conseil)

GIOVAGNOLI (Raphaël)
Spartacus (traduit de l'italien par BIENSTOCK).

GODCHOT (Cl)
La Fontaine et saint Augustin.

LAFCADIO-HEARN
Le Japon inconnu.

LEBLOND (Marius-Ary)
Gallieni parle.

LYSIS
Contre l'Oligarchie financière

MAUGARS (Maurice)
Avec la Marocaine (préface du Général DAUGAN).

MONZIE (de)
Rome sans Canossa
L'Entrée au Forum

NADAUD (Marcel)
Les Patrouilleurs de la Mer.

PERCIN (Général) 1914.
Les Erreurs du haut Commandement.

Princesse LOUISE DE BELGIQUE
Autour des trônes que j'ai vu tomber.

RAYNAL (Commandant)
Journal de la Défense du Fort de Vaux.

SEAILLES (Gabriel)

Ancestrami

La Guerre et la République.

WELLS
La Guerre et l'Avenir (traduction de Cecil Georges BAZILE).

Ancestramil